

L'enfer des villes

Au moins deux cent soixante-dix morts, des dizaines de milliers de personnes évacuées en hâte, des flammes qui atteignaient 300 mètres : la banlieue nord de Mexico ressemblait, lundi soir 19 novembre, à une ville qui vient d'être bombardée. Il ne s'agissait que d'une réaction en chaîne à la suite d'une explosion à proximité d'un centre de distribution de gaz.

Aucune ville n'est à l'abri de ce genre de catastrophes : il suffit de rappeler ce qui s'est passé à Feyzin, près de Lyon, où en 1966 l'incendie d'une raffinerie avait fait dix-huit morts et vingt-quatre blessés. Mais les risques se multiplient dans les métropoles du tiers-monde, à la mesure d'une urbanisation dont l'accroissement prend les proportions d'un véritable cancer.

Après Mexico (17 millions d'habitants aujourd'hui, 31 en 2000), la ville de la planète dont la croissance est la plus folle est Sao-Paulo (12 millions maintenant, 26 en 2000) : un drame du même ordre, auquel on a à peine porté attention dans le monde développé, s'y est produit le 25 février dernier. Un obélisque a sauté, faisant cinq cent huit morts, pour la plupart des enfants. Il faut savoir que, au Brésil, trente millions d'enfants vivent dans la rue, ce qui représente une augmentation de 90 % en trois ans. Un quart d'entre eux ont été abandonnés par leurs parents.

L'urbanisation du tiers-monde s'explique essentiellement par la pauvreté des campagnes, que les jeunes, trop nombreux, désertent massivement dans l'espoir de trouver un travail ou au moins de la nourriture en ville. Des phénomènes analogues se sont d'ailleurs produits en Europe, notamment en Espagne ou en Italie. Mais l'ampleur que prend le mouvement est proprement fantastique : d'après le rapport sur les perspectives de l'environnement publié en 1977 à la demande du président Carter, la population du seul tiers-monde s'accroîtra, entre 1975 et 2000, d'un chiffre supérieur à celui des habitants de toutes les villes du globe en 1975. On compte actuellement quelque 125 villes de plus d'un million d'habitants dans les pays en voie de développement : il y en aura 295 à la fin du siècle. A cette date, celui des villes « millionnaires » du monde industrialisé sera passé de 102 à 138.

Qu'il s'agisse de Mexico, de Sao-Paulo, de Bombay, de Lagos, de combien d'autres, qui conque a eu l'occasion de séjourner dans l'une ou l'autre de ces mégapoles, où l'opulence des uns insulte quotidiennement la misère des autres, ne peut se défendre d'une véritable angoisse devant l'immensité des problèmes d'approvisionnement, de transports, d'hygiène, de sécurité, à résoudre, en sachant très bien qu'ils ne seront pas résolus. Comme l'écrivait, dans « Un seul monde », le recteur de l'université des Nations unies, M. Soedjatmoko, en juin dernier, à propos des agglomérations du tiers-monde, « la violence, la criminalité, la rébellion armée et la révolution sont considérées comme les seuls moyens de survie, la seule réponse à une injustice intolérable, à l'oubli, à l'oppression et à un sentiment d'impuissance ».

Il est certes nécessaire de se protéger de la menace des SS-20. Mais il n'est pas déraisonnable d'espérer que les bombes dont ces fusées sont porteuses n'exploseront jamais. Alors que la bombe du sous-développement, dont l'urbanisation anarchique est l'un des effets les plus dramatiques, explosera sûrement si le monde des riches ne prend pas les moyens d'y porter rapidement remède.

(Lire nos informations page 42.)

Tchad : N'Djamena exhorte la France à la fermeté

Le colonel Kadhafi assure qu'il respectera ses engagements

De notre envoyée spéciale

Un compte à rebours est amorcé entre Paris et Tripoli. Le colonel Kadhafi s'est dit, le 19 novembre, « totalement engagé » par l'accord sur le retrait du Tchad, mais multiplie les menaces voilées en cas de retour des forces françaises. La France a répondu, par la voix de M. Roland Dumas, que l'exécution du repli libyen « doit maintenant suivre ».

N'Djamena. — « Après la dupes libyenne, la France doit prendre ses responsabilités », écrit, le 19 novembre, l'agence tchadienne de presse ATP, reflétant ainsi assez bien le sentiment qui prévaut dans la capitale tchadienne.

Avec la satisfaction de qui voit enfin la France reconnaître ce que leur gouvernement proclamait depuis plusieurs jours — que les troupes libyennes n'avaient pas entièrement quitté le nord de leur pays — les Tchadiens assurent que la balle est maintenant dans le camp français et que Paris doit, cette fois, faire montre de plus de détermination.

« Cette malheureuse affaire, écrit l'agence ATP, repose toute la question de l'intervention française au Tchad. Le résultat de l'opération Mania est bien loin de ce qu'espérait l'Elysée, car, dès que les troupes françaises sont parties, les Libyens ont repris leur griffe ».

Cette constatation confirme la position constante du gouvernement, pour qui la seule manière d'obtenir la paix est de bouter les Libyens hors de notre territoire. La France doit donc en tirer les conclusions qui s'imposent », poursuit ATP avant de conclure : « Si la France tergiverse parce qu'elle a des intérêts importants en Libye, elle ne doit pas oublier qu'elle a des rapports particuliers avec le Tchad et ».

tous les pays d'Afrique francophone qui suivent cette affaire ».

Ce rappel du rôle de la France en Afrique est lourd d'arrière-pensées. Les Tchadiens ont suivi avec beaucoup d'attention les commentaires suscités tant en France qu'à l'étranger par la « gaffe » de Paris.

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 3.)

Inde : M. Gandhi dénonce « une vaste conspiration »

Le premier ministre met en cause des « forces extérieures »

De notre correspondant

New-Delhi. — « L'assassinat d'Indira Gandhi s'inscrit dans une vaste conspiration dont l'objectif est d'affaiblir et de diviser l'Inde », a déclaré le 19 novembre, devant cent mille personnes, à New-Delhi, M. Rajiv Gandhi. L'identité et la nationalité des conspirateurs n'ont pas été précisées par le premier ministre, mais il ressortait clairement de ses propos que les « séces- »

sionnistes — bénéficiaient, selon lui, de larges complicités à l'étranger.

Visait-il des sikhs établis à l'extérieur ou carrément des agences gouvernementales étrangères ? Mystère. L'enquête en cours n'a pas encore donné de résultats probants connus, mais, à en juger par les informations, parfois fantaisistes, publiées régulièrement par la presse, le consensus indien autour de « la main de l'étranger » semble d'ores et déjà acquis. Ce thème était déjà l'un des favoris d'Indira Gandhi et, sans préjuger l'issue des investigations, il est probable que le flou entretenu autour des « forces extérieures de déstabilisation », sera maintenu tout au long de la campagne électorale qui vient d'être lancée. Seul le voisin pakistanais échappe traditionnellement à ce flou.

PATRICE CLAUDE.
(Lire la suite page 7.)

Interpol fait peau neuve

Secrète Interpol... Elle acquiert le statut et les avantages d'une organisation internationale de plein droit. Cela entraîne quelques devoirs. Il lui faut ouvrir ses portes et ses fichiers. L'ancien club international de policiers devient l'enjeu de stratégies et d'OPA diverses. La nouvelle présidence américaine arrive avec son programme musclé. Dans une série de deux articles, Danielle Rouard a enquêté sur Interpol, à un tournant de son histoire.

(Lire page 15.)

M. REAGAN ET LE DIALOGUE SOVIÉTO-AMÉRICAIN

Le « cow-boy » promu partenaire

par MICHEL TATU

Comme si, d'un côté, Ronald Reagan se préparait à entamer son second mandat en « faiseur de paix » et si, de l'autre, l'on envisageait d'autre part de profiter de ces bonnes dispositions pour ouvrir dans de meilleures conditions un dialogue qui, de toute façon, ne peut attendre quatre ans.

L'évolution avait commencé à Moscou dès le début de septembre. Après une longue période de crispation et de repli quasi total consécutive au déploiement des euromissiles américains — une période dont le point culminant, en juin, avait coïncidé avec la visite de M. Mitterrand à Moscou, — les hiérarchies du politburo éprouvèrent alors le besoin de rompre un peu l'isolement qu'ils se

sont eux-mêmes infligé, de sortir de leur forteresse : tel est le sens des entretiens que M. Gromyko a eus, au cours du même mois, à New-York et à Washington non seulement avec M. Reagan et son collègue américain George Shultz, mais aussi avec d'autres responsables qu'il ne fréquente pas d'ordinaire (ainsi de M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères ou de son collègue chinois). Mais il n'est pas encore question d'un dégel : les discours publics sont lourdement polémiques, le ministre soviétique ne fait guère, en privé, que répéter des positions connues. Le rendez-vous qu'il avait lui-même fixé à Vienne au milieu de septembre pour discuter des armes spatiales passe sans être honoré.

(Lire la suite page 5.)

LEÇONS D'UNE EXPOSITION

Vermeer et la peinture au quotidien

par ANDRÉ CHASTEL

L'exposition considérable sur « La peinture de genre en Hollande au dix-septième siècle », qui, après avoir été présentée à Philadelphie et à Berlin-Ouest, vient d'achever son parcours à Londres, a obtenu un succès qu'on pouvait prévoir et qu'il est facile d'expliquer. Mais, surtout, elle va laisser derrière elle une trace profonde, à cause des publications et des discussions qui l'ont accompagnée dans le monde septentrional. Il serait bon que nous en soyons avertis et que les enseignements n'en soient pas perdus pour nous.

Les collections britanniques abondent en tableaux hollandais, plus particulièrement de ceux qui relèvent de ce qu'on nomme traditionnellement la « peinture de genre » — c'est-à-dire de thèmes familiers : ménages, cabarets, concerts à deux ou trois, intérieurs agités, mauvais lieux, — dont la production fut considérable au dix-septième siècle. Production si considérable que, comme l'intéressante introduction du catalogue nous l'apprend, il y eut une sorte de surproduction avec chute des cours alentour 1700.

Un voyageur britannique observait vers 1640 qu'il y avait des tableaux de cette espèce partout à Amsterdam. Dans les Pays-Bas protestants, adonnées à la vie active de la « marchandise » et dépourvues de peinture religieuse, l'intérêt allait au paysage et au « genre », où un peuple plein de

vitalité se retrouvait deux fois en image. Taine nous l'a expliqué : Fromentin l'a brillamment illustré. Les collections de l'ancien et du Nouveau Monde en ont déployé l'évidence autour de trois ou quatre nouveaux privilégiés : Metsu, P. de Hooch, Steen et quatre Vermeer (Berlin, New-York, Washington, Londres).

Tout le monde connaît ces curieuses petites toiles où, dans une salle brune, bien tenue, une dame au corsage bordé d'hermine déguise un verre de vin blanc devant un gentilhomme immobile. La lumière fine qui enveloppe la scène est comme une marque de fabrique. Dans cette marge chronologique assez étroite (1620-1680), les tableaux hollandais sont tous d'un bon métier, avec ce fini de détail — robes, violons, buffleries, dentelles, falences — qui fait aussitôt reconnaître une œuvre de la famille ; avec plus d'ampleur à Utrecht, plus de minutie à Leyde ou à Haarlem, plus de raffinement à Delft.

En y introduisant des peintres moins connus, comme Buytewech, spécialiste des « joyeuses compagnies » vers les années 1620, et Molenaer de Haarlem, auteur de l'allégorie inattendue de *Dame morte à sa toilette* (1633), on voit mieux combien tout se tient dans ce répertoire. Sous le jour gris alternant

les riens en beau costume, les débauchés de l'esternité et les bourgeois somnolents. Et le sens de tout cela ? C'est la question que la réunion de la Royal Academy a rendu plus pressante et qui rebondit déjà.

Donc, le genre pur, la peinture des mœurs, directe, amusée ou sereine, et finalement sans sujet : la femme avec son verre de Ter Borch, et, bien entendu, de Vermeer : cette dame qui donne le sein au nourrisson (Gérard Dou) ; ces paysans en ribote (Brouwer, Steen) ; ces soldats à beaux justaucorps de cuir qui se chauffent en créant un savant effet de contrejour rougeoyant (W. Doyter), etc., qu'y chercher sinon la « tranche de vie », le miroir du quotidien ? Eh bien, non ! La bonhomie un peu vide, l'application naturaliste sans autre objet qu'elle-même, tant admirés au siècle dernier, on en conteste éperdument depuis quelques années la valeur d'explication dans les universités néerlandaises, spécialement à Utrecht.

Sur la toile de Molenaer, on voit une jeune femme à sa toilette peignée par une vieille servante devant un gamin qui s'amuse ; mais le pied de la dame repose sur une tête de mort, le petit garçon fait des bulles de savon.

(Lire la suite page 18.)

REEVES

Poussières d'étoiles

Hubert Reeves

Relié. Prix de lancement : 350 F. A partir du 1er janvier 1985 : 400 F

SEUIL

LES HOMMES PETITS
ONT ENFIN
LEUR PROPRIÉTÉ

CHABLIS
Grand Vin de Bourgogne

commentaires

Le Monde

Le piège des mots

M LAURENT FABIUS présente aux Français le visage après « lifting » du couple de l'année — jeunesse et modernité — et oublie, l'espace d'une moitié de grandes vacances, que « socialisme » fait partie du vocabulaire courant : c'est un virage à droite.

M. François Mitterrand tel qu'en lui-même ose, quatre mois plus tard, rappeler qu'il existe une « classe ouvrière » et que le pouvoir a accompli — suprême audace — une « rupture avec le capitalisme » en nationalisant le crédit et cinq grands groupes industriels : c'est un virage à gauche.

Ou bien la politique des socialistes a changé radicalement deux fois en quatre mois. Ou bien, si elle n'a pas changé, le pouvoir s'est pris les pieds dans sa stratégie d'image, au point que l'on puisse croire que son action est infléchiée quand seuls les mots sont modifiés.

EN quoi la politique de M. Laurent Fabius est-elle si différente de celle du gouvernement Mauroy ? Il y a eu virage, c'est sûr, au début du septennat, par la rigueur modérée 1982 rectifiée austerité en 1983. La « parenthèse » dont on parlait alors n'est toujours pas refermée et ne paraît pas près de l'être. Le mot même a disparu du vocabulaire depuis que M. Mitterrand s'est hasardé à l'utiliser une dernière fois dans son interview du printemps 1984 à *Libération*. Et cette disparition-là a sans doute une autre signification que l'éclipse du « socialisme » de M. Fabius.

Le gouvernement Fabius « s'inspire des mêmes principes » que le gouvernement Mauroy, affirme M. Mitterrand dans son interview à *l'Expansion* (le Monde du 17 novembre). Des mêmes principes mais pas du même langage ; ou plutôt c'est la tonalité qui a changé. Le président de la République pourrait aussi, traçant son autoprécédent, expliquer comment il dessine toujours la même ligne, bien qu'il lui donne du fier et du mou, d'un discours à l'autre, d'un jour à l'autre parfois.

EN quoi le Mitterrand 1984 est-il si différent du Mitterrand 1983 ? On a vu le président de la République prendre ses distances — par nécessité plus que par conviction — dans le débat sur l'école, et se poser ainsi en arbitre des inévitables que s'adressaient laïques et privés. On a entendu le chef de l'Etat en Aquitaine chanter au mois d'octobre « les louanges de ceux qui ont entrepris » et défendre le même jour la « large fraction de la France [qui] souffre encore d'avoir été exploitée par l'autre ». On a lu tour à tour des textes dans lesquels M. Mitterrand paraissait se hisser, fonction oblige, au-dessus des affrontements droite-gauche, et d'autres dans lesquels il semblait se marquer « à gauche ». L'Elysée, pour autant, ne change pas de politique.

Le premier ministre n'en change pas plus lorsque, après avoir fait semblant de tenter une « description » impossible, il découvre une effrayante évidence : la droite dispose d'un programme... de droite.

Les mots, les discours, les images, sont parfois destinés à attraper les consommateurs de la politique. Ils provoquent le désarroi et la fuite s'ils changent trop vite et trop souvent.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75227 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauret (1969-1982)

Durée de la société :

cinquante ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

500.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

M.M. André Laurens, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction :

Thomas Ferec.

Imprimé

Le Monde

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 605 F 859 F 1080 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 685 F 979 F 1 248 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal

(trois virements) voudront bien joindre un

chèque à leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés ou

propriétaires (deux semaines ou plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant leur

dépôt. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

rédiger tous les noms propres en

capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie,

300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche,

17 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,25 F ;

Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark,

7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U. 1 \$;

G.-B., 85 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ;

Italie, 1 000 L. ; Liban, 375 P. ; Olympe,

0,250 DL ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège,

8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,

80 esc. ; Suède, 200 F CFA ; Suisse,

7,25 fr. ; Thaïlande, 1,50 L. ; Yémen, 110 ad.

par GÉRARD FUCHS (*)

IL aura suffi de trois ans et demi de gouvernement pour que, devant la poursuite de la crise et l'obstination des faits, s'écrive une partie importante de la mythologie de la gauche. Au point que nombre de commentateurs et même de militants s'interrogent : que veut dire être socialiste aujourd'hui ?

Que la question soit ainsi posée ne saurait surprendre quiconque accepte de reconnaître le décalage formidable qui existe entre le discours dominant de 81 et la pratique de 84 ! Cela ne peut cependant qu'inquiéter ceux qui, pour avoir défendu le « réalisme » avant 81, ne limitent pas à ce seul mot leur projet en 84 ! Il est donc plus que temps de commencer à apporter des réponses : je voudrais le faire dans quatre directions.

La première est l'une des clés du reste : être socialiste signifie d'abord pour moi considérer qu'on peut transformer la société où l'on vit. C'est sur ce point sans doute que le clivage droite-gauche est le plus profond. La droite peut avoir à l'égard de son environnement l'acceptation heureuse — c'est le cas pour ceux qui admettent que le monde leur apporte bien des satisfactions tel qu'il est — ou honteuse — pour ceux qui reconnaissent qu'il y aurait, c'est vrai, bien à dire... Mais, que voulez-vous, l'homme est mauvais, et ces choses-là ont toujours existé... La gauche, elle, pense que les hommes font l'histoire, que les mutations techniques et les crises de société (qui vont de pair) ne s'opèrent pas spontanément au bénéfice de tous, mais que luttes sociales et combat politique peuvent permettre d'en tirer bénéfice pour tous. Certes, il peut arriver que la réalisation de l'ambition : la politique algérienne de Guy Mollet ou l'évolution du système soviétique nous l'ont bien montré ! Mais comment aller les

La fidélité à la gauche repose sur la permanence de quelques idées fortes

par GÉRARD FUCHS (*)

améliorations qui ont pu être obtenues lorsqu'ont été convenablement allées la force des rêves et la reconnaissance des obstacles !

La deuxième direction concerne les valeurs. Il n'y a pas d'action politique sans valeurs, sans une certaine conception de l'homme et des droits de l'homme, explicite ou implicite. Et ce socialisme signifie, à cet égard, adhérence à un certain nombre de valeurs dont la réalisation n'est, en aucun cas, « naturelle ». J'en citerai trois qui, plus que d'autres, définissent un projet de société.

L'égalité des chances. « Tous les hommes naissent libres et égaux en droits » : la formule de 1789 est l'un des grands acquis de notre histoire. On voit bien cependant aujourd'hui que l'affirmation de la liberté n'est rien sans les conditions de la liberté. L'égalité des chances à l'école, dans la ville, devant la santé ou la justice, apparaît rien moins que spontanée !

La justice sociale. Elle est le complément logique de ce qui précède. Mais s'il apparaît comme injuste que le travail d'un homme et celui d'une femme soient considérés différemment, que les inégalités de revenus soient sans limites (alors même que le métier le plus intéressant est déjà le plus valorisé !), que face à l'accident, à l'imprévu, n'existe pas une réelle solidarité collective (allant pourquoi pas, il faudra bien y venir, jusqu'à la garantie d'un véritable revenu minimum), l'action, là aussi, est nécessaire.

Le droit de chacun à être associé à la prise des décisions qui le concernent. Certes, ce droit est aujourd'hui inscrit dans certaines lois, garanti chez nous, à travers le suffrage universel. Mais nous savons qu'il ne permet que difficilement d'infléchir la vie quotidienne, et que, surtout, il s'arrête à la porte des entreprises. Aussi caractéristiques pour une société que ses inégalités de revenus sont pourtant ses inégalités de pouvoir. Mettre en place une décentralisation au profit des citoyens, une démocratie nouvelle dans l'économie et l'entreprise : c'est

se heurter de front aux intérêts les mieux assis. C'est pourtant défendre non seulement une valeur, mais aussi une nécessité : car, dans la mutation que nous vivons, le succès dépendra comme jamais de la capacité de responsabilité et de créativité de chacun.

Être socialiste, pour un gouvernement, c'est alors inscrire son action dans cet ensemble de perspectives ou, lorsque cela n'apparaît pas possible, expliquer pourquoi.

Troisième direction : le rôle de l'Etat. Personne ne peut plus nier que, au-delà d'un certain seuil, l'Etat épuise l'initiative, voire la démocratie : l'Etat providence a montré ses limites. L'Etat soviétique son aboutissement. Ne nous laissons pas séduire pour autant par les sirènes françaises de la dérégulation à la Reagan (qui se garde bien, d'ailleurs, de toucher au complexe militaro-industriel américain). La phrase de Lacordaire : « *Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui protège* », n'a rien perdu de son actualité !

Pour cheminer vers les valeurs indiquées, l'action de l'Etat est indispensable. A condition, bien sûr, que ce ne soit pas un Etat qui administre, mais un Etat qui gouverne, au sens le plus original du terme : à condition que cet Etat permette une prise de décision à la fois la plus possible des gens concernés et au niveau le plus efficace, ce qui signifie que notre vieil Etat de France soit plié à s'accommoder de délégations de pouvoir et vers le bas (la décentralisation) et vers le haut (la construction de l'Europe).

Cet Etat-là peut alors être l'aignillon d'une politique contractuelle, responsable et équilibrée (salaires, préfixes) vous que ce soit la droite qui arbitre ? comme être le grand coordinateur du Plan, un plan qui ne se limite pas à être un document quinquennal pour les historiens mais qui devienne l'une des institutions permanentes où se rencontrent, pour éclairer les décisions, ceux qui contribuent à former le devenir de notre pays.

Cette conception moins totalisante de l'Etat signifie-t-elle alors un déplacement du discours socialiste vers des accents plus individualistes ? Après tout, il s'agit peut-être simplement d'un retour aux sources : lorsqu'on dit que l'homme est la finalité du projet, c'est bien de chaque homme aussi qu'il s'agit !

Dernière direction enfin, une certaine conception de la politique. Ce point m'apparaît aujourd'hui essentiel, en particulier face au rejet que tous les sondages révèlent et qui traduit à la fois le désarroi face à la crise (« finalement, on n'y peut rien ») et la déception face à la gauche (« tous parlent »). Or qui ne sait que, lorsque la République cesse d'être l'affaire de tous, elle cesse vite d'être la République ?

La conception alors à mes yeux, c'est de traiter les citoyens en adultes, de « parler vrai » : oui, nous avons changé de politique, voilà pourquoi ; non, la rigueur n'est pas une parenthèse, la crise rend mythique tout retour au type de croissance des années 60. Ne pas cacher les contraintes, savoir expliquer les difficultés, mais montrer clairement aussi que ni les uns ni les autres ne font perdre de vue l'objectif : voilà une autre clé fondamentale pour que les socialistes puissent retrouver la crédibilité, re-susciter la mobilisation, recréer la politisation au sens le plus vrai et le plus nécessaire du terme.

Être capable d'éviter le double piège du socialisme sans réalisme et du réalisme sans socialisme : une réponse satisfaisante à la question initiale me paraît être à ce prix. Il y faut la permanence de quelques idées fortes et entraînantes, et le souci accru d'un dialogue social sans hypocrisie. Une majorité de Français demeurent encore, j'en suis convaincu, prêts à s'engager dans cette direction.

(*) Membre du secrétariat national du PS, proche de M. Michel Rocard.

COURRIER

Abus de liberté

Il est impossible de laisser sans commentaires les déclarations de M. Jacques Toubon à Arras, reproduites dans *le Monde* du 13 novembre.

M. Toubon peut penser ce qu'il veut des idées socialistes. En définitive, ce droit n'est pas moins garanti après mai 1981 qu'il ne l'était auparavant. Mais écrire « *ce qui montre bien que les idées socialistes ne sont pas des idées françaises* », c'est aller un petit peu plus loin que le sain exercice de la liberté d'opinion. L'implicite « socialistes pas français » ne peut pas ne pas rappeler l'« anti-France » et la « dialectique heimatlos » d'un certain Maurras (...).

JEAN-FRANÇOIS FER (Trémolart).

Suicide en prison et peine de mort

Je lis avec plaisir la plupart de vos articles. Je suis étonné dans la prison de Troyes. C'est à la suite d'une lecture d'un numéro du *Monde* du 1^{er} novembre sur le bilan des suicides en prison en France (plus de 50 cas par an) (...) que j'ai fait un rapprochement avec la peine de mort. Le suicide désespéré de détenus est une peine souvent peu ou pas du tout « méritée » par leur délit. L'homme en général comprend qu'on le punisse pour une faute reconnue, mais il y a disproportion pour de nombreux cas. Ces suicides sont tout de même le « rejet » d'un système, où la vie d'un homme est « consommée » par une situation, un désespoir, une solitude, un abandon dans une cellule crasseuse et que trop qualifiable.

G. V.

(Maison d'arrêt de Troyes).

Vive la retraite !

J'ai le bonheur d'être un « inactif » depuis douze ans : j'ai soixante-huit ans. Votre article « Vieillesse sans âge » (*le Monde* du 7 novembre) m'a vivement intéressé mais, comme beaucoup d'autres, il fait trop ressortir à mon avis, l'aspect négatif de la préretraite et avance des sentiments qui ne sont absolu-

ment pas partagés par tout le monde.

Le drame pour beaucoup est dû à l'impréparation à cette « deuxième vie » qui peut être merveilleuse. Pour ma part, j'ai pensé à la retraite dès mon embauche, à vingt et un ans, en 1938...

Si je prends la peine de vous écrire ces lignes, c'est pour vous faire part de ma satisfaction ainsi que de celle de beaucoup d'amis heureux d'être « condamnés à l'inactivité sociale » et c'est surtout pour vous demander, ainsi qu'à vos collègues qui traitent périodiquement de ce sujet, de ne pas avoir peur de forcer sur les touches roses quand ils brosent le tableau de la retraite qui, pour moi, restera — et de loin — la plus belle partie de la vie.

JEAN BELEGAUD (Trémolart).

Des heures de travail gratuites

Les dirigeants d'entreprise ne seraient-ils pas tentés, pour réduire leurs coûts salariaux, d'outrepasser la loi qui réglemente les conditions de travail ? Ainsi, ils économisent des heures payées, donc de l'embauche. Je prends un exemple concret que je connais bien : le secteur de la distribution.

Actuellement, un chef de rayon dans une grande surface de distribution est embauché à 5000 francs bruts mensuels, il est agent de maîtrise, et peut espérer atteindre, suivant ses capacités, 7000 francs à 8000 francs bruts mensuels.

Il travaille en moyenne cinquante à soixante heures par semaine (au lieu des quarante-deux heures fixées). Si un jour férié, payé et chômé se présente dans une semaine, le chef de rayon perd sa journée de congé hebdomadaire. Il offre huit à dix heures de travail à l'entreprise, cela gratuitement. Le dirigeant d'entreprise décroche qu'il y a beaucoup de travail, et donc les chefs de rayon doivent être présents et offrir leurs services un jour de plus cette semaine-là. Concrètement, et c'est ce qui est en jeu, un chef de rayon qui accomplit cinquante heures hebdomadaires, soit huit heures de plus que l'horaire légal, fait économiser à son chef d'entreprise, 8 x 47 semaines

= 376 heures payées. Car, bien sûr, ces huit heures, cadeau du chef de rayon à l'entreprise, ne lui sont pas payées, ne sont pas récupérables. Personnellement, en tant que chef de rayon en hypermarché, mon horaire hebdomadaire est le suivant :

Selon le contrat signé à l'embauche, quarante-deux heures par semaine. En réalité, j'accomplis, pour un salaire correspondant à quarante-deux heures de travail, l'horaire suivant : lundi, mardi, jeudi, samedi : 8 heures — 12 heures puis 13 heures — 18 heures ; vendredi : 7 heures — 12 heures puis 13 heures — 22 heures ; mercredi : congé hebdomadaire quand aucune autre journée fériée ne se présente dans la semaine. Ce qui fait au total cinquante heures travaillées pour un salaire correspondant à quarante-deux heures, soit huit heures de travail gratuites hebdomadaires.

CHRISTIAN THOMASSET, technicien commercial (Feney-Voltaire).

Les « vieilles dames »

Ceci est une réponse aux articles de journaux et surtout aux émissions

de radio qui ont tendance à présenter la vieillesse de manière caricaturale (vieilles dames impotentes et gourdilles attendant la mort, inutiles à la société). Il se trouve que nous connaissons une des victimes de ces meurtres en série.

M^{lle} Seicaresco, ancienne institutrice, attachée aux traditions d'un enseignement laïque et ouvert, continuait, à soixante et onze ans, à enseigner dans ce sens. De nombreux élèves lui sont reconnaissants de progrès en lecture (elle avait élaboré une méthode pour surmonter la dyslexie) et en latin.

A l'origine de la création d'une association de quartier, elle sillonnait inlassablement Montmartre, toujours prête à le défendre contre une urbanisation sauvage attachée davantage au profit des promoteurs qu'au bien-être des habitants. Notre amie tenait son rôle dans la société. Elle n'était sûrement pas la seule.

Alors, assez de tous ces clichés. Cessons de présenter la vieillesse comme étant une phase de la vie inutile.

J. S. 39 ans (Paris).

André Chouraqui
traduit et présenté
LE NOUVEAU
TESTAMENT
Un Pacte neuf

• Un fils d'Israël devant les Evangiles
Pour la première fois, une traduction qui restitue au texte son authenticité sémitique et retrouve comment vivaient, pensaient, parlaient Jésus et ses disciples.

• Un regard neuf sur Jésus, son pays et son temps
Les introductions et les commentaires situent les événements et les personnages dans leur cadre historique, culturel et religieux.

600 pages - format 195 x 133 - prix : 110 F

Editions Brepols

VENTE EN LIBRAIRIE

LES PROLONGEMENTS DE LA CRISE TCHADIENNE

N'Djamena exhorte la France à la fermeté

(Suite de la première page.)

C'est dès vendredi soir, soit quelques heures après la déclaration de M. Mitterrand, que la France a envisagé des possibilités de riposte au non-retrait libyen. M. Cheysson s'en est entretenu dimanche matin, par téléphone, avec le président Habbé. Le ministre des relations extérieures a évoqué diverses hypothèses, dont la reprise des vols de reconnaissance et l'éventuel retour de soldats français à N'Djamena. On indique ici, de bonne source, que le président tchadien n'aurait guère montré d'enthousiasme à voir revenir un contingent et sa mission devait être celle de l'opération Manta : stopper l'avance libyenne.

Il aurait cependant accepté d'en discuter, dans le cadre d'un examen plus général de la situation avec M. Charles Hernu, ministre de la défense, et le général Lacaze, chef d'état-major général des armées. Tous deux ont eu trois heures d'entretien en tête à tête, lundi, avec M. Habbé.

Si rien n'a filtré de cette rencontre, on peut imaginer que tous les scénarios ont été examinés et que les positions ont été clarifiées entre des hommes qui entretiennent incontestablement de bonnes relations personnelles.

A son départ de N'Djamena, lundi en fin d'après-midi, M. Hernu a déclaré avoir eu avec le président Habbé « un entretien approfondi et complet ». « Je crois, a poursuivi le ministre de la défense, qu'il n'y a pas eu souvent des rencontres d'une telle durée. Nous avons examiné l'ensemble des problèmes qui se posent dans cette région. » « Si les militaires français n'étaient pas venus, les Libyens seraient à N'Djamena », a observé le ministre, avant d'ajouter : « Si vous me dites que le retrait des forces libyennes ne correspond pas à ce que nous souhaitons, c'est exact. Mais il faudra bien que ce qui a été décidé soit tenu. »

M. Hernu n'a pas voulu en dire plus sur la façon de faire respecter aux Libyens leur parole, se réservant d'informer d'abord le chef de l'Etat, ce mardi matin, de la teneur de ses conversations. Il a cependant ajouté que si les vols de reconnaissance étaient jugés nécessaires, ils seraient poursuivis. Répondant à une question sur le délai qu'exigerait un éventuel retour des soldats français, le général Lacaze a déclaré, pour sa part : « Nous sommes capables de ramener ici une compagnie en quelques heures. Des unités stationnées à Bangui ont été placées en alerte opérationnelle, et leur arrivée ici serait rapide, les avions militaires de transport ayant été, après le départ de Manta, basés au Centrafrique. »

S'il est encore impossible de se prononcer sur la forme que prendra la riposte de Paris, on insiste à N'Djamena sur le fait que les demi-

mesures ne sont plus de mise. Le scénario le plus couramment soulevé ici est clair : « que la France boude les Libyens hors du pays et nous nous occuperons de reconquérir le nord ».

Un rappel des garanties de Paris

On peut penser à cet égard que M. Habbé Habbé aura rappelé à M. Hernu les garanties qui lui avaient été données en présence des présidents Houphouët-Boigny, Mobutu et Bongo, lors du petit sommet africain de Paris en octobre dernier, par M. Mitterrand au cas où Tripoli ne respecterait pas ses engagements. Ces garanties, si elles n'avaient pas suffi à lever les doutes du président tchadien sur un éventuel retrait libyen, avaient toutefois paru suffisamment fermes pour assainir le climat.

En estimant prématurément que les Libyens avaient plié bagage, la France ne s'est-elle pas prise à son

propre piège et ne risque-t-elle pas d'être entraînée bien au-delà de ce qu'elle aurait souhaité ? Jusqu'où Paris est-il prêt à aller maintenant pour faire respecter l'accord du 16 septembre ? C'est la question que tout le monde se pose ici. La réponse appartient au président Mitterrand. M. Hernu pourra sans doute lui donner des indications précises sur la situation vue par les militaires français sur place et par le président tchadien lui-même. Les tout prochains jours devraient donc être décisifs pour ce nouvel épisode de la crise tchadienne.

En attendant, on indique à N'Djamena, de source tchadienne, que les FANT (Forces armées nationales) ont renforcé leurs positions sur le front nord où, jusqu'à vendredi, un regain d'activité de la Libye et du GUNT avait été observé. Depuis lors, souligne-t-on, le calme serait revenu. Toutefois, les soldats libyens n'auraient toujours pas amorcé de mouvement de retrait.

FRANÇOISE CHIPAUX.



LA VISITE DE M. CHEYSSON A WASHINGTON

Français et Américains se sont efforcés de dissiper les malentendus

Washington. - Officiellement, MM. Shultz et Cheysson n'ont « pas » ou « très peu » parlé du Tchad, et il n'est effectivement pas impossible qu'ils ne se soient guère étendus sur le sujet au cours des trois entretiens qu'ils ont eus, lundi 19 novembre, à l'occasion de la visite officielle du ministre des relations extérieures.

Côté américain, on disait avec concision que la politique française en la matière avait tellement changé depuis le week-end dernier, et dans un sens jugé favorable par Washington, qu'il aurait été superflu d'ouvrir

le dossier en détail. Côté français, M. Cheysson a estimé devant la presse qu'il eût été « inimaginable » qu'on l'interroge sur la politique française vis-à-vis du Tchad et de la Libye, dans la mesure - il ne l'a pas répété, mais l'avait expliqué la veille - où Paris n'a pas à consulter les Américains sur un tel domaine. M. Cheysson n'a également eu que des mots aimables à l'égard de M. Shultz.

Les porte-parole des deux côtés se sont montrés d'une exemplaire discrétion et la volonté était au bout du compte commune de ne pas laisser un désaccord conjoncturel porter ombrage à l'ensemble des relations franco-américaines. L'art diplomatique ayant des ressources, M. Shultz s'est en conséquence finalement rendu non pas au dîner offert lundi 19 novembre par M. Cheysson, et auquel il avait refusé d'assister, mais au cocktail qui précède ce dîner.

Ces bonnes manières répondaient aux intérêts profonds des deux gouvernements. Pour M. Reagan, il n'y aurait eu que désavantage à laisser percevoir une tension avec la France, car le président américain tient - tant pour la plénitude de son prestige intérieur que vis-à-vis de l'URSS - à ce que la cohésion occidentale soit aussi grande que possible. Pour le gouvernement français, un mauvais moment dans les bonnes relations avec Washington eût été tout aussi mal venu, car les convictions atlantistes de M. Mitterrand sont plus que jamais nécessaires en politique intérieure.

Pour ce qui est de l'affaire tchadienne elle-même, une pression ouverte de Washington en faveur de la fermeté n'aurait pu que diminuer l'autorité de la France dans le Maghreb et l'Afrique noire, alors même que, largement occupés ailleurs, les Etats-Unis souhaitent avant tout qu'elle s'exerce. Pas encore totalement rassurés, mais néanmoins rassérénés par les actuelles « gestulations » militaires françaises, les autorités américaines avaient donc toutes raisons, après leur manifestation d'irritation de la semaine dernière, d'attendre et de voir sans envenimer les choses. Elles l'ont fait avec d'autant plus d'application qu'elles ne voulaient pas paraître interférer dans les polémiques proprement françaises suscitées par la politique tchadienne de M. Mitterrand, et qu'elles considé-

LE GUNT DEMANDE A TRIPOLI DE LUI FOURNIR UNE CAPACITÉ AÉRIENNE

Des informations recueillies par les services français de renseignements font état de tensions persistantes entre Tripoli et les partisans du GUNT, hostiles au gouvernement central de N'Djamena, sur le nature et le volume des armements que les forces libyennes devraient abandonner sur place.

Ces tensions sont telles en certains endroits que des militaires libyens sont pratiquement interdits de séjour, dans le nord du pays, dans des garnisons tenues par les forces du GUNT.

Selon cette analyse, le rythme du démantèlement libyen au nord du Tchad a été perturbé par des exigences du GUNT qui ne s'opposent pas au départ des Libyens, mais qui souhaitent qu'ils laissent un maximum de matériel en se retirant. En particulier, selon ces mêmes sources, on fait état d'une demande du GUNT aux Libyens pour qu'ils lui fournissent une capacité aérienne, de l'artillerie et de nouveaux blindés.

Ces exigences du GUNT pourraient expliquer les va-et-vient incessants d'hélicoptères et d'avions d'appui, observés par les Français dans le nord du Tchad. Ces vols d'hélicoptères continuent à l'heure actuelle même si, parallèlement, on remarque quelques retraits « protocolaires » des Libyens. On n'attache toutefois pas de signification militaire à ces quelques retraits, la situation générale n'ayant fondamentalement pas évolué depuis le voyage de M. Mitterrand en Crète.

rent par ailleurs M. Cheysson comme partant, elles n'en font pas mystère.

Le dossier stratégique

Ouverte sur fond de bourrasque, cette visite officielle qui devait s'achever mardi après-midi s'est donc déroulée sous vent mou. L'ardeur de la délégation française à étouffer les ratés a heureusement équilibré l'amicale réserve des Américains et personne n'est sorti de positions déjà bien connues. M. Cheysson a fait part des interrogations et des craintes que provoquent en Europe et en France les projets américains de développement d'armes antimissiles. Cette « initiative de défense stratégique » américaine risque en effet de donner un nouvel élan à la course aux armements, de priver de raison d'être la force de frappe française face à la mise en place d'un système similaire par l'URSS, et de repousser au bout du compte toute la question de la défense de l'Europe puisque, protégée d'une attaque nucléaire soviétique, l'Amérique serait beaucoup moins concernée par le sort de ses alliés européens.

La délégation française n'a pas cru discerner à cet égard une vision stratégique claire chez ses interlocuteurs américains, et ne cachait pas une préoccupation pour l'avenir malgré le relatif optimisme montré par Washington sur la reprise du dialogue avec Moscou. L'état de désaccord sur l'Amérique centrale n'a pas réservé de surprise, mais les positions européennes en la matière ne préoccupent pas vraiment les Etats-Unis, qui ont réaffirmé en marge - et à propos ? - du Tchad qu'on ne saurait faire confiance au colonel Kadafi. On a aussi parlé de la Communauté européenne et de la nécessité de permettre à l'Espagne de solidement s'ancrer à l'Ouest.

« Quel est l'événement nouveau dans cette visite ? », a-t-il été demandé à M. Cheysson. Il n'y en a pas pour ce qui est des relations franco-américaines, a répondu le ministre, en ajoutant que les Etats-Unis montrent, après la réélection de M. Reagan, « une confiance en eux-mêmes, une fierté, un sentiment d'être une puissance dans le monde et d'avoir une capacité de prédire l'avenir beaucoup plus grande qu'auparavant ».

BERNARD GUETTA.

Le colonel Kadhafi alterne les protestations de bonne foi et les mises en garde

M. Charles Hernu devait rendre compte au chef de l'Etat, ce mardi 20 novembre, de sa mission à N'Djamena. La position de la France pourrait être déterminée à l'occasion du conseil des ministres de mercredi. De son côté, le colonel Kadhafi a déclaré, lundi à La Valette, où il se trouvait en visite officielle, qu'il se sentait « totalement engagé » par l'accord franco-libyen du 16 septembre. Le retard pris dans le départ de ses troupes du Nord tchadien était dû à un « problème de logistique », a-t-il ajouté.

Tout en rendant hommage à M. François Mitterrand, avec lequel il a déclaré être parvenu à une « réelle entente », le dirigeant libyen a rappelé les trois volets de sa politique tchadienne : soutien « total » au GUNT (gouvernement d'union nationale de transition) de M. Goukouni Oueddei ; caractère « illégitime » du régime du président Habbé ; « il faut se battre, le colonel Kadhafi ne comprend que le langage de la force et il n'a pas retiré un seul soldat libyen du territoire tchadien », a-t-il ajouté. De son côté, un membre du GUNT a affirmé, à Paris, qu'une nouvelle intervention française serait « totalement illégale et illégitime ». Les oppositions entre Tchadiens ont, entre-temps, fait l'objet d'un long entretien, à l'Elise, entre le chef de l'Etat et le président Sassou N'Gessou du Congo, qui avait accueilli, en octobre à Brazzaville, une réunion préparatoire à une « conférence de réconciliation ».

mardi matin, si les troupes libyennes encore stationnées dans le Borkou-Ennedi-Tibesti (BET) avaient amorcé un repli sur la bande d'Aozou, l'extrême nord tchadien. A ce sujet, le colonel Kadhafi s'est montré très évasif en déclarant ne pas savoir « si des éléments libyens étaient en route entre le Tchad et la Libye ou étaient déjà arrivés en Libye ».

D'un autre côté, Paris semble attendre de voir comment le dirigeant libyen réagira d'ici à la fin de la semaine à ses injonctions. C'est, du moins, l'impression qu'a de nouveau donnée M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement, en déclarant, lundi soir à Antenne 2, que l'évacuation de l'armée libyenne a « pris du retard » et qu'il fallait « maintenant que l'exécution suive ».

Pour sa part, le ministre tchadien des affaires étrangères s'est prononcé, lundi, au micro de France-Inter, pour « un Manta plus musclé ». « Il faut se battre, le colonel Kadhafi ne comprend que le langage de la force et il n'a pas retiré un seul soldat libyen du territoire tchadien », a-t-il ajouté. De son côté, un membre du GUNT a affirmé, à Paris, qu'une nouvelle intervention française serait « totalement illégale et illégitime ». Les oppositions entre Tchadiens ont, entre-temps, fait l'objet d'un long entretien, à l'Elise, entre le chef de l'Etat et le président Sassou N'Gessou du Congo, qui avait accueilli, en octobre à Brazzaville, une réunion préparatoire à une « conférence de réconciliation ».

J.-C. P.

PARIS ET LES LIVRAISONS D'ARMES A LA LIBYE

Sous la signature de John Vinocur, du New York Times, l'International Herald Tribune du mardi 20 novembre écrit en substance que, selon des sources diplomatiques, la France et la Libye négocient un contrat d'armements, en particulier des avions, en liaison avec le retrait des forces de Tripoli du territoire tchadien.

De source compétente à Paris, on fait observer que des instructions du premier ministre français datant de 1983 demandent aux industriels de l'armement de ne pas s'engager dans des discussions avec la Libye tant que le contentieux tchadien ne sera pas réglé.

En revanche, on sait qu'il existe depuis quelques années maintenant un projet de Tripoli, souvent ajourné, d'acquiescer des moyens-courriers européens Airbus. Ce projet s'est longtemps heurté au souhait des Etats-Unis de ne pas livrer les réacteurs adaptés à l'Airbus, qui sont de construction américaine, pour des raisons d'embargo stratégique à l'encontre de la Libye. Les Britanniques ont avancé l'idée d'installer des réacteurs Rolls-Royce sur ces avions.

Selon l'agence Jana

LE CHEF DE LA RÉVOLUTION LIBYENNE A REÇU ABOU NIDAL

Paris (AFP). - Le « guide de la révolution libyenne », le colonel Kadhafi, s'est entretenu, lundi 19 novembre, avec Abou Nidal, un indicé par l'agence libyenne d'information Jana. « Le chef de la révolution a reçu le secrétaire du comité de commandement du mouvement de libération nationale populaire Fatah-Conseil révolutionnaire, Abou Nidal », écrit l'agence officielle.

L'annonce de la mort d'Abou Nidal par la chaîne de télévision britannique privée Channel Four avait été confirmée par sa famille mais démentie, le 7 novembre, par une personne affirmant être porte-parole de son mouvement et qui avait indiqué, dans un communiqué téléphonique à l'AFP, que Abou Nidal était « en bonne santé et poursuivait normalement ses activités ».

Abou Nidal est accusé d'avoir perpétré de nombreux actes de terrorisme à travers le monde.

LA SIGNATURE D'UN TRAITÉ ENTRE LA LIBYE ET MALTE

« Nous aiderons l'armée maltaise » affirme le colonel Kadhafi

Malte et la Libye ont signé un « traité d'amitié », lors de la visite du colonel Kadhafi dans l'île, a annoncé lundi 19 novembre, à La Valette, le « Guide de la révolution libyenne ». Ce traité, a ajouté le colonel Kadhafi - qui a rencontré à plusieurs reprises le premier ministre maltais Dom Mintoff, - prévoit une « coopération dans tous les domaines : stratégique, politique, économique et militaire ». « La Libye aidera l'armée maltaise à protéger la sécurité de l'île », a-t-il affirmé.

Dans un communiqué commun, les deux pays se déclarent « profondément préoccupés par les nombreuses provocations américaines contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye ».

La Libye, a encore déclaré le colonel Kadhafi, « soutient la grève des mineurs britanniques et leur envoi de l'aide » par l'intermédiaire de ses propres syndicats (1).

Les suites de l'affaire Bakkouche

Lundi également, la Libye a, pour la première fois, fait référence à la version égyptienne du projet d'assassinat de l'ancien dirigeant libyen Abdelhamid Bakkouche. Elle a accusé le président Mubarak d'être impliqué dans un « complot terroriste américain ». L'agence de presse libyenne Jana écrit que M. Mubarak a « affirmé sa participation au complot américain en protégeant des chiens errants et le peuple libyen a décidé de traquer et de liquider ».

Selon Le Caire, les agents libyens arrêtés au Caire après la tentative d'assassinat de M. Bakkouche, préoyaient aussi de détourner un avion F-16 et d'assassiner des dirigeants égyptiens. Les membres du commando avaient même promis à leurs « collaborateurs » égyptiens de leur présenter le territoire international.

Carles, a précisé le ministre de l'intérieur égyptien. L'accusé numéro un dans l'affaire Bakkouche, le Britannique Anthony William Gill, a retiré lundi dans une banque caennaise, une partie de l'argent mis à sa disposition par les services secrets libyens pour l'assassinat de l'opposant au colonel Kadhafi. Il a aussitôt remis l'argent aux autorités égyptiennes qui l'ont consigné comme « pièce de conviction ».

Selon le ministre égyptien de l'intérieur, les services libyens avaient transféré de Rome à la banque caennaise, le 15 novembre, la somme de 90 000 dollars après avoir reçu les photos truquées prouvant l'assassinat de M. Bakkouche. Cet argent, selon les mêmes sources, devait récompenser les « complices » égyptiens du commando, en fait, des agents égyptiens. Au total, le commando avait prévu une somme de 150 000 dollars pour ses « complices » en Egypte, indiquent-ils. Les quatre membres du commando devaient recevoir pour leur part la somme de 250 000 dollars pour leur « mission ». - (AFP, Reuter, AP.)

(1) Il n'existe pas de syndicalisme libre en Libye.

UN TÉMOIGNAGE UNIQUE SUR L'HISTOIRE DE NOTRE SIÈCLE

Pierre MENDÈS FRANCE

Oeuvres complètes

Tome 1

S'engager

1922-1943

Les archives de Pierre Mendès-France témoignent de l'intensité de ses cinquante années de vie politique.

GALLIMARD *mf*

AFRIQUE

SCÈNES DE FAMINE EN ÉTHIOPIE

Les « coolies de l'espoir »

Asseb. — La mer Rouge, en fond de décor, d'où vient le salut. Des pigeons, pris du hangar de l'aéroport, picorent quelques graines échappées des sacs de céréales. Au repos, sur l'aire de stationnement, un Antonov-12 d'Aeroflot, un Iliouchine-18 d'Interflug (compagnie aérienne est-allemande) et trois hélicoptères soviétiques Mi-18. Un soleil implacable sur un désert de pierre.

Le port d'Asseb est à quelques kilomètres. C'est là qu'accoastent les cargoes de l'espoir. Transbordés sur des camions, une partie de l'aide alimentaire prend le chemin de l'aéroport pour gagner par la voie des airs à une demi-heure de vol, Makelle, la capitale de la province du Tigre. Ici, on travaille jour et nuit. Urgence obligée : il n'y a plus de couvre-feu.

Les quelque quatre-vingts coolies sur le dos desquels reposent les opérations de chargement et de déchargement demeurent, sans discontinuer, sur le pied de guerre. « Ils dorment quand ils peuvent, souvent entre deux vols », raconte un chef d'équipe. La Commission éthiopienne d'aide et de réhabilitation (RRC), leur employeur, verse à chacun d'entre eux 35 cents par quintal manutenu, soit environ 1,50 F.

Ces manœuvres, qui mâchent du gât — une herbe euphorisante — pour se donner du cœur à l'ouvrage, transbahutent des sacs de céréales de toutes origines, Australie, Canada, Grande-Bretagne. L'Hercole C-130 de la Royal Air Force roule encore sur la piste de terre, au milieu d'un nuage de poussière, que des camions pleins à ras bord s'en vont à se rencontrer.

Pendant que l'équipe fait le plein de carburant, les « coolies de l'espoir » entassent quelque 276 sacs de céréales de 50 kilos chacun dans les soutes de l'appareil. L'opération est rondement menée en une demi-heure. L'Hercole fait trois navettes par jour.

De notre envoyé spécial
entre Asseb et Makelle, où les effarés le guettent dans le ciel comme un heureux présage.

Ils sont là, rassemblés par milliers au camp de Ouha, à proximité de l'aéroport de Makelle, aux portes de la ville dont l'accès leur est interdit par l'armée. Chaque jour, il en arrive des centaines qui fuient leurs villages et la sécheresse. Accablés par terre, serrés les uns contre les autres, ils attendent, silencieux et sans expression, de se faire enregistrer pour avoir droit à une aide alimentaire. Beaucoup ont marché plusieurs jours pour atteindre ce centre de distribution, dans un piteux état, au bord de l'épuisement.

« Emmène-moi dans ton pays »

Les premiers arrivés ont trouvé refuge dans une trentaine de tentes. Ceux qui les ont suivis ont dû creuser des abris individuels dans la terre ou élever de petits murets de pierre pour se protéger du vent froid qui balait ce plateau à 2600 mètres d'altitude. Ils ont rassemblé près d'eux des pauvres effets, une calèche, une poêle, un bidon en plastique et quelques fagots arrachés au désert pour faire la dinette. Certains font griller quelques pois secs ou quelques grains de café, si peu nombreux qu'on pourrait les compter. D'autres ont réussi, avec les moyens du bord, à cuire une galette. Il faut aller puiser une eau sale à plusieurs kilomètres, dans le lit d'une rivière, car il n'y en a pas assez sur place.

Tous sont vêtus de haillons, dont la couleur se confond avec celle de la terre nue où ils ont posé leurs bâtons. Beaucoup marchent pieds nus. Les adultes n'ont plus d'anne. Appuyés sur une canne, un vieillard de soixante ans murmure qu'il n'a jamais vu « pareille malédiction ». Une nuée

d'enfants errant de groupe en groupe, ils ne jouent pas. Ils ne rient pas. Ils ne sourient pas. Ils regardent, les yeux hagards, ces drôles de visiteurs étrangers descendus du ciel, un appareil de photo en bandoulière et un stylo à bille au bout des doigts.

Des mains se tendent en silence. Des goitreux et des lépreux exhibent leurs plaies comme s'ils avaient une chance supplémentaire d'attirer l'attention. D'autres, allongés sur le sol, vaincus par la maladie, le froid ou la faim, dorment ou peut-être agonisent, veillés par l'un des leurs. « Il meurt, ici, une dizaine de personnes par jour », précise un instituteur. On ramasse les cadavres, on procède aux rites funéraires, puis on s'en va, dans le désert alentour, que l'ensevelir dans une terre ingrate qui a refusé de les nourrir.

Ces pauvres hères sont devenus, bien malgré eux, des vedettes de l'actualité. On leur braque des objectifs sous le nez. Ils supportent, sans broncher, cette « agression ». On leur pose des questions idiotes ou incertaines comme à des « stars ». Inlassablement, ils répètent leur drame. On insiste pour obtenir d'eux des détails encore plus « croustillants ». La misère est pittoresque, c'est bien connu. Tout cela fera une bonne histoire...

Il faut, hélas, en passer par là pour être assuré de provoquer la générosité des nantis. Il n'est pas sûr que tous ceux qui s'offrent ainsi en spectacle en profitent. Mais d'autres après eux... car ce drame ne touche pas à sa fin, — en recroisant certainement les truits.

Cet adolescent est conscient que le désert du Tigre ne reverdra plus jamais. Près à tout plaquer, il supplie le visiteur de l'aider : « Monsieur, s'il te plaît, ramène-moi dans ton pays. Ici, il n'y a plus rien à manger... »

JACQUES DE BARRIN.

DIPLOMATIE

LA PRÉPARATION DU SOMMET DE DUBLIN

M. Kohl a discuté avec M. Mitterrand des perspectives de l'Union européenne

Le chancelier Kohl a été reçu à dîner, lundi 19 novembre, à l'Élysée, par M. Mitterrand, avec qui il a ensuite tenu une brève conférence de presse avant de regagner Bonn. Il a indiqué que sa conversation avec le président français, qui a duré deux heures et demie, avait notamment porté sur l'état des relations Est-Ouest. M. Kohl, qui doit se rendre la semaine prochaine à Washington, estime que « les augures sont extrêmement favorables » à une reprise des pourparlers américains-soviétiques, après la réflexion de M. Reagan, et que ce dernier « est désormais en bonne position pour engager de telles négociations ».

Le sommet de Dublin consacra une bonne part de ses travaux, outre à la question de l'adhésion espagnole (et portugaise, mais celle-ci pose sensiblement moins de problèmes), au débat sur l'Union européenne. Augmenté dit, sur une réforme progressive des institutions communautaires, tendant à resserrer les liens qui unissent déjà les dix États membres de la CEE, et tout particulièrement, sans doute, six ou sept d'entre eux. Le comité ad hoc que le conseil européen de Fontainebleau avait chargé, en juin, de formuler des propositions à cet égard, a en effet sensiblement avancé. Malgré des débats un peu laborieux et certaines disparités manifestes dans le degré d'engagement politique et le prestige personnel de ses membres, qui vont du haut fonctionnaire à l'ancien signataire du traité de Rome, M. Maurice Faure, représentant personnel du président de la République...

Le rapport de M. Maurice Faure

Le comité, que préside un sénateur du Fine Gael irlandais, M. Dooge, se réunit, pour la quatrième et dernière fois avant le sommet de Dublin, mercredi après-midi et jeudi à Bruxelles. Si la bataille d'amendements qui doit s'engager alors ne s'émousse pas, le rapport de M. Faure devrait donc pouvoir faire l'objet d'un premier examen critique par les Dix lors de leur réunion dans la capitale irlandaise. Sans être appelé à faire

M. Mitterrand, de son côté, a insisté sur la préparation du Conseil européen convoqué à Dublin, les 3 et 4 décembre prochains, et sur le fait que son hôte et lui-même s'étaient interrogés, au cours de leur rencontre de lundi soir, sur « la partition que pourra jouer l'Europe » au cours de l'année prochaine, ainsi que sur les difficultés et les aléas de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal. Sur ce dernier point, le chef de l'État estime que, s'il existe encore quelques divergences entre Paris et Bonn à propos de certains aspects techniques, la volonté d'aboutir à un accord avant la fin de l'année est commune aux deux pays.

L'effet d'une bombe, ce document présente un certain nombre d'analyses et de propositions qui devraient alimenter bien des échanges de vues, voire des controverses, dans les milieux européens durant les prochains mois. MM. Mitterrand et Kohl ont d'ailleurs consacré une partie de leur soirée de lundi à en évoquer les grandes lignes, Paris comptant beaucoup, dans cette affaire, sur le soutien de Bonn (ainsi, d'ailleurs, que sur celui de Rome, dont M. Mitterrand s'est assuré lors du dernier sommet franco-italien, le 9 novembre dernier, lorsque M. Craxi est venu à l'Élysée).

Le rapport de M. Faure se compose de quatre parties. La première constitue une sorte de préambule, qui constate que la Communauté est actuellement paralysée. Non pas seulement, estime l'ancien ministre, du fait de son élargissement, pour lequel la méthode choisie n'a certainement pas été la meilleure, mais aussi en raison d'un équilibre institutionnel de moins en moins satisfaisant; situation d'autant plus préoccupante que le CEE se trouve actuellement confronté à tout un ensemble de défis qui n'existaient pas au moment de la signature du traité de Rome.

Pour surmonter cette crise, explique M. Faure, la politique des petits pas ne suffit plus : il faut un « saut qualitatif ». Il faut l'Union européenne. Autrement dit, une entité politique capable de prendre des décisions, de façon plus démocratique (c'est ici le Parlement qui est concerné), mais dans le respect de l'indépendance des États membres. En second lieu, le rapport présenté mercredi devant le comité Dooge fixe des « objectifs prioritaires » : le marché intérieur européen, qui est loin d'être encore réalisé, le développement des politiques nouvelles, en particulier industrielle et sociale, l'approfondissement du système monétaire européen (qui pourrait aller jusqu'à la création d'une Banque communautaire, avec le choix de l'ECU comme monnaie de réserve et de transaction).

Le problème de la méthode

Par ailleurs, il conviendrait de mettre l'Europe mieux à même d'affirmer sa personnalité, en développant sa coopération politique, jusqu'à envisager de la doter le plus rapidement possible d'une diplomatie commune. La question de la défense, dans cette logique, se posera inévitablement assez vite : il s'agit pour les Dix de trouver une formule acceptable, dans son principe, par l'Irlande, pays extérieur à l'OTAN, et par la Grèce, qui manifeste périodiquement des velléités d'en sortir — étant entendu que, de toute façon, il ne s'agit pas de refaire la CED...

Le troisième volet des réflexions du comité est consacré à l'équilibre institutionnel. De façon très pré-

matique, M. Faure suggère de revenir à la philosophie du traité de Rome, en réaffirmant solennellement le principe du vote à la majorité (sauf à propos des politiques nouvelles et de l'élargissement), l'unanimité étant vraiment réservée, comme le prévoyait d'ailleurs le « compromis de Luxembourg », aux cas où les « intérêts vitaux » d'un État membre sont en jeu. MM. Mitterrand et Kohl sont, semble-t-il, parfaitement d'accord sur ce point, et souhaitent éviter de voir les prochains sommets européens connaître les mêmes blocages qu'aujourd'hui. Encore reste-t-il à fixer comment sera déterminée cette notion d'« intérêt vital », et par qui.

D'autre part, la Commission européenne devrait recevoir, selon les propositions qui vont être faites aux Dix, un plus grand pouvoir d'initiative, le rôle de son président se trouvant par ailleurs renforcé (notamment dans la désignation de ses membres). Ce pouvoir d'initiative est d'autant plus important que l'on ne peut voter, aux conseils européens, que s'il y a une proposition explicite de la Commission.

Reste la question, fort importante, de la méthode. La proposition française est qu'une conférence intergouvernementale soit chargée de négocier un projet de traité d'Union européenne, dans l'esprit du « projet Spinelli » (l'Élysée y étant, semble-t-il, favorable, que le Quai d'Orsay). Mais le comité Dooge pourrait aussi lui-même rédiger un tel projet de traité. De toute façon, chacun souhaite avancer prudemment : l'accord assez large qui se dessine entre les six pays fondateurs de la Communauté (France, RFA, Italie, Benelux), la Commission, la présidence du Parlement européen — M. Pflümel a été reçu par le comité à plusieurs reprises — et, plus ou moins, l'Irlande, ne doit pas conduire à isoler la Grande-Bretagne. Du moins aussi longtemps qu'il restera une chance de ne pas bâtir sans elle ce « premier cercle » de la Communauté, cette Europe dans l'Europe dans laquelle il semble, en revanche, bien difficile d'entraîner le Danemark et sans doute la Grèce.

BERNARD BRIGOLEUX.

EUROPE

Roumanie

Le discours de M. Ceausescu devant le congrès du Parti

M. Nicolae Ceausescu, secrétaire général du Parti roumain, a annoncé lundi 19 novembre que son pays « accepterait la reconduction » du pacte de Varsovie — qui vient à échéance en mars 1985. D'autre part, il a repris à son compte une proposition soviétique de réunion des partis communistes, mais en la modifiant dans le sens d'une plus large participation, et il s'est félicité de la reprise des conversations sino-soviétiques. Sur le plan intérieur, M. Ceausescu a décliné devant les quelque trois mille deux cents délégués au XIII^e congrès du Parti un discours d'une parfaite orthodoxie, soulignant les vertus de la direction centralisée et renouvelant ses appels à l'effort et aux sacrifices. — (AFP, Reuters, AP, UPI.)

Coquetteries et appel à l'effort

M. Ceausescu n'a surpris personne en « proposant » au congrès de son parti d'accepter la reconduction du traité de Varsovie, mais, comme à son habitude, il a pris grand soin d'y mettre les formes : s'il faut se résoudre à cette reconduction, a-t-il expliqué, c'est parce que la « suppression simultanée des deux blocs » (le pacte et l'OTAN) n'a pu être obtenue. Mais la Roumanie continuera à faire tous ses efforts en ce sens. Sur le fond, c'est aussi la position de Moscou (et le représentant soviétique, M. Vladimir Tcherebitchy, membre du bureau politique, n'a pas manqué d'applaudir ce passage).

Il reste que la Roumanie a donné une certaine réalité à la « différence » qu'elle cultive en limitant depuis de nombreuses années au strict minimum (des officiers d'état-major) sa participation aux manœuvres du pacte. Certaines sources est-européennes citées par l'agence Reuters affirment même que Bucarest a tenté de convaincre ses partenaires du bloc de limiter cette prorogation du traité à un nombre d'années assez réduit (cinq ans, par exemple).

Dans tout son développement consacré à la politique étrangère, M. Ceausescu a repris les éternelles considérations dont il s'est fait une spécialité. Il s'est promis de respecter les engagements militaires de son pays au sein du pacte et d'améliorer la coopération entre les armées, tout en plaçant pour une réduction des dépenses militaires. Il a donné un coup de chapeau à « trois importantes » propositions de M. Tchernomir sur la délimitation de l'espace, mais a aussi men-

tionné les propositions formulées par le président Reagan après sa réélection en vue d'un dialogue constructif.

Ces finesses — ou ces coquetteries — étaient par contre tout à fait absentes de la partie de son discours consacrée à la situation intérieure. Pas un mot sur ce qui caractérise pourtant la vie quotidienne des Roumains : queues, rationnement, coupures d'électricité, de chauffage — sinon par le biais du leitmotiv bien connu : pour vivre mieux, travaillez plus. Le succès du prochain plan quinquennal (1986-1990) demandera des sacrifices accrus (à supposer qu'il soit réalisable, puisqu'il prévoit une croissance au moins double de celle de ces dernières années). Il faudra continuer à forcer les exportations et à réduire au strict minimum les importations, pour rembourser la dette, déjà réduite, au cours des deux dernières années, de 10 à 8 milliards de dollars.

Comme pour écarter toute critique, il a souligné que, si elle n'avait pas créé de « puissantes bases matérielles » (c'est-à-dire des investissements lourds au détriment de la consommation), la Roumanie n'aurait pas pu affronter la crise économique. Et, sans doute par souci de trouver un responsable aux difficultés actuelles, il s'en est pris avec vigueur aux exigences « inadmissibles » du FMI, dont son pays est membre. M. Ceausescu sera réélu vendredi secrétaire général du PC roumain. Il est déjà au pouvoir depuis dix-neuf ans.

J.K.

Autriche

Le diplomate Evner Ergun est la quarante-deuxième victime turque des extrémistes arméniens

L'assassinat du diplomate turc Evner Ergun, le lundi 19 novembre, à Vienne (le Monde du 20 novembre), a été revendiqué par l'Armée révolutionnaire arménienne. Dans un coup de téléphone à l'AFP à Paris, un correspondant a déclaré que le combat de l'ARCA contre « le gouvernement réactionnaire turc » ne s'achèverait que lorsque ce gouvernement « amorcera une phase de négociations avec les représentants du peuple arménien ». Le diplomate a été abattu en plein centre de la capitale autrichienne : alors que sa voiture ralentissait dans une rue encombrée, un inconnu s'est précipité et a tiré presque à bout portant à quatre reprises trois balles qui ont atteint le diplomate à la tête. L'inconnu a réussi à s'enfuir.

L'ARCA avait revendiqué l'attentat commis le 27 juillet 1983 contre l'ambassade de Turquie à Lisbonne au cours duquel sept personnes, dont cinq membres du commando, avaient trouvé la mort. Elle a également revendiqué l'attentat commis le 20 juin dernier à Vienne contre l'attaché commercial turc en Autriche, Özcan Erdogan, qui avait été décapité par l'explosion d'une voiture.

L'assassinat de M. Evner Ergun, qui travaillait pour l'ONU, porte à quarante-deux le nombre des victimes turques d'attentats arméniens. Trente et une d'entre elles étaient des diplomates tués à l'étranger. Les premiers meurtres ont été commis le 27 janvier 1973, date à laquelle ont été assassinés à Santa-Barbara, en Californie, le consul général de Turquie et son adjoint. Sept personnes sont mortes lors de l'attaque lancée par un commando contre l'aéroport d'Ankara le 7 août 1982 et deux autres dans le grand bazar d'Istanbul, le 16 juin 1983.

Le ministère turc des affaires étrangères a lancé, lundi 19 novembre, un appel à la solidarité et à la coopération de la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme. Dans un communiqué, le ministère espère que le gouvernement autrichien saura dissiper l'impression « selon laquelle les Armé-

La rencontre entre les premiers ministres britannique et irlandais

UNE INITIATIVE COMMUNE EST MISE À L'ÉTUDE

(De notre correspondant.)

Londres. — Après deux jours d'entretiens à Londres, M^{rs} Thatcher et le premier ministre irlandais, M. Garrett Fitzgerald, sont convenus de se retrouver à nouveau dans « le début de l'année prochaine ». Tel est l'essentiel d'un communiqué sibyllin dont on ne sait s'il dissimule le fait que les deux chefs de gouvernement n'ont pu rapprocher leurs points de vue ou s'il préserve un secret nécessaire sur des projets importants.

On a seulement appris qu'en dehors de l'engagement réciproque de mettre très bientôt à l'étude une initiative politique commune pour tenter d'améliorer la situation en Irlande du Nord — ce que souhaite très vivement M. Fitzgerald — il avait été également question de collaboration en matière de sécurité de part et d'autre de la frontière entre l'Ulster et l'Eire. La lutte contre le terrorisme de l'IRA est la préoccupation majeure de M^{rs} Thatcher, mais elle est de nature à embarrasser le premier ministre irlandais si elle ne s'accompagne pas de progrès dans le domaine politique. Là est peut-être la première raison du secret dont ont été entourées ces conversations.

F.C.

afrique
asie

G.E.A.O. :
LE SCANDALE
DIAWARA

MASMOUDI,
LE DÉRIVÉ
TOURNEUR

2 grands dossiers.
1 numéro
de 156 pages
En vente
dans les kiosques français
et dans 64 pays
Retenez-les dès maintenant
auprès de votre vendeur
habituel

Mieux : abonnez-vous à
« Afrique-Asie »
13, rue d'Uzes, 75002 Paris.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD
+ autres marques

Matériel GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier 15/10°

+
4 goujons d'acier anti-dégondage

+
3 cornières anti-pince

à l'extérieur sur le pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.600 F TTC
Pose et dépi. comp. PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
☎ 554.58.08
554.41.95

FACILITES DE PAIEMENT

DIPLOMATIE

Le « nouveau Reagan » et le dialogue soviéto-américain

(Suite de la première page.)

Ce n'est qu'à partir de la mi-octobre que la ligne s'inscrivait un peu plus avec les déclarations de M. Tchernenko au *Washington Post*, plus récemment à la chaîne de télévision ABC et dans sa préface à l'édition américaine de ses écrits (*Le Monde* du 17 novembre). Non seulement le désir de dialogue y est réaffirmé avec beaucoup plus d'insistance que par le passé, mais les conditions mises à ce dialogue s'améliorent ou perdent de leur netteté. On ne redit plus — même si on ne dit pas le contraire — que l'installation des Pershing en Europe a détruit les bases des relations soviéto-américaines et des négociations sur les armements nucléaires.

En privé, les Soviétiques font savoir qu'ils sont intéressés par l'idée de « pourparlers globaux » ou « parapluie » lancés par M. Reagan dans son discours du 24 septembre à l'ONU. Certes, ils n'avaient jamais explicitement rejeté cette formule dans les commentaires pourtant très critiques qu'ils avaient faits sur le moment du discours, se contentant de la passer sous silence. Mais, aujourd'hui, ils demandent à en savoir plus et laissent entendre que des conversations à un niveau élevé, par exemple entre MM. Shultz et Gromyko, pourraient s'ouvrir autour de Noël.

Sauver la face

On comprend cet intérêt. La proposition de M. Reagan a l'avantage de permettre au Kremlin de sauver la face, de renouer le dialogue sur la maîtrise des armements sans avoir à revenir aux pourparlers de Genève sur les armements intercontinentaux (START) ou à portée intermédiaire (FNI) qu'il avait rompus il y a un an en jurant après coup — imprudemment — que le retrait des Pershing d'Europe était une condition sine qua non de leur reprise. En outre, ces pourparlers globaux offrent une chance de parler au plus vite de ce qui occupe la première place dans les priorités du politburo : les armes de l'espace.

Dans un premier temps, le Kremlin avait pratiquement subordonné l'ouverture de tels pourparlers à l'acceptation par Washington d'un moratoire préalable sur tous les essais de ces armes, dans l'espoir d'empêcher les tests prévus ces prochains mois par le Pentagone dans le cadre de l'initiative de défense stratégique (SDI) de M. Reagan. Cette condition semble ne plus en être une aujourd'hui, Moscou ayant compris que cette demande n'était pas acceptable par les Etats-Unis, et finalement peu praticable : comment décider d'un moratoire sans négocier

au préalable pour savoir à quels systèmes d'armes il s'appliquerait ?

De toute manière, il y aura des contreparties que le Kremlin ne peut ignorer. Officiellement, l'idée des pourparlers globaux est présentée à Washington comme une sorte d'astuce technique permettant de stimuler les diverses négociations plus concrètes qui se dérouleront sous ce « parapluie ». Comme l'a expliqué M. Reagan, il s'agit d'« étendre » le processus de la maîtrise négociée des armements, de lui fournir « une carte routière montrant où les efforts peuvent mener dans les vingt et quelques années à venir ». Plus concrètement, toujours selon le président, « si les progrès sont temporairement bloqués dans un domaine des pourparlers, ce cadre nouveau pourrait nous aider à reprendre le fil dans d'autres négociations ».

Mais cela veut dire que, sous le couvert de passerelles à établir, Washington entend bien relancer le tout, obtenir dans un domaine les compensations qui justifieront les concessions acceptées dans un autre. De fait, on voit mal comment les Etats-Unis limiteraient leur programme spatial sans obtenir de limitations correspondantes non seulement des armes soviétiques équivalentes, mais aussi dans le domaine des engins offensifs. De même, un accord éventuel sur les forces nucléaires en Europe devra prendre en compte l'équilibre des armements classiques, et ce dernier ne peut ignorer à son tour les armes chimiques.

C'est bien pourquoi les six grands thèmes que Washington propose pour ces pourparlers globaux (aux cinq domaines cités ici s'ajoutent les mesures de confiance discutées à Stockholm, que les Etats-Unis voudraient amalgamer à toute discussion du projet soviétique de non-recours à la force) forment un échec pour le moment inextinguible. Mais c'est peut-être le prix à payer pour surmonter les obstacles de procédure et repartir d'un nouveau pas.

Le « problème Gromyko »

Un autre obstacle tient à la situation au sein de la direction soviétique et à ce qu'il faut bien appeler le « problème Gromyko ». Toutes les déclarations apaisantes entendues ces derniers temps à Moscou ont été le fait soit de M. Tchernenko, soit de publications relativement marginales dans le système idéologique soviétique, comme la revue *Etats-Unis*, organe de l'institut du même nom que dirige M. Arbatov, jamais

du ministre des affaires étrangères. En ce qui concerne ce dernier, on en reste à son discours de l'ONU en septembre et au rapport qu'il a présenté le 6 novembre à la veille des fêtes anniversaires de la Révolution. Un texte vivement polémique dans le premier cas, un rappel à peine atténué des positions connues dans le second, assorti de ce conseil paternel adressé au « nouveau Reagan » : « prouvez par des actes la bonne volonté que vous affichez, modifiez votre cours passé, afin de rétablir la confiance et de permettre un dialogue. Autrement dit, c'est à M. Reagan, plébiscité par ses électeurs, qu'il revient de changer de politique et de faire des concessions, tout cela pour obtenir l'avantage hautement problématique que serait la « confiance » de M. Gromyko.

On dira que le ministre soviétique a tout de même fait le geste de se rendre à Washington pour rencontrer le président américain avant son élection. Sans doute, mais il s'agit là d'une décision collégiale, et l'on peut se demander si l'inamovible chef de la diplomatie soviétique n'a pas poussé, lui aussi, dans ce sens à seule fin d'ajouter un neuvième président américain à son tableau de chasse (il les a tous connus depuis Roosevelt, et Ronald Reagan était jusque-là la seule exception). En outre, on relève que les mises au point faites périodiquement aux journalistes par son porte-parole, M. Lomeiko, sont constamment allées dans le sens d'un durcissement des interprétations à donner à chaque « signal » émis par d'autres autorités que le ministre des affaires étrangères.

Toujours est-il que M. Tchernenko, profitant d'une amélioration de son état de santé à partir d'octobre, s'est mis à intervenir dans ce domaine. Une vieille règle de la vie politique, à Moscou, comme ailleurs, veut qu'un déplacement d'activité dans la sphère diplomatique soit nécessaire à la fois pour consolider l'autorité du numéro un et pour la démontrer, à l'intérieur comme à l'extérieur : le chef du parti et de l'Etat ne peut laisser longtemps à son ministre des affaires étrangères, quel qu'il soit, le monopole du discours en la matière. Or sa position de responsable suprême du porte naturellement à introduire dans ce discours des éléments plus novateurs, à se montrer plus imaginaire ou plus souple, ce qui n'est d'ailleurs guère difficile si l'on prend pour référence la rigidité bien connue de M. Gromyko.

On l'avait déjà vu sous les règnes de Khrouchtchev et de Brejnev : chaque fois que la diplomatie soviétique a connu une phase active, les impulsions sont toujours venues d'en haut, le ministre des affaires étrangères, tout membre du politburo qu'il fût devenu entre-temps, jouant plutôt le rôle d'exécutant que d'inspirateur. Il pourrait en être de même cette fois-ci, à cette différence près que les incertitudes qui

régnent au sommet limitent le potentiel d'innovation, tandis que les positions de M. Gromyko et son pouvoir de blocage sont plus formidables que jamais.

Des décisions douloureuses

C'est tout cela qu'il faut prendre en compte pour évaluer les possibilités de progrès dans le difficile exercice diplomatique qui va s'ouvrir dans les prochains mois. Face à un ensemble extraordinairement compliqué de problèmes touchant à la course aux armements, les équipes au pouvoir semblent bien peu en mesure de prendre les décisions douloureuses qui vont s'imposer. A Moscou, en raison d'une crise de succession qui n'en finit pas depuis deux ans, mais aussi à Washington, où les conséquences stratégiques et diplomatiques des « nouveaux » programmes d'armements de M. Reagan sont loin d'avoir été évaluées dans toute leur ampleur et où la rivalité département d'Etat-Pentagone, symbolisée par la querelle des « deux Richard » (1), sévit au moins autant que sous d'autres présidences.

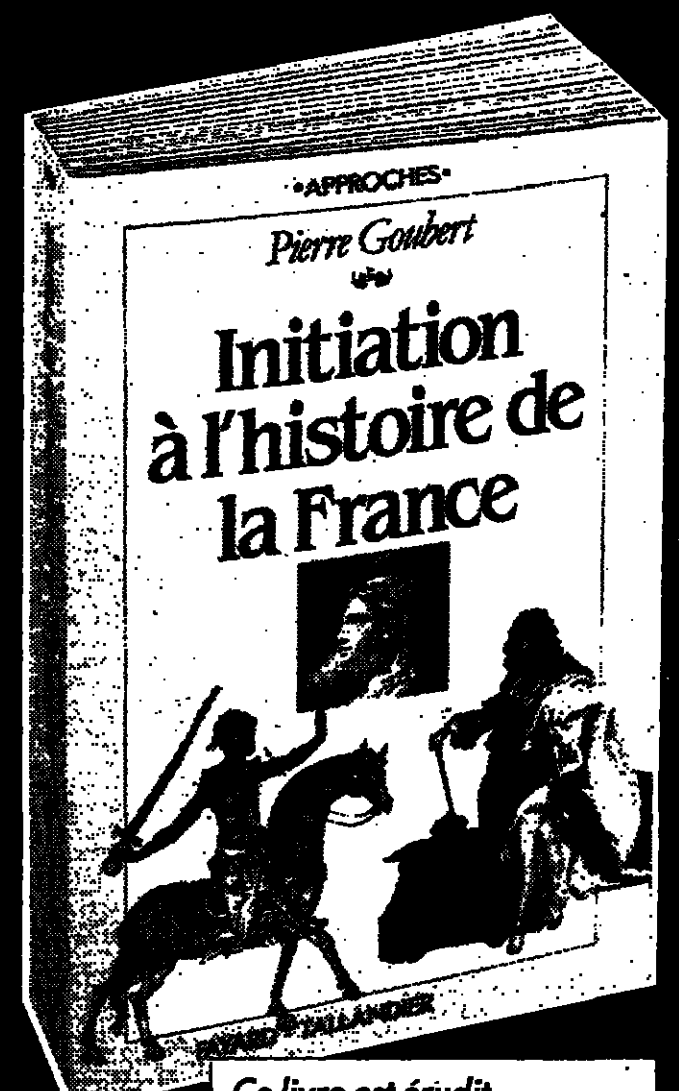
Il est vrai que, pour le moment, l'équipe américaine aurait sans doute tort de se presser d'abattre ses cartes : la réponse la plus « facile », donc la plus probable, que pourrait faire le Kremlin à une proposition concrète des Etats-Unis sur un thème quelconque des grands sujets en discussion serait de dire non, ou encore, ce qui reviendrait au même, de lui opposer les propositions dites « déclaratoires » (engagement de non-recours à la force, ou de non-emploi en premier de l'arme nucléaire, création de zones dénucléarisées, etc.) qui ont les faveurs de M. Gromyko. Mais ce blocage finira bien par être levé d'une manière ou d'une autre. Et ce jour-là les deux parties auront besoin de beaucoup d'imagination, donc d'autorité, pour progresser.

MICHEL TATU.

(1) Il s'agit de Richard Perle, assistant de M. Weinberger au ministère de la Défense et porte-parole reconnu des « durs », d'une part, et de Richard Burt, ancien journaliste et responsable des affaires de l'OTAN au département d'Etat, considéré comme plus modéré, d'autre part.

INÉDIT
LA FRANCE
3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique. Puissance financière et zone franc. Défense, sciences de pointe : les armes, chimiques et nucléaires. Brève : 2^e domaine territorial mondial (zone maritime). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 70 F. Franco chez l'éditeur : FRANÇOIS DE PREUIL CHATEAU DE PREUIL 49560 NUEL-SUR-LAYON

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



492 pages
78 F

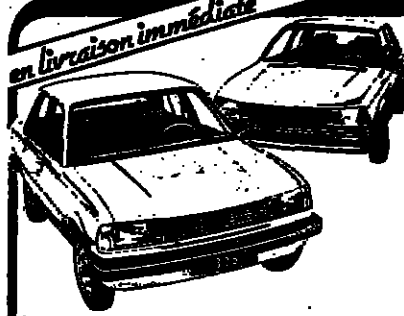
Ce livre est érudit, débordant de savoir, amusant, satirique et profond. L'habitude maitrisée de Goubert est multipliée, transfigurée, du fait même qu'elle s'applique à un immense sujet.
Emmanuel Le Roy Ladurie
L'EXPRESS.

SOYEZ LES PREMIERS A SAVOIR



Pour en savoir plus, envoyez votre carte de visite à POUVOIR 42, rue de l'Arqueduc 75010 Paris ou téléphonez au (1) 240.66.88.

POUVOIR
L'information exclusive non-stop.



Plus vite, moins cher !
Vous cherchez
• une 305 !
• une 505 !

Nous vous la proposons, à des conditions spéciales !
Nombreux autres modèles disponibles (tous types) : 205 GR, SR, GT 205 XL, XR, XT • 205 LACOSTE • SAMBA BAHIA ET SOLARA
PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER
M. GÉRARD 820-07-24
227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'I.E.P. ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait l'une des toutes premières écoles françaises de gestion, comparable aux meilleures institutions étrangères d'enseignement des affaires.

- Prochaine session pour la rentrée 1985 : 11-13 mars 1985
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 1^{er} février 1985.
- Documentation et dossier d'inscription.

ESSEC-Admissions, BP 105
95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. (3) 038-38-00
ESSEC, Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat

Flâneries Américaines

TWA
UN WEEK-END AU VILLAGE
4.260 F*

Greenwich Village, Broadway, Soho, Central Park : un grand bol d'air de New York, rien de tel pour se requinquer.

Alors que diriez-vous de partir (discrettement) un de ces jeudis, de voyager (royalement) sur vol régulier TWA, de vous installer (béatement) pour 3 nuits

dans un hôtel new-yorkais bien placé et de déguster (amoureusement) tous les délices de la Grande Pomme ?

Cette somptueuse escapade, TWA vous l'offre pour 4.260 F, vol aller-retour et hôtel compris. Impossible de faire mieux au rapport plaisir-prix !

*Validité du 15 octobre 1984 au 30 avril 1985. Prix par personne en chambre double. Licence N° A703.

Et le lundi matin, vous pourrez toujours dire, l'air de rien, que vous êtes allés faire un tour au Village. Sur TWA.

Contactez votre agent de voyages ou Loisirs S.A. à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Strasbourg.

Transporteur officiel L.O.N.Y.

Vous plaire nous plaît.

TWA

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le procès entre le général Westmoreland et CBS marque une offensive contre le pouvoir des médias

Washington. - A soixante-dix ans, le général Westmoreland, ancien commandant en chef des forces armées au Vietnam, a repris l'offensive. Cette fois, dans le prétoire du tribunal de New-York, devant lequel il poursuit en diffamation la chaîne de télévision CBS. Six étages plus haut, dans le même bâtiment, M. Sharon, ancien ministre israélien de la défense, s'est également diffamé, demandant au magazine Time 50 millions de dollars (Le Monde du 16 novembre). Le général Westmoreland, soutenu par divers groupes et fondations de la droite républicaine, est plus gourmand. Il réclame, lui, 120 millions de dollars de dommages et intérêts à CBS pour un programme diffusé en 1982, dans lequel il était accusé d'avoir caché à ses supérieurs le nombre exact des forces ennemies en omettant délibérément dans ses estimations au moins cent mille guérilleros et soldats irréguliers du Vietnam.

A la suite d'une enquête intérieure provoquée par de nombreuses critiques sur les méthodes de travail de ses reporters, CBS avait, avant le procès, rétracté la grave accusation portée dans l'émission contre M. Westmoreland, de «complot au plus haut niveau du service de renseignement». Mais la chaîne de télévision maintient que le général a caché à ses supérieurs des informations recueillies par ses agents de renseignement sur l'état réel des forces adverses. Et cela, parce que ces indications auraient encouragé la campagne des opposants à la guerre du Vietnam.

Le général, qui a commencé à déposer, a admis qu'il n'avait pas retenu dans son compte le nom-

Correspondance

bre des forces irrégulières qui, à l'époque, dit-il, n'étaient pas incluses parmi les combattants. Il a admis, également, ne pas avoir transmis à ses supérieurs civils et militaires (l'ambassadeur Bunker et l'amiral Sharp, commandant en chef des forces du Pacifique) un câble de son chef du service de renseignement concernant ces irréguliers, parce que, a affirmé le général, «ce câble aurait été mal interprété par des gens peu au courant des détails».

Eviter

des conclusions lugubres

Le général avait, en outre, une autre préoccupation. Communiquer à la presse une estimation attestant un accroissement de 100 000 hommes par rapport au chiffre officiel de 300 000 hommes aurait «terriblement affecté le moral de nos troupes», a-t-il assuré. Son adjoint, le général Abrams, avait également déconseillé de donner une estimation trop élevée dont la presse, disait-il, aurait tiré «des conclusions lugubres et erronées». Pour leur part, les avocats du général estiment que le débat légitime entre les services de la CIA et ceux de l'armée sur l'état des forces armées ennemies a été arbitrairement présenté par CBS comme une «machination».

Aucune obligation légale n'impose à CBS de prouver l'exactitude de ses allégations. La charge de la preuve incombe au général qui doit établir d'abord la fausseté des reproches qu'on lui fait, étant

entendu qu'il doit être prouvé, en outre, que CBS a agi avec malveillance en diffusant des informations dont elle savait qu'elles étaient fausses ou qu'elle s'est comportée de manière irresponsable, sans avoir vérifié attentivement ces informations. Telle est la jurisprudence fixée par un arrêt de la Cour suprême de 1964. On peut penser qu'une des raisons de l'action en justice menée par le général est d'aboutir à une révision de cette jurisprudence favorable aux médias, mais rigoureusement contestée par les jurys de première instance.

An départ, le général voulait, au-delà de sa propre réputation, défendre celle de l'armée, modifier le sentiment du public à l'égard de la guerre «impopulaire», rejeter les responsabilités de l'échec. Mais il semble que ses amis l'aient entraîné, pour des raisons politiques, à mettre en accusation les abus, les manquements à l'éthique professionnelle et l'objectivité des médias. «Nous allons assister à la démolition d'une grande chaîne de télévision», avait annoncé un des avocats du général. Le procès prend ainsi l'aspect d'une vendetta contre les «grands inquisiteurs» de la télévision et, au-delà, contre l'ensemble des médias. Le moment paraît propice à une telle revanche. Selon un sondage récent, 34 % seulement des personnes interrogées font confiance aux journaux, et 26 % à la télévision, soit une baisse sensible par rapport aux résultats (51 % et 38 % respectivement) d'un sondage analogue fait en 1979.

HENRI PIERRE.

République dominicaine

L'ARMÉE MET EN GARDE LES PARTIS DE GAUCHE CONTRE LE «CHAOS»

Saint-Domingue (AFP). - La situation politique s'est brusquement aggravée ces derniers jours en République dominicaine, où le général Antonio Cuervo Gomez, ministre de la défense, a lancé, le 18 novembre, un «dernier avertissement» à ceux qui menacent la démocratie, tandis que quarante mille personnes manifestaient dans les rues de la capitale contre la hausse constante du coût de la vie, à l'appel de l'ancien président Juan Bosch et de son Parti de libération dominicain (PLD) - qui se définit comme «marxiste non légitime».

Les manifestants réclamaient que le salaire minimum mensuel soit porté à 900 F, alors qu'il est actuellement fixé à l'équivalent de 550 F. En outre, ils exigent la rupture avec le Front révolutionnaire international (FRI) et une baisse généralisée des tarifs des produits de première nécessité.

Quelques jours plus tôt, le gouvernement avait annoncé une nouvelle série de hausses des prix de produits de première nécessité, dont celui du lait, qui avait augmenté de 36 %. En avril dernier, après de très fortes augmentations, de violentes manifestations, qualifiées d'«émeutes de la faim», avaient fait plus de cinquante morts et des centaines de blessés.

Les forces armées ne «tolèrent pas» que l'ordre public soit troublé, a déclaré le général Cuervo Gomez, qui a accusé le Front de la gauche révolutionnaire - une organisation qui réunit une dizaine de partis - ainsi que le Parti communiste dominicain d'être les «instigateurs du chaos».

L'ultimatum des militaires et les manifestations de protestation interviennent au moment où la République dominicaine tente de négocier un accord pour 1985 avec le FMI.

Bolivie

Le président Siles Zuazo annonce des élections anticipées

La Paz (AFP, Reuter). - Pressé par l'agitation sociale grandissante et une fronde parlementaire de la droite, majoritaire au Parlement, le chef de l'Etat, le social-démocrate M. Hernan Siles Zuazo, a annoncé, le lundi 19 novembre, sa décision de convoquer, en mai prochain, soit un an plus tôt que prévu, les élections générales. Le président transmettrait ses pouvoirs à son successeur en août 1985.

M. Siles Zuazo, pourtant, a émis trois conditions : cette nouvelle date doit être acceptée par l'ensemble des formations politiques représentatives à l'échelon national ; une trêve sociale doit s'instaurer ; un plan minimum de réactivation économique doit être accepté.

C'est l'Eglise catholique qui avait organisé la réunion des différentes formations politiques boliviennes au cours de laquelle la décision de M. Siles Zuazo a été acquiescée.

L'annonce est intervenue alors que le mouvement de grève générale indéfinie lancé par la Confédération ouvrière bolivienne (COB) en était à son sixième jour. Le pays était virtuellement paralysé. Le 19 novembre, par un arrêt total des transports, les commerces de la capitale et les stations d'essence étaient fermés. Les syndicats entendent obtenir du gouvernement des mesures de lutte contre la crise économique, qui affecte particulièrement les plus bas revenus, et dont la manifestation la plus spectaculaire est un taux d'inflation supérieur à 1 000 %.

L'agitation sociale est de plus en plus mal acceptée par les forces armées. Le chef d'état-major, le général Simon Sejas, pourtant partisan de la démocratie et proche du président, a déclaré il y a quelques jours : «Le moment est venu de mettre un point final aux excès».

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

Vie Pal. Just. Meaux (77) PROPRIÉTÉ A GUERARD (77)
Jusq. 6 déc. à 10 h
11, Grande-Rue
Coteau 17 x 65 m
S'adr. M^e NORET, AVOCAT à Meaux (77) - T. 434-00-27
19, place Henri-IV

Vente s/séjour Palais de Justice de Pontois (95), 29 novembre 1984 à 14 heures
LES GONSES (Val-d'Oise)
composant MAISON élevée sur sous-sol d'un rez-de-cha. div. en cuis., salle à manger, petit salon, w.c., d'un 1^{er} étage divisé en 3 chambres et cab. toil. Grenier au-dessus. Chauffage central. Javelle, E.G.E.
MISE A PRIX : 150.000 F
M^e BUISSON, AVOCAT, 29, rue Pierre-Barth, à Pontois (95)
T. 623-31-42

Cabinet de M^e Serge Tacket, avocat - 20, rue Jean-Jaures - Champsigny-sur-Marne (94)
Vente sur saisie au Tribunal de Grande Instance de Créteil, le jeudi 6 décembre 1984 à 9 h 30
en un seul lot
PAVILLON A CHAMPSIGNY-SUR-MARNE (94)
81, bd de Stalingrad
MISE A PRIX : 200.000 F
S'adresser pour tous renseignements à :
1) M^e Serge Tacket, avocat - Tél. : 706-94-22
2) Au greffe du Tribunal de Grande Instance de Créteil
3) Et sur les lieux pour visiter.

Vente sur folle enchère au Palais de Justice à PARIS
le JEUDI 6 DÉCEMBRE 1984 à 14 heures
EN UN SEUL LOT :
UN APPARTEMENT DE 5 PIÈCES
principales, au 5^e étage
UN EMPLACEMENT DE PARKING - UNE CAVE
dans un immeuble sis à
PARIS (5^e), 21, quai de la Tournelle
MISE A PRIX : 1.500.000 F
S'adr. à M^e Jean NOUËL, av. à PARIS (7^e), 26, bd Raspail, tél. 544-10-33.

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL,
le JEUDI 13 DÉCEMBRE 1984 à 9 h 30
EN UN SEUL LOT :
UNE MAISON D'HABITATION DE 2 ÉTAGES
avec sous-sol, édifiée sur TERRAIN DE 1.752 m²
sis à
SAINT-MAUR-DES-FOSSES (Val-de-Marne)
12, avenue du Régiment
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISE A PRIX : 800.000 F
Pour renseignements s'adresser à :
Maître Jean NOUËL, avocat à PARIS (7^e), 26, bd Raspail, tél. 544-10-33.
Et sur les lieux pour visiter : les 23 et 26 novembre et les 3, 4 et 7 décembre
de 14 heures à 15 heures.

TELEX PARTAGE
ETRAVESERVICE TELEX - 347.21.32

MM. Shultz, Weinberger, Casey et McFarlane sont reconduits à leurs postes

Les principaux responsables de la politique étrangère et de la défense des Etats-Unis ont été, ces derniers jours, reconduits à leurs postes, a annoncé, lundi 19 novembre, un porte-parole de la Maison Blanche. Selon ces indications, le président Reagan a demandé, la semaine dernière, à MM. Caspar Weinberger, secrétaire à la défense, George Shultz, secrétaire d'Etat, William Casey, directeur de la CIA, et Robert McFarlane, conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale, de continuer à assurer leurs fonctions actuelles au cours de son second mandat.

La confirmation de M. Shultz à son poste avait déjà été rendue publique le 15 novembre par le département d'Etat (Le Monde du 17 no-

vembre). A propos du maintien de M. Weinberger à la tête du Pentagone, on note à Washington que si ce dernier devait rester en place jusqu'en 1988, il serait le premier patron du département de la défense à assumer ces fonctions durant deux pleins mandats présidentiels.

Cette annonce de la Maison Blanche est destinée à couper court aux spéculations circulant depuis la réélection de M. Reagan sur d'éventuels changements de personnes au sein du cabinet. L'une des dernières incertitudes pour ce qui est des responsables de la politique étrangère concerne le sort réservé à M^{me} Kirkpatrick, actuellement ambassadrice auprès des Nations unies, mais qui a fait connaître son désir de quitter prochainement New-York.

A TRAVERS LE MONDE

Corée

• ACCORD ENTRE LES CROIX-ROUGE DU NORD ET DU SUD. - La Corée du Sud et la Corée du Nord ont décidé, le mardi 20 novembre, à Panmunjon, de reprendre les discussions entre leurs Croix-Rouge respectives, avec notamment à l'ordre du jour la question de la réunion des familles séparées depuis la guerre.

Les deux parties sont cependant en désaccord sur la date précise de leur prochaine rencontre. Celle-ci sera négociée au moyen d'une ligne téléphonique directe entre les deux partenaires.

Iran

• NOUVELLES EXÉCUTIONS DE BAHAIS. - Selon le bureau d'information bahai en France, trois nouvelles exécutions de bahais ont eu lieu récemment en Iran. Si les détails de la fin de M. Firouz Pourdill, un ingénieur de Méched, ne sont pas connus, en revanche on sait que deux membres des institutions bahaises dissoutes le 29 août 1983, MM. Younis Naourouzi et Ahmed Bachiri, ont été pendus. Ce dernier a, en outre, été torturé pendant les quinze mois de son emprisonnement pour «lui faire avouer des activités d'espionnage».

Liban

• UN FRANÇAIS NUMÉRO DEUX DE LA FINUL. - Le général français Jean Pons, cinquante ans, a été nommé commandant en chef adjoint de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL), en remplacement du général norvégien Gabriel Lund, qui occupait cette fonction depuis un an. Le général Pons appartient à l'infanterie. - (AFP.)

Ouganda

• RENFORTS NORD-CORÉENS. - Plus de deux cents soldats nord-coréens sont arrivés le mardi 13 novembre en Ouganda, afin d'aider les troupes régulières à lutter contre la guérilla. A-t-on appris à Kampala, de source diplomatique. Les soldats de Pyongyang ont été immédiatement affectés à deux camps du «triangle de Luwero», bastion de la guérilla au nord de Kampala.

République sud-africaine

• LE PARTI PROGRESSISTE DEVIENT MULTIRACIAL. - Le conseil fédéral du Parti progressiste fédéral, principal parti blanc d'opposition, a décidé, dimanche 18 novembre, d'ouvrir ses rangs à toutes les races, malgré une loi datant de 1968 interdisant à des personnes de races différentes d'appartenir à un même parti politique. Cette décision pourrait donner lieu à une scission au sein du Parti progressiste (PFP), dans la mesure où le congrès du PFP de la province du Transvaal s'est prononcé contre cette «ouverture». Il y a trois jours. - (Reuter, AFP.)

Sri-Lanka

• UN OFFICIER TUÉ DANS UN ATTENTAT. - Le colonel A. Ariyaperrana, commandant les forces armées lankaises dans le nord du pays, a été tué, lundi 19 novembre, par l'explosion d'une mine, à une dizaine de kilomètres de la ville de Tellipalai. Il est l'officier de rang le plus élevé à être victime de l'insurrection tamoule. Quatre soldats qui se trouvaient dans le même véhicule ont été blessés. - (UPI.)

AVANT TRAVAUX
NICOLL
"La Tradition Anglaise"
29, rue Tronchet à Paris 8^e
LIQUIDE
(par autorisation préfectorale - loi du 30 novembre 1906)
son Stock de Prêt à Porter de Luxe pour Hommes
OUVERT DE 10 HEURES A 19 HEURES

PARIS MONTREAL TORONTO
Air Canada vous reçoit sept sur sept.

LUNDI - MARDI - MERCREDI - JEUDI - VENDREDI - SAMEDI - DIMANCHE

A 14 h 25, chaque jour, un avion gros-porteur d'Air Canada décolle vers Montréal (arrivée 16 h 00) et Toronto (arrivée 17 h 55).
Un vol transatlantique parfait dans l'atmosphère unique de la Classe Affaires Intercontinentale Air Canada : fauteuils moelleux, espaces de près d'un mètre, délicieux repas de quatre plats, vins et liqueurs à discrétion, détente à loisir et petits soins à profusion.
Vos affaires vous appellent au Canada? Entamez-les et concluez-les avec le meilleur des hôtes : le Service Intercontinental.
Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

Plus : Service Transbord 24 heures Continues, 2000 (1) 762-21-21. Ligne 55 pour la République arabe (1) 762-21-21.
Air Canada se réserve le droit d'ajuster ses horaires et ses conditions de transport.

AIR CANADA
Intercontinental

مكازم النحل

ASIE

PROCHE-ORIENT

Inde

M. Gandhi dénonce une « vaste conspiration »

(Suite de la première page.)

Depuis lundi, le Pakistan est ouvertement accusé « d'aider et d'encourager » les séparatistes sikhs, présumés coupables du meurtre d'Indira Gandhi.

Une note formelle de protestation, la première du règne de M. Rajiv Gandhi, a été remise lundi par les autorités à l'ambassadeur du Pakistan à New-Delhi. Le gouvernement indien y fait part de son « indignation » face à la passivité, voire la complicité d'Islamabad à l'égard des sécessionnistes khalistanais - du nom de l'Etat mythique indépendant voulu par une importante minorité de sikhs indiens - qui se livrent sur son territoire à des « activités anti-indiennes ».

New-Delhi reproche en l'espèce au Pakistan d'avoir toléré, à l'occasion des célébrations, il y a deux semaines, de l'anniversaire de la naissance du gourou Nanak (fondateur de la religion sikhs), que des sikhs, venus de Grande-Bretagne et du continent américain, s'en soient pris impunément, verbalement et physiquement, à des pèlerins indiens opposés à l'idée du Khalistan. Selon la presse indienne, les chefs de file sécessionnistes auraient même été reçus avec tous les égards par certaines autorités pakistanaises.

Rappelé en consultation à New-Delhi, l'ambassadeur indien à Islamabad aurait confirmé ces allégations devant le premier ministre. Le gouvernement du général Zia Ul Haq les a niées et il a été indiqué que les autorités pakistanaises avaient invité, à de multiples reprises, les pèlerins sikhs en visite dans le pays à s'abstenir de toute activité politique.

Officieusement, Islamabad a fait savoir qu'un visa d'entrée avait même été refusé au principal activiste khalistanais réfugié à Londres, le docteur Chanhan Singh, et que le

gouvernement ne pouvait pas faire beaucoup plus. En tout état de cause, cette nouvelle détérioration des relations indo-pakistaniennes ne semble pas plus grave que les précédentes crises, et l'ambassadeur indien devait regagner son poste à Islamabad avant la fin de cette semaine.

« La meilleure vengeance »

A New-Delhi, M. Rajiv Gandhi, dont c'était la première réunion publique depuis sa prise de fonctions, a fait l'éloge de sa mère et réaffirmé son intention de poursuivre l'œuvre entreprise. Assumer l'héritage, améliorer le lot des pauvres, renforcer l'unité et l'intégrité de l'Inde, tels sont les points essentiels du programme de gouvernement présenté aux électeurs.

Plus tard, au fil de la campagne, les propositions du Congrès-Indien seront affinées et précisées. Pour l'heure, « faute de temps », dit-on, dans son entourage, le premier ministre semble vouloir s'en tenir à des considérations générales sur les priorités de l'heure. Maladresse de langage à mettre sur le compte de l'inexpérience ? Un frisson d'effroi a parcouru l'assistance de Delhi, quand le jeune chef de gouvernement, emporté par son élan, a réclaté « vengeance » pour le meurtre de sa mère.

Pendant quelques secondes, des vociférations ont fait hémorrhagie pour les sikhs se sont élevées dans la foule. « Non », a coupé M. Rajiv Gandhi, la meilleure manière de venger ce crime est de nous unir pour abattre les forces de désintégration. Soudain, le soulèvement sur les bancs des invités étrangers. Un peu plus tard, le maire de Delhi, M. Mahinder Singh Sathhi, un sikh proche du parti gouvernemental, n'avait dû qu'à l'intervention du pre-

mier ministre de pouvoir s'exprimer deux minutes à la tribune. La foule, de laquelle les turbans étaient totalement absents - il n'y avait pas non plus de sikhs parmi les vingt-cinq mille policiers et soldats déployés pour l'occasion - refusait purement et simplement de le laisser parler. Un incident mineur qui permet cependant de prendre, encore une fois, la mesure du fossé creusé par l'assassinat et les violences qui ont suivi entre sikhs et hindous.

En apparence, la capitale a certes retrouvé son rythme d'antan, mais la crainte de nouvelles explosions communales est là, bien présente à fleur de peau. Pour les organisateurs de la manifestation de lundi - qui coïncidait avec l'anniversaire de la naissance d'Indira Gandhi - si le nombre de spectateurs à la première apparition publique du premier ministre était cinq fois moins élevé que prévu, c'est précisément à cause de cette vague inquiétude qui continue à imprégner la ville.

L'opposition :

une « exploitation politique »

Le Congrès et les organisations étudiantes et syndicales qui lui sont affiliées avaient pourtant fait les choses en grand.

Les partis d'opposition, en revanche, ont exprimé un mécontentement vis-à-vis du nouveau gouvernement de « politique d'exploitation politique », mais aussi, la commémoration étant organisée et financée par l'administration de Delhi, d'utiliser « honteusement les fonds publics à des fins partisans ». Le Bharatiya Janata Party (BJP droite) a, pour sa part, publié un communiqué dénonçant l'« exploitation politique du meurtre d'Indira Gandhi », et rappelé que, après la mort de Nehru, tous les partis politiques, et pas seulement le Congrès, avaient été invités aux tribunes officielles pour offrir un dernier hommage au disparu.

L'Inde, il est vrai, n'était pas alors à cinq semaines d'une consultation électorale capitale pour l'avenir du pays et de son chef.

PATRICE CLAUDE.

● Un prix de la paix Indira Gandhi. - Le gouvernement indien a annoncé, dimanche 18 novembre, sa décision d'instituer un prix international de la paix portant le nom d'Indira-Gandhi. Il a aussi indiqué qu'un nouvel aéroport, actuellement en construction à New-Delhi, un stade géant bâti en 1982 et un futur centre national des arts, situés également dans la capitale, porteront le nom d'Indira-Gandhi. - (AFP.)

Pakistan

LA DÉMISSION DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR RÉVÈLE DES DIVERGENCES ENTRE MILITAIRES SUR LES PROJETS D'ÉLECTION

Islamabad (AFP). - M. Mahmood Hasan, ministre de l'Intérieur et personnalité politique considérée comme la plus influente du régime, a remis dimanche soir 18 novembre, sa démission « pour raisons personnelles », au général Mohammad Zia Ul Haq, à son oncle officiellement lundi. Cette démission, qui a été acceptée par le chef de l'Etat avec une « grande réticence », semble confirmer l'existence de sérieuses divergences au sein du régime militaire pakistanais sur les modalités des élections nationales devant avoir lieu dans les trois prochains mois, estiment les observateurs.

Le ministre de l'Intérieur avait été nommé il y a trois semaines président d'une commission de coordination électorale chargée d'évaluer les réactions des diverses forces politiques du pays aux intentions électorales du gouvernement.

Héritier d'une puissante famille industrielle, ancien aide de camp de Mohammad Ali Jinnah, le fondateur du Pakistan, ancien maire de Karachi, M. Hasan (soixante-quatre ans), était un des rares ministres actuels ayant un passé d'homme politique.

Selon des sources pakistanaises bien informées, il s'était opposé, lors des récents conseils des ministres consacrés à la préparation des élections, à un conseiller du général Zia favorable à une stricte sélection des candidats excluant les politiciens d'opposition, même modérés.

La plupart des partis d'opposition, réunis au sein du Mouvement pour la restauration de la démocratie, ont annoncé le mois dernier qu'ils boycotteraient ces élections si elles n'étaient pas tenues conformément à la Constitution de 1973, suspendue par le régime de loi martiale du général Zia.

EN ANNONÇANT L'ENVOI D'UN ÉMISSAIRE A TEL-AVIV

Le président Mubarak confirme qu'une détente s'amorce dans les relations israélo-égyptiennes

Le président Hosni Mubarak a fait part récemment à un responsable d'une organisation juive américaine de son intention d'envoyer « un représentant personnel » en Israël pour tenter d'améliorer les relations entre les deux pays. M. Mubarak a toutefois indiqué à M. Gerald Kraft, président de B'Nai B'Rith, qui se trouvait en visite au Caire, qu'il n'envisageait pas de renvoyer un ambassadeur à Tel-Aviv dans un avenir proche, à l'indiqué, lundi 19 novembre.

à Washington un porte-parole de l'organisation juive.

Un diplomate égyptien en poste à Washington qui a demandé à conserver l'anonymat, a précisé que le président égyptien enverrait son représentant en Israël dans les jours qui viennent et que celui-ci s'entreferait avec le premier ministre, M. Shimon Pérès. (AFP.)

Correspondance

Serrant les mains au milieu d'une manifestation médiatique, mais sans qu'aucun résultat concret n'ait été atteint », affirmait, en octobre, le président égyptien en réponse à l'invitation de M. Pérès. Il semble donc que, depuis lors, les diplomates des deux pays se soient efforcés de préparer le terrain pour la tenue d'un sommet qui symboliserait la fin de la « paix froide » et la poursuite de la normalisation.

L'enclave de Taba

Toutefois, les Égyptiens n'oublient pas que pendant que Sadate et Begin négociaient à Charm-el-Cheikh pour l'établissement d'une paix juste, au Proche-Orient en juin 1981, l'armée de l'air israélienne détruisait le réacteur nucléaire irakien de Tammouz, laissant ainsi soupçonner Le Caire de « complaisance » par un monde arabe scandalisé.

Au Caire, on estime donc très difficile la tenue d'une réunion Mubarak-Pérès avant le retrait des forces israéliennes du Liban, afin d'éviter la répétition d'un tel camouflet. Surtout à un moment où l'Égypte est sur la voie de la reprise des relations avec une partie des pays arabes.

Il est, d'autre part, indispensable de trouver un compromis, même intérimaire, sur la question de

l'enclave de Taba que l'Égypte revendique, firman ottoman de 1906 à l'appui. C'est là un des principaux points du contentieux entre Le Caire et Jérusalem. Cette zone, qui demeure sous contrôle israélien, est un clou dans le talon d'une Égypte qui cherche à prouver tant intérieurement qu'extérieurement, que les accords de paix ont permis la libération de « chaque pouce de territoire ». Les informations israéliennes selon lesquelles Jérusalem aurait accepté de céder le contrôle de la zone litigieuse à la force multinationale du Sinaï pour raient ébaucher le règlement du litige.

En tout cas, les progrès réalisés par l'Égypte dans ses relations avec certains pays arabes (entre autres, la Jordanie) et l'OLP ne sont pas perçus au Caire comme en contradiction avec la reprise de la normalisation - sous condition du règlement du contentieux - des rapports avec l'Etat hébreu. Le rais a affirmé, à ce sujet, que « les relations existant entre l'Égypte et Israël ont prouvé leur utilité en permettant notamment le départ, sains et saufs, des Palestiniens du Liban ». Il a écarté toute idée de rupture avec l'Etat juif - pour complaire à des régimes prétendant nous donner des leçons de patriotisme alors qu'eux-mêmes engagent des contacts avec Israël sous le manteau -.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

La conférence sur les juifs de Syrie demande à M. Mitterrand d'intervenir en leur faveur

La conférence internationale pour la liberté des juifs de Syrie, organisée à Paris le dimanche 18 novembre, par le mouvement Siona, sous l'égide des principales organisations juives internationales et du Conseil représentatif des institutions juives de France (le Monde du 17 novembre), s'est achevée par l'adoption d'une résolution visant, notamment, à attirer l'attention de M. François Mitterrand sur ce problème.

M. Alain Pober, président du Sénat, qui devait présider cette conférence, s'est excusé au dernier moment. M^{me} Simone Veil, présidente du groupe libéral à l'Assemblée européenne, membre du bureau politique de l'UDF, et M. Jean Popereau, membre du secrétariat national du PS, ont participé à la réunion, de

même que le Révérend Père Riquet (représentant le cardinal Lustiger) et différentes personnalités du monde artistique.

La résolution adoptée en conclusion demande au président de la République, qui doit se rendre en Syrie les 26 et 27 novembre, d'intervenir auprès de M. Hafez El Assad, le président syrien, afin qu'il soit mis fin aux pratiques discriminatoires dont sont ponctuellement victimes les juifs de Syrie et qu'il leur soit permis d'émigrer vers le pays de leur choix.

(Lire dans le Monde du 20 novembre les déclarations du président Assad sur la communauté juive en Syrie.)

La Rencontre

d'un grand professionnel de la Micro le 1^{er} Constructeur d'ordinateurs

LLCS avec IBM

DEUX GRANDS PROFESSIONNELS POUR VOTRE SOLUTION MICRO-INFORMATIQUE

Matériel - Logiciel - Formation - Assistance - Maintenance - Télécommunication

MATÉRIELS ET SERVICES GARANTIS PAR NOTRE CONTRAT SÉCURITÉ QUALITÉ/PRIX

LLCS Informatique Conseils Systèmes 23, boulevard des Capucines, 75002 PARIS - Tél. : 742-43-34

Demande de documentation

Je désire recevoir une documentation complète sur votre Constat Sécurité.

Société Tél
Nom Qualité
Adresse Code postal

Première expédition chinoise en Antarctique

De notre correspondant

Pékin. - Le navire Tournesol rouge numéro 10 doit quitter le port de Shanghai ce mardi 20 novembre, accompagné du bâtiment de guerre J 127 pour la première expédition chinoise dans l'Antarctique. Cinquante scientifiques et techniciens chinois vont installer un camp d'été près de la péninsule antarctique ou sur l'île du Roi-Georges, où existent déjà une base soviétique et la base polonaise. Ils rentreront à Shanghai en avril prochain.

Pour marquer l'importance de l'événement, le vice-premier ministre, M. Wan Li, et le secrétaire du comité central du PCC, M. Hu Qili, les ont reçus avant leur départ.

Une partie de l'expédition chinoise travaillera sur la météorologie, la géophysique, la géologie et fera diverses mesures, tandis qu'une autre équipe, restée sur le Tournesol rouge numéro dix naviguera dans l'océan Austral. Il s'agit officiellement d'une « exploration scientifique générale » destinée à familiariser les Chinois avec cet environnement nouveau pour eux. Pour se préparer, ils ont bénéficié de conseils d'experts japonais, et un camp d'entraînement a été créé en Manchourie, où le climat est très rude.

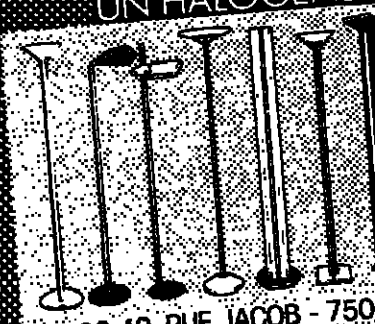
Ce n'est pas la première fois que des Chinois fouleront la glace du pôle Sud. MM. Dong et Zhang s'étaient, les premiers, rendus dans une base antarctique australienne en 1980. Depuis, trente autres Chinois - dont une femme - ont visité des bases chinoise, soviétique, polonaise, britannique, argentine, néo-zélandaise, japonaise et française. Bien que les Chinois

veulent réaliser tout seuls cette « première », ils ont dû demander au Chili et à l'Argentine de leur fournir des bases de ravitaillement arrière. Cette coopération explique - en partie - le resserrement des liens, ces derniers temps, entre la Chine et les pays du cône sud de l'Amérique. Le ministre de l'économie argentin était en septembre à Pékin, suivi, en octobre, par le chef de la diplomatie chilienne.

L'expédition antarctique chinoise ne serait qu'anecdotique si elle n'avait pas une dimension stratégique. La Chine ne compte sûrement pas faire des découvertes spectaculaires dans une région où elle a été précédée, depuis plus d'un siècle, par les pays, d'autant que ses moyens sont limités (le budget de l'expédition est de 10 millions de yuans, soit 35 millions de francs environ). Mais, jusqu'à présent, la République Populaire était le seul membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies à ne pas avoir de base dans l'Antarctique, et Pékin considère sans doute que la Chine ne peut être une puissance mondiale si elle n'a pas une politique s'étendant à toutes les régions du globe. Elle avait d'ailleurs adhéré en juin 1983 au traité sur l'Antarctique (sans en être pour autant membre à part entière). Enfin, l'Inde a déjà envoyé deux missions dans l'Antarctique, et la Malaisie a demandé aux Nations unies que le continent glacé ne soit plus le monopole de grandes puissances mais devienne, sous l'autorité de l'ONU, patrimoine commun de l'humanité, comme le sont les grands fonds marins.

PATRICE DE BEER.

ESSAYEZ GRATUITEMENT UN HALOGENE CHEZ VOUS



Les lampadaires qui éclairent toute une pièce. Plus de 50 modèles. Conseil et service après-vente de qualité.

READY MADE

38-40, RUE JACOB - 75006 PARIS - TEL. 260.28.01

LES AVOCATS AU BARREAU DE PARIS
communiquent :

HABITANTS
de la
REGION PARISIENNE
DÉFENDEZ VOTRE DROIT
DE CHOISIR LIBREMENT VOTRE AVOCAT

Depuis douze ans, vous choisissez librement votre avocat dans l'un des quatre départements : PARIS, HAUTS-DE-SEINE, SEINE-SAINT-DENIS, VAL-DE-MARNE.

Cette liberté risque de disparaître le 1^{er} janvier 1985 si n'est pas voté le projet de loi actuellement soumis au Parlement, qui a pour but de rendre définitif l'exercice de cette liberté qui n'était que transitoire.

C'est la seule solution moderne et conforme à votre intérêt :

- Elle prend en compte **la spécificité de la région parisienne** en vous permettant de choisir librement l'avocat proche de **votre domicile** ou de **votre lieu de travail**.
- Elle assure ce libre choix en vous évitant d'**avoir à payer deux avocats au lieu d'un**.
- Elle **consacre une situation** qui satisfait pleinement les justiciables.
- Elle assurera **le vrai développement de l'ensemble des Barreaux** de la région parisienne.

NOUS VOUS APPELONS A SOUTENIR NOTRE ACTION
POUR FACILITER L'ACCÈS A LA JUSTICE

BARREAU DE PARIS, PALAIS DE JUSTICE, 75001 PARIS
Téléphone : 634-12-34

politique

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le gouvernement australien prend ses distances à l'égard du Front de libération kanake

La tension persiste en Nouvelle-Calédonie où de nouveaux incidents ont eu lieu, lundi et mardi, dans les zones contrôlées politiquement par le Front de libération kanake (FLNKS), mais les dirigeants indépendantistes paraissent, jusqu'à présent, désireux, autant que les autorités, d'éviter l'irréparable. Le gouvernement australien cherche lui aussi à contribuer à l'apaisement des esprits.

Par la voix de son ministre des affaires étrangères, il a pris nettement ses distances, en effet, avec la stratégie insurrectionnelle dans laquelle le FLNKS semble s'engager.

M. Bill Hayden est allé jusqu'à justifier la maintien de la présence française en Nouvelle-Calédonie en soulignant qu'aucun État de la région ne pourrait

assurer à ce territoire une aide économique comparable à celle que la France fournit actuellement à la population calédonienne.

Autre intervention remarquée : celle du président du RPCR, M. Jacques Lafleur, triomphateur du scrutin, qui a accusé le gouvernement de se « déculotter » devant les indépendantistes et s'est déclaré « scandalisé » par l'analyse des résultats du scrutin faite par le secrétaire d'État aux DOM-TOM.

Il est vrai que, dans son souci de détente, M. Georges Lemoine, contrairement à ses habitudes, en a fait peut-être un peu trop en niant, contre l'évidence, que le bilan du scrutin puisse apparaître comme un échec pour le gouvernement.

A. R.

M. Lafleur (RPR) annonce des « représailles économiques » contre les indépendantistes

Nouméa. — Quarante-huit heures après le scrutin mouvementé de dimanche, divers incidents se sont encore produits dans divers points de la Grande-Terre. Lundi soir 19 novembre, à Hienghène, sur la côte est, des inconnus ont tiré sur une patrouille de gendarmerie appuyée par un barrage dressé sur la route. Personne n'a été atteint, mais l'un des gendarmes a été légèrement blessé à la tête par une bouteille lancée des fourrés. Mardi, en début de matinée, la gendarmerie de Thio, autre localité de la côte est, a été investie par environ cent cinquante militants du FLNKS (Front national de libération kanake socialiste), conduits par M. Elou Machoro, qui ont déclaré que les locaux, où étaient retenus prisonniers leurs habitants — parmi lesquels les familles des quatre gendarmes — faisaient l'objet d'une « occupation symbolique » et seraient libérés à 17 heures (heure locale) (7 heures, heure de Paris) et rien n'était tenté contre eux. À l'heure dite, les cent cinquante Mélanésiens, dont beaucoup étaient armés, ont quitté la gendarmerie sans qu'aucune violence ait été commise contre les otages. À leur sortie, les militants du FLNKS n'ont été inquiétés ni par les forces de l'ordre ni par la population européenne minoritaire de la commune. Quant au maire de l'unique île du Front national, M. Roger Galliot.

En début de soirée, mardi, plusieurs barrages demeuraient encore en place sur différents axes. Dans la région d'Oundjo, sur la côte ouest, malgré plusieurs interventions, les forces de l'ordre ne parvenaient pas à venir à bout de l'un de ces barrages où ont été observés des hommes armés de fusils. Un barrage subsistait également près de Ponérihoun.

Une trentaine de manifestants arrêtés lundi ont été relâchés, à l'exception du maire de la commune de Lifou (archipel des Loyautés)

De notre correspondant

M. Edouard Wapaf, et du maire de Ponérihoun, M. Jean-Baptiste Naoutchou, maintenus en détention.

Au cours d'une conférence de presse, le président du RPCR, M. Jacques Lafleur, député RPR, s'est déclaré « scandalisé par les déclarations du secrétaire d'État aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, tendant à minimiser la victoire de son parti au profit du FLNKS ». Le chef de file de la nouvelle majorité territoriale a ajouté qu'il faut s'attendre à « des représailles économiques contre ceux qui font la révolution ». Enfin, à propos du Festival des arts du Pacifique, qui doit, en principe, se tenir le mois prochain à Nouméa, M. Lafleur a indiqué que, selon lui, cette manifestation n'aurait pas lieu. Il en a demandé le report à 1985.

La principale surprise de la journée est venue, mardi, de la diplomatie australienne. Dans une interview à la chaîne de télévision ABC, le ministre des affaires étrangères, M. Bill Hayden, a indiqué qu'il serait « hors de question » pour son pays de reconnaître un quelconque gouvernement provisoire indépendantiste qui compromettrait les efforts conjoints de la France et de l'Australie pour la recherche d'une solution pacifique en Nouvelle-Calédonie. Pour M. Hayden l'aide dispensée par la France à la Nouvelle-Calédonie est indispensable et irremplaçable, et « personne dans la région n'est assez fort économiquement pour prendre la relève de la France en Nouvelle-Calédonie ».

Dans une déclaration diffusée mardi à 19 h 30 (heure locale), (9 h 30, heure de Paris) à la radio et à la télévision, le Haut Commissaire de la République, M. Jacques Royette, a lancé un appel au calme en s'adressant essentiellement au FLNKS : « La violence s'ajoutant

aux exactions, voilà qu'on s'achemine à grands pas vers des excès dont les victimes risquent de n'avoir pour seule arme que leur innocence, a-t-il déclaré. Que cesse la violence et la porte reste ouverte à la recherche d'une solution politique. Qu'elle persiste, et tout bascule. Tel est le choix (...). Rien n'empêchera ma volonté de maintenir le dialogue avec l'ensemble des forces qui composent la communauté de ce pays, ni de le rouvrir s'il venait à être interrompu. Rien n'empêchera non plus ma volonté d'assurer, quoi qu'il arrive, le plein exercice des libertés républicaines. »

FRÉDÉRIC FILLOUX.

M. Lemoine : « Rien ne pourra se faire hors de la voie que nous avons tracée »

M. Georges Lemoine, secrétaire d'État aux DOM-TOM, qui était lundi soir 19 novembre, l'invité de l'émission « Face au public » de France-Inter, a notamment déclaré : « On peut dire qu'à la suite de ce scrutin, qui ne peut être qu'une péripétie, rien n'est réglé. Lorsque l'on considère le résultat des votes, il est évident qu'il s'agit d'un résultat important pour le RPCR. Mais aussitôt cette affirmation répétée, il faut mettre en regard la participation : 50 % ; ce qui veut dire en clair que 50 % n'ont pas participé. »

Il faut retirer de ces 50 % les voix qui ont été recueillies par le LKS, indépendantiste, et les voix recueillies par la liste animée par M. Afia, qui participait à la dernière coalition gouvernementale, et il y a un transfert de voix entre le Front national et le RPCR, le RPCR récupérant des voix. »

M. Lemoine a contesté, à partir de ces chiffres, qu'il y ait eu défaite de la majorité gouvernementale. « La droite a mobilisé et s'est mobilisée, oui. Mais nous n'avons jamais eu pour but d'empêcher la droite de mobiliser et de se mobiliser. Nous sommes profondément démocrates, et j'avais souhaité que, d'une manière démocratique, toutes les formations participent à ce scrutin. Il se trouve, c'est vrai, qu'une partie du Front indépendantiste, regroupée dans le FLNKS depuis deux mois, a décidé de boycotter le scrutin et de choisir un autre chemin que celui que nous avions proposé. Il y aurait eu échec si vraiment nous n'avions plus, à cette heure, de perspectives, s'il y avait sur le terrain des dizaines de morts. »

Nous avons vécu des moments de tension, a ajouté M. Lemoine, et il a fallu à la fois tout le sang-froid de M. Royette, notre haut commissaire, le sang-froid des forces de l'ordre et le sang-froid des responsables des formations politiques, indépendantistes et non indépendantistes. Je pense que chacun a eu conscience, au cours de ce 18 novembre, que se jouait une partie importante. Les uns — je pense notamment au RPCR — voulaient compter des voix, les autres ont voulu mesurer leur capacité à mobiliser sur le terrain, et ils en ont apporté la preuve.

Nous devons aujourd'hui dresser un bilan et un constat. Le bilan, c'est que, de part et d'autre, on est arrivé là où on voulait en venir. Et le constat c'est que rien ne pourra se faire en dehors de la voie que nous avons tracée, c'est-à-dire le dialogue nécessaire entre les deux communautés. »

Les principaux résultats du scrutin du 18 novembre

● Circonscription sud. — Ins-crits : 40 894 ; votants : 27 641 ; suffrages exprimés : 27 330 ; abstention : 32,40 %. Les listes admises à la répartition des sièges ont obtenu : Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, appu-riente au RPR), 19 685 voix (72,02 %, 16 ELUS) ; liste du Front national (FN, extrême droite), 1 838 (6,72 %, 1 ELU) ; liste du mouvement Libération kanake socialiste (LKS, indépendantiste), 1 074 (3,92 %) ; liste de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (FNSC, centriste), 902 (3,30 %).

● Circonscription ouest. — Ins-crits : 15 766 ; votants : 7 561 ; suffrages exprimés : 7 485 ; abstention : 52,04 %. Le RPCR a recueilli 5 611 voix (74,96 %, 8 ELUS) ; la FNSC, 739 voix (9,87 %, 1 ELU) ; le FN, 376 voix (5,02 %) et le LKS 335 voix (4,47 %).

● Circonscription est. — Ins-crits : 12 507 ; votants : 2 391 ; suffrages exprimés : 2 350 ; abstention : 80,88 %. Le RPCR a recueilli 1 537 voix (65,40 %, 7 ELUS) ; le LKS, 425 voix (18,08 %, 2 ELUS) ; le FN, 165 voix (7,02 %) ; la FNSC, 92 voix (3,91 %).

● Circonscription des îles Loyautés. — Ins-crits : 10 104 ; votants : 2 142 ; suffrages exprimés : 2 131 ; abstention : 78,80 %. Le LKS a obtenu 1 045 voix (49,03 %, 4 ELUS) ; le RPCR, 1 018 voix (47,77 %, 3 ELUS) ; la FNSC, 15 voix (0,70 %). Le Front national n'était pas représenté dans cette circonscription.

Les 42 élus

La nouvelle Assemblée territoriale aura la composition suivante : RPCR : 34 ELUS ; MM. Jacques

Lafleur, député RPR ; Jean Lèques (conseiller sortant) ; Victorin Boewa (c. s.) ; Daniel Laborde, Georges Faure (c. s.), Albert Etuvé, Henri Lelen, M^{me} Françoise Chavot, MM. Max Frouin (c. s.), Ate-memo Tassifenna, Harold Martin, Jean-Claude Briault, Claude Lemaître, Philippe Ma-Moon, Patrice Muller, M^{me} Rose Gok, MM. Pacout Naxue, Ferdinand Wamo, Simijane Yeiwie (c. s.), Auguste Parawi Reybas (c. s.), Maurice Nenou-Pwataho, Jules Ate, Michaël Meunier-Malignon, Henri Weta, Félix Belle, Jacques Mainguet, Dick Ukwéwé, (sénateur RPR), Justin Guillemaud (c. s.), Apou Thidjite, Robert Frouin, Sosimo Malalaa, Robert Saggio, Nako Voudjo, Jean Guindon.

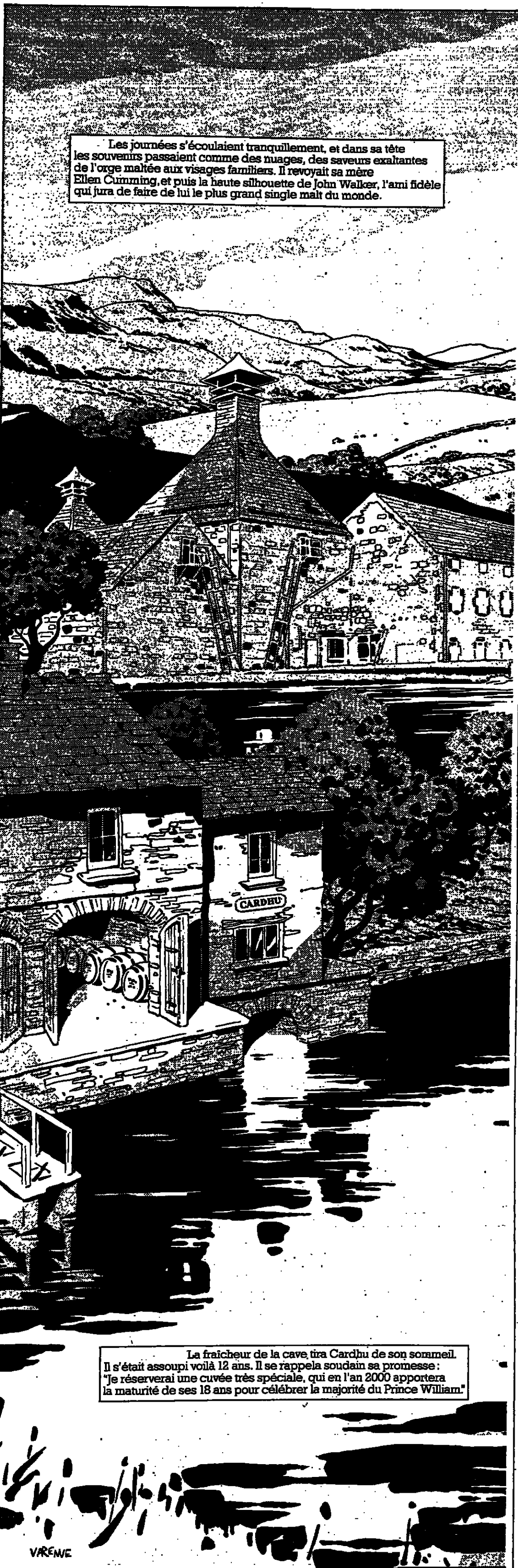
LKS : 6 ELUS : MM. Nidoish Naisseline (c. s.), Jacques Lalié, William Tronagado, Basile Citré, Mathias Nechero, François Poudouy (c. s.).

FNSC : 1 ELU : M. Jean-Pierre Afia, président de l'assemblée sortante.

FRONT NATIONAL : 1 ELU : M. Roger Galliot, ancien secrétaire général du Parti national calédonien, qui soutient des options indépendantistes.

● Le RPR : « Trop de complaisance ». — Les anciens premiers ministres RPR, MM. Jacques Chirac, Jacques Chaban-Delmas, Michel Debré et Pierre Messmer, qui participaient aux assises nationales du RPR réunies à Grenoble, ont adressé, dans un message, leurs « très vives félicitations » aux deux parlementaires du territoire, MM. Jacques Lafleur et Dick Ukwéwé, pour le succès du RPCR.

« La petite minorité indépendantiste, appuyée par l'étranger et à l'égard de laquelle le gouvernement a manifesté trop de complaisance, n'a pas voulu affronter les urnes, déclarent-ils. Elle s'est bornée à créer des troubles que le gouvernement n'a pas voulu réprimer. Cela n'a pas empêché l'expression de la volonté calédonienne de se manifester d'une manière éclatante. »



Les journées s'écoulaient tranquillement, et dans sa tête les souvenirs passaient comme des nuages, des saveurs exaltantes de l'orge maltée aux visages familiers. Il revoyait sa mère Ellen Cumming, et puis la haute silhouette de John Walker, l'ami fidèle qui jura de faire de lui le plus grand single malt du monde.

La fraîcheur de la cave, tira Cardhu de son sommeil. Il s'était assoupi voilà 12 ans. Il se rappela soudain sa promesse : « Je réserverai une cuvée très spéciale, qui en l'an 2000 apportera la maturité de ses 18 ans pour célébrer la majorité du Prince William. »

VIRENE

DE PARIS

TS

ENNE

DROIT
E AVOCAT

nt votre avocat
UTS DE SEINE,

janvier 1985 si
ont soumis au
if l'exercice de

otre intérêt :

on parisienne en
proche de votre

ur à payer deux

nement les

l'ensemble des

OTRE ACTION
USTICE

75001 PARIS
phone (1) 42-34

POLITIQUE

AU COURS DE SON VOYAGE EN ALSACE

M. Mitterrand pourrait annoncer un renforcement de La Cellulose de Strasbourg

Pour se faire pardonner le transfert du projet de laboratoire européen synchrotron de Strasbourg à Grenoble, M. Mitterrand sera tenté d'annoncer officiellement, lors de son voyage les 22 et 23 novembre en Alsace, la construction d'une usine de pâte sur le site de l'actuelle Cellulose de Strasbourg. Tenté seulement, car, sur le plan technique et économique, le dossier n'est pas bouclé. Une étude a été confiée à la SOGEE, entreprise française spécialisée dans la conception et l'exportation d'usines papeteries, qui n'avait jusqu'alors jamais travaillé sur le territoire national.

Dans le déficit de la filière bois, la pâte à papier intervient pour 4 milliards de francs sur 13 milliards. Le

nécessaire renforcement de l'actuelle Cellulose de Strasbourg est, selon les experts, économiquement évident. L'approvisionnement en petits bois et déchets de scierie est assuré, à des prix très compétitifs. L'utilisation de ces produits a un triple avantage : il assure la rentabilité des scieries, contribue à celle de l'entretien et de la conduite des cultures forestières.

En outre, La Cellulose de Strasbourg gagne actuellement de l'argent. Pour la région, les emplois induits sont importants. A titre de comparaison, on a calculé que les investissements réalisés à La Cellulose du Rhône pour l'usine de Tassin, qui s'élèvent à 700 millions de

francs (depuis 1979), avaient permis de maintenir quatre cent vingt emplois qui eux-mêmes, par l'activité de l'usine, en induisent l'équivalent de trois mille, dans mille quatre cents entreprises.

Mais le débat technique porte sur l'ampleur de l'investissement à réaliser. Les papeteries qui cèdent Strasbourg avec les scieries se contenteraient d'une usine fournissant de la pâte, produite à faible valeur ajoutée, dans des quantités dont ils ont actuellement besoin en attendant que leurs situations financières permettent, d'ici cinq à dix ans, d'investir dans de nouvelles unités de production.

D'autres, au contraire, estiment qu'il faut assurer la rentabilité de l'usine de pâte en la couplant avec une machine à papier. Arguments : le séchage de la pâte pour la transporter d'un site industriel à un autre, où elle sera réhumidifiée, coûte aussi cher que la fabrication du papier lui-même ; le tonnage de pâte envisagé à Strasbourg (125 000 tonnes) n'est pas suffisant pour assurer la rentabilité de l'usine, ce qui n'est pas le cas de Tassin, qui produit aujourd'hui 215 000 tonnes et atteindra, dit-on, 240 000 tonnes fin 1985. Ce projet d'usine intégrée qui fabriquerait du « papier-impression-écriture » emploierait neuf cents personnes contre quatre cents actuellement, et représenterait un investissement global de 1,5 milliard de francs. Les fonds propres apportés par les industriels papeteries oscilleraient entre 300 et 400 millions.

La décision, si elle n'est pas annoncée par M. Mitterrand, ne devrait pas tarder à être prise, la prochaine échéance étant le colloque sur la filière bois organisé, les 4 et 5 décembre, par le secrétariat d'Etat à la forêt et les professionnels réunis au sein du Conseil interprofessionnel de la forêt.

JACQUES GRALL

L'AFFAIRE DU SYNCHROTRON

M. Rudloff adresse un « livre blanc » au chef de l'Etat

M. Marcel Rudloff, sénateur (UDF-CDS) du Bas-Rhin, maire de Strasbourg, président du conseil régional, a adressé, vendredi 16 novembre, à M. Mitterrand un « Livre blanc » sur le dossier du synchrotron, moins d'une semaine avant la visite, les 22 et 23 novembre, du chef de l'Etat en Alsace (*livre blanc* dossier page 37).

M. Rudloff demande à M. Mitterrand de « faire respecter les engagements de l'Etat », c'est-à-dire de permettre l'installation du synchrotron à Strasbourg et non pas à Grenoble. Le maire de Strasbourg, associé à l'opération de boycottage de la visite présidentielle par les élus UDF et RPR de la région, participera aux cérémonies commémoratives du quarantième anniversaire de la libération de la ville mais ne recevra pas M. Mitterrand à la mairie.

Les bureaux du conseil régional et des conseils généraux des deux départements alsaciens appellent les élus et la population à « participer aux diverses actions » de protesta-

tion engagées. Dimanche, les trois quotidiens de la région ont publié une page de publicité à l'initiative de la « majorité des élus alsaciens » et du « comité de liaison socio-économique pour le synchrotron ». Cette page est intitulée « L'Alsace ne se laissera pas faire ».

Les élus socialistes réagissent contre ce que M. Jean Oehler, député du Bas-Rhin, considère comme « une rébellion contre la République » qui mène « droit au séparatisme ». Ils ont eux aussi publié un texte publicitaire d'une demi-page dans lequel ils souhaitent la « bienvenue au président de la République ».

La collégiale du CID-UNATI du Bas-Rhin appelle à ne pas boycotter la visite de M. Mitterrand. Elle recommande à ses adhérents de ne pas « entrer dans les querelles politiques ».

Après M. Klifa (UDF), maire de Mulhouse, M. André Courtès (ss. éti.), maire de Mutzig, a fait savoir qu'il recevra le chef de l'Etat.

Le prochain congrès du PCF

LA DISCUSSION EST OUVERTE DANS « L'HUMANITÉ »

La tribune de discussion du texte soumis aux communistes en vue de leur prochain congrès a été ouverte, le lundi 19 novembre, dans l'*Humanité*. Le quotidien du PCF a publié, mardi, une contribution de M. Jacques Chambaz, ancien député de Paris, ancien membre du bureau politique de son parti, qui formule quelques critiques sur le projet de résolution.

M. Chambaz observe que ce texte « juge » utile, sans pour autant y procéder, l'analyse des « défauts et insuffisances » de l'activité du PCF (mais l'ancien député ne s'engage pas, lui non plus, dans cette analyse). M. Chambaz estime, en outre, que la notion de « nouveau rassemblement populaire majoritaire » devrait être mieux expliquée dans le projet.

L'*Humanité* n'a pas rendu compte des déclarations faites à l'AFP par M. Pierre Juquin, membre du bureau politique (*le Monde* daté 18-19 novembre). Le quotidien du PCF continue, d'autre part, la publication de son « enquête » sur les institutions (*le Monde* du 14 novembre). Il est question, mardi, du rôle du Parlement, à propos duquel il est écrit que « les députés socialistes se sont très vite inscrits — qu'ils l'aient voulu ou non — dans la logique droitiste et antidémocratique de la V^e République ».

Le Parti communiste

se prononce contre le projet d'un avion de combat européen

« Les communistes se sont prononcés, hier, contre le char franco-allemand et se prononcent, aujourd'hui, contre l'avion de combat européen », écrit, dans le dernier numéro de *Correspondance armée*, édité par le PCF, M. Louis Baillo, qui préside aux destinées de la commission de la défense au PCF, à propos d'un projet de la France, de l'Allemagne fédérale, du Royaume-Uni, de l'Espagne et de l'Italie de construire en commun un nouvel avion de combat européen (ACE) après 1990. Après avoir rappelé que les communistes se réjouissent des programmes civils européens, M. Baillo estime qu'il doit en être tout autrement des matériels militaires majeurs, indispensables à la défense nationale.

« Comment concevoir, écrit-il, que la couverture aérienne du territoire national puisse être tributaire du bon vouloir de quatre ou cinq autres Etats avec lesquels il aurait été décidé de fabriquer un avion de combat européen ? L'indépendance nationale ne se marchandait pas. Elle ne se monnaie pas. La mise sur pied de la force de dissuasion nucléaire par le général de Gaulle correspondait à ce critère politique fondamental. Elle fut une réalisation française [...]. C'est à partir de ce critère essentiel : l'indépendance nationale, que les communistes se sont prononcés, hier, contre le char franco-allemand et se prononcent, aujourd'hui, contre l'avion de combat européen. »

SALON DE L'INFORMATIQUE

SICOI 84

PALAIS DES EXPOSITIONS NICE

du 18 au 23 novembre 1984

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU FRONT NATIONAL

« En ne me laissant pas parler, on me transforme en Zorro », nous déclare M. Le Pen

M. Jean-Marie Le Pen président du Front national, a été interviewé par *Le Monde* le samedi 24 et dimanche 25 novembre à Annecy (Haute-Savoie), une réunion du conseil national de son parti, dont les travaux seront consacrés essentiellement à l'organisation du Front national et à la préparation des élections cantonales.

Le chef de file de la droite nationaliste se rendra ensuite en Suisse, pour un voyage de deux jours, avant d'avoir des entretiens avec les dirigeants de l'extrême droite italienne, en Italie, puis avec des représentants de l'opposition grecque, à Athènes.

M. Le Pen, qui envisage aussi de se rendre prochainement au Gabon et en Côte d'Ivoire, se plaint d'être délaissé par les médias. Les médias, pense-t-il, ne lui ont pas permis de donner la parole parce que cela aiderait au développement du phénomène Le Pen. Il y a là, me semble-t-il, une négation fondamentale des obligations de l'information et de la démocratie. Car les médias ne sont pas juges de ce qui est bon et de ce qui ne l'est pas. Leur métier est d'informer. Pendant des années, on m'a dit : M. Le Pen, nous ne pouvons pas vous inviter à notre émission parce que vous n'êtes pas représentatif ou, en tout cas, vous n'apportez pas la preuve de votre représentativité. J'ai apporté cette preuve, et maintenant on me dit : oui, mais vous êtes un cas particulier, mais vous ne pouvez pas appliquer la règle générale parce que nous vous aiderions à établir avec le peuple un contact qui vous permettrait de développer votre influence...

M. Le Pen, c'est reconnaître que le peuple n'a pas la qualité suffisante pour fonder la démocratie ! Il y a dans tout cela un manque d'honnêteté. Le pays ne peut s'exprimer que s'il est informé. Cela dit, je peux affirmer, parce que je parcours la France, que, là encore, les politolo-

gues et les observateurs vont tomber de leur haut aux élections législatives...

— Voulez-vous dire que les médias se comportent en complaisants objectifs de vos concurrents ?

— D'une certaine façon, oui, et c'est très pervers comme attitude. Mais ça n'atteint pas le but recherché. En ne me laissant pas parler, on Zorroise le phénomène Le Pen ! Qu'est-ce que Zorro ? C'est un personnage mythique qui vient punir les méchants, et ce Zorro, parce qu'il a toute la police du gouverneur aux trousses, on ne le voit presque pas. On ne voit, de temps en temps, que le Z de son fouet. Mais il suffit de l'avoir vu une fois pour savoir qu'il existe ! Et en l'obligeant à se cacher, on le renforce.

— Quelle est donc la réponse de Zorro-Le Pen à ceux qui viennent chasser sur ses terres électorales ?

En politique, chacun sait que les plus mauvais coups ne viennent pas des adversaires mais des concurrents. Nous sommes de nouveau dans un marché libre. Depuis la V^e République, ce marché avait été sévèrement contrôlé, grâce au mode de scrutin majoritaire, et on a abouti à un partage entre le pouvoir et les contre-pouvoirs jusqu'au moment où, à force de faire la politique de la gauche avec les voix de la droite, celle-ci a fini par emporter non seulement les contre-pouvoirs mais le pouvoir lui-même.

— Or, ces gens-là, qui sont tous, sans exception, des fonctionnaires convertis au métier de la politique, parce qu'on y avance plus vite, on y est plus libre et que, n'importe comment, on a le parachute ventral qui permet d'y revenir si ça va mal en politique... — ces gens-là se conduisent comme les seigneurs de l'ancien régime. C'est si vrai d'ailleurs, que la fonction devient pratiquement héréditaire ! Cela ne me choque pas qu'il y ait des dynasties républicaines, mais ces gens-là considèrent la République comme leur appanage et la ont perdue l'habitude du combat démocratique alors que la concurrence est la garantie de la liberté du citoyen comme elle est, dans le domaine du commerce, la garantie du consommateur.

— Mais les surenchères auxquelles se livrent vos concurrents ne vont-elles pas vous faire perdre des voix aux prochaines élections ?

— Je ne le crois pas. D'abord parce qu'il s'agit de la surenchère sans finesse, ou plutôt avec une finesse « kolossale », mais c'est vrai qu'il y a longtemps que tous les partis ont admis les points de vue défendus par le Front national sur l'immigration, l'avortement, l'insécurité. M. Fabius a même dit que le Front national pose de vraies questions en y apportant de fausses réponses. Moi je réponds que, si les gens qui sont au gouvernement et qui y étaient hier avaient posé de bonnes questions et avaient apporté de bonnes réponses, il n'y aurait pas aujourd'hui de questions.

— Je ne le crois pas, ensuite, parce qu'il y a un élément fondamental dans l'option populaire : c'est la sincérité et la conviction. Or le discrédit dont souffrent les partis traditionnels tient particulièrement au fait qu'ils ne sont plus crédités de la bonne foi, parce qu'ils se sont souvent reniés au cours des années écoulées.

— Prenez, par exemple, le cas de M. Chirac : il voulait rependre la France aux couleurs du travailisme, puis il a été réagarien, néo-réagarien, hyper-réagarien, et maintenant, au moment où Reagan gagne, encore, il prend ses distances avec lui parce qu'il n'a pas la réelle volonté d'appliquer un programme réagarien en France et qu'il veut ménager ses chances volatiles pour les élections. C'est ainsi qu'il a oublié aussi qu'il était quand même le premier ministre qui a chargé M^{me} Veil — que j'avais appelée la chèvre émissaire — de porter le bébé, si j'ose dire, sur les fonts baptismaux... Maintenant, il est contre l'interruption volontaire, grosse ! Il est ainsi adversaire de la peine de mort, de la loi Sécurité et Liberté, mais il veut quand même renforcer l'appareil répressif, etc. J'ai le projet d'une affiche où l'on verrait Barre, Giscard et Chirac dire ensemble, dans une grosse bulle : « C'est pourtant vrai que Le Pen avait raison ! »

— Cela dit, c'est la politique : peser sur son temps, sur les décisions du pouvoir, sur la pensée politique. Je pèse en m'exprimant, j'oblige toute la politique française à se droiter, à se déterminer par rapport à moi. C'est démocratique parce que ce que je pense, c'est ce que je pense le pays.

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT.

UN « BILAN » DE L'« HÉRITAGE » SOCIALISTE

M. Giscard d'Estaing accepte et M. Barre décline l'offre de M. Chirac

A quelques jours d'intervalle, MM. Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing ont répondu, par lettre, à la proposition de M. Jacques Chirac, formulée le 4 novembre au « Club de la presse » d'Europe 1, de réunir « quelques experts aussi discutables que possible pour faire un bilan de la situation réelle de l'héritage socialiste » ; bilan qui devrait être « mis à jour tous les six mois ».

M. Raymond Barre décline cette offre tandis que M. Giscard d'Estaing l'accepte.

Dans une lettre adressée le 13 novembre au président du RPR, le député du Rhône explique qu'il n'a pas « de liens pour ainsi dire organiques avec un parti politique ou une organisation de même nature », qu'il a « toujours veillé, depuis 1981, à ne rien faire qui puisse [le] faire apparaître comme responsable d'une fraction de l'opposition » et qu'il ne « bénéficie d'aucun concours que personnels, privés et dépourvus de tout caractère d'allégeance ». Dans ces conditions, il ne lui paraît « pas possible de désigner deux experts pour [le] représenter dans le groupe » dont M. Chirac souhaite la « constitution ». M. Barre rappelle d'autre part qu'il publie chaque année, au mois de mai, « sous sa propre responsabilité, un état économique et social de la France » et qu'il a « l'intention de continuer à le faire jusqu'au jour où se produira effectivement l'alternance ». Il ajoute enfin : « Soyez cependant assuré, monsieur le premier ministre, que si vous décidez, M. Giscard d'Estaing et vous-même, de créer un groupe d'experts, celui-ci pourra compter à tout moment sur mes avis et suggestions [...]. »

M. Giscard d'Estaing, dans une lettre adressée au président du RPR le 15 novembre et rendue publique lundi 19 novembre, donne son « accord de principe ».

Il rappelle qu'il a « demandé en mai 1981 à M. Raymond Barre de bien vouloir établir un document décrivant de manière précise l'état économique et social de la France à la fin du mois d'avril 1981 » et que, « depuis lors, M. Raymond Barre a élaboré et diffuse régulièrement une mise à jour détaillée de ces données ». « De tels travaux, précise-t-il, ne peuvent que gagner en auto-

rité et en audience s'ils sont établis en commun par les principaux responsables de l'opposition. » Il ajoute : « L'opposition s'est attentivement les résultats de la gestion du gouvernement socialiste. C'est une tâche nécessaire. A tout moment, l'opinion doit être informée avec exactitude de la situation économique, financière et sociale de notre pays. » La proposition de M. Chirac rencontre donc l'« agrément » de M. Giscard d'Estaing, qui souhaitait récemment que « les dirigeants de l'opposition trouvent dans les prochains mois les gestes calmes et apaisants qui éteindraient l'incendie des Français ».

M. Barre garde, lui, ses distances et semble manifester une moins grande hâte à s'associer à ces manifestations unitaires quand elles ne lui paraissent pas s'imposer. L'union continue à se déclinier de manières différentes.

C. F.-M.

SOUS L'AUTORITÉ DE M. GIROD

Les adhérents directs de l'UDF se réorganisent

Le bureau national des adhérents directs de l'UDF, réuni à Paris mercredi 14 novembre, a décidé de confier la représentation des adhérents directs au sein du bureau politique de l'UDF à M. Paul Girod, sénateur de l'Ain, devenu délégué général des adhérents directs lors de la dernière convention nationale, réunie le 27 octobre dernier à Paris (*le Monde* du 30 octobre) et à M. Philippe Mestre, député de Vendée, ancien chef de cabinet de M. Barre.

Le bureau national a également désigné M. Marcel Bancelhon, conseiller municipal de Champagne-Mont-Or (Rhône), pour représenter au conseil national de l'UDF les adhérents directs, en remplacement de M. Paul Girod. A ce conseil national de l'UDF, les adhérents directs gardent trois autres représentants : MM. Michel Debatisse, membre de l'Assemblée des commu-

nautés européennes, Jean Bégault, député du Maine-et-Loire et André Fourcans, conseiller municipal d'Eaubonne (Val-d'Oise).

Le bureau national des adhérents directs s'est par ailleurs doté de cinq délégués généraux adjoints : MM. Philippe Mestre, André Fourcans, Raymond Mège, maire et conseiller général du Raincy, Michel Debatisse et M^{me} Françoise Laumay, responsable des adhérents directs de Paris.

Il a décidé enfin d'organiser une série de séminaires de formation dans les plus grandes villes de France dès le mois de janvier prochain sur les thèmes suivants : « Le positionnement de l'UDF », « La représentation des institutions départementales », « Les techniques de campagne électorale » et « Le bilan de l'expérience socialiste ».

Novembre 25
Décembre 20

Accueillante, fascinante, passionnante, l'île de Chypre.

Cyprus Airways

OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE

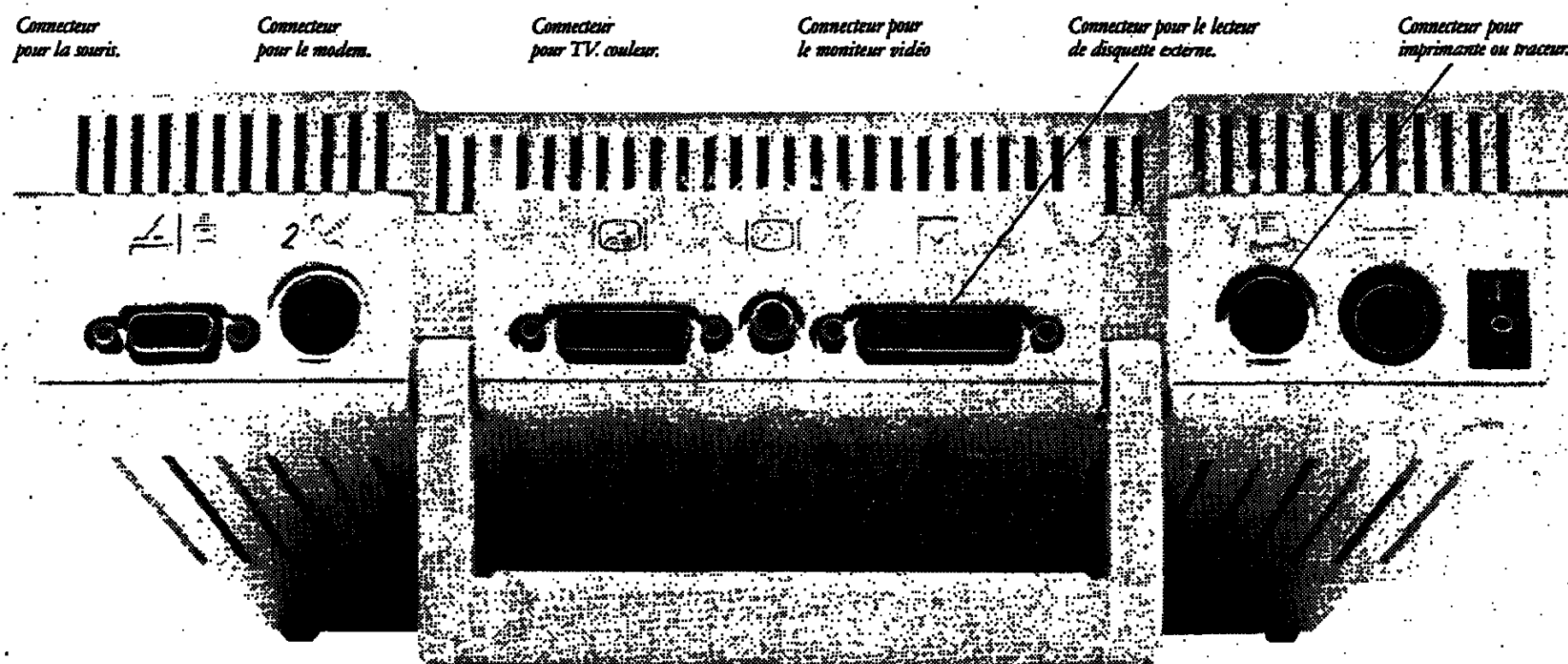
15, rue de la Paix, 75002 Paris (1) 261.42.49

مكتبة النخيل

Mieux vaut être
petit et voir grand
que grand et
voir petit.

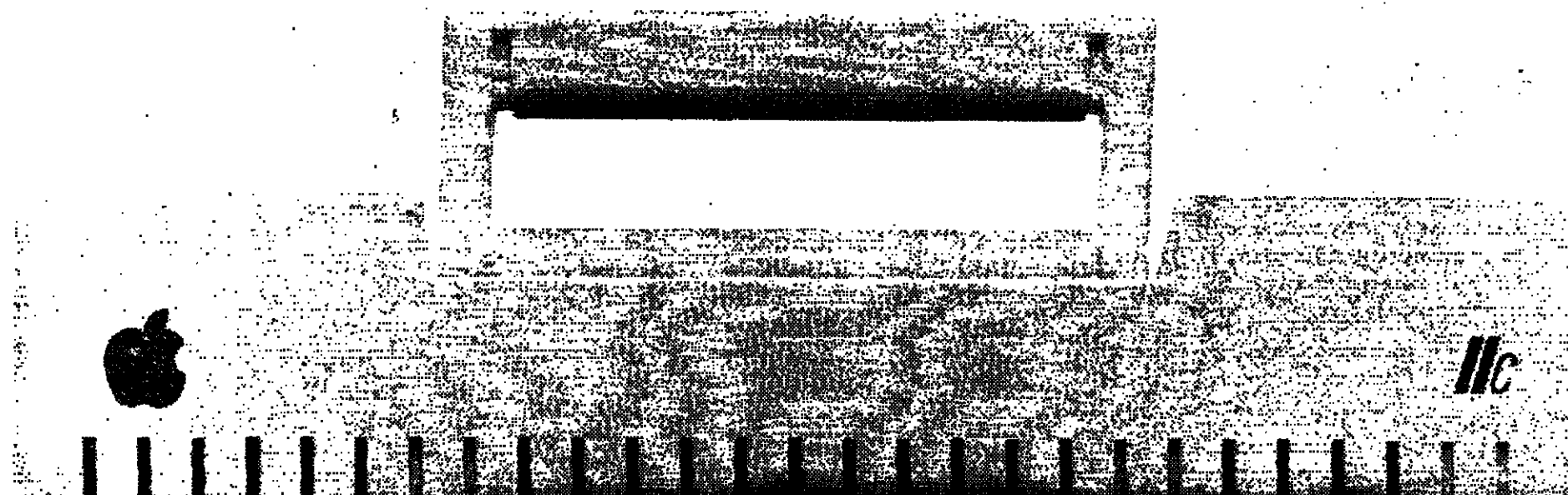
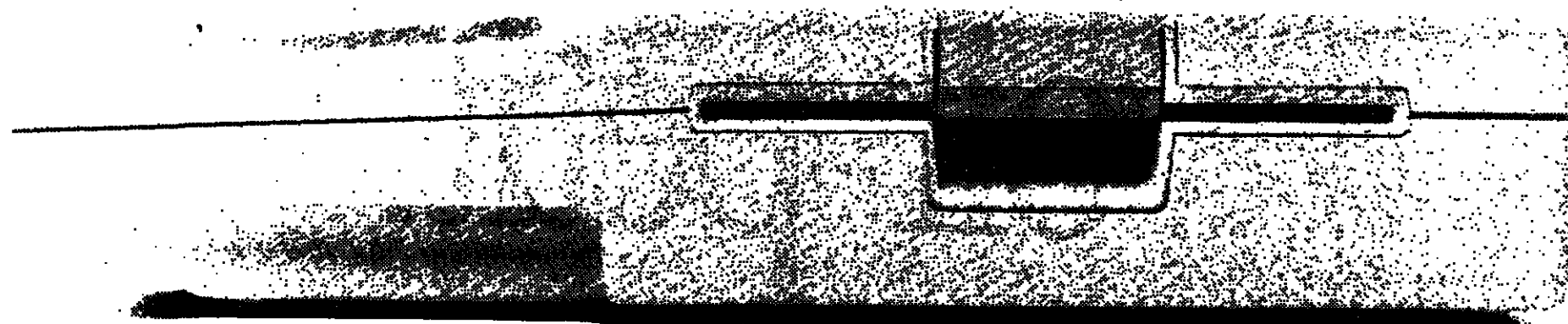


128 Ko, 16 000 logiciels, 30 cm x 29 cm x 6 cm.



Comment se fait-il que pour tant de mémoire, 128 ko, on n'ait que 3,5 kg? Et puis, qui croirait que l'on puisse avoir 16 000 logiciels avec un ordinateur de si petites dimensions, 30 x 29 x 6 cm? D'autant plus qu'un ordinateur personnel digne de ce nom et possédant de telles capacités se doit d'être aussi lourd que puissant et aussi encombrant qu'instruit - N'est-ce pas?

Il y a vraiment du louche là-dessous, si cet ordinateur personnel a deux fois plus de mémoire et de talents que la plupart des ordinateurs, comment se fait-il qu'il soit si léger et si petit? Pour moins de 13 000 francs, il a bien fallu qu'Apple rogne quelque part! Et c'est encore sur le poids qu'on nous vole! Ah, la bonne affaire!



iciels,
6 cm.

3,5 Kilogrammes pour
moins de 13 000 F.



Apple présente l'Apple IIc.



POLITIQUE

Propos et débats

M. Mermaz : ouverture

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a estimé, lundi 19 novembre sur TF 1, que le vote de la loi de révision de la loi de 1958 sur le statut de l'Assemblée nationale, en 1988, est une obligation pour les Français. M. Mermaz regrette, à cet égard, que les débats de la loi de révision de la loi de 1958, dans le sens de l'ouverture aient été accueillis par des déclarations de haine.

M. Mermaz a estimé que M. Jacques Toubon, nouveau secrétaire général du RPR, est un homme de radicalisation, poussant ses analyses jusqu'aux extrêmes.

M. Poperen : bilans et projets

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, a répondu, lundi 19 novembre, à M. Jacques Chirac, en affirmant que les élections de 1988 se joueraient à projet contre projet, et bilan contre bilan (...). Notre bilan (...) contre le bilan du capitalisme privé français, malthusien, archaïque.

M. Poperen a aussi affirmé : « La rigueur n'a jamais signifié que nous ignorions la nécessité de rassembler tous les Français, y compris ceux qui ne sont pas d'accord avec le gouvernement. A aucun moment, le gouvernement ne se départira de manifester sa volonté d'ouverture et de tolérance. Il faut que cette volonté soit partagée. Le moins que l'on puisse dire est qu'elle ne l'a pas été. Nous le ferons, quel que soit le déportement vers l'opposition extrémiste des partis de droite ».

Enfin, à propos de la loi de révision de la loi de 1958, M. Poperen a affirmé que le « nouveau contrat » que devront proposer les socialistes aux Français sera « dans l'ordre du futur, sur le même plan que les 110 propositions » du candidat François Mitterrand en 1981.

M. Toubon : sécurité

M. Jacques Toubon, nouveau secrétaire général du RPR, a estimé, lundi 19 novembre sur TF 1, que les problèmes de sécurité seront au centre des prochaines législatures. « Les Français, a-t-il ajouté, auront à faire un choix sur les remèdes à apporter à l'insécurité ». M. Toubon estime que, dès maintenant, il faut que des propositions réalistes, législatives, concertées, soient faites et que, par exemple, les peines de prison soient effectuées, que les individus condamnés à vie ne soient pas remis en liberté au bout de quinze ans. M. Toubon a rappelé qu'il avait voté l'abolition de la peine de mort, mais il a ajouté : « Lorsque nous serons au pouvoir, nous agirons en fonction de l'intérêt national ».

M. Chirac : sec

M. Jacques Chirac, président du RPR, dans une interview publiée par le magazine l'Express, estime, à propos de ses problèmes d'image politique, que « en général, les Français passent mieux que les sec's ». Pour M. Chirac, il faut toujours associer un sec et un rondouillard. Il est très mauvais de mettre deux hommes de même morphologie dans des fonctions parallèles.

M. Chirac pense aussi que « les médias audiovisuels » ont « abondamment » diffusé « une image où, pendant quelques instants, le pouvoir a l'air d'être un coup de gueule (...) ». « Ce court instant, sorti totalement de son contexte, ajoute-t-il, impose forcément une image qui risque d'être désagréable ou au moins inadéquate ».

AU SÉNAT

Fin de la discussion générale sur le budget

La dette et les prélèvements obligatoires

Parmi les motifs avancés par les représentants de la majorité sénatoriale pour justifier leurs critiques et leurs doutes sur la validité des prévisions budgétaires, l'un de ceux qui ont été le plus souvent cités pendant la discussion générale du projet de loi de finances, qui s'est achevée dans la nuit du 19 au 20 novembre, concerne l'endettement. Le rapporteur de la commission des finances, M. Maurice Bin (Un. cent., Ardennes) l'a estimé à 12 000 F par Français.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a constaté que cette évaluation correspond à l'endettement brut par habitant. Préférant prendre en compte l'échéancier des remboursements de la France en capital et en intérêts, l'effort, a-t-il assuré, serait annuellement de 1 500 à 1 700 F. En retranchant les créances de la France à l'étranger, on arrive, a-t-il ajouté, à un montant de la charge de la dette par habitant de 600 à 700 F par an. De son côté, M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, a observé que la proportion du PIB occupée par la dette est de 22,3 % en France, contre 35,5 % aux Etats-Unis, 52,5 % au Japon et 60 % en Italie.

Sur cette baisse des prélèvements obligatoires, le doute et le scepticisme sont largement partagés. M. Poncelet parle de « multiples manipulations ». M. Jean-François Pintat (R.I. Gironde) de « gageure que seuls de savants artifices pourraient dissimuler », et M. Pierre-Christophe Taittinger (R.I. Paris) conseille de « ne pas entretenir l'espoir de ce qui ne peut être espéré ». Pour le président du groupe communiste, M. Hélène Lic (Val-de-Marne), « rien n'est plus trompeur que cette idée de baisse des prélèvements obligatoires, qui escamote le problème essentiel : celui de l'efficacité économique et sociale des budgets publics qu'il s'agit d'accroître pour contribuer à promouvoir des solutions durables face aux défis de la crise ».

Aux yeux de M. Jacques Pellerin, président du groupe de la Gauche démocratique (Aisne), le projet de budget est celui des occasions manquées : le maître mot aurait dû être « tout pour l'entreprise », estime-t-il, et surtout la loi de finances pour 1985 aurait dû permettre au gouvernement de reconnaître ses erreurs et d'engager la dénationalisation des établissements bancaires nationalisés en 1981. Selon lui, il ne faudrait pas « substituer au monolithisme de la nationalisation celui de la dénationalisation ».

A. Ch.

LE DÉCOUPAGE CANTONAL

Val-de-Marne : la gauche garde l'espoir

Le plan de remodelage cantonal pour le département du Val-de-Marne a été approuvé par le conseil général à majorité de gauche (le Monde du 14 novembre). L'opposition le rejette en bloc. Avec une carte cantonale restée en l'état, celle-ci pourrait espérer l'emporter aux prochaines élections. Avec dix cantons supplémentaires, la gauche garde l'espoir.

Avec 39 cantons et une population totale de 1 193 655 habitants (au recensement de 1982), la moyenne cantonale du Val-de-Marne est actuellement de 30 606 habitants. Elle sera de 24 360 sur la base de 49 cantons si le projet est définitivement retenu.

Le projet tel qu'il a été présenté est le suivant :

• Pour l'ensemble formé par les villes d'Arcueil, de Gentilly, du Kremlin-Bicêtre, de Villejuif et de L'Hay-les-Roses, la nouvelle carte se traduit par la création d'un canton supplémentaire et se présente ainsi : Arcueil et la moitié de Gentilly ; Le Kremlin-Bicêtre et l'autre moitié de Gentilly ; L'Hay-les-Roses (qui devient un canton à elle seule) ; Villejuif-Est et Villejuif-Ouest. La gauche a souhaité cependant que la commune de Gentilly soit tout entière incluse dans les cantons du Kremlin-Bicêtre.

• Trois cantons sont créés à Champigny intra-muros au lieu des deux existant actuellement : Champigny-Est, Ouest et Centre. La ville de Chennevières forme, à elle seule, un canton. Les communes d'Ormesson, Noisy et de La Queue-en-Brie constituent le canton d'Ormesson.

• Un troisième canton est créé à Vitry. Il prend le nom de Vitry-Nord.

• La commune de Saint-Maur reste divisée en deux cantons : Saint-Maur-Centre et Saint-Maur-Ouest. Le quartier de la Varenne et la ville de Boussy, unis actuellement, sont érigés chacun en canton.

• A Créteil, actuellement divisé en deux cantons (Créteil-Nord et Sud), le remodelage aboutit à la constitution d'un troisième : Créteil-Ouest.

• Le canton de Thiais (Thiais, Chevilly-Larue et Rungis) est doublé. Le nouveau canton de Thiais coïncide avec la commune.

• Le canton de Villeneuve-Saint-Georges (Villeneuve-Saint-Georges et Valenton) est coupé en deux. Le nouveau canton de Villeneuve-Saint-Georges comprend la plus grande partie de la commune.

• La ville d'Alfortville, qui formait un seul canton, est coupée en deux : Alfortville-Nord et Alfortville-Sud.

• Le canton de Boissy-Saint-Léger (Boissy et Sucy-en-Brie) est remodelé. Le nouveau canton de Sucy s'inscrit dans les

limites communales. Le nouveau canton de Boissy se voit rajouter la ville de Limeil-Brévannes.

• L'ensemble Vincennes-Fontenay-sous-Bois représente actuellement quatre cantons : Vincennes-Ouest et Fontenay-Est et, au centre, Vincennes-Fontenay-Nord et Vincennes-Fontenay-Sud. Ces deux derniers sont redécoupés pour former Vincennes-Est et Fontenay-Ouest. Les quatre cantons reconstitués respectent les limites communales.

Le Parti communiste, suivi par le Parti socialiste, a demandé la constitution d'un canton supplémentaire à Ivry-Vitry.

DANS LA SEINE-SAINT-DENIS

Le conseil général de la Seine-Saint-Denis a donné un avis défavorable au projet de redécoupage des cantons proposé par le commissaire de la République de ce département. Tandis que les élus du RPR, de l'UDF et du PS se sont abstenus, les conseillers communistes, majoritaires au sein de l'assemblée départementale, ont voté contre le projet, qui prévoit la création d'un canton à Aulnay-sous-Bois. Cette création a été jugée insuffisante. Dans un communiqué, M. Jean-Louis Mons (PC), président du conseil général, estime que, « conformément à la circulaire ministérielle qui prévoit que tous les cantons dont le nombre d'habitants est supérieur à une fois et demie la moyenne départementale soient divisés, ce sont trois cantons nouveaux qui auraient dû être créés, à Aulnay-sous-Bois, Saint-Denis et Epinay... ».

DANS LES HAUTES-PYRÉNÉES

Tarbes. — M. Pierre Forgues, député (PS) de la première circonscription des Hautes-Pyrénées, vient de rendre publique une lettre qu'il a adressée à M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation et dans laquelle il leur demande de « ne pas aller plus avant dans la procédure de remodelage en vue des prochaines élections cantonales de la carte des deux cantons de Lannemezan et de Bagnères-de-Bigorre ». M. Forgues fait remarquer que l'opposition manifestée au projet de modification proposé par le ministre a été celle de la majorité des communes concernées et celle du conseil général des Hautes-Pyrénées (postulant à majorité de gauche) (le Monde du 14 novembre). Cette prise de position du député est d'autant plus méritoire que seuls les neuf conseillers généraux (PS) (dont M. Forgues ne fait pas partie) avaient soutenu le projet de redécoupage cantonal (les conseillers généraux communistes, radicaux de gauche et d'opposition ayant voté contre). (Corresp.)

LES III^{ES} ÉTATS GÉNÉRAUX DES COMMUNES RURALES

Les élus « socialistes et républicains » estiment que la modernisation n'est pas contradictoire avec le monde paysan

Castres. — « L'aménagement des communes rurales n'est pas un problème mineur », a affirmé, samedi 17 novembre à Castres (Tarn), M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, qui participait aux troisième états généraux des communes rurales, organisés par la Fédération nationale des élus socialistes et républicains.

M. Pierre Joxe a tenu à rassurer ces gestionnaires avec quelques bonnes nouvelles financières. M. Georges Sarre, député de Paris, appelant, quant à lui, au militantisme. Devant les trois cents élus ruraux représentant soixante-cinq départements, M. Joxe a indiqué que les sommes affectées au fonds spécial d'équipement destiné aux petites communes (qui doit être

De notre correspondant. — créé prochainement) seront déduites de l'enveloppe départementale des dotations globales d'équipement gérées par les élus pour être rendues à la gestion des préfets. Elles viendront s'ajouter ponctuellement aux dotations automatiques que continueront de percevoir les communes. Un resour vers la centralisation pour les plus petites collectivités ? « Non », a assuré M. Joxe, mais le système de la dotation globale d'équipement, qui convient si bien aux grandes communes, ne répond pas aux besoins des communes rurales.

« La décentralisation donne aux communes les moyens de maîtriser leur avenir », a affirmé le ministre

de l'intérieur, qui a relevé que cent douze milliards de francs seront accordés en 1985 aux collectivités locales (soit une augmentation réelle de 5,04 % par rapport à 1984) et que trente-cinq milliards seront destinés, durant les quatre prochaines années, à financer les contrats de plan liant l'Etat aux communes rurales, essentiellement pour les programmes de maîtrise de l'eau et pour les primes à l'installation des jeunes agriculteurs.

A cette démonstration chiffrée de l'intérêt du gouvernement pour le monde rural, les élus ont ajouté un travail politique de réhabilitation. Ces communes ne représentent que 25 % de la population française, mais 90 % du territoire national. En dix ans, leur population a crû de 6 % alors qu'elle n'augmentait que de 2 % en milieu urbain et qu'elle baissait souvent dans les grandes agglomérations. C'est là que peuvent naître des initiatives économiques nouvelles et s'exercer au mieux la démocratie, ont estimé nombre d'intervenants.

« Il n'y a pas de contradiction entre la modernisation d'un pays et le maintien de ses caractéristiques rurales », a confirmé le ministre. « Pendant vingt ans, on n'a envisagé l'avenir du pays que par l'urbanisation et la croissance des villes — d'ailleurs le plus souvent de façon incontrôlée et spéculative », a-t-il ajouté.

M. Sarre, secrétaire national du PS, chargé des collectivités locales, a invité les élus de la FNESR à devenir militants dans la perspective « des grands combats qui vont les engager ».

GILBERT LAVAL

M. Joxe et le statut de l'élu

M. Pierre Joxe a longuement évoqué devant les élus ruraux le statut des élus qui devrait ressembler à celui d'un député syndical, offrant compensation et formation. Pour M. Joxe, le statut de l'élu est une « nécessité démocratique et pratique », sans laquelle il n'y aura pas de réelle décentralisation. « La décentralisation exige une technicité et, donc, une disponibilité des élus locaux à la mesure des quelques cent solennels-dix textes d'application et dix-huit lois publiés sur ce sujet depuis deux ans », a indiqué le ministre, qui a noté que, sans formation adéquate, l'élu s'en remettrait toujours aux instances élues ou aux services administratifs départementaux.

G. L.

LOCATION DE VOITURES

Europcar

le Prêt-à-Partir

... C'est tout mettre en œuvre pour que vous puissiez profiter pleinement de votre location de voiture.

Accueil efficace, formalités simplifiées, choix des véhicules adaptés à vos besoins, véhicules ultra récents et pour mieux répondre à vos attentes, nous vous proposons des tarifs très intéressants.

ROUTE VERTE - A partir de 175 F par semaine

Fortail* en de semaine de 24 h à 4 jours, 175 F par semaine

ROUTE AZUR - A partir de 284 F par semaine

Fortail* ville 3 à 6 jours, tarif dégressif entre 175 et 284 F

ROUTE ORANGE - A partir de 394 F par semaine

Fortail* ville 7 à 10 jours, tarif dégressif entre 284 et 394 F

Tous les véhicules sont équipés de la dernière technologie pour une conduite sûre et agréable.

Pour connaître le Statut Europcar les plus proches de vous, contactez nos Fortails, téléphonez au Central Réservations (3) 043.82.82

Fortail est un service de location de voitures à la semaine, à la journée, à l'heure, avec ou sans chauffeur.

europcar

Interpol fait peau neuve

I. - Fichier sans frontières

par DANIELLE ROUARD

Pleins feux sur de vieilles lunes... La secrète Interpol, créée à Vienne en 1923, venue à Paris en 1946 après un séjour de guerre à Berlin, serait à un tournant de sa longue histoire. C'est officiel. L'organisation quitterait les vertes frondaisons des Hauts-de-Saint-Cloud, près de Paris, pour celles, plus vastes, du parc de la Tête d'or à Lyon (le Monde du 18 octobre 1984).

Très officiel : dix mois se sont écoulés depuis l'entrée en vigueur de l'accord de siège (1) qui hisse Interpol, simple club de policiers à ramifications mondiales, au rang d'organisation internationale de plein droit, telle une forteresse inviolable avec des fonctionnaires promus au rang de diplomates. Publiquement, partisans et adversaires du nouveau statut ont fait taire leurs polémiques. Mais doutes et interrogations courent sous les brèves. Déploie-t-on ces immunités qui couvrent les activités d'une organisation frisant, dit-on, l'agence de renseignement ?

Les lumières de l'actualité ravivent les passions. Certes, Interpol conserve son siège en France. Mais ses cent trente-deux nations membres - à chacune, une voix - viennent de se donner voici deux mois, après un Philippin, un président américain, M. John R. Simpson, le directeur du Secret Service U.S.

L'actuel secrétaire général - un Français - pourrait bientôt céder sa place à un Britannique de Scotland Yard, précisément de la *Special Branch*. « OPA anglo-saxonne sur une organisation très française jusqu'à présent », soupçonnent certains.

Enfin, début 1985, commencent l'information des fichiers. Que de bouleversements en quelques mois... Interpol change de vitesse. Ses quartiers généraux à Saint-Cloud vibrent d'intrigues. Mais elle entrouvre ses portes.

Sur quatre continents

Disimulée dans les arbres, la lourde grille bascule, automatique, sur le visiteur capté un instant par la micro-télé.

Stûte la grille franchie, le visiteur est pris en main. Dépôt de pièce d'identité et escorte, pas de filaire dans les étages du bâtiment de verre. Mais tout rendez-vous sollicité est accordé. Ainsi découvrez-vous la ruche au travail. Le secrétaire général - les *headquarters* - gère le service Interpol. Il reçoit, stocke, transmet les informations.

Les BCN (bureaux centraux nationaux), intermédiaires entre Interpol et les polices nationales, sont les véritables acteurs. Ce sont eux qui demandent et donnent les renseignements. Ils sont eux-mêmes soumis à l'autorité, pointilleuse, des pouvoirs publics. Ainsi en France le BCN, communément appelé Interpol-France, dépend du ministre de l'Intérieur. Evidemment, le degré d'autonomie entre la police et les gouvernements varie beaucoup d'un pays à l'autre.

De Saint-Cloud ou d'ailleurs, Interpol n'intervient pas dans les affaires nationales, mais dans celles concernant au moins deux Etats.

Pour ce faire, deux cent cinquante personnes travaillent au siège. Un quart sont de nationalité française. Une vingtaine de pays sont représentés. Ce sont, pour un tiers, des policiers, délégués pour un temps par leurs administrations respectives, les autres étant des techniciens recrutés pour une compétence particulière. Conséquence du récent accord de siège : le personnel, ces jours-ci à Saint-Cloud, discute du prochain transfert à Lyon, et de son statut. Aux *headquarters*, cela ne s'était jamais vu.

Rondeurs et moustaches à la Maigret, M. André Bossard exerce avec sérénité le rôle de patron au secrétariat général. C'est un homme du sérail. Rédu l'an passé pour quatre ans, l'actuel secrétaire général a fait savoir qu'il souhaitait prendre sa retraite avant la fin de ce nouveau mandat. La succession est ouverte pour 1986.

Des millions de fiches

M. Raymond Kendall, le secrétaire adjoint - haute stature et réserve très britannique - pourrait remplacer, dit-on, M. André Bossard. Pour la première fois, un Britannique succéderait à un Français. Depuis 1946 en effet, la France, pays hôte d'Interpol, fournissait l'organisation en secrétaires généraux. Les traditions semblent se perdre. Naissent les inquiétudes, tandis que la machine poursuit sa course à l'« info », et remplit ses bacs à fiches.

Autre du loip ou caverne d'Ali-Baba, selon le point de vue, le « service de documentation criminelle » occupe une bonne part des locaux de Saint-Cloud. Le fichier, trésor de guerre d'Interpol, ne se

regarde que par le petit bout de la lorgnette. Secret oblige.

Chaque jour, en provenance des bureaux centraux nationaux arrivent du courrier, et des télégrammes, codés ou non. Décodage et recherche pour les trente membres de ce service... D'abord le responsable - un Français - souligne sur le texte reçu tous les renseignements à pister : état-civil, affaires et *modus operandi*. Aux chercheurs, ensuite, de fouiller dans les fiches et les dossiers aux- quels ces dernières renvoient. De méticuleuses et ancestrales manipulations, dans l'odeur du vieux papier.

A Interpol, il existe deux fichiers individuels. L'un classe les noms par ordre alphabétique. L'autre s'appuie sur leurs transcriptions phonétiques, « pour éviter les fautes d'orthographe et gagner du temps dans nos recherches », explique le responsable. Le même individu peut avoir plusieurs fiches.

Ainsi l'organisation stocke-t-elle environ trois millions deux cent mille fiches, concernant un million et demi à un million huit cent mille personnes, précise encore ce responsable. Tout individu retenu est également repéré par son *modus operandi* : vol à la tire, détournement d'avions, etc. C'est un autre classement, pour un autre fichier.

Enfin Interpol produit deux fichiers supplémentaires, dits d'« affaires ». L'un est classé par localisation géographique, l'autre par genre : stupéfiant, trafic de tableaux, fausse monnaie, escroqueries, homicides, terrorisme, etc. Selon le responsable déjà cité, cela représente environ un million et demi de cartes.

L'ensemble des fiches d'Interpol est alimenté par des informations de sources judiciaires - pour connues des BCN - que par des renseignements collectés par les BCN sur les pibes d'identité, les carnets d'adresses ou par les écoutes téléphoniques... Les « sur-

veillés » mais « non recherchés », les « suspects » sont à l'évidence plus nombreux que les « inculpés », ou « condamnés » dans les listes d'Interpol.

Chacune de ces fiches renvoie à un numéro de dossier. Celui-ci groupe l'ensemble des informations concernant une personne ou une affaire. Il est transmis automatiquement au pays qui en fait la demande, « sans discrimination car telle est la règle statutaire ». Un « gros » dossier porte-t-il un « coin rouge » ? Cela signifie qu'il accompagne la demande de transmission internationale d'un mandat d'arrêt. Que de papiers... Mais ils ne font pas oublier l'essentiel. Le trafic de stupéfiant, à lui seul, alimente les trois quarts de l'activité des archives. Ce service ne se contente pas d'enregistrer et de classer. Il fait des rapprochements, suggère des relations de cause à effet.

Début 1985, les fichiers individuels commenceront à être informatisés. Interpol ne retiendra pas le numéro national d'identité. Le service du fichier rêve déjà des statistiques que produira l'ordinateur pour nourrir les réflexions des autres départements du siège, qui ont chacun leur spécialité. Dans la division des affaires criminelles, un Italien supervise les problèmes du terrorisme, un Américain ceux de la drogue, etc.

Innovations aux « stups »

Le trafic illicite des stupéfiant reste la bête noire affichée par Interpol... et par les Américains, principaux consommateurs. Sous l'autorité de M. Kendall fonctionnent, depuis un an, un nouveau groupe qui étudie « le mouvement des fonds illicites » à travers le monde. Car producteurs et utilisateurs de drogue ne sont rien sans les financiers - les réels patrons du grand trafic. Deux Américains et un Espagnol cherchent ainsi à préciser les méthodes d'organisation de ces financiers qui gèrent leur trafic comme une multinationale. En utilisant des entreprises légales pour blanchir l'argent, en tirant profit des diverses législations, en créant des banques offshore dans le vert paradis des Caraïbes et en jouant de l'influence de certains pouvoirs établis.

Le nouveau groupe de travail d'Interpol entend promouvoir de nouvelles lois, pour casser le fameux secret bancaire, avoir accès à des données visant le revenu, les douanes, etc.

Dans le même temps, Interpol s'apprête à transformer profondément son programme « SEPAT », vieux de dix ans. Vingt-deux personnes dépendant du siège changeraient ainsi d'activité. Ces policiers, contractuels pour trois ans, sont des « agents de liaison », envoyés en visite de longue durée sur chaque continent, au point le plus chaud de la drogue. Ils n'interviennent pas à proprement parler dans une affaire, mais apportent aide et coopération aux enquêteurs locaux. Ils sont en contact direct avec les services de la contre drogue et avec les unités de la police et avec les « employés spéciaux », policiers d'un pays installés dans leur propre ambassade.

Le « SEPAT » a eu son heure de gloire, favorisant la coopération, voire le renseignement. Mais, aujourd'hui, selon les autorités du siège, cette coopération n'aurait plus besoin des « visites » de ces « officiers de liaison ». Leur mission paraît coûteuse. Ainsi, par exemple, la France s'en est payée 20 % en plus de sa contribution annuelle (2). Interpol s'oriente, désormais, vers un service d'analyse et de coordination de renseignements.

(1) Cet accord de siège entre le gouvernement français et l'Organisation internationale de Police criminelle-Interpol a été signé le 3 novembre 1982. Il a été approuvé par le Parlement à sa session d'automne 1983. Ces nouveaux textes sont entrés en vigueur le 14 février 1984. L'accord est accompagné d'un échange de lettres, le 3 novembre 1982, instituant une réglementation partielle du contrôle des fichiers d'Interpol.

Cette organisation fonctionne selon un schéma classique : assemblée générale, comité exécutif (treize membres, venus de quatre continents), un président et un secrétaire général dirigeant les quartiers généraux de Saint-Cloud.

(2) Les nations membres, dont quelques pays de l'Est, la Chine mais non l'URSS, cotisent annuellement en unités budgétaires - chaque unité valant 11 000 francs suisses. Certains pays paient jusqu'à quatre-vingts unités. La France verse soixante unités. Le budget annuel d'Interpol tourne autour de treize à quatorze millions de francs suisses (100 francs suisses = 379 FF).

Prochain article :

LE PROGRAMME MUSCLÉ DE LA PRÉSIDENTIE

LE MONDE diplomatique

NOVEMBRE 1984

La foire aux libertés (III) LE CORSET LIBÉRAL

(Claude Julien)

DOUBLE DURCISSEMENT A L'EGARD DES DROITS DE L'HOMME Extraditions et immigration

(Maurice Lemoine)

COPIER LE JAPON ? Performances économiques et choix de société

(Théo Bouwman)

COMMENT RECONSTRUIRE LE TCHAD Culture arabe et culture africaine

(Gérard Galtier)

L'EXIGENCE DÉMOCRATIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

- Le retour en force des régimes civils (Françoise Barthélémy).
- Nicaragua : des élections au service du développement (Gustave Massiah et Christian Turin).
- Argentine : le gouvernement radical et le temps perdu (Carlos Gabetzel).
- Bolivie : le président pris entre deux feux (Christian Rudel).
- Pérou : le libéralisme contre le spectre de Sendero lumineux (Yvon Le Bot).

Un roman de Miguel Bonasso : « SOUVENIR DE LA MORT »

- La querelle sur la légitimité des communistes italiens (Jean Rony).
- La finière nucléaire française (II) : Des Superphénix pour le tiers-monde ? (Ignacy Sachs). — Quand les experts tiennent les citoyens à l'écart (Martine Barère). — Technostratégie et démocratie (Alain Joxe).
- MM. Reagan et Mondale aux prises avec les déficits et le protectionnisme (Thomas Ferguson et Joel Rogers).
- Immigrants du tiers-monde aux Etats-Unis : la tentation du vernouillage (Schofield Corvett).
- La Thaïlande conteste les frontières héritées de la colonisation (Phaipharn Ngosyavethan).
- CAMERAS POLITIQUES : Trames et émotions du journal télévisé (Ignacio Ramonet, Jean Gouzé et Jean-Pierre Desautiers).
- LES LIVRES DU MOIS : « L'Afrique en Amérique latine » (Yves Florenne). — « Le Pénitent », d'Isaac Bashevis Singer (Micheline Pannet). — « Les Phéniens », de Tchicaya U'Tamsi (Jane Hervé).

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

AUJOURD'HUI ET DEMAIN L'ENTREPRISE

AUJOURD'HUI ET DEMAIN L'ENTREPRISE.

6^{es} ASSISES NATIONALES

DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE.

Les 6^{es} Assises Nationales des Chambres de Commerce et d'Industrie vont se tenir les 27 et 28 novembre 1984 au Centre International de Paris, 2 place de la Porte Maillot.

LEUR THÈME.

« Quelles chambres, pour quelles entreprises, dans quel contexte, demain ? » Un thème prospectif développé en trois séquences :

VENDRE DEMAIN, PRODUIRE DEMAIN. LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE AU SERVICE DE L'ENTREPRISE DE DEMAIN.

UN PARTENAIRE DES ENTREPRISES : LA BANQUE.

En s'associant à l'organisation des 6^{es} Assises, le Crédit Lyonnais, partenaire quotidien des entreprises dans leur développement national et international présentera :

- au cours d'un exposé « la banque française, partenaire de l'entreprise »
- sur son stand : ses réponses aux besoins des entreprises aujourd'hui et demain.

CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

CREDIT LYONNAIS

SOCIÉTÉ

AU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DU 18^e A PARIS

Le débat sur l'insécurité tourne à vide

Qu'étaient-elles attendues, ces vieilles dames en colère de la Butte Montmartre qui se pressaient sur les banquettes en velours rouge de la salle des mariages de leur mairie ? On leur avait promis un grand débat sur l'insécurité, lundi 19 novembre, à l'occasion de la réunion mensuelle du conseil d'arrondissement.

Sous les lustres géants et les stucs boursouflés étaient présents les quarante conseillers du secteur, M. Roger Chénard, leur maire (UDF), M. Alain Juppé (RPR), l'un des bras droits de M. Jacques Chirac, l'opposition socialiste en la personne de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, et de M. Claude Estier, et même le préfet de police de Paris, M. Guy Fougier, escorté du directeur de la police judiciaire et du directeur adjoint de la sécurité publique. A la table des journalistes, comme dans les travées du public, on ne trouvait pas une place libre. Des grands-mères terribles ont applaudi les propos de leur maire et chahuté ceux de M. Jospin. On n'avait encore jamais assisté à un tel hoareau dans un conseil d'arrondissement.

Avalanche de chiffres

Pourtant, après deux heures de discours et d'excitation, les vieilles dames ont commencé à quitter la salle une à une, fatiguées, désemparées et massées. Elles avaient entendu l'analyse faite par M. Chénard en forme de réquisitoire. Les sept questions-pièges posées aux représentants de l'Etat par M. Juppé, les treize propositions

avancées en guise de contre-feu par M. Jospin et quelques moindres propos tenus par des seconds rôles. Le préfet de police, avait, pour sa part, entamé une interminable homélie émaillée de statistiques tendant à prouver que ses hommes ne restent pas les bras croisés devant l'inflation de la délinquance. Les 555 policiers et les 80 CRS stationnés dans le 18^e arrondissement (pour une population de 186 000 habitants) n'ont-ils pas, l'an passé, enregistré 27 436 délits, expulés un millier d'étrangers et fermé une cinquantaine de cafés ?

Mais, au fil des quarts d'heure, sous l'avalanche des chiffres et des propos éblouissants, la torpeur puis l'ennui sont venus. Les vieilles gens du 18^e sont allés se coucher, laissant ces messieurs échanger des propos aigres-doux et exhaler leur déception de n'avoir abouti à rien. Même les motions préparées par les uns et par les autres ont été abandonnées.

On est vaguement convenu de reprendre le dossier en décembre ou en janvier. « Organisé immédiatement après les dramatiques événements de ces jours derniers, ce débat, a constaté avec résignation M. Louis Baillet, conseiller communiste, ne pouvait être que politique et entièrement piégé. » Il a fallu près de trois heures de discussion pour finalement demander aux policiers de bien vouloir se montrer dans les rues, pour rassurer les braves gens. Puis le conseil est passé à l'ordre du jour : le règlement intérieur des halles-gardiennes.

MARC AMBROISE-RENDU.

La carte de la peur

Les Parisiens ont beaucoup plus peur lorsqu'ils se trouvent dans le 18^e arrondissement (incrimé à Barbès et à Montmartre), dans le 9^e (Saint-Lazare et Pigalle) et dans le 10^e (Gare du Nord, gare de l'Est) que lorsqu'ils résident dans le 16^e, le 15^e ou le 7^e.

La carte de la peur à Paris a été dressée par l'Institut de sondage IPSOS, le 15 novembre, soit trois jours après la découverte de la neuvième vieille dame assassinée dans la capitale, huit cents ans plus tard, soit un échantillon représentatif des Parisiens ont été interrogés. C'est évidemment dans le 18^e - où six personnes âgées ont été assesi-

nées en un mois - que les habitants se sentent le moins en sécurité (50 % contre 38 d'un avis contraire). Ensuite viennent le 9^e (42 % contre 45), le 10^e (38 % contre 48). A l'intérieur de chaque arrondissement, ce sont les femmes, le plus souvent, qui déclarent se sentir le moins en sécurité.

A l'opposé, les « beaux » quartiers de la capitale apparaissent comme des havres de tranquillité. Dans le 7^e arrondissement (Invalides, Ecole militaire), seulement 8 % des personnes interrogées déclarent avoir peur, dans le 15^e (Beaugrenelle, La Motte-Picquet), elles sont 10 contre 73 et dans le 16^e (Passy, Auteuil), 11 contre 73.

J'AI BESOIN D'UNE CARTE BLEUE. VISA OU NATIONALE ?

APPRENEZ L'ANGLAIS

- programme de formation
- préparation aux examens universitaires
- cours spéciaux, vacances de Noël à Londres

MAYFAIR INSTITUTE, 34, rue Vignon 75008. Tél. 285-16-75

...ET ZIPP BERLITZ.

Pour apprendre une langue : immersion totale, leçons particulières ou semi-particulières à votre cadence.

BOULOGNE: 021.51.10. CHAMPS-ÉLYSÉES: 720.41.60
LA DÉFENSE: 773.63.16. NATION: 37.11.34
TIPORA: 742.13.32. PANTHÉON: 633.98.77. SAINT-LAZARE: 522.22.22. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE: 973.75.00.
VERSAILLES: 950.08.70

BERLITZ
LE TOUT DE CHAQUE LANGUE

L'AFFAIRE DU CENTRE HOSPITALIER DE POITIERS

L'un des médecins inculpés d'assassinat pourrait être libéré

De notre envoyé spécial

Poitiers. - M. Pierre Hovavere, juge d'instruction chargé de l'affaire du centre hospitalier régional de Poitiers, dans laquelle deux médecins anesthésistes-réanimateurs ont été inculpés d'assassinat, a rendu, le 19 novembre, une ordonnance de mise en liberté provisoire en faveur du docteur Denis Archambeau. Si le parquet de Poitiers ne fait pas appel de cette décision sous vingt-quatre heures, le docteur Archambeau sera remis en liberté.

Ce nouveau rebondissement ne va pas sans poser de nombreuses questions. Bien que le juge d'instruction et que les avocats chargés de la défense du second médecin gardent le silence, il semble acquis que le docteur Bakari Diallo n'a pas bénéficié de la même décision. C'est pourtant le docteur Archambeau qui, dans ce qu'on connaît de l'affaire, semblait dans la situation la moins confortable, notamment parce qu'il avait « craqué » au terme d'un long interrogatoire, avant - il est vrai - de revenir immédiatement sur ses « aveux ». Il semble donc que le juge d'instruction n'ait pas considéré que cet élément puisse être à la charge du docteur Archambeau. L'est-il pour le docteur Diallo ? En toute hypothèse, c'était bien le docteur Archambeau qui était présent lors du début de l'anesthésie de Nicole Berneron (« qui s'est imposé pour faire cette anesthésie », soutient de son côté le professeur Mériel, chef du département d'anesthésie-réanimation), avec un appareil sur lequel on pense que les tuyaux d'arrivée d'oxygène et de protoxyde d'azote étaient inversés.

Reconstitution et autopsie

D'autre part, rien ne semble encore acquis en ce qui concerne l'horaire même du décès de Nicole Berneron. Les défenseurs du docteur Diallo - M^{me} Pierre Chaigine, du barreau de Paris, et Bernard Drouineau, du barreau de Poitiers - soutiennent « que la preuve que l'inversion des tuyaux ait été antérieure au décès n'est pas rapportée au dossier », et notent « que les deux inculpations d'assassinat ne reposent que sur les aveux, immédiatement rétractés, du docteur Archambeau ». Pourquoi dans ces conditions l'ordonnance de mise en liberté ne concerne-t-elle que ce dernier ?

● **Pas de chocolat empoisonné en Grande-Bretagne.** - Le porte-parole du Front de libération des animaux a annoncé au journal télévisé de la chaîne privée britannique ITV, lundi 19 décembre, que l'opération « chocolat empoisonné » était un coup de bluff pour punir la société Mars UK Limited. Les militants du Front, qui est, en Grande-Bretagne, une sorte de SPA « révolutionnaire », voulaient nuire aux intérêts commerciaux d'une société qui, selon eux, teste ses produits sur des singes. Des millions de barres de chocolat avaient été retirées du marché dans les grandes villes britanniques à cause de ce... coup fourré.

(Publicité)

Professions Comptables
Pour ceux qui veulent s'orienter vers l'expertise comptable

Le C.P.E.C.F., association d'Etat, constitue la 1^{re} étape vers l'expertise comptable et vous ouvre déjà de nombreux débouchés dans l'industrie, le commerce et les professions libérales. Préparation par correspondance selon la méthode Cardinale. Aucune connaissance comptable n'est nécessaire. Brochure gratuite n° 3828 P à l'Ecole Française de Comptabilité, Organisme Privé, 92270 Bois-Colombes. Inscription toute l'année.

Pour M^{me} Jean Dany, avocat du docteur Archambeau, la décision du juge prouve que, concernant son client, « le dossier s'est très considérablement dégonflé ». A l'inverse, M^{me} Jean-Pierre Gilbert, avocat de la famille Berneron, estimait, le 18 novembre, que la thèse du « sabotage criminel » était confortée par de nouveaux éléments. « L'état se resserre », expliquait-il, avant de déclarer qu'il n'était pas favorable à la mise en liberté provisoire des deux inculpés.

Le docteur Bakari Diallo continue, pour sa part, à nier tous les faits qui lui sont reprochés. Une reconstitution de l'intervention chirurgicale devrait prochainement être organisée. L'autre élément important du dossier concerne les résultats à venir des examens effectués sur les prélèvements d'autopsie. Ils pourraient permettre de conclure formellement que le décès de Nicole Berneron est bien la conséquence de l'inversion des tuyaux d'arrivée des gaz, inversion constatée par le professeur Mériel, plusieurs heures après la mort.

JEAN-YVES NAU.

L'INFORMATION ET LE SECRET PROFESSIONNEL

Un journaliste du Canard enchaîné est inculpé

M. Louis-Marie Horeau, journaliste au *Canard enchaîné*, a été inculpé, lundi 19 novembre, de « complicité de violation du secret professionnel » par M. Henri Secly, juge d'instruction au tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine). En mars 1983, le *Canard enchaîné* avait fait état des soupçons des douaniers français à l'encontre de M. Georges Tranchant, député (RPR) des Hauts-de-Seine et industriel, à propos d'un transfert en Suisse, entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1981, de 12 millions de francs. M. Tranchant avait alors déposé une plainte en diffamation à l'encontre de l'hebdomadaire, le *Canard enchaîné* avait remis à la justice la photocopie d'un procès-verbal de la direction nationale des enquêtes douanières, contresigné par M. Tranchant, confirmant les informations dont il avait fait état.

Les douaniers étant tenus au secret, selon l'article 378 du code pénal, M. Tranchant a alors déposé une seconde plainte, qui conduisit à l'inculpation pour « violation du secret professionnel », des deux douaniers auteurs du procès-verbal des douanes, M^{me} Deluc et Redon. C'est dans le cours de cette information que M. Louis-Marie Horeau fut entendu, d'abord en qualité de témoin, puis ensuite pour être inculpé de « complicité de violation du secret professionnel ».

[Le *Canard enchaîné*, dans son édition du 14 novembre, commente en ces termes l'inculpation de son rédacteur, avant qu'elle ne lui ait été notifiée, lundi 19 novembre : « Il convient de saluer cette trouvaille et d'espérer qu'elle fera jurisprudence : le métier de journaliste

PAULA JACQUES
EST LIBÉRÉE SOUS CAUTION

Inculpée d'association de malfaiteurs et éconduite à la prison de Fleury-Mérogis depuis le 18 octobre par M^{me} Jean-Louis Bruguère, juge d'instruction chargé des informations ouvertes contre certains militants d'Action directe (le *Monde* du 20 octobre), M^{me} Paula Abadie, dite Paula Jacques, a obtenu, lundi 19 novembre, de la chambre d'accusation de Paris présidée par M. Jean Pascal, un arrêt de mise en liberté sous contrôle judiciaire, après versement d'une caution de 20 000 francs.

Journaliste à Radio-France, M^{me} Paula Jacques est la compagne de M. Claude Halphen, militant présumé du mouvement dissous Action directe, lui-même détenu sous l'inculpation d'association de malfaiteurs, assassinat, tentative d'assassinat, vols et infraction à la législation sur les armes. Le magistrat instructeur avait rejeté, le 29 octobre, la première demande de liberté de M^{me} Paula Jacques, qui, défendue par M^{me} Henri Leclerc, avait interjeté appel de cette ordonnance devant la chambre d'accusation.

Depuis son inculpation, M^{me} Paula Jacques était soutenue par un comité de quelque trois cents personnalités, au sein duquel figuraient notamment M^{me} Françoise Gaspard, député PS de l'Eure, des écrivains (Michèle Manceaux, Bernard-Henri Lévy, Philippe Sollers), des journalistes (Jean Lacouture, Marc Kravetz, Claude Servan-Schreiber), etc.

AVEC SIX AUTRES PERSONNES

Le directeur d'une galerie parisienne est incarcéré à Grasse après un important vol de tableaux

Au terme d'une enquête de plusieurs mois, menée par l'office central pour la répression des vols d'œuvres et d'objets d'art, agissant sur commission rogatoire d'un juge d'instruction de Grasse (Alpes-Maritimes), sept personnes ont été inculpées, dont six sont écrouées, pour avoir dérobé une octogonnière de Jean-Les-Pins de toiles de maître, bijoux, pièces d'or et objets d'art, dont le montant est estimé à quelque 60 millions de francs.

Le jour où M^{me} Nelly Dehem, quatre-vingt-huit ans, fille du peintre Henri Dehem, avait été hospitalisée pour quelques temps à Cannes, elle avait laissé, en toute confiance, au couple de gardiens qu'elle employait, M. Jean-Pierre Diblanc, quarante-quatre ans, agent hospitalier, et son épouse Bernadette, le soin de veiller sur sa villa de Juan-les-Pins.

A son retour de l'hôpital, M^{me} Dehem allait constater qu'une quarantaine de ses toiles de maître - des œuvres de Monet, Gauguin, Renoir, Lebourg, Pissarro, Sisley et d'autres encore - avaient disparu, ainsi qu'un lot de pièces d'or d'une valeur de 150 000 francs et deux diamants de quatorze carats. « Nous avons été cambriolés », répondit à ses questions M. Jean-Pierre Diblanc. Affaibli par

l'âge, M^{me} Dehem se décida beaucoup plus tard seulement à porter plainte, après qu'un expert en peinture lui eut signalé avoir reconnu certains des tableaux volés en Suisse et à Paris.

Les premiers à être confondus furent les époux Diblanc, qui avouèrent le vol. On apprit ensuite que les toiles avaient transité par une galerie de Nîmes (Gard), l'Estampille, dirigée par M. Yvan Delicado, quarante et un ans, puis par M. Christian Desboms, quarante ans, agent d'assurances à Montpellier (Hérault), pour aboutir finalement à la galerie Art-Mel, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris (8^e), dont le directeur, M. Arthur Melki, avait revendu la majeure partie à leur juste valeur.

Peu après, les policiers devaient interpellé la fille des époux Diblanc, Valérie, vingt ans, et son ami, M. Jean-Pierre Lauer, trente-huit ans, au domicile desquels, à Juan-les-Pins, on allait retrouver plus de mille pièces d'or provenant de chez M^{me} Dehem. Chez une autre personne, M. Guy Meesmaecker, neveu de M^{me} Dehem, habitant Paris, on découvrit enfin des objets d'art d'une valeur de 2 millions de francs, et, dans un garde-meuble de Golfe-Juan loué à son nom, des meubles et des tableaux, dont un Monet et un Gauguin valant à eux deux environ 13 millions de francs.

M^{me} Delicado, Melki, Desboms et Lauer ont été inculpés de recel, les époux Diblanc, de vol aggravé, et leur fille Valérie, de vol. A l'exception de cette dernière, placée sous contrôle judiciaire, tous les autres ont été incarcérés à Grasse. Le juge, M. Claude Belanger, ne s'était pas encore prononcé, ce mardi 20 novembre, sur le cas de M. Meesmaecker. Quant à M^{me} Dehem, elle a décidé de faire don de tout ce qui reste de sa collection au musée Marmottan de Paris, propriété de l'Institut de France.

ET SI J'AI BESOIN D'UNE FACILITE DE 3000F ?

(Publicité)

DOCUMENTALISTE

Sciences de l'information

Revue bimestrielle éditée par l'Association française des documentalistes et des bibliothécaires spécialisés offre avec ses articles originaux (problèmes, techniques, systèmes et expériences documentaires - travaux de recherche en sciences de l'information) :
• ses rubriques d'actualité : Résumés et résumés - Normalisation - Institutions et associations
• ses rubriques bibliographiques : Comptes rendus - Vues de paraitre - Analyses de la presse spécialisée d'expression française, le panorama le plus complet de l'actualité et de l'actualité documentaires en France.
Prix de l'abonnement en 1985 (5 numéros) : France, 300 F - Etranger, 350 F. Spécimen gratuit sur demande. Contact : M^{me} BRUNON : (1) 551-03-04 A.D.B.S., 5, avenue Franco-Russe, 75007 PARIS

J'AI PERDU MON CHEQUIER. QUE FAIRE ?

مكتبة الامم المتحدة

MÉDECINE

LE « PLAN DIRECTEUR » DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Les hôpitaux parisiens vont renforcer leurs équipements

M. Gabriel Pallez, directeur général de l'Assistance publique, a présenté, lundi 19 novembre, un nouveau « plan directeur » pour les quatre années à venir. L'Assistance publique de Paris, qui groupe cinquante-huit hôpitaux et emploie soixante-quatre mille agents hospitaliers, finira l'aménagement de ses dépenses de fonctionnement à 2,5 % et augmentera ses investissements de 5 milliards de francs pendant la durée du plan. Elle envisage de supprimer mille cinq cents à trois mille lits de court séjour. Cette mesure sera rendue possible par la réduction de la durée moyenne de l'hospitalisation et par le renforcement des équipements pour les diagnostics.

En présentant son nouveau « plan directeur », l'Assistance publique propose en réalité, pour la première fois, un projet de « contrat » aux pouvoirs publics. Ce projet, comme l'ont souligné lundi 19 novembre M. Gabriel Pallez, directeur général de l'Assistance publique et le professeur Dominique Jolly, directeur du plan, prend le relais de l'ancien programme qui, depuis le milieu des années 60, a permis de moderniser les hôpitaux parisiens, de supprimer la quasi-totalité des salles communes ; de construire des établissements, notamment à la périphérie, d'intensifier les efforts en direction des personnes âgées - malades et valides - et de supprimer parallèlement des lits de court séjour.

Depuis un an, l'Assistance publique procède à un vaste réexamen de ses prévisions : elle y a inclus non seulement la programmation matérielle - en lits, en « murs », en équipements - mais aussi des éléments de politique sociale (conditions de travail des personnels, formation, crèches, etc.) d'information, d'hygiène hospitalière, etc. C'est donc un programme global que le gouvernement aura à avaliser.

Dans ce nouveau « plan directeur », figurent un certain nombre d'opérations que l'AP qualifie elle-même de « structurantes » et qui entraîneront effectivement des modifications profondes. Ainsi, un nouvel hôpital sera construit dans le 15^e arrondissement d'ici à 1989, qui comptera plus de six cents lits et regroupera les activités des actuels hôpitaux Vaugirard, Laënnec, Boucicaut, les deux derniers étant reconvertis en établissements pour personnes âgées. L'actuel hôpital Tarnier sera entièrement affecté à des traitements ambulatoires. Un

nouvel hôpital « Claude-Bernard » sera construit sur une partie des terrains de l'ancien hôpital Bichat (dont certains bâtiments seront affectés à l'accueil des personnes âgées). Les activités de chirurgie et de pneumologie de Fernand-Widal seront transférées dans le nouvel hôpital Saint-Louis. L'ancien hôpital Saint-Louis devrait être, d'ici à 1989, totalement désaffecté et laisser la place à un établissement neuf, dont la première tranche de travaux est achevée. Dans la banlieue sud de Paris, certaines activités de réanimation et de cardiologie seront transférées de l'hôpital Emile-Roux, à Limeil-Brevannes (Val-de-Marne), vers Henri-Mondor et Albert-Chenevier, à Créteil.

33 400 LITS

De loin le premier établissement de soins du pays, l'Assistance publique de Paris compte 63 hôpitaux (dont 3 sont situés en province) et 39 institutions d'enseignement paramédical. L'AP emploie près de 80 000 personnes, et compte au total 33 400 lits. En 1983, les hôpitaux de l'AP ont réalisé plus de dix millions de journées d'hospitalisation.

A ces projets s'en ajoute un autre, qui fait actuellement l'objet d'une controverse dans les milieux hospitaliers : la construction de l'hôpital pédiatrique Robert-Debré. Il s'agit d'un établissement de quatre cents lits construit dans le nord-est de Paris, entre le boulevard périphérique et les boulevards extérieurs. Le coût de la construction - qui est estimée à 330 millions de francs. Ceux qui contestent le bien-fondé de cette réalisation font valoir que, avec l'évolution des techniques, on hospitalise de moins en moins les enfants, que les actuels services de pédiatrie sont loin d'être pleins, que le fonctionnement de ce futur hôpital sera très onéreux, compte tenu notamment de sa localisation, et que, enfin, les personnels dont il aura besoin devront être prélevés sur ceux des autres hôpitaux parisiens.

L'Assistance publique et le gouvernement répondent que ce projet, approuvé par le ministère de la Santé, en mai 1979, supprimera la vocation pédiatrique de deux établissements (Hérol et Bretonneau), vétustes, qui seront reconvertis eux aussi pour pouvoir

accueillir des personnes âgées et qu'un hôpital psychiatrique est nécessaire pour répondre aux besoins de cette partie de l'agglomération parisienne. Le débat, sur ce point, n'est certainement pas clos.

Huit appareils à RMN

Le nouveau « plan directeur » de l'AP comporte, également, un vaste programme d'équipements lourds. Le nombre des scanners devrait passer de 13 à 19, celui des gammacaméras (nécessaires à la médecine nucléaire) de 25 à 34, les appareils d'angiographie numérisée (nouvelle technique d'exploration vasculaire) de 13 à 24, les équipements de radiographie de haute énergie de 13 à 15 et les appareils de résonance magnétique nucléaire devraient atteindre 8 unités.

L'objectif est donc clairement fixé : il s'agit de recentrer l'hôpital sur ses activités les plus techniques en renforçant les équipements, au détriment de la fonction d'hébergement, comme le veut d'ailleurs le IX^e Plan. Ainsi, le nombre de lits « de court séjour » devrait continuer de baisser (mille six cents lits de moins pendant la durée du « plan directeur ») et les traitements sans hospitalisation continuer de croître. Toutefois, l'accueil des personnes âgées devrait progresser quantitativement (de mille quatre cent trente lits) et qualitativement étant donné l'évolution démographique actuelle.

Ce programme suppose pour être mené à bien, comme l'ont rappelé M. Pallez et Jolly, la mobilisation des personnels de l'Assistance publique, qui ont participé à son élaboration. Il suppose que des évolutions, comme notamment la baisse des séjours hospitaliers, se confirment. Il implique enfin l'adhésion de la collectivité, tout autant que l'aval des pouvoirs publics. « Nous avons voulu », concluent les dirigeants de l'AP, « montrer que les réorganisations rendues nécessaires tant par l'évolution de la conjoncture économique que par la modification de la demande - et des modes de soins - ne signifiaient pas forcément la récession du système hospitalier ».

CLAIRE BRISSET.

RECTIFICATIF. - La loi édictée pour prévenir la contrefaçon précise que les propriétaires d'un état dans un rayon de 60 kilomètres d'une frontière (et non 300 kilomètres comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 20 novembre, sous le titre : « Montagne d'or en Haute-Savoie ») doivent pouvoir justifier à tout moment de l'origine de cette marchandise.

SCIENCES

Bull va fabriquer en France un ordinateur scientifique américain

De notre envoyé spécial

Santa-Clara (Californie). - Quatre ingénieurs américains, travaillant dans des sociétés d'informatique ou d'électronique, sentent, en 1980, qu'un « crâne » est à occuper. Celui d'ordinateurs scientifiques, de moyenne puissance, des « superminis » adaptés à d'assez gros calculs comme l'évaluation de tous les modes de fonctionnement possible d'un projet de circuit intégré, ou la visualisation sous plusieurs angles d'un ensemble d'objets en mouvement relatif, mais qui restent assez modestes pour se prêter à une utilisation individuelle et éviter la longue file d'attente qui s'installe souvent devant les très gros ordinateurs à temps partagé. Ils fondent une société à Santa-Clara, au cœur même de cette « vallée du silicium », dont le nom géographique officiel est d'ailleurs Santa-Clara Valley. Ils donnent à leur ordinateur le nom de Ridge (crête, arête) en souvenir d'une côte raide, surtout pour certains qui venaient à bicyclette, au sommet de laquelle les quatre fondateurs avaient trouvé un local pour étudier leur projet. En 1983, ils commercialisent l'ordinateur Ridge-32, un objet qui a la taille et l'apparence d'une machine à laver.

d'emploi, grâce au système d'exploitation UNIX, créé par des chercheurs des Bell laboratories. Les universités américaines en sont pleines : à Berkeley, au seul département de statistique, on trouve cinq VAX dans un bureau de taille modeste, et un Ridge-32 dans le bureau voisin.

En France, acheter un VAX est une tout autre affaire, sur des crédits publics s'entend. La Direction générale de l'électronique et de l'informatique (DIELI) tient beaucoup à ce qu'on achète français. Pour des raisons estimables de politique industrielle, mais qui font bon marché de besoins scientifiques, comme l'échange des programmes et des données avec les laboratoires étrangers de la même discipline. Les conflits ont été nombreux, et l'on a vu de hauts responsables scientifiques mettre leur démission dans la balance, après avoir longuement expliqué qu'il n'y avait rien qui leur convienne dans la gamme de Bull.

Cet argument sera moins recevable. Fonctionnant sous un système d'exploitation dérivé d'UNIX, le

Ridge-32 est, pour l'essentiel, compatible avec le VAX. Il est, dit-on chez Ridge, plus puissant et moins coûteux que le VAX, prétention qu'appuient divers tests. Il a l'avantage d'être plus récent. Il fait appel à des concepts nouveaux - jeu d'instructions réduit, qui simplifie l'unité de calcul et permet un gain de vitesse, architecture « pipe-line » qui permet de commencer l'exécution d'une instruction avant d'avoir achevé l'instruction précédente, ce qui n'existait que sur des ordinateurs beaucoup plus gros. A cela près, « c'est la philosophie du VAX », déclare-t-on à Santa-Clara. Certes, les ingénieurs de DEC ne sont pas restés inactifs. Le 31 octobre, ils ont dévoilé leur VAX-6800, aussi organisé en « pipe-line », qui quadruple la puissance des modèles existants. Mais cette machine coûte 5,5 millions de francs et paraît plus orientée vers la gestion que vers le calcul : c'est une pierre dans le jardin d'IBM.

Il se pourrait donc que, en franchissant le Ridge-32, Bull fasse une très bonne affaire.

MAURICE ARVONNY.

CATASTROPHES

SELON LES PREMIÈRES ESTIMATIONS

270 personnes carbonisées à Mexico dans l'incendie d'un entrepôt de gaz

Mexico (AFP, AP, Reuters, UPI). - « Le feu de l'enfer ne peut être pire ». Tel est le témoignage d'un habitant de San-Juan-Ikhuatpec, banlieue du nord de Mexico ravagée, le lundi 19 novembre, par l'incendie d'un entrepôt de gaz liquide, au cours duquel, selon un bilan officiel provisoire, 270 personnes ont été carbonisées et plus de 2 000 blessées.

Pour des raisons encore inconnues, quatre réservoirs de 12 millions de litres ont explosé, et deux autres au moins ont pris feu vers 5 h 30 du matin. Les pompiers ont mis sept heures pour commencer à maîtriser le sinistre. Plus d'un kilomètre carré d'habitations a été rasé par les flammes. Il y aurait 10 000 sans-abris.

Le nombre particulièrement élevé des victimes vient de ce que l'entrepôt, naguère construit dans une zone quasiment inhabitée, a peu à peu été entouré par des habitations, dans cette capitale dont la population, en dix ans, est passée de 11 à 17 millions d'habitants. Environ 300 000 personnes ont dû être évacuées dès le début de l'incendie. Les quelque 5 000 sauveteurs qui fouillent les

décombres craignent que le nombre des victimes n'atteigne 500 morts.

Le quartier de San-Juan est situé à environ 15 kilomètres du centre historique de Mexico. C'est une zone d'habitations populaires, de bidonvilles parfois. Environ 600 000 personnes vivent dans ce faubourg septentrional de la capitale.

Des survivants ont raconté avoir en l'attention attirée par une forte odeur de gaz. Puis une première explosion (dont le souffle s'est propagé jusqu'à une vingtaine de kilomètres) a projeté dans le ciel encore noir d'une fin de nuit une flamme de 300 mètres de hauteur. Les explosions se sont ensuite succédées à des intervalles de 15 ou 20 minutes, alimentant un énorme nuage de fumée, qui allait voiler le soleil durant toute la journée de lundi.

Lisez
Le Monde
L'ÉDUCATION

ÉDUCATION

LA RÉNOVATION DES COLLÈGES

Scepticisme syndical

Les syndicats d'enseignants réagissent peu favorablement aux propos de M. Chevènement sur la rénovation des collèges. Seul le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNI-PEGC, FEN) se félicite des mesures annoncées par le ministre de l'Éducation nationale pour bâtir le « collège de la réussite » et de la réhabilitation du brevet des collèges. « Le principe est bon, reste à savoir quel en sera le contenu », remarque le SNI, qui note cependant « deux inconnues de taille » : dans le discours de M. Chevènement, les « contenus » des enseignements et les « objectifs » assignés aux collèges. Le syndicat demandera enfin des « éclaircissements sur l'harmonisation des charges de travail entre enseignants ».

De son côté, le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, FEN) estime que les déclarations ministérielles comportent « bien des contradictions et débouchent sur un certain nombre de conceptions et de mesures inacceptables, même si son discours (...) énonce un certain nombre d'idées positives ». Pour le SNES, « ce qui est baptisé rénovation reste ambigu ». Certes, convient le syndicat, « on annonce une redéfinition des contenus, mais la réduction de la pédagogie différenciée aux groupes de niveau-matière, les études surveillées et le retour d'un examen en fin de troisième ne constituent pas un programme de

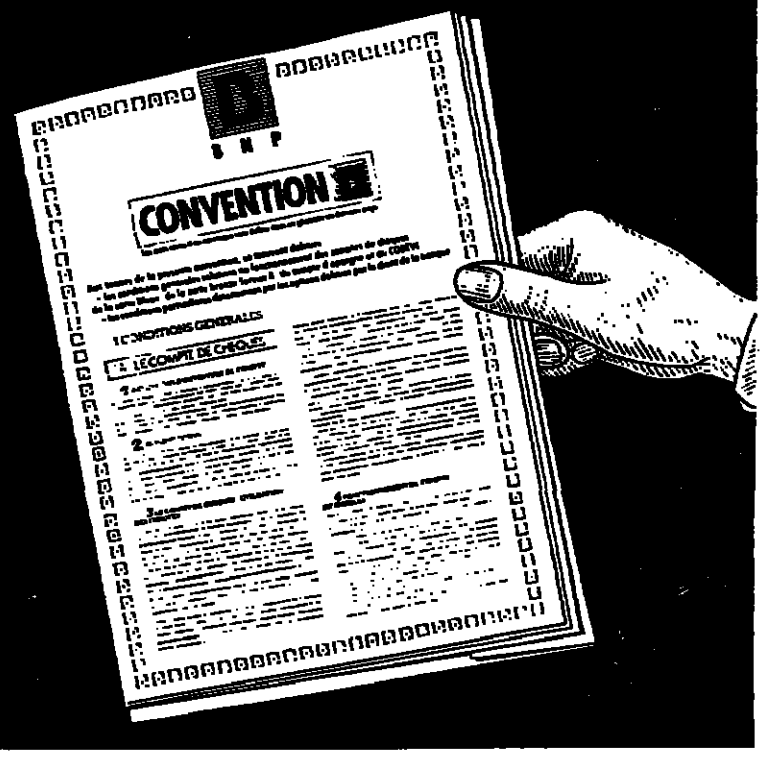
lutte contre l'échec scolaire ». Le SNES pense, enfin, que les mesures annoncées « risquent d'aboutir à la mise en place de filières ségrégatives (...) » et se traduiront, étant donné « l'absence de moyens », par une détérioration des conditions de travail des enseignants.

Bien plus critique encore, la Fédération des syndicats généraux de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) accuse le ministre d'abandonner « toute perspective de rénovation » et de se contenter d'une « pure et simple restauration de systèmes antérieurs qui ont déjà fait la démonstration étonnante de leur inefficacité ». « Derrière tout cela, conclut le SGEN, se profile la vieille conception de la carotte et du bâton, aux antipodes des enjeux d'aujourd'hui ».

Des regrets parallèles sont exprimés par la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP, fédération Schlieret), qui constate que les décisions du ministre « témoignent (...) d'une méconnaissance des difficultés concrètes des collèges, y compris ceux engagés dans la rénovation ».

Pour sa part, le Syndicat national des collèges (SNC, autonome) estime que « les recettes pédagogiques assez prosaïques de M. Chevènement s'appuient sur des idées plutôt réalistes », mais craint que les « professeurs fassent les frais de la réforme ».

LA CONVENTION B REPOUND.

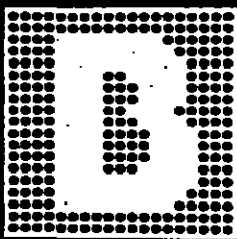


BNP. NOTRE METIER, VOUS SIMPLIFIER LA BANQUE.

Complète, précise, la Convention B a pour mission de vous simplifier la banque et répond à vos questions.

Un conseiller BNP vous remettra ce mode d'emploi de la BNP à l'ouverture de votre compte. Il vous dira tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la banque...

Des informations claires, des tarifs affichés dans les Agences, voici quelques uns des moyens que vous offre la BNP pour vous rendre la banque toujours plus familière.



Le Monde

Le Monde

culture

Geoffrey Oryema
musicien ougandais

La sassa est un tout petit instrument de bois, de la taille d'une boîte de sardines, avec de fines lamelles de métal. Quand on le touche, elles donnent un son clair et résolu, l'esprit léger, attentif. Geoffrey Oryema joue depuis des années de la sassa mais aussi avec des harpes simples, il chante, siffle, siffonne, il crée un univers magique, intime, sa voix est chargée des âges et humeurs d'une communauté qu'il fait venir là, tout seul, assis sur une chaise, avec sa sassa.

Oryema est arrivé en France en 1977. Son père, qui était ministre, venait d'être assassiné par le régime d'Iddi Amin Dada. Né en Ouganda dans une ville de l'Est, il a été élevé à Kampala, dans un milieu musical. C'est son grand-père, un grand musicien qui jouait d'une harpe à sept cordes (le naga) qui lui a expliqué le monde. Il a compris qu'il y avait une musique pour chaque chose, pour la naissance des jumeaux, pour faire venir la pluie, qu'on peut communiquer avec les forces de la nature à condition de respecter des lois.

Quand Geoffrey Oryema chante, on dirait qu'il part loin, peut-être sous un arbre. Il y a des moments de douceur ineffable. Domage qu'il parle beaucoup trop entre les morceaux et rompt le charme, l'intimité, la gravité de ces chansons qu'il chante comme pour lui-même, avec la grâce des heures du soir ou de la nuit.

CATHERINE HUMBLLOT.

★ Théâtre des Déchargeurs, 3 rue des Déchargeurs, Paris 10^e, jusqu'au 24 novembre, à 22 heures. Le 25 novembre à 18 h 30.

La vie d'artiste

Néron, empereur romain de 54 à 68 après J.-C. Un tyran sanguinaire, un abominable despote qui n'a représenté volontiers sous les traits d'un héros libérateur et guerrier. Pour l'histoire, Néron incarne le paragon de l'acteur, celui qui, connaissant son pouvoir, va jusqu'au bout de son rôle, l'idée si peu perceptible dans cette courte pièce qu'elle ne peut être prise en considération. La Vie d'artiste est un catalogue fort détaillé des délices sexuelles de l'empereur. Elle est l'œuvre de ce personnage dans une mise en scène de Guy Gravia. Venu de noir, d'après de rouge tendant sur le violacé, chance de s'adresser à la jeunesse, il décline ses origines des débuts de sa vie. Il raconte ses caprices, ses crimes, châtiments, porcin, poulpe, ricanant ou épuisé, de Lérida, sa tante, toutes deux ayant été assassinées par ses ordres. Considérations sur ses désirs, ses débauches. Complaisance sur ses agapes. Il verse aussi quelques larmes sur sa solitude et l'incompréhension de son entourage.

Un individu parfaitement répugnant et qui n'inspire aucune clémence. A moins d'être totalement masochiste, on comprend mal les raisons d'évoquer un tel personnage.

C. B. A.

★ Les Templiers, 49, rue de Brotagne, 20 h 30.

Jeux de plage

Des vacances se dorment au soleil de la Côte d'Azur, boivent du whisky, se baignent dans la mer. Les rivages ne sont pas sûrs, car c'est - titre d'un roman de Christopher Frank qu'il a, lui-même, adapté et mis en scène - l'André des méduses.

Danger réel ou symbolique, ces méduses ? On ne sait pas trop. Mais Chris, une fille de dix-huit ans, fait des ravages. Elle plaît aux hommes, les provoque, entretient avec eux des jeux pervers. Un seul lui résiste, Roméo, un jeune homme, mi-aventurier (il va jusqu'à lui préférer sa mère, Claude) et elle le veut à tout prix.

Les images sont belles, très travaillées : Valérie Kaprisky, Caroline Cellier, Bernard Giraudeau, Jacques Perrin, Béatrice Agenin, Pierre Vaneck, Philippe Lemaire sont des comédiennes et comédiens sans reproche. Pourtant, après Joseph et Femmes de personnes, ce film déçoit. Le style romanesque de Christopher Frank s'exerce à vide (sauf dans les séquences finales) sur des personnages qui devraient être bourreaux et victimes de leurs propres passions. Or, on se retrouve, le plus souvent, dans les lignes dangereuses de Choderlos de Laclos revues par Vadim vers 1960. Il n'y a pas de quoi être médusé.

JACQUES SICLER.

★ Voir les films suivants.

MUSIQUE

« MEDEA », de Bob Wilson aux Champs-Élysées

L'opéra de l'innocence

Le Medea de Bob Wilson, sur la musique de Gavin Bryars, adaptée d'Euripide et de Heiner Müller, vient au Théâtre des Champs-Élysées du 22 novembre au 2 décembre. Créée à l'Opéra de Lyon, la pièce formait le second volet d'un double spectacle dont le premier était la Médée de Charpentier (le Monde du 18 août, du 24 et du 27 octobre).

Le projet initial date de deux ans. Il portait uniquement sur la Médée moderne et devait se monter avec Jessye Norman à la Fenice qui a refusé devant le coût de l'opération. Bob Wilson a quand même travaillé avec Jessye Norman. Il a mis en scène son spectacle de gospels au Théâtre des Champs-Élysées. Le Festival d'Automne lui reste fidèle et, reprenant les négociations, l'Opéra de Lyon le persuade de monter les deux Médées. Mais Jessye Norman, malade, doit déclarer forfait. Entre-temps, Bob Wilson rencontre Heiner Müller, qui écrit la partie allemande de son opéra mondial Civil Wars et dont il utilise le fragment d'une pièce sur le thème de Médée, imprégnation haïtienne, admirablement interprétée par Evelyn Didi.

Certainement, Bob Wilson se sent plus libre ici qu'avec l'Opéra de Charpentier. Certes, son imagination ne se déchaîne pas sur la valeur propre de la musique. Avec ou sans musique, avec ou sans paroles, les spectacles de Bob Wilson sont des opéras, de grands opéras d'images nées d'une alchimie singulière qui arrête le regard sur un détail, l'amplifie, l'étire, le répète jusqu'à l'obsession, qui brouille le temps, entremêle l'enchantement poétique des formes les plus raffinées et des iconographies naïves.

Dans des décors de murs qui se fendent en zig-zag et de larges colonnes lisses, les tableaux se succèdent, hiératiques, comme des projections de lanternes magiques qui composent une sorte de « super-plum » - impression renforcée par le style très hollywoodien de la musique. En somme, Bob Wilson théatralise les images lointaines et confuses de la mémoire cinématographique. Il leur donne une densité charnelle et joue avec. Il place au centre du lyrisme décoratif des moments où les voix semblent déchirer les masques, où elles portent la force tragique du mythe.

Elles sont comme le silence du meurtre, comme le silence qui entoure le couzain levé dans la main immobile de Sherry Sutton, leitmotiv du Regard du sourd. Des moments intenses qui irradiant et se répètent, laissant la place à une élégance ambiguë, entre émerveillement et ironie. Ainsi, aux souples effets d'éclairage succède une petite flamme rouge qui figure un incendie et sculpte les muscles de Jason, qui ressemble alors à Maciste. Aux reproductions géantes des deux perses succède une longue table derrière laquelle sont assis les comédiens qui déclinent leurs noms.

Distanciation ? Pirotechnie ? Où se situe, chez Bob Wilson, la frontière entre l'humour et l'angoisse ? Y en a-t-il une et pourquoi la chercher ? Mieux vaut se laisser prendre, se laisser entraîner par les vertiges complexes de l'innocence wilsonienne.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre des Champs-Élysées, 22, 24, 27, 30 novembre, 2 décembre à 19 h 30.

EXPOSITION

Vermeer et la peinture au quotidien

(Suite de la première page.)

E. de Jongh, qui a mis la recherche « iconologique » à la mode, n'a pas eu de peine à montrer qu'il s'agissait de Dame monde, allégorie de la vanité universelle, tous les objets musicaux de l'intérieur brun et doré où elle réside possédant, comme le petit singe qui joue à ses pieds, une valeur symbolique. Le mot était trouvé : la chaise au symbolisme est devenue un exercice de choix, qui refuse avec mépris l'idée d'une pure application visuelle chère à Fromentin.

Si l'on prend un ouvrage comme la Visite du docteur, de Jan Steen (1663-1666), il est clair que tout est codé : la jeune femme est saisie de la « maladie d'amour » (ou peut-être du mal d'enfant), que la musique va peut-être adoucir, on chasse le galant et un intrus se moque en brandissant un harang, emblème populaire de dérèglement. Mieux encore, le médecin porte un costume composé qui sent le théâtre. On est en présence d'un petit scénario conventionnel. Et nous sommes invités à regarder sous cet angle ces tableaux de mort, où tout est composé et chargé de références dont de vieux proverbes ou de vieilles plaisanteries peuvent finalement rendre compte.

Il n'est pas sûr que l'on doive, du coup, discerner des symboles phalliques dans toutes les flûtes ou les chandeliers, et du féminin dans le moindre pot, comme les néophytes de l'iconologie se hâtent de le faire, en substituant le code psychanalytique à celui de l'emblématique. On n'est pas convaincu que la femme plume un canard, de N. Mees, soit seulement « érotique » parce que sur le coin du challenge rouge est posé un fusil du chasseur et qu'un pot blanc apparaît sur un coin de table dans la salle voisine. Mais, enfin, l'intention satirique ne fait guère de doute ni le prétexte moralisant : l'illustration des mauvaises mœurs suppose la sage volonté d'en détourner les âmes. On savait américain, S. Alps, a réagi dans un travail récent contre l'extension indéfinie de la lecture symbolique ; en proposant de revenir à la notion de la « description pure », elle a seulement négligé que tout « réalisme » a besoin d'une justification et d'un cadre.

On est ainsi conduit à une interrogation des plus utiles. La peinture de genre n'aurait-elle pas pour vocation l'équivoque, souvent salace, et le charme du double sens, apparemment moralisant et délicieusement descriptif. Le répertoire des objets : pot, guitare, balai, lustre... est fixé à la fois par leur présence quotidienne et la malice des recueils d'emblèmes, où on leur prête un sens « moral » ; mais il reste à en établir chaque fois la pertinence.

Un monde miniaturisé

C'est ici qu'il faut travailler avec soin. Les tableaux sont tous de petit format : la vision hollandaise condensée et répétitive ; tout rentre dans un espace miniature. Il est amusant d'observer comme les figures à mi-corps de Horsthorst et des caravans.

Signature

Jan Van der Meer (1632-1675) qui fut plusieurs horonymes à Harlem ou Utrecht, est plus couramment appelé Vermeer de Delft. Dans ses tableaux, le peintre écrivait sa signature sous la forme I. Ver. Meer selon l'habitude hollandaise. On trouve donc parfois son nom orthographié en deux mots : Ver Meer.

gesques du Nord ont vite été réduites à des figures, selon un goût qui triomphe dans les tableaux de société, si curieusement statiques, de Codde, par exemple. L'espace domine la figure. Au sens fourni par la grammaire ou l'intrigue des petits personnages, la composition en superpose un autre par la disposition des pièces qui s'entremêlent et des murs couverts de cadres.

Un des ouvrages les plus forts de toute cette production est l'admirable intérieur avec enfilade de trois pièces rythmées par les taches de soleil sur le dallage (vers 1665), tableau exceptionnel d'E. de Witte, qui était spécialiste des vues d'église.

Comme pour taquiner en nous l'« iconologie », le peintre a glissé à gauche dans l'alcôve rouge un être humain dont l'équipement guerrier

« LE PETIT RAMONEUR », de Britten

La salle Favart ouverte aux enfants

Lorsque Benjamin Britten écrivit Faisons un opéra, créé à Saint-Louis en 1951, l'art lyrique était en perte de vitesse, l'auditoire avait vieilli, et comme on pouvait craindre qu'il ne se renouvelle pas, ce « divertissement pour les jeunes » visait à inoculer aux enfants le virus du théâtre chanté. Actuellement, en France plus qu'ailleurs sans doute, l'exigence des salles est plus préoccupante que la nôtre des générations, mais puisque l'opéra est à la mode, il est juste que les enfants aient leur part du gâteau.

Il existe pour cela un compositeur industriel, Malcolm Williamson, dont les opéras pour enfants (avec participation du public tout entier) ressemblent à d'étonnantes numéros de dressage : la musique est si primitive qu'elle peut être apprise en un quart d'heure et que, dix ans plus tard, la mémoire est toujours encombrée de ces formules obsédantes. En choisissant Britten pour le spectacle donné au printemps salle Favart et repris ces jours-ci, l'Opéra de Paris et les Jeunesses musicales de France ont fait un choix beaucoup plus heureux.

Sans doute le style de la partition, plus proche de la bonne opérette - celle de Sullivan ou de Messager - que de l'opéra, ne correspond-il guère à ce qu'on s'attendrait à trouver en France, mais il ne serait pas trop grave d'observer un changement dans le goût des jeunes générations et que Paris, à l'instar du moindre village d'Angleterre ou des États-Unis, ait une Gilbert and Sullivan Company, dont le but avoué serait de reprendre sur le continent les charmes ouvrages de cet illustre couple d'auteurs.

Le livret d'Eric Crozier fait très habilement passer le spectateur d'un

salon bourgeois, où des enfants s'amusent de l'histoire d'un pauvre petit ramoneur, à la répétition d'un opéra-comique sur ce sujet dont ils seront les acteurs avec la complicité des adultes, puis à la représentation proprement dite à laquelle participent, pour quatre chœurs, les enfants présents dans la salle. Pour cette dernière partie, la plus longue, un orchestre composé d'un quatuor à cordes, d'un piano (à quatre mains) et d'une percussion, vient remplacer le piano droit du salon.

Les rôles d'adultes peuvent être tenus soit par des professionnels soit par de bons amateurs ; on ne sait à quelle catégorie appartenait le chanteur issu de l'École d'art lyrique de l'Opéra de Paris mais, dans la mesure où l'on ne comprend, avec peine, qu'une partie des paroles, on peut affirmer que ce sont de véritables chanteurs d'opéra, bien propres à initier les enfants aux canons de l'art lyrique : moins on comprend, plus on trouve cela beau. Comme on ne saurait dire que le quatuor à cordes, sans doute constitué pour la circonstance, dépeuple en réduction ce qu'on peut attendre d'un orchestre de fosse, la leçon est complète.

Les décors et les costumes de Bernard Anouilh sont plus directement séduisants, la mise en scène de Giancarlo Giannini - davantage efficace pour les jeunes chanteurs que pour leurs aînés - est vive et entraînante ; les chœurs d'enfants constituent les meilleurs moments, pour l'œil et pour l'oreille, d'un spectacle instructif.

GÉRARD CONDÉ.

★ Salle Favart, les 21, 22 et 23 novembre, matinées scolaires. Tous publics : les 21 et 22 novembre.

« Le Chevalier à la rose » à l'Opéra de Paris

La reprise du Chevalier à la rose, de Richard Strauss, au Palais Garnier dans les imposants décors d'Edo Fregiero est un spectacle plaisant et honorable, mais en deçà de ce qu'on pouvait espérer et en deçà de trop beaux souvenirs, ne serait-ce qu'il y a trois ans le trio des merveilleux : Kiri Te Kanawa, Frederica von Stade et Georgine Resik.

La Maréchale d'Elisabeth Söderström émet par sa grande noblesse, la rare beauté de son timbre aux vibrations très intérieures, même si la voix n'a plus l'ampleur éponuse du rôle. Trudellene Schmidt, flamboyante dans Ariane à Naxos, avec sa voix tranchante, spontanée, impérieuse, accentue peut-être à l'excès ce caractère dans un Octave qu'on aimait plus charmant, tandis que Kriechbaier est une Sophie fraîche et gentille, mais d'une couleur un peu trop commune. Dans le trio du dernier acte, après le bouleversant début de Söderström, avec l'entrée des deux autres voix, l'admirable musique plane.

Vocalement, Günter Misenhardt est sans doute un excellent baron Ochs, mais il n'entre guère dans le personnage de ce gros rustre, pour lequel il faut une truelle énorme.

On s'agite beaucoup dans la mise en scène de Hans Hartleb. Chacun se dépêche pour meubler tous les épisodes, à la recherche d'une vérité dramatique qui échappe sans cesse. Et le jeune chef hongrois Adam Fischer s'empare avec talent à faire vivre cette ample musique sans atteindre toutefois à la souplesse, à la divination des sentiments qui transcenderaient cette pittoresque viennoise un peu trop plantureuse.

J. L.

★ Prochaines représentations : les 20, 23, 25 novembre et 5 décembre, 19 h 30.

★ M. ROSE LIEBERMANN A HAMBURG. - M. Rose Liebermann prendra la direction de l'Opéra d'Est de Hambourg à partir de juillet 1985. Le compositeur suisse, âgé de soixante-quatre ans, avait déjà été directeur de cet établissement de 1959 à 1973 avant de devenir administrateur de l'Opéra de Paris (juin 1981). M. Kurt Horner, Factuel intendant de l'Opéra de Hambourg, qui connaît des difficultés de tous ordres, a démissionné après l'expiration de son contrat. M. Liebermann a précisé qu'il reprendra cette fonction pour une durée d'environ deux ans.

★ CONFÉRENCE DE G. LIGETI. - György Ligeti donne une conférence sur la composition musicale à l'IRCAM, ce mardi 20 novembre à 21 heures (entrée libre dans la limite des places disponibles).

★ 31, rue Saint-Merri, 75004 Paris.

★ STAGE ROCK. - Le département « jeunes auteurs » de la SACEM organise au début de 1985 un « stage rock » d'une semaine qui sera animé par des professionnels. Ce stage s'écoulera sur des casettes des groupes ou artistes solo et leur permettra de passer sur scène. Les candidats doivent s'adresser au département « jeunes auteurs », SACEM, 225, avenue Charles-de-Gaulle, 92521 Neuilly-sur-Seine.

THEATRE EUROPE

TCHECOSLOVAQUIE 1984

LECTURES

en langue française et tchèque

HUMOUR, POESIE ET THEATRE

Vladimir Effenberger, Milan Kundera, Frantisek Halas, Vladimír Holan, Jiri Kolár, Vítězslav Nezval, Jaroslav Seifert, Bohumil Hrabal, Pavel Kohout...

Realisation Philippe Mercier

Conception dramaturgique Petr Kral

avec Bertrand Bonvisin, Jean-Quentin Chatain, Bernard Frey, Maud Rayer, Didier Sandre et Didier Colcomb

du 20 au 24 nov. 18h30

Petit Odéon

Salle Roger Blin 325.70.32

SORTIE LE 21 NOVEMBRE

BRIGITTE FOSSEY
FERNANDO REY
SAVERIO MARCONI
AGOSTINA BELLI
UN FILM DE
JEAN-PIERRE DOUGNAC

un amour interdit

حكايا من الحب

théâtre

LES STARS

THEATRE DE LA VILLE

18 h 30

quatuor alban be de vienne

Berg - Beethoven - Mozart - Ravel - Zemlinsky

du mardi 27 novembre au samedi 1^{er} décembre

beaux-arts trio de new york

du mardi 27 novembre au samedi 1^{er} décembre

musique persane traditionnelle

dariussh taïati - shirvan - shahshid chemirani - shahshid tabrizi sud - shahshid tabrizi sud

du mardi 27 novembre au samedi 1^{er} décembre

la première fois à Paris

location 274.22.77

RIL

Le Monde

OPERA CARTO

Misc

MAITRISE de L'ENERGIE

LETTRE MENSUELLE DE L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE

ISSN 0759-1934

NUMERO 17 - NOVEMBRE 1984

Maitrise de l'énergie est réalisée sous la responsabilité de l'AFME. Elle est publiée, chaque mois, sur quatre pages achetées au journal Le Monde.



Un entretien avec le secrétaire d'Etat à la Forêt

René Souchon : Supprimer le déficit de la filière bois est possible

• Une nouvelle usine de pâte à papier dans le Pas-de-Calais en 1985

MAITRISE DE L'ENERGIE — Monsieur le ministre, quelle est l'importance de la filière bois dans l'économie française ?

RENÉ SOUCHON — Question importante : la place du bois dans l'économie française et en effet bien méconnue. Rappelons qu'elle représente 3% du produit national brut, soit un chiffre d'affaires de 120 milliards de francs, comparable à celui des industries agro-alimentaires ; que ce sont 600 000 emplois directs ou indirects. A une époque où l'on recherche les secteurs créateurs d'emplois, c'est là un atout important. Un milliard d'investissement dans la filière bois génère à peu près 3 200 emplois contre 2 800 pour le même investissement dans l'agro-alimentaire. Déjà importante aujourd'hui, la place de cette filière peut l'être encore plus demain, pour peu que nous supprimions le déficit dont elle est affectée. Et nous le pouvons. En 1983, le déficit de la balance commerciale dû à la filière bois était de 13 milliards de francs. Notre objectif est de le ramener à zéro. Nous en avons les ressources. Si l'on y parvient, ce sont environ 100 000 emplois supplémentaires que l'on peut créer.

Les 4 et 5 décembre se dérouleront à Paris les journées de conclusion d'un important colloque : « Un défi d'aujourd'hui : la filière bois de demain », organisé conjointement par le secrétariat d'Etat à l'Agriculture et à la Forêt et la Confédération interprofessionnelle du bois. Une rare occasion de rencontre et d'échanges entre tous les partenaires de cette filière. A la veille de cet événement *Maitrise de l'Energie* a souhaité s'entretenir avec M. René Souchon, secrétaire d'Etat à la Forêt.

« C'est le moment d'y aller ! », sachant qu'il appartient aux pouvoirs publics de les accompagner.

Il vous écoute ?

Grâce à la nouvelle usine de pâte de Tarascon, notre taux de couverture est passé de 48 à 53%. C'est encore très insuffisant. Nous allons donc conforter la cellulose de Strasbourg, qui bénéficie de la richesse en bois considérable de l'est de la France, et nous envisageons une seconde unité dans cette région. Je suis, en outre, convaincu que les procédés chimico-thermo-mécaniques (CTMP), qui permettent de réaliser de petites unités, présentent l'intérêt d'être bien adaptés à la nature de la ressource en bois de notre pays. La France est un pays diversifié, avec des coûts de transport relativement élevés : il faut donc mieux rapprocher l'usine de la ressource et transporter des produits à forte valeur ajoutée plutôt que faire l'inverse.

C'est pourquoi je suis heureux de vous annoncer que Béghin-Say va réaliser, en 1985, une usine CTMP — la première dans notre pays — à Corbehem, dans le Pas-de-Calais, avec le procédé « bi-vis », mis au point en France.

En ce qui concerne les meubles, la situation est en voie d'amélioration. Les statistiques du commerce extérieur sur les dix premiers mois de 1984 montrent que nos importations de meubles diminuent et que nos exportations augmentent. Cela prouve que cette industrie est en train d'évoluer dans le bon sens, en particulier en matière d'innovation.

Vous semblez considérer que l'effort d'investissement doit surtout porter sur les industries de transformation. Mais qu'en est-il de l'amélioration de la ressource elle-même ?

Je veux être très net sur ce point ! Il faut tirer la filière bois par l'aval. Sans industrie performante en aval, pas de valorisation de la forêt. Si, au contraire, il existe une industrie dynamique, les cours du bois sont corrects, et les propriétaires sont incités à faire du bon travail, c'est-à-dire de la sylviculture.

Certains industriels vous opposeront que, si l'offre est inadéquate, ils iront se fournir ailleurs...

C'est un faux problème. L'offre n'est pas inadéquate : ce sont les qualités des bois français qui sont méconnues. Il faut donc bousculer les habitudes et montrer que les bois français ont des qualités qui les rendent compétitifs, pour la plupart des utilisations, avec les bois du Nord. C'est particulièrement vrai dans le bâtiment : gros travail d'information, de normalisation, d'essais que nous avons commencé à entreprendre et qu'il faut poursuivre.

Il est vrai, en revanche, que la structure de la forêt française peut poser des problèmes : vous savez que l'on compte 3 millions de propriétaires... pour 14 millions d'hectares ! Comment valoriser dans ces conditions ? C'est un problème que nous espérons résoudre dans le cadre de la loi forestière en incitant les propriétaires à se regrouper pour la gestion de leurs biens, de façon à avoir des superficies de 10 hectares minimum. Il est vrai, encore, qu'il faut faire un important effort de modernisation des scieries : la France doit continuer à s'équiper en entreprises performantes dans ce secteur. Et il n'y a qu'à partir de sciages parfaitement normalisés, conditionnés, qu'on intéressera aux bois français les industriels de la deuxième transformation. Le Fonds forestier national

et le ministère de l'Agriculture consacrent d'ailleurs une grande part de leurs efforts à cette modernisation.

Quelle place faites-vous au bois-énergie dans cette filière ? Il existe une utilisation énergétique du bois. Mais gardons-nous toutefois des clichés ! Si on voulait ne faire appel qu'au bois pour couvrir les besoins énergétiques, il faudrait brûler toute la forêt française.

Personne ne propose un tel programme, n'ayez crainte ! C'est pour bien poser le problème.

Ce qu'il faut utiliser en matière de bois-énergie, ce sont avant tout les sous-produits de l'industrie du bois. Actuellement, le bois produit environ 1,5% de nos besoins en énergie ; on peut doubler cette proportion. La vocation première de la forêt française, c'est de produire du bois d'œuvre. Mais certains des sous-produits de cette production peuvent être valorisés par leur usage énergétique, y compris une partie des bois d'éclaircie — lorsqu'il n'y a pas d'usages concurrentiels —, pourvu que les conditions d'exploitation de ce bois soient compétitives. Le problème de la rentabilité est ici essentiel. Mais il est clair que, chaque fois qu'on y a intérêt économique, on doit inciter à l'utilisation du bois-énergie.

Ce qu'il faut souligner à ce propos, c'est qu'il n'y a pas, en la matière, de vérité applicable à l'ensemble du territoire français : il y a des vérités économiques locales. Dans certaines régions, l'utilisation du bois-énergie serait antiéconomique, dans d'autres, ce serait bénéfique.

Je pense en particulier aux zones de montagne : le bois est, dans ces zones, une ressource insuffisamment exploitée — pour de multiples raisons. Or l'amélioration du revenu des agriculteurs de ces zones passe entre autres par la valorisation de la forêt. Dans certains cas, nous envisageons de les y aider.

Propos recueillis par Michaël Gheerbrant

UN PARADOXE SYLVICOLE

Le paradoxe est là, incontournable : le pays qui possède la plus belle forêt d'Europe importe massivement son bois et sa pâte à papier ! Il ne s'agit pas alors de substituer de la matière grise à une ressource manquante, mais de s'en servir pour bien gérer l'abondance : un programme ambitieux, que nous propose le secrétaire d'Etat à la Forêt (page 1). Notre dossier (page 3) dit comment s'y prendre, donne quelques exemples. Des gens qui ont des idées, nous en avons trouvés en Bretagne (page 4). C'était requinquant, comme une bouffée d'embruns.

Le siège de Sophia

Après la régionalisation, la décentralisation : l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie a maintenant un deuxième siège, provincial. Provençal même, puisqu'implanté dans le parc international d'activités de Sophia-Antipolis, à Valbonne, dans les Alpes-Maritimes. Présenté à la presse par le président Rolant le 6 septembre 1984, alors que les travaux d'extension des bâtiments étaient en voie d'achèvement, Valbonne tenait, symboliquement, son rôle de siège pour la première fois le 2 octobre, en accueillant le conseil d'administration de l'AFME pour sa réunion mensuelle.

En cette fin d'année, les services se mettent en place, qui seront en totalité ou partiellement installés dans la pinède du plateau. Ainsi « Habitat tertiaire » quitte totalement Paris. Un autre service, nouveau celui-là, y est implanté dans son entier, celui des « Techniques nouvelles » qui regroupe les activités liées aux technologies de pointe, et notamment celles qui concernent la production décentralisée d'électricité (micro-centrales, photovoltaïque, éolienne...). Le service « Action internationale » est, lui aussi, présent « naturellement » en quelque sorte, compte tenu de la vocation de Sophia-Antipolis, ainsi que le service « Essais ». Et, si l'on ajoute les échelons des indispensables services d'accompagnement (communication, administration et finances, moyens généraux...), c'est une centaine de personnes qui sera installée à Valbonne en 1985.

Un véritable siège donc, mais sans doute plus que ça encore car de grands projets sont à l'étude. Particulièrement celui d'un centre de formation aux techniques de maîtrise de l'énergie s'adressant d'abord aux techniciens supérieurs, et celui d'un centre permanent de présentation et de démonstration des matériels français performants en matière de maîtrise de l'énergie ; vitrine qui se voudrait ouverte lors de la tenue, à Cannes — et pour la première fois en France —, de la Conférence mondiale de l'énergie en 1986.

L'INVITE DE MAITRISE

SI MAÎTRISE MÉTAIT CONTÉE...

par André Damien, maire de Versailles

Lors de la séance du 17 décembre 1982, le conseil municipal de Versailles décidait de passer, avec l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, une convention aux termes de laquelle la ville s'engageait, sur la base des études énergétiques, à entreprendre un programme de travaux en vue d'obtenir une économie annuelle de 700 tep. Cette convention faisait partie d'un ensemble d'actions engagées par Versailles en vue d'une utilisation, la plus rationnelle possible, des différents types d'énergie disponibles sur le territoire de la commune.

Le chauffage urbain

Le réseau de chaleur de la ville a été concédé à la Société versaillaise de chauffage urbain (SVCU) en 1969. La chaufferie, installée à l'époque comprenait trois chaudières d'une puissance unitaire de 31,5 MW, principalement alimentées au fioul.

La chaudière à charbon de 35 MW qui vient d'être installée va permettre de répondre aux nouveaux besoins du réseau en cours d'extension, mais surtout de faire réaliser aux usagers des économies substantielles. Cette nouvelle chaudière, qui couvre 75% des besoins du réseau, remplacera 16 000 t de fioul. Ce sont les Houillères de Lorraine qui livreront le combustible (environ 20 000 tonnes/an).

L'idée du charbon s'est imposée aux responsables de la municipalité face à la montée des prix du fioul et afin de rendre encore plus compétitif le tarif de la chaleur du service public du chauffage urbain, pour un investissement proche de 25 millions de francs hors taxes.

La SVCU a reçu des primes de l'AFME et de la région Ile-de-France correspondant à 25% de ce montant. La nouvelle chaufferie est en service depuis le 5 octobre 1984.

Le lycée La Bruyère

Le lycée était équipé de multiples chaudières. Quelques-unes fonctionnaient au charbon, d'autres au fioul, la plupart étaient anciennes. L'énergie choisie fut le chauffage urbain. Une courte extension du réseau était nécessaire. Les nouvelles installations sont opérationnelles depuis octobre 1983.

La puissance souscrite est de 730 kW. Le montant des travaux s'élevait à 2 210 000 francs hors taxes.

Travaux de rénovation de chauffage

Les travaux de rénovation de chauffage ont été entrepris pour huit bâtiments. Il s'agit pour l'essentiel de groupes scolaires « primaires » et « maternelles ». Les travaux, exécutés en totalité pendant les vacances scolaires été 1984, comportaient le remplacement de vieilles chaudières

(suite page 4)



L'AVENIR DE LA FILIERE BOIS (pages 2, 3)

L'ENERGIE DANS L'HISTOIRE

Le dinosaure et le TGV

1885: la Compagnie Edison d'électricité conçoit le premier

métro électrique à New York. Charles de Freycinet médite sur les vertus républicaines d'un réseau ferré d'arrière-pays. 1884 : la ville de New York fait appel aux constructeurs français pour rénover le réseau ferré urbain. Le TGV remporte un franc succès commercial dans l'Hexagone. Entre ces deux dates, le raccourci de deux siècles divergentes. Le chemin de fer en France reste une aventure industrielle où se conjuguent processus techniques et tradition sociale. Il est depuis belle lurette un dinosaure du passé aux Etats-Unis. Jamais la rencontre du roulement sur acier et de la pépète de charbon n'avait connu un triomphe aussi rapide qu'outre-Atlantique. Ici compromis entre la République et les particularismes locaux, là-bas trait d'union intercontinental. Au tournant du siècle, le bon élève a largement dépassé ses maîtres et excelle dans la course à l'électrification : la prise de courant par perche, le caténaire et le câble de cuivre, le moteur monophasé en courant continu ou l'ignition sont des inventions américaines.

La décadence sera fulgurante : entre 1890 et 1980, la part du rail pour le trafic marchandises passe de 85 à 37 % aux USA et de 72 à 29 % en France (en tonnes-kilomètre). Pour le trafic voyageurs, la chute est encore plus brutale : de 92 à 4 % aux USA et de 84 à 12 % en France (en voyageurs-kilomètre). C'est un lieu commun que de l'attribuer à la percée précoce de l'auto-

à vapeur, c'est d'abord « chasser la calorie », selon le mot de Raoul Dautry. On privilégie ainsi l'autonomie de l'engin au détriment de la rationalisation de l'exploitation du réseau. Le matériel de traction est diversifié à l'extrême : on ne compte pas moins de deux cent vingt types différents de locomotives en service en 1938 ! La banalisation du matériel après-guerre, sous la houlette de Louis Armand, ne reniera pas la tradition de l'excellence technique. On aboutit ainsi au TGV, produit noble qui donne du chemin de fer français une image permanente de modernité. A l'inverse, aux Etats-Unis, la locomotive n'est qu'une machine à tirer des wagons.

Enfin, point d'orgue de la tradition française du pilotage par le sommet : le chemin de fer est d'abord une affaire d'Etat. La qualité du service public, les rapports entre pouvoir local et administration centrale ou les interrogations sur la construction d'une industrie du rail nationale occupent le devant de la scène des transports depuis des lustres. C'est aussi l'affaire d'un exploitant unique qui a les moyens de fixer ses normes et les cahiers des charges aux constructeurs. Par contre, aux Etats-Unis, le chemin de fer a longtemps été une affaire privée où l'on investit tant qu'elle est rentable. Que l'Etat fédéral ait dû reprendre à sa charge l'ardoise des déficits d'une partie du réseau ferré interurbain ou que les communautés urbaines administrent de plus en plus les transports urbains ne changent rien au dogme : le financier investit, le constructeur construit, les compagnies ferroviaires achètent. Chacun à sa place.



Desains Alain Letort

mobile et à l'abondance pétrolière aux Etats-Unis. La bonne tenue du chemin de fer en France s'expliquerait donc par un retard de civilisation et une pauvreté en énergie ? L'argument semble un peu court. Si l'invention de la voiture à essence fut française et si la révolution automobile détruisant le chemin de fer s'est jouée avant et plus brutalement aux Etats-Unis, c'est tout bonnement parce que nous n'avons ni la même notion de la mobilité sociale ni la même conception de l'efficacité des transports.

Le réseau ferré américain s'est constitué dans un espace ouvert où primait l'accessibilité, la sécurité et le transport de masse. Son déclin rapide vient de la prédiction d'un Henry Ford souhaitant faire « de chaque ouvrier un automobiliste », ce qui a engendré une formule nouvelle de pilotage social : d'un coup, le transport va vers l'individu, il devient moins rigide, il assure une formidable expansion de liberté. Rien de tel dans la France d'avant-guerre. Le chemin de fer y est né de l'alliance d'une technologie lourde et d'un « hinterland » de notables. Il se moule dans un terroir, il véhicule une histoire du rail, il est aussi conçu comme une technique de guidage entre les mains de la puissance publique et des édiles locaux. Contraste saisissant : en 1936, la huitième année Ford T sort des chaînes de Detroit ; le Front populaire consacre la popularité du chemin de fer en accordant les congés payés avec billet de train à tarif réduit ! Autre contraste. Les Français sont passés maîtres dans l'art de la sophistication. Construire une locomotive,

Le déclin du chemin de fer aux Etats-Unis est dû ainsi pour l'essentiel à une plus grande fluidité du corps social, à l'absence d'une tradition d'ingénieurs du rail et à un refus d'ingénierie de l'Etat dans l'économie. Mais sa bonne tenue en France ne prouve en rien notre plus grande efficacité économique. Le leçon de cette petite histoire est ailleurs. Face à une crise durable de l'énergie, les économies développées devront tôt ou tard s'adapter. Il se pourrait que le réveil soit plus douloureux aux Etats-Unis. Car le rêve américain ne passe plus par le huit-cylindres en V. Peut-on en déduire pour autant qu'il y aura une renaissance du chemin de fer américain ? Certes non. Mettons qu'une nouvelle donne est en cours où les regards commencent à se tourner vers l'Europe, après l'euphorie de la pétro-prospérité. Il se pourrait ainsi que, après avoir loupé la porte d'entrée du fabuleux marché de l'automobile, l'Europe, et en particulier la France, se retrouve bien placée pour saisir la chance d'un regain du chemin de fer urbain aux Etats-Unis. L'enjeu est loin d'être négligeable en ces temps de vaches maigres sur les marchés des pays en développement.

Laurent Dartois

BIBLIOGRAPHIE

- John F. Stover, *American Railroads*, Midway reprint, 1969.
- Association of American Railroads, *Yearbook of Railroad Facts*, 1982.
- Dominique Renouard, *Les Transports par fer, route et eau depuis 1830*, Fondation des sciences politiques, 1960.
- Yves Stourdzé, « De la vapeur à l'électricité », revue *Culture et Technique*, février 1981.

L'AVENIR

Le bois est la seule source d'énergie dont l'utilisation améliore

Trois conditions pour cultiver la forêt

Un siècle sépare parfois le semis de chêne ou de sapin de sa transformation en parquet, meuble ou charpente. Année après année, le sylviculteur façonne la forêt, enlève les arbres, ce qu'en termes de métier il appelle dépresser, baliver ou éclaircir. Pour obtenir autre chose que des petits bois, il faut cultiver la forêt, c'est-à-dire pratiquement d'abord enlever des petits bois (voir diagramme ci-dessous). Cela doit être fait progressivement si l'on veut obtenir du bois de qualité. Ni irrégulièrement, ni trop lentement, ni surtout trop vite car alors les branches basses vivraient plus longtemps et laisseraient de gros nœuds dépréciant le bois. Voilà tout l'art du sylviculteur. Mais cet art ne peut s'exercer en dehors des contraintes économiques. En effet, en l'absence de débouchés valorisants pour les petits bois, bon nombre de ces opérations sylvicoles ne se réalisent pas, car trop coûteuses pour les propriétaires forestiers : plus de 1,5 million d'hectares de futaies plantées depuis 1945 demandent à être éclaircies, plus de 3 millions d'hectares de taillis et de taillis mélangés avec de la futaie demandent à être convertis en futaies. Or une partie seulement des petits bois qu'il est indispensable de couper trouvera des débouchés dans les usines de pâte à papier, de panneaux de particules ou de charbon de bois.

1. Créer de nouveaux débouchés

Il faut donc créer de nouveaux débouchés en transformant par exemple les petits bois en des produits que nous importons massivement, tels que l'énergie ou la pâte à papier. Encore faut-il, pour que cela soit possible, disposer de technologies adaptées et compétitives. L'AFME, qui a pour mission non seulement d'économiser l'énergie mais aussi les matières premières, a donc exploré avec les industriels et les centres techniques plusieurs voies :

— d'une part, un nouveau procédé (1), industrialisable prochainement, permettant de fabriquer de la pâte dans des unités de production plus petites tout en économisant 15 à 30 % d'énergie et de bois. Réaliser de tels progrès est décisif pour l'avenir de cette industrie soumise à une vive concurrence internationale et doit permettre de mieux l'adapter à la forêt française ;

— d'autre part, des chaufferies pouvant consommer sans séchage préalable des écorces, des broussailles, des résidus, voire des souches broyées, sont désormais réalisées par des industriels français. Ainsi, les produits inutilisés ou impropres à la fabrication de pâte et panneaux de particules pourront chauffer des hôpitaux, des groupes de logements, des serres ou des industries.

2. Mieux utiliser les planches

Lorsque le semis sera devenu un arbre de haute futaie, il faudra, par exemple, l'enlever pour faire place aux nouveaux semis. La grume que l'on en tirera subira alors de multiples transformations. Près de la moitié de son volume sera perdue lors du sciage. Au lieu d'encombrer les décharges, ces déchets devraient être utilisés prioritairement sur les lieux mêmes de production pour sécher les planches. C'est à cette condition seulement que les scieurs français pourront espérer concurrencer les bois importés du Nord. Cela n'absorbera qu'une partie des déchets. L'excédent pourra alimenter des usines de panneaux, de pâte à papier ou de nouvelles chaufferies. Avec ces revenus supplémentaires, les scieurs pourront se moderniser plus rapidement.

Plus en aval de la filière bois, il s'agit, à partir de planches, de tirer des pièces de bois sans gros nœuds. Là encore, l'importance des chutes pourra varier. Avec l'informatique et les nouveaux appareils à localiser les défauts, les pertes pourront être minimisées ; en effet, on tiendra compte, pour découper les planches, à la fois du nombre de pièces de différentes longueurs dont aura besoin l'industriel et de la position des nœuds ou autres défauts qu'il faudra éliminer. En menuiserie industrielle, on a ainsi pu gagner, par fenêtre, jusqu'à 10 % de bois importé des tropiques. A cela s'ajoutent les gains de productivité liés à la réorganisation des méthodes de fabrication. Si en 1940 il fallait dix heures pour réaliser une fenêtre, aujourd'hui il n'en faut plus qu'une. Demain, il suffira de vingt minutes.

Avec l'introduction de nouvelles technologies dans cette branche industrielle traditionnelle, le bois pourra rester un matériau compétitif. Il mériterait d'ailleurs d'être utilisé encore plus largement, par exemple pour construire des mai-

sons à très haute isolation, ce qu'il permet sans grand surcoût.

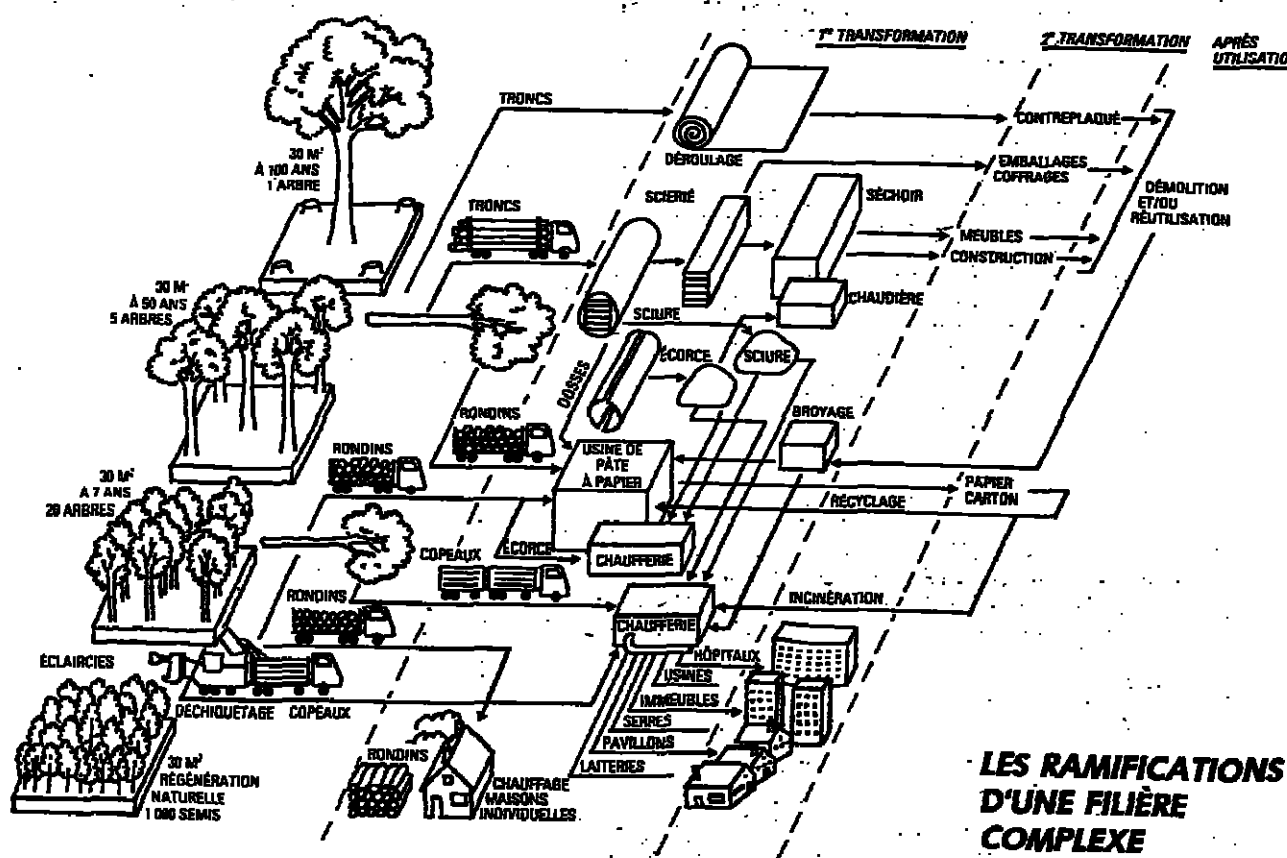
3. Installer des chaufferies

Nombreux sont ceux qui, dans les campagnes, se sont à nouveau tournés vers le bois de chauffage à la suite du premier choc pétrolier. Cela permet d'importer moins de fioul et d'économiser, en devises, plus de trois milliards de francs par an. Mais, au-delà de cette contribution immédiate au rééquilibrage de la balance commerciale, utiliser encore davantage de petits bois, de broussailles, de branches, d'écorces permettrait d'obtenir à terme davantage de bois d'œuvre. Le bois est en effet la seule source d'énergie dont l'utilisation raisonnée et planifiée améliore le gisement d'origine, c'est-à-dire la forêt. Sans compter qu'une valorisation plus complète de l'arbre, comme par le passé mais avec de nouvelles technologies, permet aussi d'abaisser le coût de la mobilisation du bois d'œuvre et du bois pour le papier, donc de les livrer aux usines à un prix inférieur aux bois importés.

En somme, pour bien faire fonctionner notre filière bois, il faudrait au moins doubler la capacité de consommation de ce combustible. C'est pourquoi on devrait lui donner la priorité dans les substitutions d'énergie lorsqu'on rénove les chaufferies au fioul. Du même coup ce ne seraient pas seulement les importations de fioul mais aussi celles de pâte à papier et de bois d'œuvre que l'on réduirait. Une synergie que les Suédois ont bien comprise puisqu'ils viennent de supprimer la TVA sur le bois utilisé comme combustible !

Ce sont aussi des emplois nouveaux qui pourraient être développés dans la chaudronnerie, la construction de chaudières ou de machines à récolter le bois, dans la récolte en forêt et la collecte du bois de rebut. Un solde qui serait largement positif, même en tenant compte de quelques pertes résultant de gains de productivité. Collectivités locales, industriels et usagers ont, avec les régions et les pouvoirs publics, un rôle décisif à jouer dans l'avenir de la filière bois pour le court et le long terme. Une opportunité à ne pas manquer.

(1) Le procédé dit « bi-vis », d'abord mis au point par Creusot-Loire pour d'autres industries agro-alimentaires.



LES RAMIFICATIONS D'UNE FILIERE COMPLEXE

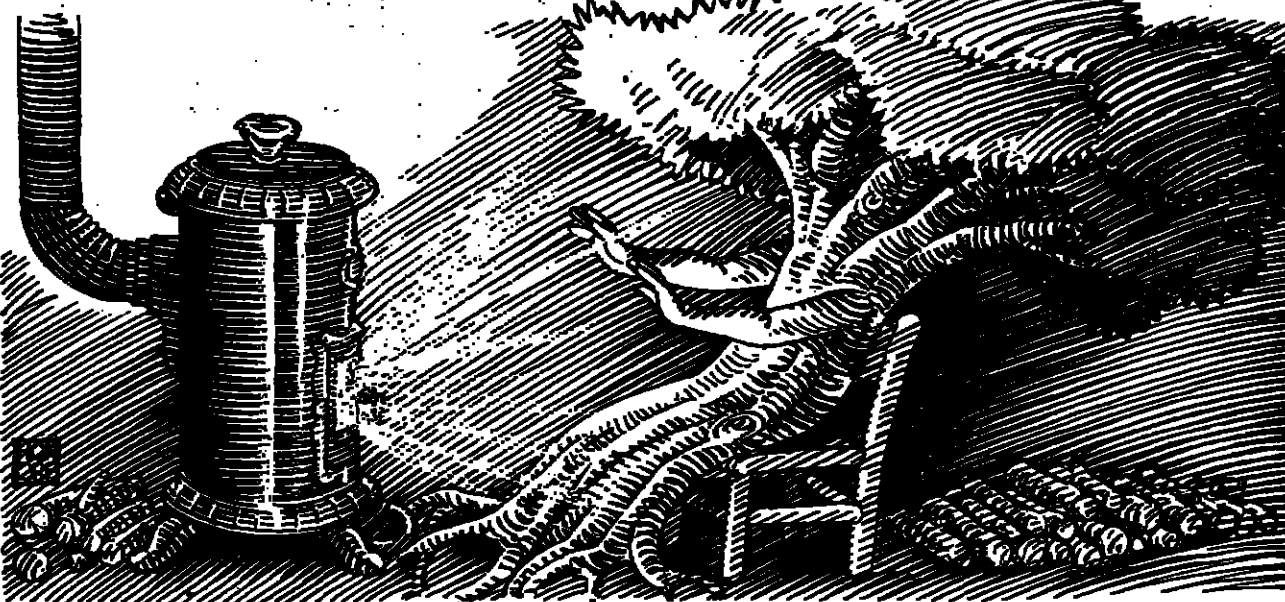
• En ordonnée : du taillis à la futaie, la forêt doit être cultivée pour produire de beaux bois d'œuvre. A chaque étape, des arbres doivent être coupés. Leur utilisation, différente selon les stades, rentabilise la sylviculture.

• En abscisse : au fur et à mesure de la transformation du bois apparaissent différents produits, eux-mêmes recyclables, générateurs de sous-produits valorisables tout au long de la filière.

(Dessin de Françoise Beylier)

DE LA FILIÈRE BOIS

le gisement. Pour importer moins de bonnes planches, il faut brûler du petit bois.



Dessin Philippe Honoré

Les papetiers aussi brûlent du bois

• Les papeteries d'Aquitaine consomment à elles seules les 2/3 des 4,5 millions de tonnes de bois que produit la forêt landaise. Du bois dont elles font de la pâte, mais aussi de l'énergie.

Grosse consommatrice d'énergie, l'industrie papetière en produit elle-même une grande partie. Ainsi, à l'usine de La Cellulose du Pin, à Fauroux, qui absorbe quotidiennement 4 500 t de bois pour produire 1 000 t de papier kraft, l'autonomie en énergies thermique et électrique est assurée à 90% et 50%. «L'utilisation de la biomasse fait partie intégrante du procédé de fabrication du kraftliner», explique Joël Pijelmann, directeur de l'usine de Fauroux et des opérations industrielles de La Cellulose du Pin. Nous nous efforçons de valoriser au maximum le pin maritime qui est notre matière première. » A son arrivée à la papeterie, le bois de pin se compose pour 54% d'eau, 7% d'écorce, 10% de lignine (ciment organique qui imprègne les fibres du bois), 9,5% d'hémicellulose, 17% de cellulose et 2,5% de résine et autres substances. Dans une première étape, les billons sont écorchés et débités en plaquettes. L'écorce récupérée alimente une chaudière de puissance qui fournit une partie de la vapeur utilisée au cours du processus de transformation.

Lessive blanche et liqueur noir

Lors de la deuxième étape, les plaquettes de bois sont arrosées de «lessive blanche», mélange de soude et de sulfure de sodium, afin d'isoler les fibres de cellulose. Les autres composants (lignine et hémicellulose) se mélangent aux produits chimiques pour constituer la «liqueur noire». Celle-ci est concentrée et brûlée afin de récupérer la matière minérale (soude et sulfates). En brûlant, la matière organique fournit l'essentiel de la vapeur autoproduite. Sur 280 t/h produites à l'usine de Fauroux, 200 t proviennent de la combustion des liqueurs noires et 80 t de la chaudière à écorces. Une fois détendue dans les turbines qui produisent 50% des besoins en électricité, cette vapeur alimente les unités de cuisson et de concentration des liqueurs noires et les machines à papier. «Les sécheresses sont particulièrement gloutonnes en énergie», explique Joël Pijelmann. Le problème du papetier est d'obtenir une pâte la plus concentrée possible. L'évolution technologique des presses a permis une économie d'énergie de près de 20% tout en améliorant les performances. »

Au cours de la troisième étape, la pâte à papier est, en effet, essorée puis séchée en passant entre des rouleaux chauffés à la vapeur pour devenir du papier. A Fauroux, la consommation en vapeur moyenne pression s'élève à 60 t/h, soit 4,5

tep. Au total, pour obtenir 1 000 t de papier, l'équivalent d'une journée de production, l'usine de Fauroux consomme 7 000 t de vapeur, 935 000 kWh et 140 000 m³ de gaz. Le processus chimique qui permet de récupérer la soude contenue dans la liqueur noire entraîne une production de carbonate de calcium. Celui-ci est à son tour recyclé dans un four à chaux qui utilise le gaz pour combustible. D'où une consommation élevée de cette énergie, dont la facture atteint 23 millions de francs par an.

Marketing énergétique pour autoproduction d'énergie

Afin d'assurer de façon plus complète son autonomie énergétique La Cellulose du Pin, en collaboration avec NTEE (filiale de Saint-Gobain) et le centre de recherche de Pont-à-Mousson, expérimente un pyrolyseur à écorces à gaz inerte qui devrait, une fois passé au stade industriel, fournir le gaz nécessaire au four à chaux et à la chaudière à écorces. «Nous développons dans chacune de nos usines une véritable politique de marketing énergétique», affirme Jean-Paul Vivier, directeur adjoint de l'usine de Fauroux. Un ingénieur travaille à plein temps sur ces problèmes et nous pensons approcher rapidement les 100% d'autoproduction en énergie thermique. »

Quatre dossiers ont été déposés auprès de l'AFME. Le plus important concerne un investissement de 45 millions de francs pour une section de presse permettant d'économiser 3 700 tep/an et de réaliser un gain de production d'environ 13%. L'optimisation de la combustion de la chaudière à écorces (investissement 2,9 millions de francs) devrait autoriser un gain de 834 tep/an. L'AFME a accordé son aide (25% des 7,5 millions de francs d'investissement) pour la réalisation d'un économiseur destiné à la chaudière à liqueur noir, qui permettra une économie de 1 113 tep/an. Au total, un gain de 7 000 tep/an devrait être réalisé sur l'ensemble des dossiers.

Gérard Muteaud
MS Communication

DU BOIS FRANÇAIS DANS LE BÂTIMENT

L'utilisation du bois dans la construction constitue, pour cette filière, un important débouché. Encore faut-il que cela ne se fasse pas au détriment du bois français.

Or, bien souvent, la mauvaise connaissance, faute d'études précises, que les maîtres d'œuvre ont des qualités spécifiques des bois français les conduit à recourir systématiquement aux bois du Nord. En outre, cette méconnaissance incite des assureurs à refuser de garantir l'utilisation des bois français.

Deux cahiers du Centre technique du bois (1), l'un consacré au peuplier utilisé en structure, l'autre aux résineux français, devraient permettre d'améliorer cette situation. Des négociations sont en cours avec les compagnies d'assurances pour les conduire à réviser leur position, sur la base des études publiées dans ces cahiers. D'autres études sont actuellement en préparation.

Voilà qui devrait redonner aux maîtres d'œuvre le goût du bois des forêts françaises.

(1) Cahiers n° 123 et 124. CTB, 10, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris. Tél. : 344.06.20.

Les bonnes écorces d'une scierie pilote

• Un scieur du Jura chauffe ses voisins et améliore la qualité de son bois grâce à une chaudière à écorces.

La Doye. Un petit hameau jurassien plus près de Morez, capitale de la lunette française, que des Rousses, la commune à laquelle il est rattaché. Trois cent cinquante habitants en âge de travailler, trois cent cinquante travailleurs : «La crise ? On ne connaît pas !» dit fièrement l'un d'entre eux. Cinq usines en emploient le plus grand nombre : fabriques de charnières pour lunettes, de branches de lunettes, traitement de surface pour verre à lunettes... La sixième les emploie et les chauffe. Une chaudière de 1 600 th brûlant 10 000 m³ d'écorces de résineux par an (auxquelles sont mêlés 800 m³ de plaquettes) envoie 45 m³ d'eau chauffée à 90° C dans un réseau de chaleur de quelque quatre kilomètres qui dessert actuellement six industriels, cinquante logements collectifs, deux villas, une école, le logement du gardien du stade. Concepteur du projet, maître d'œuvre de sa réalisation et maître de l'ouvrage réalisé, M. Maurice Prost, PDG des scieries Léon-Prost, a permis ainsi de substituer les sous-produits de son entreprise aux 40 000 t de fioul domestique brûlées auparavant dans ce hameau. La logique qui a conduit ce fils et petit-fils de scieurs à créer la société Bois et Chaleur pour chauffer ses voisins illustre remarquablement la façon dont les usages énergétiques du bois peuvent contribuer à la valorisation de cette filière tout entière.

Un parc à grumes ultramoderne

Ils n'étaient sans doute pas très nombreux les scieurs qui, dès le milieu des années soixante, prenaient régulièrement leur voiture pour faire le tour des grands pays producteurs de bois en Europe et suivre ainsi les progrès réalisés par la concurrence. D'investissement en investissement, Maurice Prost se trouve, en 1975, à la tête d'une des scieries les plus modernes de France. Son «parc à grumes» lui permet notamment de stocker son bois avant de le scier, selon trente-deux critères différents (de longueur, de diamètre, d'espèce), grâce à l'informatique. Cela revient moins cher que de stocker des planches et donne surtout une exceptionnelle souplesse pour répondre à la demande. Une commande qui demanderait normalement quinze jours est satisfaite ici en vingt-quatre heures. Mais un tel système a ses contraintes : l'écorçage des grumes en forêt, technique jusqu'alors traditionnelle, crée rapidement un goulot d'étranglement qui ralentit l'approvisionnement de la scierie. En 1977, Maurice Prost fait alors l'acquisition d'une écorceuse. Mais que faire des écorces ? Les mettre à la décharge ? «Cela crée des risques d'incendie», se plaint la municipalité. Les brûler ? «Cela sent mauvais», protestent les riverains. Les stocker dans des carrières désaffectées ? Les routes d'accès sont impraticables six mois par an ! Une fois de plus, Maurice Prost

prend son automobile et trouve une solution... en Suisse : alimenter un réseau de chaleur en brûlant ces écorces dans une chaudière.

Un projet qui séduit

De retour à La Doye, Maurice Prost commence par se rendre chez ses voisins. Serait-il intéressé par un réseau de chaleur ? La réponse est immédiate : non seulement intéressés, mais prêts à mettre de l'argent dans l'opération. Les industriels figurent parmi les plus favorables au projet, ce qui constitue un atout considérable : leurs besoins de chaleur sont en effet plus importants et surtout plus constants que ceux des locaux d'habitation.

Une enquête sur trois ans de consommation du hameau lui permet de bien dimensionner sa future chaudière et de proposer aux habitants intéressés le contrat suivant : moyennant une participation fixée à 40 000 francs pour les industriels et à 10 à 15% de cette somme pour les particuliers, Maurice Prost leur vendra des calories indexées sur le prix du fioul domestique la première année, 10% moins cher la deuxième année, 20% la troisième. L'adhésion immédiate de la population de La Doye au projet va constituer un précieux atout auprès des organismes de financement, de l'administration locale, régionale et même parisienne. Les concours et les autorisations suivent donc très vite et, en octobre 1982, le réseau entre en fonctionnement. Les scieries Prost ont résolu leur problème d'écorces et Maurice Prost vend désormais de la chaleur en plus de son bois.

Un séchoir dans la balance commerciale Les scieries Léon-Prost sont, bien entendu, clientes de cette société pour leurs propres besoins de chauffage. Mais pourquoi ne pas utiliser cette chaleur pour améliorer la pro-

duction de la scierie ? La solution s'impose tout naturellement : installer un séchoir de façon à vendre une partie du bois séché, ce qui permet de trouver de nouveaux débouchés à une production de résineux (sapins et épicéas) de très bonne qualité, plutôt sous-cotée lorsqu'elle était vendue comme bois de charpente. Humide, le bois de Maurice Prost se vend 980 francs le mètre cube : séché à 13% d'humidité résiduelle, son prix passe à 1 390 francs. Il est actuellement acheté par un fabricant de lamellé-collé qui le substitue à du bois importé des pays nordiques. «Bien que le bois de Maurice Prost n'ait pas subi le flottage, qui fait une bonne partie de la qualité des bois du Nord, il convient fort bien à la fabrication du lamellé-collé, estime cet acheteur. Mais cela ne tient pas qu'au séchage : il faut aussi effectuer une très bonne sélection du bois avant sciage, disposer d'épicéas d'altitude, sans gros nœuds. Quand toutes ces conditions sont rassemblées, il est évidemment très intéressant de pouvoir acheter du bois produit à peu de distance, et pratiquement à la commande. »

Et voilà comment, en se débarrassant d'un encombrant sous-produit, on peut contribuer à la réduction des importations d'hydrocarbures d'un côté, et de celles de bois de l'autre ! Il est certain que l'expérience des scieries Prost, à laquelle l'AFME a contribué financièrement, doit une partie de sa réussite à des circonstances et des conditions locales très favorables. En ce sens, il ne faudrait pas croire qu'elle serait aisément transposable. Il n'empêche que des opérations intégrées de cette nature sont parfaitement concevables dans d'autres contextes — avec la participation des collectivités locales, notamment — et que leur intérêt a de quoi faire réfléchir les professionnels du bois.

Michaël Gheerbrant

Automate et petit bois pour l'hôpital d'Evreux

• Une chaufferie ultramoderne pour un établissement de 900 lits.

Depuis le mois d'octobre, l'hôpital d'Evreux — 900 lits et 25 000 admissions par an — assure ses besoins en chaleur et eau chaude grâce à une chaufferie au bois entièrement automatisée, de conception et de fabrication françaises. Il fallait initialement 1 200 m³ de fioul domestique à cet établissement pour lui fournir les 8 137 MWh qu'il consommait annuellement. Après d'importants travaux d'économie d'énergie, cette consommation était diminuée de 24 %. L'annonce de la création du Fonds spécial des grands travaux incite les gestionnaires à aller plus loin et à envisager, avec l'entreprise Cofreth, responsable de la chaufferie, une substitution du bois au fioul. Aujourd'hui, la nouvelle chaufferie,

pilote par un automate de régulation, consomme 3 300 t de bois par an. Il s'agit à 70 % de déchets de scierie, à 30 % de petit bois de forêt à fort taux d'humidité (supérieur à 50 %).

Silo et dépoussiérage

L'installation se compose d'une chaudière de 9 000 th/h, fabriquée par l'entreprise RAT, lauréate d'un concours organisé par l'AFME, d'un silo enterré et d'un système d'alimentation automatique. Un système de dépoussiérage de fumées permet de limiter considérablement la pollution de l'air.

La Cofreth s'est engagée par contrat à facturer à l'hôpital ses besoins de

chaleur sur la base suivante : 85 % pour la chaudière bois, 15 % pour le fioul maintenu en relève.

Le coût de la thermie bois, fixé à 150 francs hors taxe au 1^{er} janvier 1983 alors qu'à la même époque la thermie fioul est à 280 francs, doit permettre une économie d'exploitation de 60 000 francs par an pour un investissement de 2,8 millions de francs, subventionné à 50 % par l'AFME. Opération hautement rentable, donc. Opération significative, aussi : dans un hôpital, on ne saurait guère prendre le risque de manquer d'énergie, et le fait que les gestionnaires de ce type d'établissement choisissent le bois-énergie prouve que les techniques sont aujourd'hui à maturité.

LETTRE MENSUELLE DE L'AFME PAGE 4

La Bretagne rurale renouvelle ses énergies

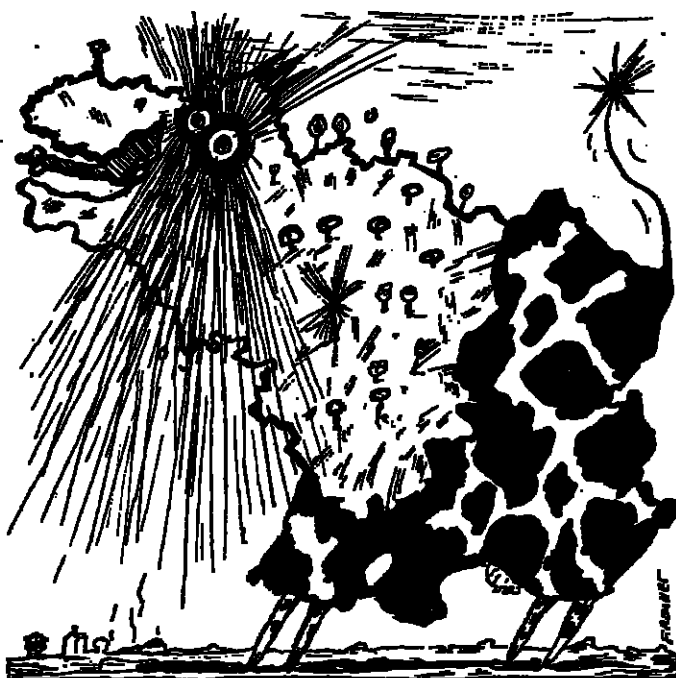
Sept mille visiteurs pour le premier Salon Energie et Environnement organisé par l'Association pour le développement des énergies renouvelables (1), qui s'est tenu à Quimper (Finistère) du 24 au 28 octobre 1984. On pouvait y voir les derniers modèles de capteurs solaires, d'éoliennes et d'appareils de méthanisation (les digesteurs). L'impact sur les jeunes, les industriels et les élus locaux a été important. Mais le beau temps a retenu les agriculteurs aux champs. Ceux-ci ont pourtant joué un rôle indéniable dans le développement des énergies renouvelables en Bretagne.

Produire plus en dépensant moins

A mi-chemin entre le paysan traditionnel et l'industriel (élevage intensif), l'agriculteur breton voit ses revenus diminuer de jour en jour. En 1950, il dépensait 25 francs par jour en engrais, aliments, produits de traitements végétaux et vétérinaires, machines, construction, pour produire 100 francs. En 1974, la même production lui coûtait 50 francs, et depuis la tendance s'est accentuée. Plusieurs raisons à cela. D'abord, la culture d'une même plante sept ans de suite sur un même sol n'est possible qu'en augmentant l'usage des engrais chimiques. Ensuite l'aliment du bétail n'est plus produit sur place, ce qui oblige à acheter du soja à l'étranger. Enfin les plantes et les animaux, connaissant une croissance intensive, se fragilisent ; ils nécessitent alors plus de traitements curatifs.

Or pour fabriquer et transporter une tonne d'engrais azotés, il faut brûler 1,95 tep. La consommation est du même ordre pour les traitements et les aliments animaux. De plus, au prix d'un endettement important, les agriculteurs bretons ont fait un gros effort de modernisation et se sont dotés d'équipements consommateurs d'énergie : machines, bâtiments. La production a suivi, puisque la Bretagne est à présent la première région européenne pour le porc et le veau, et qu'elle couvre aussi une grande partie des besoins de la France en primeurs, volailles et produits de la pêche. Mais l'énergie est aujourd'hui le deuxième poste des dépenses après l'investissement. Les exploitations produisent une importante quantité de déchets. L'une des solutions aux difficultés énergétiques des agriculteurs bretons passe donc tout naturellement par la méthanisation de ces déchets. De fait, avec une vingtaine de réali-

Les agriculteurs bretons sont sans doute ceux qui ont connu le plus de mutations dans leur profession et dans leur mode de vie. Cela n'a pas été sans conséquences dans leur attitude vis-à-vis de l'énergie.



(Dessin de Françoise Baylier)

sations en service, la Bretagne joue un rôle de premier plan dans le développement de cette technique. Ainsi, le centre de la Coopérative pour les énergies nouvelles (COMEN) à Arzano, dans le Finistère, est aujourd'hui le plus performant en ce qui concerne le traitement du lisier des bovins. A Trévarez (Côtes-du-Nord), à Châtillon-en-Vendelais (Ille-et-Vilaine), c'est le lisier de porcs qui est méthanisé, opération qui allie la production d'énergie à la dépollution. Même objectif aux usines Unipectine de Redon, où sont gazéifiés des effluents très polluants. A côté de ces réalisations de grande taille, on trouve également de bonnes installations autoconstruites, fonctionnant de façon plus rustique, comme à Beuzec-Cap-Sizun par exemple. On notera en outre que ces matières premières, une fois digérées, donnent un excellent engrais.

Laïques de mer et éoliennes

A la COMEN on a également fait fermenter des algues marines. Cette technique serait un bon moyen de se débarrasser des ulves, ou laïques de mer, qui polluent les plages et dont la croissance est accélérée par la présence de nitrates dans l'eau, due à l'emploi d'engrais chimiques. Introduites à l'état sec dans un digesteur,

ces algues donnent plus de gaz que les déjections animales. Les îles bretonnes s'y intéressent car elles sont totalement dépendantes du continent pour leur approvisionnement en énergie. Une énergie qui leur sert notamment à dessaler l'eau de mer, comme à Sein où, l'été dernier, on a quand même dû « importer » 70 m³ d'eau douce par jour. A l'avenir, cette production d'eau douce se fera grâce à l'énergie éolienne, une autre grande ressource de la Bretagne. La Communauté européenne va en effet financer l'installation d'une machine de 18 m et de 100 kW, qui servira à la fois à produire de l'eau douce, à chauffer une serre qui produira des légumes aujourd'hui « importés », et à chauffer l'eau d'une écloserie de homards. Un projet similaire existe pour les Glénans où le centre nautique est déjà équipé d'une première machine, et les Ouessantins attendent la reconstruction de leur éolienne. Sur le continent, l'énergie

éolienne est également utilisée pour le chauffage de serres à Pleslin-les-Grèves dans les Côtes-du-Nord.

Du soleil pour les vœux

Parmi les agriculteurs intéressés par le recours à l'énergie solaire viennent au premier plan les éleveurs industriels de vœux. Cette forme d'élevage est très économe. Il faut notamment de grandes quantités d'eau chaude pour dissoudre le lait en poudre dont sont nourris les vœux. C'est ainsi qu'un éleveur de Josselin (Morbihan), qui dépensait 8 000 francs par campagne de seize semaines pour l'élevage de 240 vœux, a vu sa facture ramenée à 1 000 francs après l'installation de capteurs solaires sous vide. A Ploudaniel, une entreprise similaire a installé des capteurs-plans et, au total, ce sont dix éleveurs qui recourent désormais à l'énergie solaire.

Le chauffage des bâtiments d'élevage est un autre poste gros consommateur d'énergie. C'est pourquoi l'AFME et la Région viennent de lancer une campagne de diagnostic thermique qui concernera 200 bâtiments d'élevage. Lorsqu'on sait que, dans le seul département des Côtes-du-Nord, il faudrait dépenser quelque six milliards de francs pour rénover les bâtiments d'élevage, on conçoit que les entreprises du bâtiment, par ailleurs en plein marasme, soient intéressées par cette coopération.

L'agriculture bretonne fait preuve aujourd'hui d'un intérêt remarquable pour les énergies renouvelables, que l'AFME entend accompagner par des actions volontaristes, mais aussi un travail de conseil, d'aides, de mises en relation de secteurs qui ne se connaissent pas toujours suffisamment, aidée en cela par un tissu social fait d'organisations professionnelles, de chambres consulaires, de coopératives et d'associations très motivées.

Un mouvement qui ne laisse pas indifférents les élus locaux : les créations d'emplois susceptibles d'être induites par cette action, le maintien de la population rurale vont dans le sens du développement économique qu'ils souhaitent.

Monique Trancart

BREVES

PHOTOFILES TRANSALPINES

L'Italie envisage un appel au photovoltaïque pour l'habitat isolé : à plus ou moins long terme, les 300 000 habitations isolées non reliées au réseau de l'ENEL, compagnie nationale italienne d'électricité, pourraient être équipées en photovoltaïque. L'ENEL expérimente actuellement cette solution avec, comme banc d'essai, une nouvelle centrale photovoltaïque située à Vulcano, dans les îles Éoliennes.

DEUX CONVENTIONS AFME-MULT

Pour favoriser la maîtrise de l'énergie dans les transports et l'habitat, deux conventions ont été signées entre l'AFME et le ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports. La première fixe les conditions de mise en œuvre de la modernisation du parc d'autocars. Le second accord est un avenant à la convention avec le ministère, au terme duquel, notamment, l'AFME soutiendra des actions de formation des personnels du ministère, de développement de logiciels d'aide à la décision, de campagnes de mesure sur les logements neufs, d'assistance aux DDE, de planification régionale et départementale...

UN STAGE POUR LES ARCHITECTES

Le centre de formation de Promococ-Nanterre (organisme de formation et de perfectionnement des architectes et de leurs salariés) organise, à partir du mois de décembre, un stage sur le thème : « Thermique et informatique dans la production et la gestion du cadre bâti ». Ce stage est ouvert aux architectes et collaborateurs d'architectes, demandeurs d'emploi. Il se déroulera pendant neuf mois, en alternance : une semaine de formation théorique pour trois semaines en structure professionnelle d'accueil. Si vous êtes intéressé par ce stage, veuillez prendre contact avec : Promococ, section régionale Ile-de-France, centre de formation de Nanterre, rue Salvador-Allende, 92000 Nanterre - Tél. : (1) 776.07.05.

PRÉCISION

La compagnie « Navale et Commerciale havraise péninsulaire » (NCHP), dont nous écrivions dans notre dernier numéro qu'elle dépendait de la Banque Worms, nous prie de préciser qu'elle est la filiale « lignes régulières » de la Société française de transports maritimes, elle-même filiale de la Compagnie navale Worms.

• « Maîtrise de l'énergie » est réalisée chaque mois sous la responsabilité de l'AFME. Rédaction en chef : Roger-Pierre Borneau, AFME, 27, rue Louis-Vicor - 75015 Paris.
• Rédaction et communication : Hugues Stille et Michèle Ghebrant, Maquette : Claudine Roy, TEN et Associés, 10 rue Moyet - 75006 Paris.
• Composition, montage, photographie : Héliques, 14 rue Vauvenargues - 75018 Paris.

(1) ADER, La Madeleine, Mellac, 29130 Quimper. Tél. : (98) 39.18.90.

(suite)

SI MAÎTRISE MÉTAL CONTÉE...

su charbon ou au fioul par des chaudières à gaz de type à condensation, avec la mise en place de régulations automatiques. Le montant de ces travaux s'élevait à 2 millions de francs hors taxes.

Travaux d'isolation de bâtiments
Des travaux d'isolation ont été entrepris dans onze bâtiments communaux, pour un montant de 2 400 000 francs hors taxes.

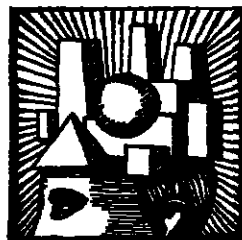
Les travaux entrepris dans les groupes scolaires étaient très variés et comportaient la pose de faux plafonds, la projection de mousse de polyuréthane en combles ou en vide sanitaire ; le soufflage de laine de roche en plafond de préaux ; l'étanchéité des ouvrants. Ces travaux ont été réalisés pendant les grandes vacances de 1984.

Modifications de la chaufferie de la piscine Montbauron
Il s'agit d'une opération exemplaire qui concerne la modernisation des installations de chauffage et de ventilation.

Les travaux comprennent la mise en place de deux chaudières fonctionnant au gaz, avec récupération sur les fumées, de l'installation d'une

pompe à chaleur mixte (électricité et gaz), fonctionnant en déshumidification sur le hall-bassin avec récupération sur les eaux des plages de goulottes et des douches. Le primaire condenseur de la pompe à chaleur est de 316 kW. Quant au moteur thermique qui est alimenté par du gaz naturel, son primaire est de 223 kW. Ces travaux ont été complétés par des travaux d'étanchéité et d'isolation sur le bâtiment et par des réfections de vitrages et de menuiseries extérieures. Le coût des travaux se monte à 6 millions de francs. La réception des nouvelles installations aura lieu en janvier 1985. Quant au bassin de plein air, un chauffage solaire a été prévu : une « moquette » de 552 m² permettra de porter l'eau à une température agréable et d'allonger la durée d'utilisation de cet équipement. L'ensemble de ces travaux représente, indépendamment de la chaufferie du chauffage urbain, un investissement de 14 millions de francs. La subvention de l'AFME est évaluée à 3 850 000 francs. Ces chiffres soulignent, s'il était nécessaire, l'effort important consenti. La ville de Versailles participe à l'effort national en parfaite concordance avec les directives données par le gouvernement à l'AFME. Par son action, la ville contribue à diminuer les charges de fonctionnement tout en apportant un confort accru aux usagers. André Damien, maire de Versailles

MEI 84 JOURNÉES TECHNIQUES



La Salon MEI 84 s'ouvre ce mardi 20 novembre au parc des expositions de la porte de Versailles. Voir du matériel destiné à maîtriser l'énergie doit donner envie aux visiteurs de rencontrer ceux qui l'ont conçu comme ceux qui l'utilisent. C'est pourquoi le Salon MEI 84 comporte une série de journées techniques, préparées par l'Association technique pour les économies d'énergie : 4 zones de conférence dans 5 salles en parallèle ; 25 sessions sur des thèmes différents ; 174 communications et 6 tables rondes ! Un beau programme, dont nous rappelons ici les détails.

VENDREDI	JEUDI	MERCREDI	MARDI	Quelles énergies demain ? Prix, qualité et coût de la fourniture. Pierre-Noël Giroud, du Cerna.	Financement des investissements et des aides. M. Conso, de la Société des ciments français.	Progrès récents en combustion. M. Feugier, ingénieur principal YFP.	Mesure, comptage et suivi des consommations. M. Desjardins, de l'Exaro.	Progrès récents dans l'utilisation du gaz. M. Gérard, de GDF.
				Usages économiquement performants de l'électricité. M. de Rouvray, de Unidima ; M. Royer, du Gimelec.	Transferts d'expériences et actions par profession. M. Lepos, du CNPF.	Valorisation énergétique de la biomasse. M. Duran, Creaux-Loire ; M. Molle, du Cemograf.	Utilisation des chaleurs disponibles. M. Semeris, Centre d'études nucléaires, Grenoble ; M. Durand, IFP.	Les opérations de séchage. M. Millet, Ceren.
				Techniques d'utilisation de l'énergie charbon. M. Razoin, du Codetec.	Maîtrise de l'énergie dans l'industrie : concepts et techniques. M. Meunier, de Energie Penarroya.	Innovation, recherche et AMI. M. Cozargue, CEA, Sodecy ; M. Ranc, ELF-Aquitaine.	Développements récents des composants et équipements. M. Rorel, du GEP ; M. Kaiser, de Systèmes énergétiques technip.	Les procédés de séparation. M. Durand, IFP.
				Automatique et maîtrise de l'énergie dans l'industrie : un représentant de la profession des constructeurs ; M. Lacroix, des Apeve.	Progrès récents dans l'utilisation des hydrocarbures liquides. M. Eyraud, IFP.	Comment intégrer la dimension énergétique dans la conception des bâtiments industriels. M. Jorgazovic, bureau d'études Inex.	Le diagnostic énergétique. M. Dumez, de l'Ingotec.	Valorisation énergétique des déchets. M. Affolder, de l'Anred.
							Complémentarité des énergies. M. Pélis, du Cetim.	Production combinée chaleur/force (cogénération). M. Levy, de Chouffre-Entreprise.

مكتبة الشغل

COMMUNICATION

Trente-neuf radios libres menacées de retrait d'autorisation

La commission Galabert examinera, lors de sa séance du jeudi 22 novembre, les dossiers de trente-neuf radios locales privées n'émittant pas, dont la Haute Autorité de la communication audiovisuelle envisage d'abroger l'autorisation. Parmi ces radios, dont deux seulement ont envoyé une lettre de renonciation, vingt-cinq disposaient à elles seules d'une fréquence, tandis que quatorze faisaient partie d'un regroupement.

Les radios concernées - auxquelles la Haute Autorité a déjà envoyé une ou plusieurs lettres d'avertissement - sont les suivantes : A Paris : Radio-Ados enfants, j'école, Radio-Express, Radio-Vocation, Radio-Tchatch, Contact-FM, Métropole-FM, Radio-Solidarité, Radio expérimentale de la biennale, Radio-Ivry, Radio-Arras et Cheap-Radio. En province, Alpes-de-Haute-Provence : Radio-

Durance, Radio-Fréquence-4, Radio-Débats-Alpins ; Alpes-Maritimes : Radio-Soleil (ex Pizze), Radio-Grasse ; Aude : Radio-Cité-101, Radio-Ballade ; Bouches-du-Rhône : Radio-Fémina, Radio-Soleil-Provence, Radio-Delta-Sud, Radio A l'Escoffe de Provence ; Charente : Angoulême-Radio-102 ; Corrèze : Radio-Gaillard ; Corse : Radio-U-Ribombu ; Finistère : Radio-Brest-Atlantique ; Ille-et-Vilaine : Radio-Rennes-COM ; Manche : Fréquence-Bocage ; Marne : Radio-Champagne-Argonne, Radio-R ; Meurthe-et-Moselle : Radio-Bergamote-FM ; Moselle : Radio-Madère ; Nord : Radio-Magnétique ; Orne : Radio-A ; Deux-Sèvres : Fréquence-Parasol ; Somme : KFM-Stéré ; Vaucluse : Radio-Lubron ; Vienne : Radio-Tartine ; Essonne : Spot-FM.

SPORTS

LES SIX JOURS CYCLISTES DE PARIS

La revanche de Moser

Les deuxièmes Six Jours de Paris-Bercy ont été gagnés, lundi 19 novembre, par l'équipe vedette Moser-Pijnen. Associé au meilleur spécialiste actuel, le recordman du monde de l'heure a pris ainsi sa revanche sur Frank-Vallet, vainqueur sur la même piste au mois de février. A l'issue d'une course vigoureuse, moins de trente minutes avant l'arrivée, Moser-Pijnen ont rejoint la formation franco-danoise qui occupait le commandement depuis la veille, avec un tour d'avance. Pijnen a gagné le dernier sprint. Fignon-Mottet se sont classés sixième à trois tours. Les jeunes Français Pascal Robert et Marc Meilleur ont, d'autre part, enlevé les Six Jours amateurs.

Des mini-Six Jours réunissant de grands coureurs : ainsi pourrait-on définir la semaine de cyclisme qui a eu lieu au Palais omnisports de Paris-Bercy. Pijnen et Moser, les vainqueurs, Frank-Vallet, Wiggin, Freuler, Tourné, Dill-Bundi et le français Bernard Vallet - transfuge de la route - sont des « six-daymen » de talent, tout à fait dignes de leurs aînés qui participaient à de vraies courses de six jours.

Le public ne s'y est pas trompé. S'il a rempli le stade et manifesté son enthousiasme à la manière des connaisseurs qui envahissent autrefois les gradins du vieux Vel d'Hiv, c'est que le spectacle était de qualité. Les six soirées de Bercy ont comporté de bonnes séquences, et l'on ne saurait qu'il faut apprécier le plus de la virtuosité des spécialistes

ou de l'application d'un débutant célèbre comme Laurent Fignon, qui a voulu s'initier à cet exercice difficile. En prenant le risque d'affronter les pistards sur leur terrain, le vainqueur du tour de France et son jeune équipier Charles Mottet - un garçon décidément très doué - ont cependant choisi une solution réaliste, car ce dur apprentissage leur sera fort utile.

Il est regrettable que Bercy ferme ses portes à la bicyclette pour une longue période au lendemain de ses Six Jours qui ont obtenu un succès populaire encourageant. La capitale possède le vélodrome couvert qu'elle attendait depuis plus de vingt-cinq ans, mais elle reste privée d'un authentique « Vel d'Hiv ».

JACQUES AUGENDRE

● **Automobilisme : grandes manœuvres pour le Rallye de Monte-Carlo.** - Avant la réunion qui devait avoir lieu mardi 20 novembre autour du ministre de la jeunesse et des sports, M. Alain Calmat, pour tenter de résoudre les problèmes posés par la suspension du Rallye de Monte-Carlo, les maires de Nice et de Menton, MM. Médéric et Aubert, ont fait savoir qu'ils ne s'associeraient pas à la mise en place d'une épreuve de remplacement, envisagée par le président de la Fédération française de sport automobile (FFSA).

M. Balestre, et par le journal l'Equipe. De son côté, le président de la commission des constructeurs de la FFSA, M. Guy Verrier, directeur du service compétition de Citroën, a démissionné de son poste fédéral pour protester contre le rôle joué par le président Balestre dans le développement du conflit entre la fédération internationale du sport automobile (FISA) et l'Automobile-club de Monaco (ACM).

RUGBY

Mêlée en grève

De notre correspondant

Périgueux. - On a célébré un curieux record dans les cafés de Vergt (Dordogne), dimanche soir 18 novembre : les 350 points encaissés par l'équipe locale de rugby face à Lavedac, dans le championnat de troisième division. Encore mieux - ou pis - que les 236 points du dimanche précédent contre Gajac-Mestres (Gironde). Mais c'est ainsi que Vergt fait la « une » de l'actualité locale. Une manière de revanche et de défi. Car le rugby est la principale occupation de ce chef-lieu de canton du Périgord, avec la culture de la fraise. Mille deux cents habitants, une centaine de licenciés à l'Union athlétique locale (UAV), et des lambeaux de gloire, témoins d'une époque révolue où l'on jouait en championnat de France de deuxième division.

Cet automne, le club est reparti en troisième division. Catintha. Jusqu'à une rencontre, le 21 octobre, avec Caploux (Gironde). L'arbitre, M. Cornes, accorde un drop qu'il est le seul à avoir vu passer entre les poteaux de Vergt. Les Périgourdins protestent. L'arbitre renvoie l'un d'eux au vestiaire pour calmer les esprits. Tout se termine bien.

Mais, cinq jours plus tard, les supporters de l'UAV découvrent en lisant leur journal que quatre de leurs « petits » sont suspendus pour au moins trois matches. L'arbitre a fait un rapport très sévère. Des têtes tombent, tranchées à Paris, par la commis-

sion de discipline de la Fédération française de rugby (FFR). Dans la capitale de la fraise, on a alors vu rouge. En dénonçant un abus d'autorité de la Fédération, en invoquant les différences de traitement entre la « pétite » et les seigneurs du royaume d'Ovalie, et en tapant à suivre par la même occasion pour « renouer l'effort », les supporters ont provoqué la colère du président de la FFR qui est l'élu du même comité, celui du Périgord-Agenais.

Mais Albert Ferrasse en a vu d'autres dans sa longue carrière de joueur-arbitre-président : « Si ce les amuse de se ridiculiser, cas... », bougonne-t-il, engoncé dans son pardessus, en apprenant qu'après le 42-0 du 28 octobre les croquants maintiendraient leur ordre de grève de la mi-été. Portant le deuil de leurs quatre suspendus, ils sont allés ensuite, toujours à onze, prendre consciencieusement 236 points sur les bords du bassin d'Arcachon. Record porté à 350 points devant les caméras de télévision, Record aussitôt sanctionné cité d'Antin, au siège de la FFR : le club ne participera pas au cinquième tour de la Coupe de France le 2 décembre. « Pour ne pas fausser la compétition », dit-on à la FFR. « De toute façon, les clubs de troisième division n'avaient pas commencé à jouer », remarque le docteur Marquet, président - démissionnaire - de l'UAV. « Décidément ils n'ont rien compris... »

JEAN-CLAUDE AUDEBERT.

BERNARD PIVOT QUITTE RTL

Bernard Pivot a décidé de cesser toute collaboration avec RTL, renouçant ainsi à l'émission hebdomadaire qu'il devait commencer le 16 novembre en remplacement de sa chronique quotidienne matinale. Le journaliste entend ainsi protester contre l'utilisation de son image par une filiale de la radio soucieuse de promouvoir les activités d'un club de vente de livres, le Club RTL.

« Quel procédé détestable ! s'exclame Bernard Pivot. L'idée de pouvoir être ainsi suspecté de prêter son nom à ce type d'opération commerciale, qui plus est dans le domaine des livres, m'est insupportable. Je n'ai pas le droit d'ignorer ou de négliger le crédit de confiance que m'accorde le public et de violer les règles d'impartialité et d'indépendance qui font le succès d'Apostrophes ». Faire de la publicité pour un ouvrage quelconque reviendrait pour moi à une sorte de suicide professionnel.

Une colère qui atteste l'équipe de RTL, unanime à regretter le départ de Bernard Pivot, dont les chroniques figuraient parmi les plus suivies du public matinal. Pas question pourtant, à RTL, de minimiser la gravité de l'incident à l'origine du différend ou de blâmer le journaliste. On reconnaît l'erreur et l'on parle de « bavure », de « maladresse » et de « faux pas ». Et Raymond Castans, le directeur général des programmes, de souligner : « L'erreur de Bernard Pivot n'est ni totale et ni obtenue le plus grand succès auprès du public. Son départ représente une perte immense pour la qualité et le prestige de notre antenne ».

A. Co.

Bourses internationales pour vingt-trois artistes

Les Etats-Unis restent toujours le pays qui attire le plus les jeunes artistes professionnels. France rétrospective totale et obtenue le plus grand succès auprès du public. Son départ représente une perte immense pour la qualité et le prestige de notre antenne.

Des six sections sur sept, le jury, présidé par M. Michel Guy, ancien secrétaire d'Etat à la culture et responsable de ce programme, a en effet choisi des lauréats souhaitant se rendre aux Etats-Unis, soit douze jeunes artistes.

Ce sont, pour les arts plastiques, Vincent Barra et Jean Faucheur ; pour l'architecture, Frédéric Borel et Patrick Hurpin ; pour le cinéma-vidéo, Richard Dembo ; pour la danse, Philippe Decoufle, François Hiffier et Pascale Martin ; pour la photographie, Thierry Girard et Yves Guillot, et pour le théâtre, Michel Pastor et Christine Vézina.

Les autres lauréats ont opté pour sept autres pays. Arts plastiques, Nadja Mechadi (Maroc) et Pierre Mercier (RFA) ; architecture, Isabelle Bertrand (Brésil) et Fabienne Cerin-Jean (Italie) ; Xavier Gonzalez (Japon) et Bernard Nivelle (Italie) ; cinéma-vidéo, Patrick de Geer (Japon) et Dominique Gros (Australie) ; théâtre, Bruno Boeglin (Nicaragua) et Sophie Louchevski (Japon) ; musique, Benoit Renard (pays non précisé).

BENNETON

FAIRE PART DE MARIAGE
PAPIER A LETTRE
EX-LIBRIS
75 bd Malesherbes
Paris 8 - tél. 387.57.39

ROBLLOT S. A.

522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

A ses lecteurs

qui vivent hors de France

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien

LE CARNET DU Monde

Décès

- Saint-Genis. Pouilly (Ain). Maylan (Isère).

Jean-Louis et Martine Benoit-Guyod, Florence et Pierre, Michèle Benoit-Guyod, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Liron-Gradel, sa sœur, M. et M^{me} Henri Benoit-Guyod et sa famille, M. Amédée Michaud, M. Bernard Metral, M. et M^{me} André Prost et Anne-Marie, M. et M^{me} Bernard Masson et leurs enfants, Les familles Bonnevill, Carpentier, Citerne, Revel, Richard, Gradel et Masson, Ses parents et amis.

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Christiane BENOIT-GUYOD, née Gradel, professeur honoraire, chevalier du Mérite, officier des Palmes académiques,

survenue le 18 novembre 1984, à Meylan.

La sépulture aura lieu dans l'intimité le mercredi 21 novembre 1984 au cimetière de Gen (Ain). Réunion au temple de Saint-Genis, à 9 h 30.

Les personnes qui voudraient témoigner de leur sympathie peuvent adresser un don à : Médecins sans frontières, 68, boulevard Saint-Marcel, 75005 Paris. CCP 40-60 U Paris, ou au compte populaire français, 13, rue Daudet-de-Lagarde, 38000 Grenoble, CCP 805-21 F Grenoble.

Nous remercions à votre souvenir

M. Paul BENOIT-GUYOD, son époux, décédé le 4 juin 1980.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

- M. et M^{me} René Gourevitch et leurs enfants, M. et M^{me} Arnold Rauchmann et leurs enfants, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Simon BOGATCHEOFF, (dit Jimmy),

survenue le 17 novembre 1984, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 21 novembre 1984. On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 10 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

79, boulevard du Général-Koenig, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- Le docteur Jean-Claude Depontot et M^{me}, née Edith Champagnac, M. André Champagnac, docteur vétérinaire et M^{me}, née Michèle Jamuzzi, le docteur Benjamin Champagnac, ses enfants, Christophe, Daniel, David et Nicolas Depontot, Alice et Xavier Champagnac, ses petits-enfants, M. et M^{me} Pierre Champagnac, leurs enfants et petits-enfants, M. Jean Trouplin, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston CHAMPAGNAC, ingénieur civil des mines, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenue le 18 novembre 1984, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 21 novembre, à 15 h 45, au temple de Bagneux, 185, rue des Pyrénées, Paris-20, et sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise. Selon sa volonté, il n'y aura pas de fleurs.

Ils rappellent à votre souvenir

M^{me} Gaston CHAMPAGNAC, née Danièle Jouard, son épouse,

décédée le 2 novembre 1982.

Ainsi que leur fils,

Désiré,

décédé le 15 novembre 1946.

Et Emmanuel,

décédé le 25 septembre 1971.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

9, rue des Bégonias, 54000 Nancy,

13, rue de La Chausée, 60510 Breilles,

34, jardins Boilestien, 92800 Futeaux.

- Le conseil artistique de la Maison de la poésie. La direction de la Maison de la poésie, ont la douleur de faire part de la disparition de l'écrivain et poète,

Pierre DALLE NOGARE,

chargé de mission pour l'audiovisuel.

- L'abbaye et les moniales de l'abbaye de Pradines font part du rappel à Dieu de celle qui fut leur abbesse de 1950 à 1978.

M^{me} Marie-Ambroise DEAL,

décédée le 17 novembre 1984, à l'âge de quatre-vingt ans, après soixante années de vie monastique.

Les obsèques auront lieu le mercredi 21 novembre, à 15 heures, en l'abbaye de Pradines, 42630 Regny.

- M^{me} Paul Falconetti, M. et M^{me} Jacques Falconetti et leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Jeanne Falconetti, Le docteur et M^{me} Jean Bozzi et leurs enfants, M^{me} Xavier Bozzi,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul FALCONETTI, ingénieur géographe en retraite,

survenue dans sa quatre-vingt-dixième année, le 14 novembre 1984, à son domicile, 18, l'Esplanade-de-Roux, 13004 Marseille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Françoise Ferrier, Michèle Ferrier, font part du décès de

M. François FERRIEU, ancien élève de l'Ecole polytechnique, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918.

le 24 octobre 1984.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité en l'église de la Sainte-Trinité.

58, rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris, 2, rue Maleville, 75008 Paris.

- M. et M^{me} Jean Fouquet, ses enfants, ses petits-enfants, son arrière-petit-fils,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean FOUQUET, chevalier des Arts et Lettres,

survenue, dans sa quatre-vingt-dixième année, le 12 novembre 1984, à son domicile, 95, avenue Pierre-Grenier, 92100 Boulogne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jacques GARDY, notaire honoraire,

rappelé à Dieu le 18 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-dixième année.

De la part de

M^{me} Jacques Gardy, son épouse,

M. et M^{me} Robert Gardy, son frère et sa belle-sœur,

M^{me} Robert Prud'homme, sa belle-sœur,

M. et M^{me} Philippe Bejot et leurs enfants,

M. et M^{me} Dominique Gardy et leurs enfants,

M. et M^{me} Patrick Ambelouis et leurs enfants,

M. et M^{me} Christophe Prud'homme et leurs enfants,

M. et M^{me} Nicolas Prud'homme, ses neveux et nièces,

Des familles Naret, Jacquot, Peyret, Lebel, Allart, ses oncles, tantes et cousins.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 22 novembre 1984, à 10 h 30, en l'église Saint-Augustin, sa paroisse.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Boyer, M. Christian Badaroux, M. et M^{me} Jean-Noël Badaroux, ont la douleur de faire part du décès de leur sœur et mère,

M^{me} Marie-Thérèse GUÉRIN, médaille militaire, croix de guerre 1939-1945, croix des Combattants volontaires 1939-1945,

survenue le 16 novembre 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 21 novembre, à 10 heures, en l'église du Louzac (Cotère).

11, avenue de la République, Paris-11^e.

Nous remercions, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de presse une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- M. et M^{me} Jean-Michel Clément et leurs enfants, M^{me} Danièle Guyot et ses enfants, M^{me} Marianne de Noail et ses enfants, Les familles Guyot, Ainot, Bulte et Siro,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Charlotte GUYOT,

survenue le 17 novembre 1984, dans sa soixante-neuvième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Dole (39). Villers-Robert (39).

M. Edouard Muller, son épouse,

M. et M^{me} Jean-Louis Muller, M. et M^{me} Bernard Collin, M. et M^{me} Jacques Senequin, ses enfants, Pierre, Laurent, Rémi, ses petits-enfants, Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne MULLER, née Aymé,

survenue à Dole le 15 novembre 1984.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité le lundi 19 novembre, en l'église de Villers-Robert (39), suivies de l'inhumation dans la sépulture familiale de Villers-Robert.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Brive (19).

M^{me} Robert Nestor, son épouse, Jean et Dominique, Pierre et Sébastien, ses enfants, Hugues, Antoine, Jérôme, Raphaël, ses petits-enfants, Son beau-frère, Sa belle-sœur, Ses neveux et nièces, Cousins et cousines, Et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert NESTOR,

survenue le 18 novembre 1984, à l'âge de soixante-douze ans, en son domicile, 27, rue Navier, à Brive.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 21 novembre 1984, à 10 h 45, en l'église Saint-Martin.

Réunion à l'église, à 10 h 30.

« Ce jour-là, quand le soir fut venu, Jésus dit passons à l'autre rive. » (Marc IV, verset 35.)

Ce présent avis tient lieu de faire-part.

- La famille et les amis de

Yves ORGEBIN, réalisateur TV,

ont la profonde tristesse de faire part de son décès, survenue le 2 novembre 1984.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité de la famille, et il repose désormais en terre bretonne, au cimetière de Questembert (56000).

- M^{me} Dominique Vasseur, son épouse, Sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Hubert VASSEUR,

survenue le 18 novembre 1984.

Une service religieux sera célébré le mercredi 21 novembre en l'église Saint-Jacques d'Abbeville.

86, rue des Callots, 93100 Montreuil.

- M^{me} et le docteur Charles Zerah M^{me} et M. Michel Azaou, M. et M^{me} Jacques Zerah, M. et M. André Zerah, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Sion-ZERAH, née Naoette Blumstein, ancienne institutrice de l'Alsace française à Tunis,

survenue le 17 novembre, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 19 novembre au cimetière parisien de Pantin.

6, résidence Beethoven, 95500 Clichy.

Services religieux

- L'ambassade de Brésil invite la colonie brésilienne en France à assister, le jeudi 22 novembre 1984, à 12 heures, à l'office religieux qui sera célébré à l'église Notre-Dame-de-la-Consolation, 23, rue Jean-Goujon, 75008 Paris, à l'occasion de la Journée nationale d'action de grâce.

Communications diverses

- Société des études romaines : lundi 26 novembre, à 17 h 15, dans la salle VI du Collège de France, conférence de M. Gastonier, professeur honoraire à l'université Paris-IV (Paris-Sorbonne) sur « Ernest Renan, journaliste ».

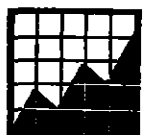
- Le 22 novembre, à 20 h 30, salle CEMD, 48, rue de Richelieu, Paris-1^{re}.

« Le marinisme et l'ordre des chevaliers martinistes », par Pierre et Andrée Crimetz.

	La Parole	La Parole TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	La Parole	La Parole TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25



France Loisirs
le plus grand club de livres

Directeur administratif du personnel
H/F

Dépendant du Directeur administratif, il supervisera les services paie, personnel, entretien et sécurité (15 personnes).
A ce titre, il prendra en charge tous les aspects administratifs de la fonction.

- Gestion administrative du personnel (1600 personnes) : contrats de travail, horaires, réglementation, législation sociale, ... en liaison constante avec notre Responsable Juridique.

- Service paie : spécialiste en ce domaine, il se tiendra au courant de l'évolution de la législation et des techniques informatiques et veillera à leur application. Il suivra également la participation aux bénéfices et sera responsable du tableau de bord, du bilan social et des statistiques.

- Service entretien et sécurité : ses compétences techniques lui permettront de superviser ce secteur.

De formation supérieure (université, grandes écoles, ingénieur intéressé par les relations humaines, etc.), le candidat pourra valoriser une expérience réussie de plusieurs années en tant que Chef du Personnel d'une unité moyenne. Une personnalité à la fois sûre et affirmée, ainsi qu'une maîtrise des aspects opérationnels de la fonction, constitueront des atouts pour une intégration rapide.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à Danielle LECHARPENTIER - FRANCE LOISIRS B.P. 6 - 75725 Paris Cedex 15.

Entreprise de biens d'équipements de la maison en fort développement recherche son Directeur Administratif et Financier

35 ans minimum.
Formation Supérieure Ecole de Commerce + DECS.
Il aura la responsabilité complète de l'organisation administrative et du contrôle de gestion de la société.
Une expérience d'audit financier réussie serait un atout.
Le poste est basé à PARIS.
Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 30893 sur enveloppe à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

JEUNE DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

Équipements électroménagers spécialisés pour industries diverses (chimie, mécanique, alimentaire, appareils électroménagers, etc.).
Ingénieur électromécanicien ENSI - INSA ou similaire - 5 à 10 ans expérience vente et organisation technique-commerciale.
Une entreprise de nouveau développement en expansion rapide, recherche un jeune homme dynamique, sérieux, capable de développer un CA important, rentable et assurer le service de clients français.
Atouts : salaires élevés, avantages sociaux, possibilité d'achat d'actions.
Adresser CV et photo à : SELETEC 67000 STRASBOURG CEDEX

LE CENTRE D'ACTION CULTURELLE DE CHELLES recherche UN DIRECTEUR

(Prise de fonction définitive au plus tard le 1^{er} février 1985)
Profil du poste :
- Qualités de gestion administrative et financière (budget : environ 4.500.000 F)
- Expérience pluridisciplinaire, s'appuyant sur une équipe réduite.
- Compétences en matière de production et de programmation théâtrale (convention avec une troupe d'implantation).
- Développement de l'activité musicale et/ou chorégraphique.
- Salaires : grille SYNDICAT.
Candidatures : devront parvenir avant le 30 novembre 1984 au : Président du Centre d'action culturelle, Place des Martyrs de Châteaubriant, 77500 Chelles.
Accompagnées d'un C.V., d'un projet artistique et culturel.
Le conseil d'administration ne pourra prendre en compte que les candidatures susceptibles de recevoir l'agrément de la ville de Chelles et de la direction du développement culturel.

Jeune Directeur d'Agence Bancaire

Normandie
Groupe bancaire français (1000 personnes), bien implanté à Paris et en province, recherche le Directeur de l'agence (4 personnes) d'une ville proche du Havre. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé ayant déjà dirigé un piquet d'importance semblable et possédant la pratique des opérations bancaires avec les clients commerciaux et privés (placements, crédits). A la rémunération enviable s'ajoutent la mise à disposition d'un logement et les avantages annexes y afférents.
Envoyer votre CV sous référence LM/1136 aux consultants chargés de cette recherche.

PLEIN CADRE
350, rue de Valenciennes 75015 Paris

DIRECTEUR DU SERVICE RELATIONS HUMAINES
Maîtrise Droit, Sciences Economiques ou équivalent.

Mission :
- Gestion du Personnel,
- Politique des salaires et avantages sociaux,
- Amélioration des conditions de travail et de sécurité,
- Formation.

5 à 10 ans d'expérience : gestion du personnel, relations industrielles, problèmes du droit du travail, sont nécessaires.

Ad. CV dét. ss. réf. 1105 à seletec 67000 STRASBOURG CEDEX

responsable études techniques
HAUT NIVEAU
pour animer des groupes d'études et de recherches en économie d'entreprise

PARIS
Un Organisme Professionnel recherche un ECONOMISTE de bon niveau, Homme ou Femme.

• 32 ans minimum.
• Formation Grande Ecole Commerciale (option Economie ou Fiscalité), Diplôme en Economie ou en Gestion ou équivalent.
• Expérience indispensable de la rédaction d'ouvrages techniques.

Le poste conviendrait à un candidat passionné par les problèmes techniques de gestion financière et comptable, ayant la goût du travail en groupe et le sens de l'organisation pour le suivi de nombreux projets.

La rémunération, attractive, sera fonction de l'expérience du candidat.
Les Economistes intéressés envoient leur dossier de candidature sous référence 246-M G à : Elisabeth et Didier FRENCH 47, rue Marceau 75016 Paris

QUOTIDIEN REGIONAL recherche UN SECRETAIRE DE REDACTION CONFIRME

Éc. à L'YVONNE REPUBLICAINE 8-12, rue de la République 89000 Auxerre.

Ville de BAR-LE-DUC (Meuse) 20.000 habitants, centre d'urgence : CHARGÉ DE MISSION, expérimenté, responsable des secteurs :

• Développement ;
• Économie ;
• Aménagement du territoire ;
• Formation.

Conditions exigées : Licence en droit ou diplôme équivalent en Sciences économiques - bonne maîtrise de la langue allemande.
Carrière en 8 échelons : Indice brut 450 pour le 1^{er} échelon et 785 pour le dernier.
Adresser candidature et curriculum vitae à Monsieur le Directeur de la Ville de BAR-LE-DUC pour le 15 décembre 1984 au plus tard.



emplois régionaux

INGENIEUR D'AFFAIRES
dans une entreprise B.T.P.

Vous aimez affronter les situations nouvelles et travailler de manière autonome avec objectifs.

Nous sommes un des premiers Groupes Français du B.T.P.

Nous vous proposons de prendre en charge l'activité commerciale de recherche, montage, bouclage des études de prix et négociation d'affaires sur le SUD-EST (poste basé à MARSEILLE).

Merci d'envoyer CV détaillé, photo, rémunération actuelle et souhaitée sous référence COM 102 à COFAP - 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.

Vous pouvez préciser le nom des entreprises auxquelles votre candidature ne doit pas être transmise.

COMMUNICATION ET PUBLICITE

Biens d'Équipements, Société leader commercialisant dans le monde entier ses produits. EPROUVE LE BESOIN DE MIEUX COMMUNIQUER et de MIEUX GERER SON BUDGET PUBLICITAIRE, aussi elle recherche son

RESPONSABLE INTERNATIONAL
(Homme ou Femme)

Avant une expérience d'agence ou d'entreprise, vous êtes un PROFESSIONNEL AYANT FAIT SES PREUVES. Bénéficiant d'une LARGE AUTONOMIE, vous apporterez VOTRE POTENTIEL et VOTRE EFFICACITE dans ce nouveau poste.

Votre action se situera tant sur le plan relationnel, que publicitaire ou public promotionnel et vous serez chargé de veiller à utiliser rationnellement un budget important, environ 5% du C.A. annuel.

Nous apprécierons votre MAÎTRISE DE LA LANGUE ANGLAISE et votre lieu de résidence sera à DIJON (21) en BOURGOGNE.

Adresser lettre manuscrite - C.V. - photo et salaire actuel sous Réf. 1761.
Le dossier de votre candidature sera traité rapidement.

CONSEIL EN RECRUTEMENT RESULTATS

7 place Darcy - BP 1368 - 21051 DIJON Cedex

CRÉDIT AGRICOLE CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA BRIE

Gérer et optimiser nos ressources humaines

Agé(e) de 28 ans minimum, vous avez après des études supérieures (ESC, Psycho-socio, ou DESS Gestion du Personnel...) acquis une première expérience d'environ 3 ans au sein d'un service du personnel, de préférence dans une entreprise du secteur tertiaire.

Nous vous proposons de prendre en charge, sous l'autorité du Chef du Département Relations Humaines, l'application de notre politique sociale.

Vous devrez ainsi favoriser le développement des ressources et du potentiel humain de l'entreprise, en mettant en œuvre une gestion dynamique des carrières : procédure d'accueil, recrutement interne et externe, mobilité, développement individuel, système d'apprentissage, recherche et gestion des filières...

Vous veillerez également à l'application et au respect des procédures liées à la législation sociale.

Nous vous remercions d'adresser, pour un premier contact, votre dossier de candidature (CV, lettre, photo) en indiquant votre rémunération actuelle, à notre Conseil, sous référence 6040MCR.

17 rue Courmeaux - 51054 Reims Cedex.
58 avenue de Wagram - 75017 Paris.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

PETITJEAN S.A.

Société métallurgique spécialisée dans les équipements pour lignes électriques au CA de 500 Millions de F.
Nous souhaitons intégrer dans le cadre de notre développement

CHEFS DE PRODUITS 240.000 F

Sous l'autorité directe du Directeur Commercial Grand Export, vous aurez la responsabilité des ventes de nos supports électriques et de tous nos produits et techniques.
Vos activités consisteront à développer à l'échelle mondiale - en dehors des zones de la Direction Commerciale Europe - les ventes de pylônes de transmission d'énergie et poteaux de distribution, ainsi que de tous produits fabriqués dans nos usines, avec le soutien de la Direction Technique pour l'élaboration des cahiers des charges.
En contact avec les agents ou représentants locaux, vous veillerez à la bonne exécution des commandes. Mobile, vous consacrez 60% de votre temps à la visite de la clientèle.

Vous avez entre 30 et 35 ans, une solide formation d'ingénieur électricien ou électromécanicien, complétée par une première expérience du commerce international.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à Direction du Personnel PETITJEAN S.A. 510 X - 10080 Troyes Cedex.

INFORMATIS

INGÉNIERIE PROJETS CAO ROBOTIQUE INGENIEURS-SYSTEME

3 ans d'expérience OPERATING SYSTEME pour personnes à d'importantes projets de CAO et ROBOTIQUE. Fréquent déplacements : U.S.A., ESPAGNE, ITALIE, GRÈCE, ALLEMAGNE. Véhicule fourni pour la région parisienne.

INGÉNIEURS LOGICIEL
3 ans d'expérience en SOFT de base. Meilleure connaissance TRANSPAC.

INGÉNIEURS-SYSTEME
PROCESSUS INDUSTRIELS MITRA-PDP 11 - SOLAS

INGÉNIEURS LOGICIEL
3 ans d'expérience en applications. MOTOROLA-68000, langage C. 25, r. Desbrosses 921, 92175 BOULOGNE

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS FRANÇAISE

RECHERCHE POUR AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES

TACHES :
- Tenue de la comptabilité Générale et analytique
- Établissement du bilan fiscal et social
- Gestion du Personnel
- Relations avec Banques et Administration
- Établissement des situations mensuelles et suivi de tableaux de bord
- Candidats 30 - 35 ans
- Diplômés Enseignement Supérieur ou Professionnel ayant expérience 10 ans
- Connaissance plan OCAM et plan comptable français
- Expérience Afrique Noire sera un atout
- Anglais souhaité.

RÉMUNÉRATION :
- Fonction de l'expérience + avantages liés à expatriation

Envoyer C.V. + photo + rémunération actuelle à : RÉCIE-PRESSE sous n° 69.184 M. 7, rue de Montessuy - 75007 PARIS.

مكتبة النجف

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Ingénieur planigrammes PERT

Côte d'Azur

Etablissement scientifique de recherche et développement, nous travaillons dans un secteur de techniques de pointe pour la Marine Nationale. Chargé de la cellule PERT, vous serez intégré au service Programmes et assurerez la mise en œuvre ainsi que le suivi des planigrammes pour tous les programmes confiés à l'établissement.

Jeune ingénieur en mécanique de préférence

ENSAM, ENSI, ECAM, INSA.

vous serez en liaison avec la Direction des Programmes et les services d'exécution. Vous animerez les séances d'information, d'interviews et de réduction de délais.

Votre esprit de synthèse, allié au goût du travail en équipe et au sens de l'organisation, vous permettront de réussir dans cette fonction, puis d'évoluer probablement vers l'organisation de programmes (informatisation de gestion).

Anglais et connaissances PERT souhaitables.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions sous réf. 8424/VM à J. Carloti - CAPFOR - C.A. Evolic - La Bastide Blanche - 13127 VITROLLES CEDEX qui traitera confidentiellement les candidatures.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES
ANGERS - BREST - MONTLUCON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

BIENS D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

FABRICANT FRANÇAIS, nous connaissons une FORTE CROISSANCE tant en FRANCE qu'à l'ÉTRANGER (Filiales et Export). NOTRE ÉVOLUTION nécessite au sein de notre service RECHERCHE et DÉVELOPPEMENT (14 pers. âge moyen : 32 ans) la CRÉATION d'un poste où vous serez :

INTERLOCUTEUR TECHNIQUE

auprès des services marketing et ventes

INGÉNIEUR D'EXCELLENT NIVEAU, vous serez le SUPPORT TECHNIQUE INDISPENSABLE à nos spécialistes marketing études produits. APTE À APPRÉHENDER l'adéquation de nos projets au marché, FAISANT PASSER VOS CONNAISSANCES à nos équipes commerciales pour encore plus d'efficacité.

Bien sûr vous possédez de grandes qualités humaines de communication et d'objectivité, vous parlez ANGLAIS couramment et vous avez peut-être déjà des connaissances en chauffage - ventilation ou régulation. REMUNÉRATION À LA HAUTEUR DU POSTE. Résidence en Bourgogne à DIJON (21).

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire actuel sous Réf. 1760

la copie de votre lettre à : CAPFOR - C.A. Evolic

CONSEIL EN RECRUTEMENT

7 place Darcy - BP 1388 - 21051 DIJON Cedex



GRAFFENSTADEN

Division Engrenages

Réducteurs et multiplicateurs de vitesse - 180 personnes - 18 cadres - C.A. 84 : 90 MF

Ingénieur d'Affaires

Nos produits de haute performance et de haute technologie bénéficient d'une solide réputation en FRANCE et en EUROPE. Sur le marché du Turbopompe, nous comptons parmi les 10 premiers mondiaux.

Nos perspectives d'avenir nous amènent à renforcer notre équipe commerciale et à confier à un jeune Ingénieur une mission axée sur le développement France et International :

- valoriser une partie du portefeuille clients français regroupant de grands noms de l'industrie,
- étudier les nouvelles filières européennes accessibles et nouer les contacts correspondants,
- développer le secteur prescripteur de l'ingénierie,
- conforter notre présence sur les appels d'offres internationaux et les soumissionner,
- collaborer à la mise en œuvre du Marketing-mix industriel et participer à la promotion de notre image.

30 ans environ, de formation ENSAM, IDN, INSA, etc... complétée par un cycle de gestion ou marketing, il peut justifier d'une 1^{re} expérience d'affaires acquise de préférence en PMI ou nous convaincra de son potentiel commercial, après un passage en BE ou Production. L'Anglais est impératif, l'Allemand un atout supplémentaire. Poste basé à STRASBOURG. Environ 2-3 du temps en déplacement. Rémunération à débattre.

Merci d'écrire à Catherine de BOISJOLLY, sous la référence EM-2171, en joignant à votre dossier de candidature une photographie récente.

COEVES

Département Recrutement

12, rue de Chazelles 75017 Paris

Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement



cori CONSEIL ET RÉALISATION EN INFORMATIQUE

Dans le cadre de son développement géographique CORI recherche pour LYON, GRENOBLE, MARSEILLE

en INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Automaticiens confirmés

2 ans d'expérience temps réel acquise sur matériel SOLAR, MITRA, DIGITAL, HEWLETT PACKARD ou MICROS. réf. 1123

en INFORMATIQUE DE GESTION

Ingénieurs confirmés

2 ans d'expérience en grands systèmes IBM ou Bull et maîtrisant les réseaux ou bases de données. réf. 1104

Ces postes offrent de réelles perspectives d'évolution pour des candidats de valeur. Adresser candidature, C.V. et photo en indiquant la référence et le lieu de travail souhaité à CORI, 17 quai Gillier, 68004 LYON.

MEMBRE DE SYNTHESE

L'ACTION : UN PARTI PRIS POUR THOMSON SEMICONDUCTEURS

Au cœur de la révolution électronique, face à la compétition internationale, THOMSON SEMICONDUCTEURS se sont dotés d'Agir, Analyser, Structurer, Investir : nous avons tout remis en question. Nos stratégies, nos technologies, nos organisations. Avec l'appui du Groupe THOMSON, l'un des plus grands professionnels de l'électronique mondiale, nous nous sommes dotés de moyens considérables en matière de production, de recherche et de développement (secteurs dans lesquels nous doublons, cette année, nos investissements). Nous disposons de services techniques de premier ordre. Nos clients, impliqués dans les plus grandes réalisations (ARIANE, MIRAGE 2000, TGV, AIRBUS...) sont de plus en plus nombreux à reconnaître le SAVOIR-FAIRE THOMSON SEMICONDUCTEURS : avec un taux de progression de 60% par an, notre activité représente une force nouvelle sur le marché mondial des semiconducteurs. Mais nous devons persévérer : pour maîtriser toujours mieux notre croissance, nous décentralisons notre service PRODUCT MARKETING. Notre centre d'étude et de fabrication d'AIX-en-PROVENCE recherche :

LE PRODUCT MARKETING MANAGER DES TRANSISTORS DE PUISSANCE

(Réf. 100/M)

LE PRODUCT MARKETING MANAGER DES REDRESSEURS

(Réf. 101/M)

LE PRODUCT MARKETING MANAGER DES DIODES ZENER

(Réf. 102/M)

Dans le cadre du plan à moyen terme, vous êtes responsable (objectifs, réalisation, contrôle) de :

- la pénétration du marché mondial,
- la marge brute.

Avec votre équipe, vous coordonnerez les actions commerciales liées à vos produits (promotions, support technique...).

De formation ingénieur, vous avez acquis une expérience approfondie des techniques et du marché relatifs aux produits dont vous êtes en charge.

DES INGÉNIEURS PRODUCT MARKETING

(Réf. 103/M)

Vous contribuerez aux objectifs de votre équipe pour une famille de produits spécifiques.

De formation ingénieur, vous avez quelques années d'expérience dans le développement, la fabrication ou l'utilisation de composants et vous désirez évoluer vers des fonctions de marketing.

Pour tous ces postes : la connaissance de l'anglais est indispensable et d'autres langues appréciées. une grande disponibilité est requise.

Votre sens des responsabilités et vos qualités humaines vous conduiront à vivre les expériences les plus diverses dans toutes les fonctions, dans tous les domaines de l'ÉLECTRONIQUE THOMSON.

Nous mettons à votre disposition tous les moyens du succès. Avec nous, prenez le parti d'agir :

Adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée, en mentionnant la référence du poste à Olivier ORSINI - THOMSON SEMICONDUCTEURS, 15, avenue Camille-Pelletan - B.P. 57, 13602 AIX-EN-PROVENCE.

LA PERFORMANCE PAR LES HOMMES

THOMSON
SEMICONDUCTEURS



CRÉDIT AGRICOLE

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT
AGRICOLE MUTUEL DE LA BRIE

Concevoir et mettre en œuvre notre nouveau système comptable

Agé(e) de 30 ans minimum, de formation supérieure (ESCP, ESSEC, HEC, Expertise Comptable ou Méthodes) vous bénéficiez d'une première expérience d'au moins 3 ans au sein d'un cabinet d'audit ou d'expertise comptable, de préférence enrichie par une connaissance du milieu bancaire. Vous maîtrisez évidemment l'outil informatique.

Auprès du Chef du Département Financier, vous aurez la responsabilité de la bonne application de notre système comptable. Vous devrez pour cela auditer nos chaînes comptables, définir et élaborer les procédures, en étroite concertation avec les utilisateurs finaux, en réaliser la mise en œuvre et contrôler sur le terrain le bon fonctionnement du système.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 60 50MCR, à notre Conseil,

17 rue Courmouss - 51054 Reims Cedex,
58 avenue de Wagram - 75017 Paris.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT
MOORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

LN.R.A. - PHYSIOLOGIE ANIMALE INGÉNIEUR DE RECHERCHES 2 A

(Diplômé grande école ou doct. 3^e cycle)

SPÉCIALITÉ : Biologie moléculaire du développement.

AFFECTATION : Région parisienne.

ACTIVITÉ : Ingénieur, chargé de recherches sur la biologie moléculaire des stades précoces du développement de l'embryon des ruminants. Les recherches porteront au départ sur l'élucidation du chromosome qui détermine le sexe et de séquences nucléotidiques spécifiques.

Les techniques nécessaires sont la culture de cellules et la biochimie de l'acide nucléique.

Adresser : dossier complet (lettre de candidature, photocopie diplôme, C.V., photo récente, note manuscrite 1 page sur motivations, fiche individuelle d'état civil et de nationalité française avant le 28 novembre, délai de rigueur à :

Département Physiologie animale,
LN.R.A. 37380 NOUZZILLY,
Téléphone (47) 64-55-65.

JEUNE CADRE FINANCIER EXPORT

HEC - ESSEC - ESC - IECS

Un très important constructeur de matériel de l'Est, réalisant un CA élevé à l'exportation recherche un jeune ingénieur commercial, parlant bien l'anglais - l'allemand ou l'espagnol pour prendre la responsabilité de dossiers tels que : financement d'exportations, polices Coface, suivi juridique et financier d'importants contrats, au sein d'une équipe spécialisée.

Il participera aux négociations des contrats en liaison avec les ingénieurs technico-commerciaux.

Brefs déplacements intermittents.

Deux à trois ans d'expérience (Exportations biens d'équipements, techniques financières export) souhaitées.

Résidence ville de l'Est, agréable région touristique.

Adr. CV dét.
ss. réf. 1113 à

selelec
67000 STRASBOURG
Cedex

Société aux activités diversifiées fabriquant
des biens d'équipement vendus dans le monde entier
Export 50% - C.A. en expansion constante
recherche

SON CONTRÔLEUR DE GESTION

Cette personne de niveau ingénieur ou technicien supérieur aura acquis une formation complémentaire en gestion (ICG par exemple). Elle possèdera une expérience industrielle en gestion de plusieurs années.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

CELLIER S.A.

BP 603 - 73106 AIX-LES-BAINS

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



EVREUX

En Normandie, à la fois proche de PARIS, de ROUEN, LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'EURE à EVREUX recherche :

ORGANISATEUR H/F

(DEBUTANT ou EXPERIMENTE)

- dans le cadre de son DEVELOPPEMENT.
- Etudes supérieures (Ingénieurs, Ecoles de Commerce...)
- Motivé par l'évolution de l'organisation bancaire et l'amélioration des procédures et des circuits Agences / Siège.
- Capable de choisir des systèmes informatiques adaptés en mains et de les mettre en place.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à : Monsieur le Chef du Département du Personnel - C.R.C.A.M. de l'Eure - B.P. 422 - 27004 EVREUX

une carrière dans le bon sens

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS

PROFESSEUR

exp. pratique VIF et DUV, adjuvant, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent. Écrire s/r T 069.078 M. NÉE-PRÉSSE, 7, r. de Montreuil, Paris-7.

Le Département de Mécatronique de l'UNIVERSITÉ DE SAVOIE recherche un

INGÉNIEUR

SYSTÈME

poste basé à ANNÉCY (Haute-Savoie). Rens. et candidat, avant le 23 novembre 1984 à : Secrétaire du Département de Mécatronique - 41, av. de la Plaine BP 808 - 74018 Annecy Cedex.

94 ÉDITION DE DISQUES

ASSISTANTE

SERVICE EXPORT

(ANGLAIS)

Tél. : (02) 76-51-02.



usine de Boigny - Orléans

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES H/F.

• MÉCANICIENS • ELECTROMÉCANICIENS • GÉNÉRALISTES • INFORMATIENS.

- Certains postes s'adressent à de jeunes ingénieurs débutants.
- D'autres nécessitent une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel.

Dans leurs spécialités, ils auront pour mission d'assurer le support technique d'une ligne de fabrication. Ces postes peuvent évoluer vers des fonctions industrielles différentes et permettre un développement de carrière intéressant.

L'un de ces postes sera plus particulièrement orienté vers la formation des spécialistes et cadres techniques de l'usine. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'envoyer votre lettre de candidature et C.V. détaillé à : Scribe - 4, avenue Hoche 75008 Paris, en mentionnant la référence BI-M.

MASH

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

FÉDÉRATION d'ORGANISMES

LOGEMENT SOCIAL

DIRECTION DES ÉTUDES :

CHARGÉ (E)

d'ÉTUDES

ÉCONOMIQUES

JURIDIQUES

et FINANCIÈRES

La candidate de formation

supérieure (Maîtrise)

Sciences Eco., Sciences Po, ou

équivalent aura accès à une DRE-

RENCE de plusieurs années dans

le secteur du logement social.

Il s'agit d'une petite

équipe au sein de laquelle :

- il devra suivre l'actualité en matière de logement (régulation, réglementation, pressions...)
- il réalisera des études générales, ou ponctuelles documentaires sur l'évolution de la préparation de décisions opérationnelles.
- il aura en charge la préparation, l'animation et le suivi de réunions et de manifestations diverses au sein de la Fédération.
- il informera, formera, assistera, conseillera les adhérents.

OUVERTURE D'ESPRIT et

INVENTION, SÉLECTIVITÉ et

RIGUEUR sont les qualités indispensables du candidat

qui présentera en outre

LE SENS DES CONTACTS

HUMAINS et de BONNES

FACILITÉS PÉDAGOGIQUES.

Ad. lettre manuscrite + C.V.

indiquant dernier salaire perçu à

PUBLICITÉ ORBIS-ÉA

28, av. Fr.-Roosevelt Paris-8.

SOCIÉTÉ ÉTUDES ET CONSEIL

Paris 15

C.A. 25 M.F.

COMPTABLE

B.T.S. ou équivalent.

2-3 ans exp. minimum pour

comptabilité générale clients et

fournisseurs, maîtrise

informatique appréciée.

Ad. lettre + prix. à

EUROGESTION

sous référence PM,

17, rue Lagrange,

75008 Paris qui transmettra.

PARIS

Cabinet de recrutement de

haute notoriété recherche

UN CONSULTANT

ayant une expérience de 2 à

3 ans minimum dans la recher-

che et la sélection de cadres.

Acceptation des formations de

natures diverses ou un vantage

point de vue de l'industrie. Le poste

exige des capacités de diagno-

stique et d'organisation et n'impli-

que pas d'action commerciale.

Bonne connaissance

de l'anglais souhaitée.

Adressez candidature et C.V.

sous référence 11.520 à

Emplois et Entreprises

18, rue Volney, 75002 Paris.

Association de formation Ré-

gion Nord de Paris recherche

formateur (trice) niveau ingé-

nieur agricole, connaissances

informatiques.

Expérience professionnelle.

Rens. s/r B.O. 1, le Moule Pub.,

service ANNONCES CLASSES,

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SOCIÉTÉ CHERCHE

AMBASSADRIQUES

AGENTS DE COMMERCE

sur Ile-de-France et

SURSE NORMANDE

Pour produits d'assurances

se présenter BESOIN 15, av.

Vincennes, 75012 Paris.

INRA

Institut national de la recherche

agronomique recherche un

INGÉNIEUR

BOTANIQUE

APPLIQUÉE

Niveau Bac + 4

Env. C.V. et lettre de motiva-

tion à INRA

Pathologie végétale

16, rue Claude-Bernard

75005 PARIS.

Une université américaine

cherche

PROFESSEURS

d'ARCHITECTURE

d'HISTOIRE DE FRANCE

DE SCIENCE POLITIQUE

ET DE MUSIQUE

pour donner des cours de 12

semestres à Paris à partir de fin

août 1985. Salaire 2000 dol-

lars, connaissances de l'anglais

indispensable. Pour plus d'in-

formation, envoyer lettre et

C.V. à R.A. Cohen, Director of

Studies Abroad, James Mad-

ison University, Harrisburg,

Virginie 22207, U.S.A.

Date limite d'envoi : 7 déc.

Directeur
du département production

300.000 F +

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL, qui étudie, réalise et vend des biens d'équipements, recherche le Directeur de son Département Production.

Membre du Comité de Direction, il sera chargé de fournir aux départements commerciaux, l'ensemble des matériels nécessaires à l'exécution des commandes, en respectant les impératifs de délai, qualité, coût. Les matériels sont soit achetés, soit réalisés en sous-traitance.

Il assurera les services : achats, inspection, expédition, gestion des stocks. Ce poste conviendrait à un ingénieur, ayant une solide expérience de production dans le secteur mécanique, moyenne série, et témoignant de très réelles qualités de gestionnaire, d'animateur, d'organisateur et de négociateur. Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.

Écrire sous réf. KA 237 AM.

Discrétion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris

Responsable
technico-commercial

IMPORTANTE SOCIÉTÉ "MÉCANIQUE AUTOMOBILE" (1 milliard de francs CA) en bonne santé économique et financière, filiale d'un grand groupe mondial (50.000 personnes), recherche un Ingénieur Technico-Commercial "Senior" (diplômé AM ou équivalent) pour développer une ligne de produits devant représenter 200 millions de CA.

Il aura à dynamiser une équipe commerciale connaissant déjà le marché et le produit. Si vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans un domaine industriel au cours de laquelle vous avez démontré des qualités de vendeur et votre potentiel d'animateur et si vous parlez couramment l'anglais, nous aimerions vous rencontrer. Remunération très attractive liée aux compétences du candidat.

Lieu de travail : banlieue ouest Paris.

Écrire sous réf. VF 233 CM.

Discrétion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris

BIENS D'ÉQUIPEMENTS (POMPES)

Directeur
d'un centre de profits

350.000 F +

UN GROUPE INTERNATIONAL RENOMMÉ, qui étudie, réalise et commercialise des biens d'équipements, recherche le Directeur de son département "Pompes".

Il assurera des responsabilités complètes de "chef d'entreprise", animera et coordonnera des services : études techniques, marketing, ventes, après-ventes, gestion commerciale. Il fera partie du Comité de Direction de la société.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, ayant une expérience solide et réussie dans la vente des biens d'équipements. La connaissance du domaine des pompes serait un atout sans être indispensable. Préférence sera donnée à un candidat ayant les qualités d'un manager, polyvalent, capable d'assurer la planification à long terme ainsi que l'animation et la gestion concrètes, sur le terrain. Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.

Écrire sous réf. ZJ 236 AM.

Discrétion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris

Ingénieur qualité

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE (1 milliard de CA), toujours en expansion, filiale d'un grand groupe mondial, recherche un Ingénieur Qualité confirmé.

Il sera chargé de définir et mettre en place les actions visant à développer le plan assurance qualité :

- définition des moyens et méthodes,
- élaboration des procédures,
- analyse des litiges, expertises internes et en clientèle,
- définition et maintenance des moyens de mesures et de contrôle,
- développement des cercles de qualité.

Il animera pour cela une équipe d'environ 15 personnes. Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé UTC, AM, INSA... mécanicien ou électromécanicien, ayant 3 à 5 ans d'expérience dans la qualité de produits pour l'aéronautique ou l'automobile, désireux d'évoluer vers des responsabilités plus larges.

Déplacements à prévoir. Anglais nécessaire.

Poste : banlieue ouest Paris.

Écrire sous réf. UE 232 CM.

Discrétion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris

Créer et développer
un département automates
programmables

UNE PME DYNAMIQUE, bien implantée dans l'étude et la réalisation d'installations en électricité et électromécanique industrielle, recherche un Ingénieur pour mettre en place et animer une équipe consacrant son activité à la commande de processus industriels par automates programmables.

Ce poste conviendrait à un jeune ISEP, ISEN ou école équivalente, ayant 2 à 3 ans d'expérience dans les automatismes industriels, désireux et capable :

- de constituer, former, diriger une équipe de techniciens chargés des études, de la réalisation et de l'élaboration des gammes de maintenance et des interventions sur le terrain;
- d'assurer les relations technico-commerciales avec les clients;
- d'intégrer cette activité nouvelle au sein de l'entreprise, en sensibilisant et en formant le personnel à ces nouvelles techniques.

Réelles perspectives d'évolution de carrière.

Poste à Dijon. Ordre de grandeur de rémunération : 180.000 F.

Écrire sous réf. WG 234 AM.

Discrétion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris

Responsable des services comptables

Age 30 ans minimum, de formation supérieure grande École de commerce, type HEC, ESSEC, SUP de CO + DECS. Une expérience similaire en entreprise ou probante en cabinet d'audit lui permettra de maîtriser l'ensemble des problèmes d'organisation et d'animation des différents services comptables et para-comptables déjà informatisés dans un souci de continue adaptation au besoin en forte évolution. Dépendant du directeur financier et administratif, il prendra en charge la responsabilité des comptabilités générales et auxiliaires de la société (15 personnes) regroupant toutes les disciplines comptables, juridiques, fiscales : fonctionnement quotidien, harmonisation des procédures, analyse des écarts, mesures correctives, bilans, consolidation des comptes, rapports juridiques, opérations administratives. Homme de dialogue et de communication, il devra collaborer étroitement avec les directions commerciale et technique, et assurer le reporting auprès de la direction générale.

Ce poste charnière ne sera confié qu'à une forte personnalité homme ou femme apte à concilier efficacité, puissance de travail, esprit créatif et goût d'entreprendre.

Adressez votre dossier de candidature complet sous référence 5002 à Télex PA Jonction, 34, bd Hausmann, 75009 Paris, qui transmettra. Discrétion et réponses assurées.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

contrôleurs de gestion

SENIOR

240.000 +

Un groupe international performant spécialisé dans la Distribution de produits métallurgiques (C.A.: 1,8 milliard - 20 filiales situées en Europe et en Amérique du Nord) recherche pour renforcer l'UNITÉ CENTRALE DE CONTRÔLE DE GESTION, des contrôleurs de gestion expérimentés.

Rattachés au Directeur Financier de la Société Holding, et interlocuteurs privilégiés des Directeurs Généraux des filiales étrangères de leur zone géographique respective, ils assureront un travail d'analyse et d'exploitation des résultats permettant de suivre et de contrôler l'activité de ces unités opérationnelles. Ils joueront à leur égard un rôle de conseil et d'assistance.

Ces postes basés au siège Parisien - impliquant autonomie, initiative et rigueur - nécessitent un DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES (HEC, ESSEC, ESC, + DECS) de 23 ans minimum ayant acquis une expérience de 3 ans et plus, soit dans un Cabinet d'Audit Anglo-Saxon, soit dans une entreprise à vocation internationale. Une pratique courante de l'Anglais est indispensable. L'un des postes exige en outre une bonne maîtrise de l'Allemand.

Les dossiers de candidatures - sous référence 2936 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

développer & gérer les ventes de CONTENEURS-CITERNES en ACIER-INOX

300.000 F.

Une SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE BIENS D'ÉQUIPEMENT de renommée internationale (C.A. 900 millions dont 60 % à l'exportation) recherche pour l'un de ses départements actuellement en forte expansion, spécialisée dans la construction de réservoirs en acier spéciaux de haut niveau technologique, un RESPONSABLE COMMERCIAL de l'activité CONTENEURS-CITERNES, représentant un C.A. de 140 MF, en FRANCE et à l'EXPORTATION.

Directement rattaché au DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT, il aura la responsabilité complète de la gestion commerciale de son secteur d'activités, et sera chargé de proposer et de mettre en œuvre une stratégie de développement à l'échelle mondiale. Il animera une équipe de technico-commerciaux assurant les relations avec les clients et la liaison avec l'usine de fabrication spécialisée dans ce genre de matériels.

Cette fonction qui requiert à la fois de très bonnes qualités relationnelles et une grande rigueur, conviendrait à un INGÉNIEUR COMMERCIAL, âgé au moins de 32 ans, de FORMATION SUPÉRIEURE TECHNIQUE ou COMMERCIALE, ayant prouvé au cours d'une expérience dans la vente de biens industriels ses aptitudes à la négociation et à la gestion des affaires. ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE.

Les dossiers de candidatures - sous référence 2939 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

PROMOTEUR EN FORT DÉVELOPPEMENT recherche Responsable de programmes de promotion et de rénovation pour :
- Montage financier
- Gestion programmes
- Recherche d'opérations nouvelles.

Spécialité immobilière acquise chez Promoteur, ou Conseil immobilier ou Investisseur ou Notaire.

Avenir, large autonomie et initiative à l'initiative de l'équipe. Association aux résultats.

Envoyer candidature manuscrite, c.v. et photo à SFP, 2, av. Hoche, 75008 Paris.

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIE
POSITION I ou II
3 ans d'expérience et bonne connaissance en micro-processeurs. Adresser C.V. + lettre manuscrite et prétentions à :

ECE
157, rue Pelleport
75960 PARIS Cedex 20.

V.I.P.S. FRANCE

SAINT-GENEVÈVE-DES-BOIS recherche pour son service APRES-VENTE (Unité centrale périphérique image)

UN TECHNICIEN DE MAINTENANCE
- Formation BTS ou DUT électronique ;
- 2 à 3 années d'expérience acquises chez un constructeur informatique ;
- Bonnes connaissances en MICRO-INFORMATIQUE.

Adresser C.V. + photo et prêt. à M. J. REMY, 15, avenue de l'Orangerie 91540 MENECY.

2 INGÉNIEURS
CONCEPTEURS
Connaissances DLJ
Tél. pour R.V. 784-74-82.

ÉCOLE SECONDAIRE GARÇONS
RÉGION PARISIENNE recherche
RENTRES JANVIER 1985

UN CHEF DE MAISON
pour encadrement et animation d'un groupe d'internes du second cycle. Expérience et qualification intellectuelle souhaitables. Logement familial 3/4 places.

Env. avec C.V., photo et si possible indication téléphone ad. réf. 46.008 à HAVAS CONTACT - 1, pl. du Palais Royal, 75001 PARIS.

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes géophysiques de haute technologie pour la recherche pétrolière. Ces systèmes intègrent les dernières technologies en électronique, mécanique, informatique et physique. Nos perspectives de développement nous permettent de proposer de nouvelles opportunités à

3 Ingénieurs Grandes Ecoles

(Débutants ou 1^{ère} expérience)

auxquels nous allons confier des missions variées au sein de notre

Informatique de gestion

1^{er} poste : Dans un environnement IBM 3033-U et 3083 BX, sous MVS, il s'agit :
- d'assurer la responsabilité du fonctionnement du réseau (400 terminaux utilisant SNA, CICS/DL1)
- de mettre en œuvre des évolutions techniques
- de prendre en charge l'organisation, les méthodes
- de procéder à l'analyse du fonctionnement.

Une première expérience à un poste téléprocessant est fortement souhaitée. Une sérieuse formation initiale (Centrale, Supélec, INSA...) est en revanche indispensable. (Réf. IRES)

2^{ème} poste : Il concerne un ingénieur d'applications débutant. Avec sa formation (Ingénieur Grande Ecole + option informatique si possible), il interviendra dans le cadre de l'évolution des applications existantes, puis dans les nouveaux développements. (Réf. IAP)

3^{ème} poste : Celui-ci s'adresse à un Ingénieur Informaticien, éventuellement doté d'une première expérience système (formation assurée). Dans un environnement très sophistiqué, il travaillera sur les logiciels réseaux et les systèmes de base CICS, MVS. (Réf. ISV)

Ces postes requièrent créativité et sens pratique ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Ils ouvrent des perspectives d'évolution certaines au sein de EPS ou du Groupe Schlumberger, en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature sous référence correspondante à la Direction du Personnel, ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger

Relations du travail : ouverture, sens du dialogue et de la coordination

En 5 à 7 ans de pratique dans la fonction Personnel au sein de grandes entreprises industrielles, vous en avez abordé tous les aspects. Aujourd'hui vous êtes prêt à assumer des responsabilités plus élevées et plus spécialisées :

CHEF DU SERVICE "RELATIONS DU TRAVAIL" :

en relation étroite avec le Directeur des Relations Sociales de notre Groupe, leader du Bâtiment et des Travaux Publics. Vos missions : animer, former et coordonner, afin d'harmoniser les différentes actions au niveau du Groupe.

Préparation des CE, du CCE et des commissions qui en relèvent, développement des cercles de qualité, présidence et animation du CHSCT, conseil juridique auprès des hiérarchies opérationnelles, organisation des stages relations humaines qui leur sont destinés, suivi de la gestion des œuvres sociales... autant d'occasions d'exercer les qualités d'ouverture, de communication et de coordination que nous attendons de vous. A ce poste, basé en proche banlieue sud-ouest de Paris, sont associées une rémunération motivante (+ voiture) et de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 4258 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Vous pouvez préciser les sociétés avec lesquelles vous ne voulez pas entrer en contact.

Trésorier et crédit manager dans une des premières S.S.I.I. en France

Cette opportunité vous est offerte, à Paris, par le GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE : 1 100 personnes, 350 millions de F. de C.A. en 1983, un développement international, une gamme de services étendue.

Rattaché(e) au Directeur Financier et Juridique, vous assurerez la gestion de la trésorerie du groupe et contrôlerez l'application des conditions bancaires. Vous êtes également responsable des recouvrements, fonction que vous créez et à laquelle nous accordons beaucoup d'importance : définition et mise en place des procédures, négociation des conditions de paiement, prise en charge des relances. Votre activité implique de nombreuses relations avec les banques, les entreprises clientes et les directions opérationnelles du groupe.

Vous êtes âgé(e) de 40 ans minimum, vous bénéficiez d'une formation supérieure et vous avez exercé, dans un service financier, une activité semblable à celle que nous vous proposons.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4171, à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI 49, av. de l'Opéra
75002 Paris
SELECTION

MATRA COMMUNICATION

Notre développement sur le marché des terminaux ASC II/Vidéotex traduit notre dynamisme dans le domaine des communications de demain. Nous avons la volonté et les moyens de cette expansion et intégrons à notre Direction commerciale, basée à TRAPPES (78), en création de poste

Chef de produit terminaux bureautique

C'est un poste de responsabilité marketing important :

- Stratégie produits/marketing mix.
- Stratégie long terme.
- Etudes de marché et de l'environnement.
- Plans moyens termes.
- Stratégie de communication.
- Définition de nouveaux produits.

Une bonne expérience dans le domaine télématique-bureautique ou informatique est nécessaire.

Le poste est situé à TRAPPES (78) et nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae, photo et rémunération, sous la référence CP/3821, à A.C.P. ENTREPRISES - 23, avenue Marceau - 75116 PARIS.

Chef de Fabrication

200.000 +

Notre société (1000 personnes, 300 millions de CA) est solidement implantée sur des marchés de haute technologie. Notre unité de production, spécialisée dans le domaine de l'électro-technique, fabrique en moyennes et petites séries des moteurs spéciaux. L'actuel responsable de l'atelier d'usinage, bobinage et montage électro-mécanique souhaite former son successeur. Pourquoi pas vous ? Si vous aimez le contact direct avec la Production, si vous avez déjà fait avec succès vos premières armes, si vous vous sentez capable, assisté par une maîtrise compétente, d'animer un atelier de 150 personnes, et si, enfin, vous pouvez compter sur des connaissances techniques certifiées par un diplôme d'ingénieur généraliste ou par une expérience réussie de ce type de responsabilités. Ce poste, situé dans la région parisienne, offre des perspectives d'évolution à un candidat de valeur.

ORION vous garantit une absolue discrétion et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 411333 M :

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

Un important groupe leader dans son activité, en pleine expansion (4 milliards de F de CA), et dont les performances sont reconnues par les milieux économiques et financiers, recherche un

Auditeur confirmé à haut potentiel

pour rejoindre une équipe de 5 personnes et mener des missions d'audit très variées auprès des filiales, avant de pouvoir accéder à un poste opérationnel dans le domaine du contrôle de gestion ou de la fonction financière. De formation Ecole Supérieure de Commerce (option finance comptabilité) + DECS complet, vous avez une expérience de quelques années en cabinet et/ou en entreprise.

Par votre compétence, votre rigueur, votre ouverture d'esprit et votre aptitude aux contacts humains à tous les niveaux, vous vous intégrez rapidement et évoluez dans un groupe performant.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant votre souhait de rémunération, sous réf. 4281, à ERNST & WHINNEY Conseil - 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

Imaginons venir ensemble

Hewlett-Packard France: 56 % de croissance annuelle du CA, 2900 personnes, 3^{ème} exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion: le démarrage d'un nouveau site industriel à l'Isle d'Abeau, au Sud de Lyon. Les fondements de cette réussite: des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

FORMATION ET MANAGEMENT COMMERCIAL

■ Responsable de notre école des ventes

Vous créez, organisez et animez la future école des ventes Hewlett-Packard, sous la responsabilité directe du Directeur commercial et en liaison avec le Directeur France de la Formation.
Vous assurez le Développement professionnel et personnel de vos élèves-ingénieurs commerciaux, futurs leaders de la force de vente HP, notre ressource essentielle.
Vous procédez donc à la définition des besoins, à l'élaboration des cours, au choix des intervenants et des modalités pédagogiques.
Nous mettons à votre disposition des ressources significatives: locaux, important matériel pédagogique, personnel.
Une telle contribution vous désigne comme un professionnel de la vente, rompu au management-animation et développement d'équipes commerciales performantes, soit 5 à 10 ans dans un environnement anglo-saxon. Votre formation supérieure, universitaire ou grande école vous donne les outils de réflexion nécessaires à la bonne conduite de votre mission. Réf: SF/15/L/M.

INFORMATIQUE INTERNE

■ Chef de projet européen

L'informatique interne conditionne largement l'efficacité et le développement de notre société. Plus de 500 ordinateurs HP 3000 et HP 1000 relient en temps réel les différentes organisations de Hewlett-Packard à travers le monde. Le développement de nouvelles applications en France et en Europe nécessite aujourd'hui l'intégration de nouveaux collaborateurs.
Adjoint du responsable des développements de systèmes, vous vous voyez confier un projet européen: la gestion des contrats de maintenance dans le contexte juridique et administratif de chaque pays.
Vous identifiez les besoins des utilisateurs, en liaison avec le management, établissez le cahier des charges et suivez le projet depuis l'analyse organique jusqu'à sa mise en application.
Vous vous appuyez sur l'expertise de nos spécialistes européens basés à Genève et constituez l'équipe d'analyses propre à soutenir votre mission.
Votre formation ingénieur ou MAGE, votre expérience diversifiée - 3 à 5 ans - des systèmes informatiques ainsi qu'une excellente connaissance de l'anglais vous qualifient pour cette fonction d'une part et facilitent d'autre part votre évolution dans un environnement de travail attractif.
Ce poste basé à Evry implique naturellement des déplacements en Europe. Réf: AHQ/13/M.

SERVICES GENERAUX FRANCE

■ Acheteur

En liaison directe avec le responsable des achats France, vous assurez, au plan national, la recherche et le référencement des fournisseurs potentiels, l'étude des prix, la négociation et l'établissement des contrats, la gestion informatique des commandes pour l'ensemble des produits de fonctionnement de la société.
Vous avez une formation supérieure et avez confirmé vos capacités de gestionnaire par une expérience réussie de trois ans minimum dans les achats. Vos connaissances

informatiques et juridiques vous permettront d'appréhender avec succès cette mission qui est amenée à se développer en raison de la très forte croissance de notre société. Réf: AHQ/14/M.

DIVISION ORDINATEURS PERSONNELS

■ Ingénieurs de production

« Ordinateurs personnels/terminaux informatiques »

Vous aurez la responsabilité d'un produit ou d'une famille de produits, ce qui vous conduira à être l'expert technique des groupes de fabrication, et par là à coordonner les actions des groupes de développement, de production et d'achat. Ce rôle vous amènera, d'une part à assurer le lancement de la fabrication de produits conçus par nos chercheurs U.S. ou français, ce qui suppose: un suivi de la conception du produit, la mise en place d'un plan de mise en fabrication, la définition des méthodes de fabrication et d'un plan de formation du personnel. D'autre part, vous agirez en qualité de support technique aux équipes de production; vous aurez à proposer des programmes de réduction de coûts et d'amélioration de la qualité des produits et des conditions de travail. Vous aurez enfin à proposer les plans d'investissement nécessaires à ces différentes actions. Ce poste requiert une excellente formation en électronique, une excellente capacité à travailler en équipe, et une très bonne pratique de l'anglais, en raison des contacts fréquents qui sont requis avec nos usines sœurs aux U.S.
Ces postes s'adresseront à des candidats de formation ingénieurs électroniciens, débutants ou ayant une première expérience dans un domaine similaire. Réf: GPCD/6/M.

DIVISION EUROPEENNE DE SUPPORT INFORMATIQUE

■ Coordinateur européen

Gestion des commandes logiciel

Après une phase d'analyse du traitement européen des commandes de logiciel, ce futur manager aura la mission de centraliser et de traiter toutes les commandes de logiciels des systèmes informatiques de gestion, en relation étroite avec nos entités américaines et européennes. Son succès se mesurera à son sens de l'organisation pour l'ordonnement de la production des logiciels, à son rôle de coordinateur pour réussir à gérer efficacement la réception des commandes, et à sa compréhension des systèmes informatiques pour l'automatisation des processus.
La réussite dans cette nouvelle activité conditionnera à moyen terme la poursuite de la rapide expansion de notre Centre de Support Européen.
Votre formation Ingénieur Généraliste Informatique ou Gestionnaire avec une première expérience, votre sens de la disponibilité, des contacts et de l'initiative seront des éléments significatifs de réussite dans cette fonction.
Ce poste sera un réel tremplin pour évoluer vers des fonctions de Management au sein de nos différents Départements ou Divisions. Réf: CSG/2/M.

Pour tous ces postes, la pratique de l'anglais est indispensable.

Elle favorisera votre évolution en France comme à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à:

■ Françoise Moulinjeune, Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 5 Avenue Raymond Chanas, 91320 Eybens.

■ Hervé Gallon, Hewlett-Packard France, Service Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.

Hewlett-Packard France:
le partenaire de vos ambitions



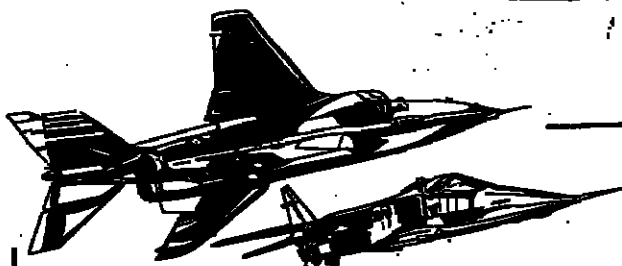
**HEWLETT
PACKARD**

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF DIVISION AVIONIQUE

La très haute technicité de nos produits et la compétence de nos équipes permettent à notre Division Avionique d'obtenir de nombreux succès dans un secteur de pointe.
Notre développement nous conduit à recruter

INGÉNIEURS (H.F.) DE FORMATION OPTIQUE

débutants ou ayant quelques années d'expérience, pour participer aux ÉTUDES NOUVELLES dans le domaine des ÉQUIPEMENTS OPTRONIQUES de très haute technicité.

Intégrés à la Direction Techniques, ils (elles) auront en charge la conception, l'étude et la réalisation de prototypes de systèmes optiques et optroniques. Ces activités s'exerceront en coopération avec des Ingénieurs d'autres techniques (électronique, mécanique) ainsi qu'avec des Sociétés Extérieures, en particulier durant la phase d'intégration des équipements.

Déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Nombreuses possibilités d'évolution de carrière dans une Division en expansion.

Les candidats (tes) sont priés (ées) d'adresser leur dossier accompagné d'une photo à Mme CHARRIER, THOMSON-CSF, 52, rue Guynemer, 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX, sous réf. CPLM.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES



Direction des télécommunications

recherche pour Paris DES INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

- Possédant quelques années d'expérience dans les techniques de télécommunications.
- Ayant aussi une bonne connaissance de l'informatique.
- Diplôme ENST ou équivalent souhaité.

— Les postes à pourvoir sont orientés vers le développement d'applications informatiques dans le domaine des télécommunications.

— Les postes qui concernent un secteur clé du développement de l'industrie impliquent de nombreux contacts, y compris au niveau international. Ils peuvent déboucher sur

d'intéressants développements de carrière.
— Une bonne connaissance de l'anglais, un goût pour le développement de projets complexes et pour le travail en équipe sont nécessaires.

Merci d'adresser votre candidature et CV à notre Département Recrutement - 2 rue de Marengo 75001 Paris en mentionnant impérativement la référence ITC-TEL-M/1. Elle sera traitée avec la discrétion qui s'impose.

Sous-Directeurs d'Agences Classe V ou VI

Pour ses agences de Paris et de sa proche banlieue, une importante banque française à vocation internationale recrute des Sous-Directeurs.

Ces postes aux nombreuses responsabilités conviendront :

- à des Diplômés de l'Enseignement Supérieur justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans acquise dans une banque de dépôt,
- à des Diplômés d'Études Bancaires (ITB, CESS) possédant une expérience de l'exploitation, de l'analyse financière et du crédit.

Les candidats sauront faire preuve de leurs capacités à encadrer et animer une équipe. La taille, le dynamisme et la volonté d'expansion de la banque garantissent aux meilleurs éléments d'intéressantes perspectives d'évolution dans le réseau national, ou international.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3574 et le nom des banques que vous ne souhaitez pas contacter à nos carrières 48, rue Saint-Ferdinand - 75017 PARIS.

UNIGRAINS

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT
POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES
(90 personnes), CRÉE À PARIS (Pont de l'Alma - rive droite) le poste

JEUNE INGÉNIEUR AGRO-AGRI ET GESTION

- Sous la supervision du Responsable secteur des entreprises de collecte des céréales, il sera - après formation - progressivement l'interlocuteur de dirigeants d'entreprises pour :
- établir des diagnostics techniques, économiques et financiers ;
- participer à l'élaboration de leur plan de développement ;
- proposer des interventions financières et assurer le suivi économique des entreprises.

Courts déplacements en province (un à deux jours par semaine).

Le candidat - 25 ans minimum - a une formation agronomique et de gestion et un débat d'expérience - si possible - dans le secteur agro-alimentaire.

Vous pouvez téléphoner pour informations complémentaires (296.55.00) ou écrire sous réf. 422 M en précisant votre salaire actuel à notre conseil Monique LAVREUT ou Richard BÉNATOUIL - GROUPE BNC - 1 bis, place de Valois - 75001 PARIS. Réponse rapide et discrétion absolue assurées.

ENERTEC
Société du Groupe Schlumberger
recherche pour son département
Acquisition, Enregistrement Magnétique

Ingénieur méthodes ^{soft}

L'ingénieur que nous recherchons travaillera sur des calculateurs HP faisant partie de bancs de production semi-automatiques. Il composera l'architecture et réalisera les logiciels en langage Basic. Il sera intégré dans un service Méthodes où il aura la responsabilité d'une petite équipe.

Diplômé d'une grande école d'électronique, il a des connaissances en informatique. Débutant ou ayant une première expérience, il maîtrise l'anglais.

Nous offrons à des candidats de valeur de réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe de dimension internationale. Ce poste est basé à Vélizy.

Adresser CV et prétentions à Enertec, Service du Personnel, 1 rue Nieuport, 78140 Vélizy-Villacoublay Cédex.

ENERTEC
Schlumberger



Société leader
dans le dessin technique
et les produits graphiques
recherche

Attachés Technico-Commerciaux CONFIRMÉS

Connaissance de la clientèle bureau d'études et dessin (industriel - électronique - graphique apprécié).

Expérience, antérieure de la vente indispensable.

Nous vous offrons la responsabilité d'un secteur (Paris-Banlieue) avec fichier d'une clientèle existante que vous serez chargé de gérer et de développer par la promotion de vente de nos produits.

Possibilité d'évolution de carrière au sein d'une société en expansion.

Rémunération : Fixe x 13 + primes + frais de déplacements.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à MECANORMA - Service du Personnel - 14, rue de Houdan - 78610 LE PERRAY-EN-YVELINES

Juriste : contrats scientifiques

Participer aux négociations avec les différents partenaires concernés (organismes publics de recherche, sociétés industrielles...). Assurer la fonction de rédaction et suivi des contrats. Développer une action de conseil et propositions dans ce domaine.

C'est la mission que vous propose ce très important groupe chimique de dimension internationale.

De niveau 3^{ème} cycle juridique vous bénéficiez si possible d'une formation scientifique complémentaire.

Après une expérience de deux ans environ dans des fonctions de cette nature, vous voulez acquies une dimension plus importante en intégrant un des leaders de la haute technologie.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous la référence 122 K à Olivier Chaumette, OC conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous vous remercions de cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles X - Centrales - Supélec

Nous sommes une importante Société de construction de matériel électro-mécanique mondialement connu.

Nous recherchons, pour nourrir notre expansion, assurer le développement de nouvelles technologies en matières de systèmes électroniques à base de micro-processeurs et de semi-conducteurs de puissance, des INGÉNIEURS sortant de grandes écoles, débutants ou ayant quelques années d'expérience, qui se sentent concernés par l'électronique et les grands projets.

Ils les mettront en œuvre, aboutiront à des prototypes avec, entre les mains, tous les moyens que donnent une grande entreprise.

Leur personnalité nous intéresse, car nous tenons à ce qu'ils accèdent au fil du temps, à des responsabilités de plus en plus larges, qu'ils soient notre avenir.

Merci, si de participer à cette évolution technologique vous intéresse, d'envoyer lettre manuscrite, C.V. sous référence 84730 M à Madame Claude FAVEREAU.

centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

Un Jeune Juriste H.F. pour la gestion d'immeubles

Une très importante banque française recherche pour la gestion de ses nombreux immeubles un (ou une) jeune juriste.

Le cadre recruté possèdera une bonne maîtrise du Droit Civil. Il justifiera par ailleurs de plusieurs années de pratique de la législation sur les baux et les loyers commerciaux et d'habitation.

Doté d'un esprit méthodique, il saura travailler de façon autonome et faire preuve de ses facultés d'adaptation aux problèmes particuliers de la société.

Pour ce poste, basé à Paris, quelques déplacements en province sont à prévoir.

La rémunération motivante est assortie de réelles perspectives d'évolution au sein de la banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe, la référence 3575 et le nom des banques que vous ne souhaitez pas contacter à nos carrières 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

A LA SANTE
DE VOTRE ENTREPRISE

Directeur de centre organisme de développement international. Formation - études - conseil. 33 ans. DEA, ex. éco. cherche responsable polyvalente dans direction, ressources humaines et/ou développement.
Ecr. s/n° 1.592 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

J.F. gradée, 3 b. langues mat. franc. angl. 8P 1 & 2, 8P 3 en cours. 9 a. exp. en angl. assist. d'explo. comm. anal. de bilan. Rech. poste siml. ou autre Paris, proche banlieue, libre rapid.
Tél. 226-45-51 et 21/11 ou Ecr. s/n° 1.599 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Jeune Antillaise niveau BEPC cherche emploi comme vendeuse, employée de bureau ou class. standard. Aile Roberts 8-11, Impasse Deleau, 75011 PARIS.

40 ans - EDHEC - Des sciences économiques - Licence histoire - probatoire comptable - 14 ans d'expérience en communication institutionnelle - formation et réalisation de rapports annuels de sociétés et documents d'édition publicitaires.
Depuis 1980 : Création et direction d'un cabinet publicitaire. Connaissance approfondie de tous les aspects de la mise en forme et de la fabrication des documents écrits.
Étudier toutes propositions y compris pour formes posées.
Ecr. s/n° 1.599 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris qui transmettra.

J.F. 22 ans, maîtrise Sc. Eco + DES commerce extérieur, angl. all., cherche emploi dans le domaine du commerce international.
Tél. : 350-89-59, le matin.

Je crois à la D.P.O., au suivi rigoureux des ressources humaines, à la saine gestion de l'objet social de l'entreprise. Ce cocktail là nous le doserons ensemble : après tout, cela fait douze ans que je dirige des Entreprises dans les secteurs médico-social et industriels (3 Entreprises, 3 parcours originaux).
Sachez aussi que ma première carrière a été militaire, à la légion, en Algérie et que j'en ai tiré profit.

Une incitation aux résultats me paraît envisageable, une participation financière de ma part est possible, une carrière à l'étranger m'intéresse.

Merci d'écouter - sous réf. 705 - à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra confidentiellement, et... à notre santé.

Examinerez toutes propositions d'emploi, de prêt, dans secteur biens d'équipement.
Ecr. sous le n° 1.065, 129 M NÉGRE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, Paris-7.

J.H. 30 ans, doctorate ethnologie, 178.000 F, poste, relat. internat. Exp. marketing, rédaction, relat. humaines, arab. fr., all. courants, disponible de suite, cherche emploi stable dans dom. correspondance.
Ecr. : M. Chabot, 1, rue du Roi-Durk, 75003 PARIS.

DIRECTEUR EQUIPEMENT : 30 a.) ch. poste tourisme social, dépt 05 - 36 - 73 - 74. Ecr. s/n° 8.630 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Ferret 33 ans, intelligente, intuitive, créative, recherche TRAVAIL - COLLABORATION PSYCHOLOGUE, ECRIVAIN, SCENARISTE, CHANSON.
326-33-67 ou répondre.

Fine 44 ans cadre comptable, 25 a. exp. compt. gestion bilan p.ales trésorerie 140.000 an. libre suite.
Ecr. s/n° 1.599 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

TRADUCTRICE indépendante rech. traductions anglaise-espagnol-portugais. Tél. M. LAMBERT 528-33-41 (Gourmel), 352-75-53 (soir).

Ingénieur électronique, form. E.C.E., 25 ans, dépt C.M., libre décembre. Ch. poste déb. bureaut. Accroissement. Ecr. sous le n° 1.065, 129 M NÉGRE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, Paris-7.

CADRE - SUPERIEUR, 46 ans ESSC, 15UP, anglais, esp. - 14 ans exp. p.ales, relat. internat. gestion de parc V.I. - 6 ans exp. gestion dans P.M. mandat de concession pour l'électronique. Pratique, contacts et négociation à tt. niveaux et relations avec Administration. Habitude, contacts opérationnels, complexes export.

Examinerez toutes propositions d'emploi, de prêt, dans secteur biens d'équipement.
Ecr. sous le n° 1.065, 129 M NÉGRE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, Paris-7.

J.H. 30 ans, doctorate ethnologie, 178.000 F, poste, relat. internat. Exp. marketing, rédaction, relat. humaines, arab. fr., all. courants, disponible de suite, cherche emploi stable dans dom. correspondance.
Ecr. : M. Chabot, 1, rue du Roi-Durk, 75003 PARIS.

DIRECTEUR EQUIPEMENT : 30 a.) ch. poste tourisme social, dépt 05 - 36 - 73 - 74. Ecr. s/n° 8.630 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Ferret 33 ans, intelligente, intuitive, créative, recherche TRAVAIL - COLLABORATION PSYCHOLOGUE, ECRIVAIN, SCENARISTE, CHANSON.
326-33-67 ou répondre.

formation professionnelle

Vous avez dit B.T.S. ?
Nous préparons le B.T.S. INFORMATIQUE
COURS ANNUEL
PERFECTIONNEMENT
CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
118-130, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris.
206-24-83 - 241-83-83.

TRADUCTRICE indépendante rech. traductions anglaise-espagnol-portugais. Tél. M. LAMBERT 528-33-41 (Gourmel), 352-75-53 (soir).

Ingénieur électronique, form. E.C.E., 25 ans, dépt C.M., libre décembre. Ch. poste déb. bureaut. Accroissement. Ecr. sous le n° 1.065, 129 M NÉGRE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, Paris-7.

CADRE - SUPERIEUR, 46 ans ESSC, 15UP, anglais, esp. - 14 ans exp. p.ales, relat. internat. gestion de parc V.I. - 6 ans exp. gestion dans P.M. mandat de concession pour l'électronique. Pratique, contacts et négociation à tt. niveaux et relations avec Administration. Habitude, contacts opérationnels, complexes export.

Examinerez toutes propositions d'emploi, de prêt, dans secteur biens d'équipement.
Ecr. sous le n° 1.065, 129 M NÉGRE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, Paris-7.

J.H. 30 ans, doctorate ethnologie, 178.000 F, poste, relat. internat. Exp. marketing, rédaction, relat. humaines, arab. fr., all. courants, disponible de suite, cherche emploi stable dans dom. correspondance.
Ecr. : M. Chabot, 1, rue du Roi-Durk, 75003 PARIS.

DIRECTEUR EQUIPEMENT : 30 a.) ch. poste tourisme social, dépt 05 - 36 - 73 - 74. Ecr. s/n° 8.630 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Ferret 33 ans, intelligente, intuitive, créative, recherche TRAVAIL - COLLABORATION PSYCHOLOGUE, ECRIVAIN, SCENARISTE, CHANSON.
326-33-67 ou répondre.

L'immobilier

appartements ventes

2^e arrdt
OPERA
RAYISSANT 2 P. DE CA.
BAGN. 170 m². A ch.
2.600.000 F. 644-98-07.

4^e arrdt
ILE SAINT-LOUIS
QUAI D'ORLEANS
R.-D.-CH. PLEIN SOLEIL
5 FENÊTRES SUR LE QUAI
SALON 2 P. 12-14, 16.
Cuisine-bistrot équipée
CHAMBRE. BAIN JAPONAIS
aménagement contemporain
DE GRANDE QUALITE. 2.500.000 F
SERGE KAYSER (1) 323-60-00.

7^e arrdt
LOUVRE
170 m². 100 m². 100 m². 100 m².
5 étages. Standing.
GARBI : 567-22-88.

8^e arrdt
NOUVEAU - ST-HONORE
GRAND 2 P. 12-14, 16.
bain. 950.000 F. 280-28-23.

EUROPE
CHARMANT 3 P. 11 CPT
DANS HOTEL PARTICULIER
GARBI : 567-22-88.

9^e arrdt
RUE TURBOT
54 m². 100 m². 100 m². 100 m².
5 étages. Standing.
GARBI : 567-22-88.

11^e arrdt
40 m² A RENOVER
Etage dév. sans ascenseur.
178.000 F. 280-28-23.

12^e arrdt
NATION, STUDIO
Belle, 40 m², 100 m², 100 m², 100 m².
pl. ach. imp. 310.000 F.
VERNEZ 528-01-60.

13^e arrdt
LOFT
320-58-65.

15^e arrdt
PNEU TOUR EFFEL
5 p. ch. 100 m².
333-28-17 - 577-38-38.

17^e arrdt
Wagram Villers 703-32-44
280 m² GRAND LUXE

18^e arrdt
Résidence à MAIRIE DU 18^e
IMM. NEUF, stand. (Prés
conventionnés possibles).
STUDIO à part : 354.500 F.
2 P. + part. à part. 499.800 F.
3 P. + part. à part. 693.800 F.
14 h à 18 h ou 18 h 25-44-98
CESOGI (1) 575-52-78.

RESIDENTIEL
Rue du Square-Carpeaux, gd
duplex, 1^{er} ét. : double living,
ch. obs. cuis. w.c., s. de b. 2
ét. : mezzanine + gd s. 13
ch. + ch. obs. de serv. au 3^e ét.
Ecr. s/n° 1.700.000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82.

19^e arrdt
BUTTES-CHAUMONT, beau
3/4 p., 100 m², imm. récent.
9 p. obs. cuis. 1.100.000 F.
Propriétaire : 206-28-20.

20^e arrdt
20^e m. Garmes, imm. p.
de 1. 5 p. imp. 3^e ét. asc.
1.050.000 F. 636-15-77.

78-Yvelines
PARC DE
ROQUECOURT
SPLÉNIDE 5 P. 400 m².
VUE IMPRÉVABLE
TERRASSE PLEIN SUD
EMBASSY 562-16-40.

SARTROUVILLE F.S. résidence
GALLIE, 5^e contenance et gère
12 ch. Tél. après 18 heures :
913-78-74.

91-Essonne
PARTICULIER VEND 4
Résidence citée, 2 chambres,
sjour double, salle de bain,
cuisine équipée, cellier, chauffage
individuel gaz. Situation
thermique, cave parking.
Prix : 930.000 F.
Sainte-Généviève-des-Bois.
Téléphone : 018-57-27.

URGENT A VENDRE
305 SR BREAK 1981
Très bon état, 10 % sous
Argus. Tél. : 532-30-18.

divers
BMW SÉRIE 3 - 5 - 7
84/85, peu roulé, grande
AUTO PARIS XV, 532-88-85.
83, rue Danneville, Paris-15^e.

deux-roues
A VENDRE
125 HONDA T 2, 11/82, très
bon état + lots de pièces.
Prix : 4.000 F. s. s.
Tél. : 245-15-28 (Gourmel),
427-14-76 (soir, ap. 18 h).

locations non meublées demandées

Paris
Pour départs et emplois
mutés. IMPTE. BAUDOU
FRANCAISE rech. Paris et en-
viron. STUDIOS, APPTS très
surfaces. VILLAS jolies. Dév.
acceptés. Tél. : 604-01-34.

Région parisienne
Pour Sols européennes cherche
villes, pavillons pour CADRES.
859-69-66 - 283-67-02.

locations meublées demandées

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
rech. pour sa direction beaux
appts de standing à pièces et
plus. 285-11-08.

immeubles

SAFRU ACH. COMPTANT
VENDRE LIEUX OU OCCUPES
avec ou sans DIV. PARIS et
BANL. PROCH. 755-89-37.

hôtels particuliers

NEUILLY SAINT-JAMES
JOLIE MAISON 1830
210 m² état remarqu. terrasses,
a. de j. de j. de j. de j. de j.
Claude ACHARD 637-14-66.

villas

INDIT
SUR LA CÔTE D'AZUR
VACANCES ASSURÉES
A vendre multi-providées, 3
pièces, 100 m². Documenta-
tion et photos :
Agence LEBRA
36, bd des Frères-Roustan,
Gothé-Juan. (93) 63-64-85.

propriétés

VERSAILLES
Résidence citée, 2
TRES BELLE MAISON
LOUIS-Philippe
Magnifique jardin
EMBASSY. 562-16-40.

viagers

VOTRE VIAGER
T.C.A. 35, av. des Gobelins
Paris 12^e. Tél. (1) 336-47-47
CLIENTS SÉLECTIONNÉS

maisons de campagne

72 VOUVRAY-SUR-LOIR, près
Château-de-Lor, MAISON DE
CAMPAGNE, 2 pièces, cham-
bre, cuisine, salle de bain, gar-
rage, piscine, terrain, beau
pays, vue sur la vallée de la
Loire, région agricole, chesse.
Prix à débattre.
Téléphone : (43) 44-00-32.

Immobilier d'entreprise
et commercial

bureaux bureaux

Ventes
RUE SAINT-HONORE
EXCEPTIONNEL
Bureau 117 m²
IDEAL SHOW-ROOM
PARFAIT ETAT. Tél. 28-00.

Locations
VOTRE SIEGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés,
Déclarations et tous services.
Prestations téléphoniques.
355-17-50

PARIS-ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLES
Secrétaire, 100 m².
Téléphone : (1) 72-15-59.

Votre adresse commerciale
ou SIEGE SOCIAL
LOI., bureaux, secrétariat, sjour
CONSTITUTION SOCIÉTÉS
CRÉAT. DE TTES ENTREPR.
ASPAC S.A. 293-60-50 +

boutiques

Ventes
MAIRIE 14^e, PRÈS « BUS »
rue petite boutique. Bureaux.
RARE. 200.000 F. 634-29-10

Le Monde

Emplois Cadres

ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI

CHAQUE MERCREDI
PRIX 6 F

L'HEBDOMADAIRE NATIONAL

CHAQUE MERCREDI
LE PANORAMA
DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Nombre d'exemplaires _____ x 7 F (fraie de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09
Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais.

L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
555-91-82

LE POINT SUR...

UNE visite en Alsace du chef de l'Etat sur le point d'être boycottée. Un instrument de recherche scientifique européen (ESFR) encaisse d'un débat politique entre la majorité et l'opposition. La communauté scientifique française n'en demandait pas tant. Ce qu'elle souhaite, c'est qu'une décision soit réellement prise pour la réalisation, plutôt sur le territoire national, de cette machine à rayonnement synchrotron qu'elle réclame depuis quelques années.

Qui, de Trieste, en Italie, de Riso, au Danemark, de Strasbourg ou de Grenoble, en France, accueillera cet instrument, et l'Institut européen qui l'habitera ? Nul ne le sait encore. Rien n'a en effet été décidé sur ce point, même si, en France, le choix, « irrévocable », selon le premier ministre, M. Laurent Fabius, s'est porté sur Grenoble. Une décision qui, comme l'expliquent nos correspondants, a suscité une vive émotion chez les élus alsaciens, et a agité la communauté scientifique. Comment aurait-il pu en aller autrement pour nombre de chercheurs français qui, quelles que soient leurs options politiques, s'étonnent que le choix de Grenoble ait été annoncé sans pas par leur ministre de tutelle, M. Hubert Curien, mais par le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, qui est aussi président du conseil général de l'Isère.

Certes, dans le passé, des équipements de recherche, comme le grand accélérateur de particules du CERN ou la machine à fusion construite (JET) de Culham (Grande-Bretagne), ont donné lieu à des empoignades d'élus, mais à l'échelle des gouvernements. Certes, en son temps, la construction à Cern (Calvados) du grand accélérateur national à ions lourds (GANIL), décidée par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, avait suscité quelques sourires en ce qui concerne son site d'implantation. Mais jamais encore on ne s'était autant déchiré pour un instrument de recherche dont les retombées politiques passionnent sans doute plus les élus que ses possibilités réelles d'investigation scientifique.

Dans l'Alsace, les deux sites proposés par Strasbourg et Grenoble se valent. La solution alsacienne répond à des objectifs de décentralisation et de régionalisation qui permettraient, grâce à la construction de l'ESFR, de créer un pôle de recherche au rayonnement international, comme l'a permis à Grenoble, dans les années 70, le réacteur à haut flux de l'Institut Laue-Langevin (ILL). Par ailleurs, Strasbourg, vers laquelle allaient les vœux du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), dispose d'une université où la biologie et la chimie pèsent d'un grand poids. Or l'intérêt de

ces disciplines pour le rayonnement synchrotron offert par la machine européenne ne peut qu'aller croissant. Enfin, la proximité de l'Allemagne était un argument favorable dans les négociations avec un partenaire dont nombre de chercheurs souhaitent que la machine soit implantée en Alsace. Depuis, les Allemands, ayant reçu l'assurance d'accueillir, près de Bonn, la soufflerie cryogénique européenne, ont déclaré qu'ils demandent leur accord à un site français, que ce soit Grenoble ou que ce soit Strasbourg.

Les atouts de Grenoble sont d'un autre ordre. Tout d'abord, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui possède à Grenoble un centre d'études nucléaires (CENG), dispose d'équipes de spécialistes en matière d'accélérateur de particules, ce qui n'est pas vraiment le cas de Strasbourg. En outre, et c'est l'argument principal que présentent les Grenoblois, le CENG abrite l'Institut Laue-Langevin, organisme international de renommée mondiale où travaillent en collaboration des Allemands, des Britanniques et des Français. Le fonctionnement sur un même site de l'ILL et de l'ESFR permettrait, disent-ils, de faire des économies de matériel et de personnel. Peut-être. Mais cet atout n'a pas la force qu'on voudrait lui donner

dans la mesure où une autre zone d'implantation est recherchée, plus vaste et mieux à même, si nécessaire, de recevoir les extensions futures de l'ESFR.

Des propositions sur ce point devraient d'ailleurs être prochainement faites, qui permettraient peut-être au petit groupe européen chargé de discuter des conditions financières du projet et de son site d'implantation de se déterminer au cours de sa réunion des 5 et 6 décembre. Ce n'est qu'ensuite qu'une décision finale sera prise au niveau ministériel, que sera constituée une équipe de projet et défini un plan de financement pour cette machine dont le coût devrait s'élever à environ 1,5 milliard de francs. Cet investissement sur six ans pourrait, si l'on en croit certaines informations, être couvert pour « au moins 60 % » par la France et l'Allemagne. Pourraient y participer aussi plusieurs autres pays européens, notamment les Britanniques, qui, du fait de leur présence au sein de l'ILL, sont favorables au site de Grenoble. Cette ville finira-t-elle par l'emporter, permettant ainsi à M. Laurent Fabius de justifier le caractère « irrévocable » de sa décision ? Peut-être. Mais il serait bien surprenant que, dans quelque temps, les Strasbourgeois n'obtiennent pas une compensation scientifique, bien sûr — propre à apaiser leur colère.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Strasbourg : amertume et colère

Strasbourg. — Dans l'esprit de beaucoup, avant la lettre de M. Laurent Fabius rendue publique par M. Louis Mermaz le 18 octobre dernier, le synchrotron était déjà alsacien. Ce qui explique sans doute mieux la colère des élus et les motifs d'ordre de boycottage, les 22 et 23 novembre prochains, du déplacement en Alsace du président de la République.

En 1980, la Fondation européenne de la science annonce le projet étudié depuis plus de cinq ans. Cette fondation est installée à Strasbourg, ville européenne, et son président s'appelle M. Hubert Curien, depuis ministre français de la Recherche et de la Technologie. Tout de suite, les collectivités locales alsaciennes prennent la balle au bond : en octobre de l'année suivante, la communauté urbaine de Strasbourg et la municipalité de Schiltigheim réservent un terrain de trente hectares et entament les nécessaires études géologiques.

On parle tout de suite argent : le président Pierre Pflimlin, alors maire de Strasbourg, envisage publiquement une participation des partenaires régionaux à hauteur de 10 %, sur un budget alors estimé à 700 millions de francs. Le comité interministériel d'aménagement du territoire du 20 décembre 1982 confirme que « la France avait présenté sa candidature à Strasbourg » pour le laboratoire européen synchrotron.

Cet engagement est scellé à deux reprises par contrat : le 24 novembre 1983, lorsque l'Etat et Strasbourg réaffirment la vocation européenne de la métropole alsacienne, puis dans le contrat de plan signé avec la région alsacienne le 28 avril 1984.

Pour les responsables et les scientifiques alsaciens, les jeux sont faits : si le synchrotron est français, il sera alsacien. « Pour moi, l'affaire était virtuellement réglée », explique aujourd'hui M. Pflimlin, devenu depuis président du Parlement européen. Comment imaginer alors s'insurgent les élus alsaciens, qu'une région qui a clairement joué le jeu de la planification contractuelle doit suspecter l'Etat de ne pas faire du contrat de Plan une « ardente obligation » ?

De notre correspondant

L'enjeu est important pour l'Alsace : au-delà des quelques quatre cents emplois, qui échapperaient en bonne partie aux Alsaciens eux-mêmes, c'est le pôle d'attraction scientifique qui vacille. Un tel équipement, dans une ville européenne, provoquerait le passage de quelque deux mille chercheurs chaque année. Ils seraient, à quelques kilomètres de la frontière allemande, dans une agglomération qui fait depuis des années d'importants efforts pour accueillir l'Europe, celle des Vingt et un avec le Conseil de l'Europe, comme celle des Dix avec le Parlement.

Surtout, expliquent de nombreux scientifiques de l'est de la France, dans une lettre ouverte au président de la République, le 13 novembre dernier, ce choix « permettrait d'ancrer un troisième pôle scientifique dans notre pays après ceux existant déjà dans la région parisienne et à

Grenoble ». « Plus du tiers de l'activité nationale dans le domaine du rayonnement du synchrotron est le fait de la communauté scientifique de l'est de la France », écrivent ses utilisateurs.

A Grenoble, jugent-ils, le site pour l'instant prévu ne permettrait pas l'extension. Changer de terrain, ce serait prendre du retard, alors que Strasbourg est prête. L'Alsace a d'ailleurs réaffirmé son engagement financier : 10 % du projet, aujourd'hui environ 100 millions de francs.

« La décision du gouvernement est irrévocable », a dit le premier ministre aux présidents du conseil régional d'Alsace et des conseils généraux (Bas-Rhin et Haut-Rhin), MM. Rudolf, Hoefel et Goedsch (UDF, CDS). On mesurera l'amertume et la colère alsaciennes jeudi 22 et vendredi 23 novembre, lors du déplacement en Alsace du président de la République.

JACQUES FORTIER.

Grenoble : un « cadeau » à M. Mermaz

Grenoble. — Parti beaucoup plus tardivement que Strasbourg dans la « course » pour obtenir l'installation du synchrotron, Grenoble aura finalement remporté assez aisément la bataille pour laquelle elle ne disposait pas a priori des éléments les plus favorables susceptibles d'emporter la décision. La communauté scientifique allemande jugeait naturellement plus commode de traverser le Rhin que de franchir les Alpes pour pouvoir mener des expériences sur la machine à rayonnement synchrotron. Quant aux puissantes institutions scientifiques françaises, le CNRS et le Commissariat à l'énergie atomique, on pensait généralement que la première aurait le dernier mot et qu'elle privilégierait Strasbourg plutôt que Grenoble.

Prenant tardivement conscience de la solide avance prise par Strasbourg, qui proposait de participer à hauteur de 100 millions de francs au financement du projet, la ville de Grenoble, le département de l'Isère

De notre correspondant

et la région Rhône-Alpes décident au mois de septembre seulement de fédérer leurs énergies. Le maire RPR de Grenoble, Alain Carignon, le président du conseil général de l'Isère et président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, et le patron de l'assemblée régionale, M. Charles Béraudier (opposition), mirent alors dans la balance une somme de 80 millions de francs et ils proposèrent un terrain susceptible d'accueillir l'anneau de 772 mètres de circonférence. Quant à la communauté scientifique grenobloise et régionale, elle fit corps, unanimement autour des hommes politiques pour louer les mérites d'un site remarquable, compte tenu notamment de la présence à Grenoble d'un réacteur à haut flux de l'Institut Laue-Langevin, d'une infrastructure scientifique de grande qualité et d'un environnement industriel formé d'entreprises innovatrices, capables de répondre dans des délais très brefs aux demandes des constructeurs du synchrotron.

« Ville de haute technologie, université scientifique et médicale de tout premier plan bénéficiant de l'existence d'un important centre d'études nucléaires accueillant déjà depuis 1967 une structure internationale exemplaire, l'Institut Laue-Langevin, Grenoble a tous les atouts pour réussir le plus vite et le mieux possible », soulignait le maire de Grenoble lors de la présentation d'un document luxueux illustré par ses services et destiné à mettre en orbite la candidature de Grenoble pour l'installation du laboratoire

européen de rayonnement synchrotron. Au même moment, mais en coulisses, M. Louis Mermaz tentait de démontrer aux membres du gouvernement que le choix de Grenoble était le meilleur et le plus judicieux. Le 17 octobre, le président de l'Assemblée nationale était récompensé de son travail par une lettre du premier ministre, M. Laurent Fabius, dans laquelle il indiquait qu'après examen du dossier il avait retenu celui de la communauté grenobloise. La décision, pour M. Mermaz, valait « de l'or » à quelques mois des élections cantonales, enjeu politique capital mais incertain pour le président de l'Assemblée nationale.

« L'action de M. Louis Mermaz a été continue, soutenue et finalement décisive », devait écrire, dans une édition spéciale du journal du conseil général Isère Actualité, M. Michel Suscillon, le nouveau directeur du Centre d'études nucléaires de Grenoble. A la mairie de la ville, le triomphe était plus modeste, et l'on reconnaissait en privé avoir été largement dépossédé par M. Mermaz des résultats d'un travail mené à l'origine en commun, et dont l'un des principaux initiateurs, le jeune maire RPR Alain Carignon, n'aura recueilli que les mièvreries. La classe politique grenobloise s'est cependant abstenue de tout commentaire sur le « cadeau » fait à M. Mermaz, pour ne prendre en compte que la « victoire du bon sens », tandis qu'elle observe avec intérêt, mais sans grande inquiétude, la « colère » des Strasbourgeois.

CLAUDE FRANCLION.

Un moyen d'investigation inégalé

L'idée de construire une machine à rayonnement synchrotron de taille européenne remonte à environ six ans. Sous l'égide de la Fondation européenne de la science, au sein de laquelle sont représentés les principaux organismes de recherche d'Europe, un petit groupe de scientifiques européens a, à cette époque, défini ce que pourrait être cette nouvelle source de rayonnement qui porte le nom d'ESFR (European Synchrotron Facility Radiation) et dont la mise en service pourrait être effective six ans après le début de sa construction.

Cette machine, dont le fonctionnement réclamerait la présence permanente d'environ deux cents personnes et de quatre cent trente-cinq au total pour l'anneau de l'Institut qui la gèrerait, devrait alors offrir aux chercheurs un moyen d'investigation inégalé dans les domaines de la physique, de la chimie mais aussi de la biologie.

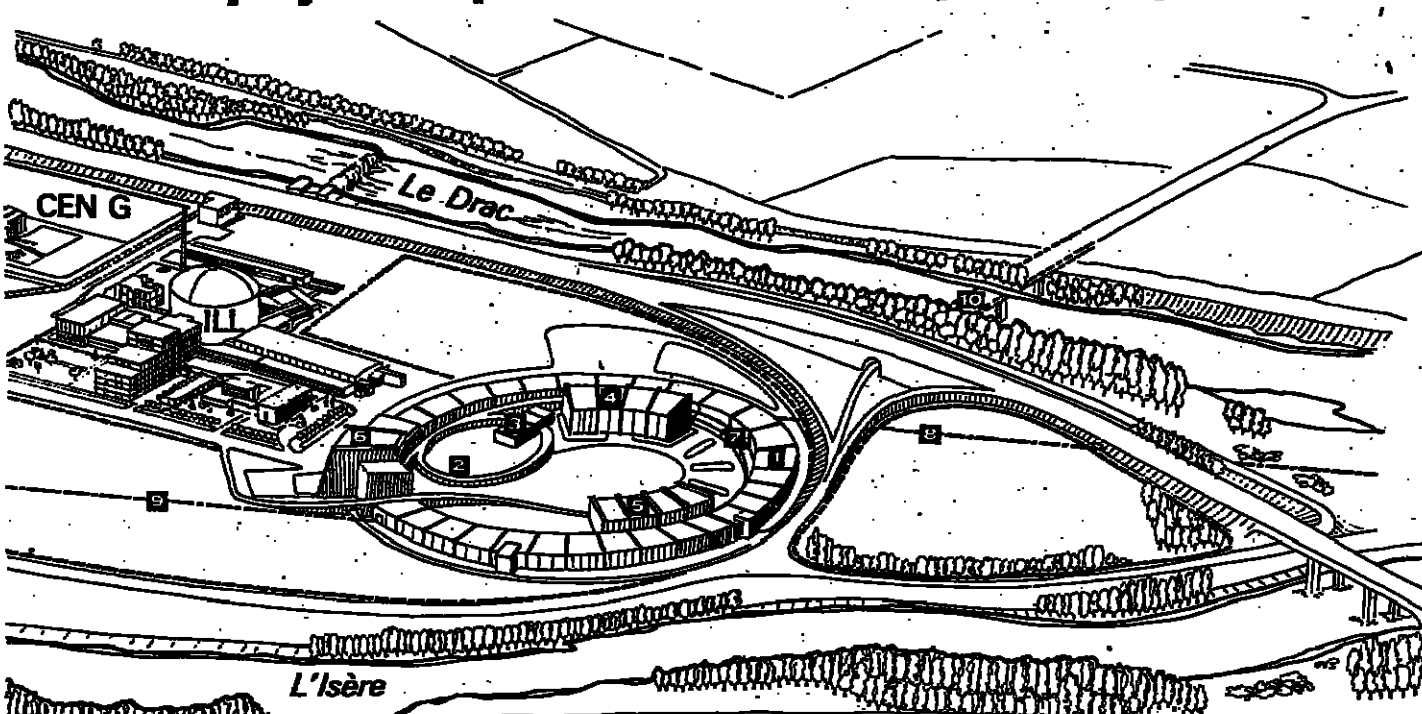
Source de lumière exceptionnelle pour les chercheurs, le rayonnement synchrotron fut longtemps considéré comme un phénomène parasite gênant par les physiciens nucléaires qui utilisent des accélérateurs de particules. En effet, les électrons, lorsqu'ils sont fortement accélérés sur une trajectoire circulaire, comme c'est le cas dans certains accélérateurs de particules, perdent une partie de leur énergie et émettent un rayonnement continu en longueur d'onde appelé rayonnement synchrotron.

Mis à profit et amplifié, ce phénomène parasite permet donc, en jouant sur l'énergie des électrons, d'obtenir des sources de lumière allant de l'ultraviolet aux rayons X. Des sources d'autant plus recherchées que les faisceaux de lumière produits sont très brillants (des milliers de fois plus dans le domaine des X que les sources existantes), très direc-

tionnels et extrêmement bien focalisés.

Toutes ces caractéristiques ont d'ailleurs conduit la France à construire deux instruments de rayonnement synchrotron à partir de machines destinées à la physique nucléaire : l'une, DCI (dispositif de collision dans l'igloo), fournit des faisceaux de rayons X, tandis que l'autre, ACO (anneau de collision d'Orsay), offre de l'ultra-violet. Mais ces installations sont anciennes et n'ont pas, dès leur origine, été faites pour cela. C'est la raison pour laquelle, il y a deux ans, la CEA et le CNRS se sont engagés dans la construction de Super-ACO en attendant la naissance d'une machine autrement performante, l'ESFR, consacré exclusivement au rayonnement X, dont les électrons ayant une énergie de 5 GeV tourneraient dans un anneau de 772 mètres de circonférence.

Le projet d'implantation dans la capitale dauphinoise



1. Hall d'expériences.
2. Injecteur synchrotron.
3. Pré-injecteur.
4. Installations techniques.

5. Laboratoires et salles de travail.
6. Réception et bureaux.
7. Annexe de stockage (circonférence 772 m).
8. Ligne de faisceau (longueur maximum 1 400 m).

9. Ligne de faisceau (longueur maximum 600 m).
10. Pont en construction.
11. CEN G - Centre d'études nucléaires de Grenoble.
12. ILL - Institut von Laue-Langevin.

Des laboratoires manifestent leur inquiétude

Des représentants de plusieurs laboratoires de l'est de la France (Mulhouse, Nancy, Strasbourg), directement concernés par l'utilisation du rayonnement synchrotron, viennent d'écrire au président de la République.

Après avoir souligné l'importance que revêt la « construction rapide de la source européenne de rayonnement synchrotron », ils s'interrogent sur les conséquences que le choix de Grenoble pour l'implantation de cette machine, et développent plusieurs arguments à l'encontre de ce choix :

Notre inquiétude est d'autant plus vive que le Comité technique international chargé d'instruire le dossier, réuni à Ispra le 5 octobre 1984, avait déjà émis de sérieuses réserves quant à la possibilité de construire la machine sur des sites ne permettant pas d'extension, tel que celui proposé à Grenoble. Ces craintes se sont hélas vérifiées lors de la réunion du 26 octobre 1984, à Bruxelles, où le site actuellement proposé par la France à Grenoble a été récusé par les experts européens.

Nous tenons également à exprimer notre surprise devant les arguments scientifiques invoqués pour justifier le choix du gouvernement français. Plus du tiers de l'activité nationale dans le domaine du rayonnement synchrotron est le fait de la communauté scientifique de l'est de la France. Il est clair que cette communauté, exceptionnellement riche d'interactions entre biologistes, chimistes, médecins et physiciens,

est parfaitement capable d'accueillir ce très grand équipement et de le valoriser très rapidement.

Si la proximité de l'Institut Laue-Langevin est certes un atout à prendre en compte en faveur de Grenoble, il convient de le ramener à de justes proportions. De par notre expérience scientifique, nous savons que seuls de très rares projets nécessitent l'utilisation parallèle des faisceaux intenses de rayons X et de neutrons.

Nous ne pouvons pas ailleurs que manifester notre inquiétude sur les conséquences prévisibles d'une excessive concentration des moyens lourds de physique sur quelques kilomètres carrés du territoire national. Une des conséquences inévitables est la désertification scientifique de régions entières, au premier rang desquelles figure l'est de la France.

Le choix d'un site dans l'est de la France permettrait d'ancrer un troisième pôle scientifique dans notre pays après ceux déjà existant dans la région parisienne et à Grenoble.

Nous trouvons mauvais pour la santé de la recherche de notre pays qu'une option d'une telle ampleur soit prise brutalement sur des critères apparemment non scientifiques.

Compte tenu des arguments que nous venons de développer, nous vous prions, Monsieur le président de la République, de demander au gouvernement de reconsidérer sa position sur ce problème.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

AFFAIRES

Le groupe immobilier FERINEL et la Banque Louis-Dreyfus veulent prendre le contrôle de Boussac

Les frères Willot acceptent de céder leurs actions

Le groupe Ferret-Savinol, bâtisseur de maisons plus connu sous le nom de FERINEL, vient de signer un accord avec les frères Willot en vue de racheter 28 % de la participation majoritaire (42 %) qu'ils possèdent dans le capital de la Société foncière et financière Agache-Willot (SFFAW), c'est-à-dire de tout l'empire industriel Boussac.

Le prix de cession a été fixé à 32,5 millions de francs, soit 250 F par action, payable sans intérêt dans sept ans. Le contrat prévoit, en outre, que le groupe FERINEL aura la jouissance durant un an des actions SFFAW dont les frères Willot conservent la propriété. En contrepartie de quoi FERINEL et son partenaire financier, la Banque Louis-Dreyfus, se sont engagés à souscrire, dans les plus brefs délais, à une augmentation du capital de la SFFAW pour une somme de 400 millions de francs.

Le montage de toute cette opération est soumis à l'approbation des pouvoirs publics. Dans l'hypothèse où le projet serait mené à son terme, le contrôle de la SFFAW à plus de 50 %, et par conséquent du groupe Boussac, reviendrait au groupe FERINEL et à la Banque Louis-Dreyfus, la participation des frères Willot étant ramenée à moins de 17 %.

Est-ce un épisode de plus du long feuilleton Boussac ou bien l'épilogue d'une histoire que les frères Willot ont rendu passablement embrouillée en utilisant toutes les astuces juridiques que leur offrait l'arme de la procédure ?

Rien pour l'instant ne permet encore de se prononcer avec certitude. De nombreux obstacles se dressent. Le gouvernement va d'abord avoir à trancher, en premier lieu, s'il est, oui ou non, d'accord avec le projet, assorti d'un plan de restructuration, présenté par le groupe FERINEL et son associé, la Banque Louis-Dreyfus.

Mais avant d'en arriver là, il étudiera sans nul doute les propositions que lui soumettront probablement les trois autres candidats en lice, à savoir M. Bernard Tapie, la Lainière de Roubaix (groupe Prouvost) et M. Bidelman. Ensuite, avant que le feu vert ne soit donné pour lancer l'opération, il faudra clarifier la situation sur un plan juridique. Ce ne sera pas chose facile. En effet, les actions que FERINEL et la Banque Louis-Dreyfus se proposent de racheter devaient, aux termes du précédent accord conclu en juillet 1983 entre les frères Willot et la compagnie Boussac-Saint Frères (CBSF), locataire gérante des anciens actifs Boussac — exception faite des sociétés *in bonis* (Conforama, Bon Marché, Christian Dior) mises entre parenthèses, — revenir à Boussac-Saint Frères.

Le président de la CBSF, M. René Mayer, aura donc lui aussi son mot à dire. Il devait avoir, ce mardi 20 novembre, une première conversation avec M. Bernard Arnault, président de FERINEL.

Enfin, surtout, ces fameux accords de juillet 1983 devront être légalement annulés. Tout cela peut demander du temps que les autres prétendants au rachat pourraient mettre à profit pour tenter d'arracher une décision en leur faveur.

Cinq considérations

Cependant quelques indices donnent à penser que la solution présentée, en la supposant satisfaisante sur un plan financier et industriel, sera retenue.

1. — Le tribunal de commerce de Lille devait organiser une première audience lundi 19 novembre pour examiner la validité des accords de juillet 1983 dénoncés en décembre de la même année par les frères Willot. A la demande des parties, mais aussi, dit-on, sur ordre venu « d'en haut », cette audience a

été reportée au 17 décembre prochain.

2. — Pour la première fois les frères Willot ont signé les bordereaux de transfert de leurs actions, ce qu'ils n'avaient jamais fait auparavant. Tout semble donc indiquer qu'ils sont cette fois pleinement satisfaits de la transaction (avec la CBSF ils auraient seulement touché 68,50 F par titre payable en vingt ans) et qu'ils ont vraiment renoncé à reconstruire leur empire. A cet égard de nouvelles rumeurs ont circulé accréditant la thèse que la Banque Dreyfus travaillerait pour leur compte. M. Bernard Arnault a catégoriquement démenti ces bruits. « Nous n'avons rien à cacher »,

3. — Le groupe FERINEL et la Banque Dreyfus ne se sont pas présentés sans offrir de solides garanties. Leur plan de restructuration a été soigneusement étudié avec M. Claude Mandil, président de l'IDF (Institut de développement industriel), principal actionnaire de la CBSF par le biais de sa filiale SOPARI. Il s'agit d'un plan de reprise globale susceptible d'apporter des solutions pour stopper l'hémorragie financière de la CBSF (600 millions de francs en trésorerie pour 1984) et redresser durablement le groupe.

4. — Manifestement, le groupe FERINEL a pris de vitesse les autres candidats au rachat en abandonnant ses cartes avant le 19 novembre, date à laquelle le tribunal de commerce de Lille devait rendre son jugement. M. Arnault paraît décidé à continuer de mener l'affaire rondement. Dans l'hypothèse où toutes les autorisations nécessaires seraient obtenues (avant la fin de l'année ?), il ferait voter le concordat par les créanciers de la SFFAW et procéderait immédiatement à l'augmentation de capital. « Tout devrait être fait, dans les premiers mois de 1985 », nous a-t-il déclaré. Ses concurrents ont-ils les moyens de rassembler aussi vite l'argent nécessaire ? M. Tapie parle maintenant

de capitaux arabes qui seraient difficiles à réunir dans un laps de temps aussi court.

5. — L'autre indice est de nature politique. Tout incline à penser qu'un an avant les prochaines élections législatives le gouvernement voudrait bien être débarrassé d'une affaire à combien encombrante. L'occasion pour lui est belle d'en finir et l'on voit mal comment M. Mayer, désigné par l'Elysée, pourrait s'opposer aux pouvoirs publics.

Et les syndicats ? La CGT a déjà protesté. Selon elle, « c'est en fait le désengagement de l'Etat qui se joue ». La centrale syndicale voit dans cette opération « le retour des Willot par la grande porte, et l'entrée de patrons du privé, qui bénéficieraient ainsi de l'argent public versé depuis 1981 par le gouvernement ».

Reste la question : pourquoi FERINEL, pourquoi la Banque Louis-Dreyfus ? M. Arnault ne fait pas mystère de son choix. D'abord amené par le plus grand des hasards à donner son avis sur le dossier, il s'y est intéressé et a jugé que le jeu en valait la chandelle. Comme il cherchait à diversifier les activités de son groupe entièrement axées sur la construction (1 milliard de francs de chiffre d'affaires, dont 200 millions à l'étranger), l'occasion, si l'on peut dire, a fait le larron.

La Banque Dreyfus a fait le même jugement de valeur. Comme l'établissement était déjà intéressé au capital de la SFFAW (il est devenu actionnaire à hauteur de 7 % environ par rachats en Bourse), il ne restait plus qu'un pas à faire pour se lancer dans l'aventure.

Quoi qu'il en soit, il serait quand même piquant que, même aidé par un partenaire financier, une entreprise prenne le contrôle d'une autre de taille cinq fois plus importante que la sienne. L'exemple n'est pas si fréquent.

ANDRÉ DESSOT.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA CGPME

La croisade de M. Bernasconi

Est-ce pour embêter le pas à M. Gattaz qui, il y a quinze jours, avait beaucoup apprécié le programme du RPR et l'avait fait savoir ? Est-ce parce qu'il brûle de siéger au Palais-Bourbon, au Sénat ou ailleurs ? Toujours est-il que M. René Bernasconi, réélu dans un fauteuil président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), le 19 novembre, a mordu à pleines dents dans la politique en prononçant l'allocution de clôture de l'assemblée générale de son syndicat.

Et il n'y est pas allé par quatre chemins : « Le rêve du socialisme à la française est en miettes », a-t-il dit. Le libéralisme avancé n'est plus qu'un libéralisme fourvoyé. Pour le bouillonnant représentant des petites entreprises et des commerçants, qui a été chaleureusement applaudi par ses pairs, l'« esprit PME » doit souffler partout. « Il faut que nous prenions partout toute notre place. L'heure est à la mobilisation générale, il faut remuer tous les défenseurs des PME ».

De plus en plus, la Confédération des PME cherche à se démarquer du patronat tel que peut l'incarner le CNPF, et il ne faut pas que les petites entreprises se laissent bernier par les grandes firmes, « dont on ne peut espérer que des concessions tactiques et temporaires ». « Nous ne croyons pas, affirme

M. Bernasconi, que l'occasionalisme patronal puisse être, en définitive, autre chose qu'une mise en tutelle des PME par les grands groupes ».

Pourfendeur du grand patronat, le patron des « patrons à taille humaine » n'épargne pas dans sa diatribe l'Etat « qui multiplie les subventions aux gros, n'accorde aux autres que des miettes ». Bref, le pouvoir qui depuis 1981 « mène une politique économique catastrophique et une politique sociale irresponsable » est « encore capable d'accomplir « des mauvais coups ».

C'est pourquoi M. Bernasconi a invité ses adhérents à monter au créneau de la politique et à modifier « la notion d'apolitisme traditionnelle de la CGPME ». Le mot d'ordre est clair : les chefs d'entreprises ne doivent pas hésiter à se présenter à chacune des échéances électorales prochaines.

Le programme politique des chefs d'entreprise sera simple : alléger les impôts, desserrer les réglementations, libérer l'économie et les prix, assouplir les textes sur l'embauche et les licenciements.

Nous voici prévenus : la CGPME souhaite que la France vive en campagne électorale permanente.

F. GROSCHARD.

Lesieur peut contrôler Koïpé

La justice espagnole a fait droit à la demande du groupe Lesieur en entérinant la nomination d'un nouveau conseil d'administration à la firme Koïpé, premier huilier espagnol. Lesieur avait obtenu, le 17 juin dernier, la révocation du conseil de cette société dans laquelle le groupe français détient 49,9 % du capital. Il avait alors acquis le renfort de sept porteurs de parts, et disposait de 50,7 % des voix. Les adversaires de Lesieur, hostiles à la politique commerciale préconisée par les dirigeants français, avaient contesté la validité de ce vote. Le jugement rendu, M. Salgado est confirmé dans sa fonction de président de

Koïpé en remplacement de M. Antonio de Urquiza.

Une prochaine assemblée générale devrait décider d'une augmentation de capital par Lesieur, qui porterait sa participation à plus de 60 % avec un investissement de 22 à 25 millions de francs. La fin de cet épisode ne règle pas le contentieux huilier franco-espagnol, la vente de Carbonell, numéro 2 du marché des huiles en Espagne, à Lesieur toujours, ayant été refusée par Madrid. L'épisode Koïpé n'incite pas la société française à accepter la proposition de consortium huilier du gouvernement espagnol, dans lequel Lesieur serait minoritaire.

ACIERS DE COMPETITION POUR INDUSTRIES PERFORMANTES

Les aciers d'aujourd'hui se conçoivent en même temps que les produits qu'ils font naître.

C'est par les recherches en commun des équipes d'USINOR et des industries utilisatrices, qu'ont pu être créés les alliages de certains moteurs d'avions de la SNECMA, les roues monobloc du TGV, les tubes géants du gazoduc transsibérien, les profils de la tour Maine-Montparnasse ou les piliers anti-corrosion des plates-formes pétrolières... Autant de problèmes différents, autant d'aciers différents, autant de victoires technologiques et commerciales. Une aventure quotidienne vécue intensément par les équipes du Groupe USINOR qui, depuis des années, travaillent ainsi en amont pour créer des aciers toujours plus performants.

Qualité du service, des produits, des procédés : l'avenir de la sidérurgie est dans la qualité. Et les hommes du Groupe USINOR le savent.

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître



USINOR

L'OUVERTURE DU XV^e CONGRÈS DE FO

M. André Bergeron critique la stratégie du patronat

En ouvrant le mardi 20 novembre au parc floral de Vincennes le XV^e congrès confédéral de FO, M. André Bergeron a tenu à innover. Abandonnant en partie l'inventaire méticuleux du cahier de revendications de sa confédération, il a, pendant une heure et demie et devant plus de quatre mille participants, disserté sur la nature du syndicalisme en restant sur chaque problème les ambitions et les limites de son action.

D'emblée, le secrétaire général de FO a de nouveau récusé l'idée selon laquelle le syndicalisme serait « atteint d'un mal incurable », reprenant la formule du militant proudhonien du dix-neuvième siècle : « Nous ne demandons qu'un gouvernement qui ne soit pas un gouvernement ». « C'est qu'il nous dit : vous êtes libres, organisez-vous et faites vos affaires vous-mêmes ».

Critiquant — sans la nommer — la CFDT qui rêvait d'un « syndicalisme » et de « syndicaliser », M. Bergeron a affirmé : « Cela ne veut naturellement pas dire que le mouvement syndical a en charge le sort de la société et du monde. Cela ne veut pas dire qu'il est chargé — nouveau Moïse — de conduire le peuple vers la terre promise qui serait le paradis sur terre. En réalité, le mouvement syndical n'est pas, selon nous, porteur d'un projet de société, au sens politique du terme. Par son action, il l'améliore dans les domaines qui sont les siens. Il en limite les excès, mais il n'en veut pas la direction car se faisant il deviendrait autre chose, il perdrait son âme et sa raison d'être ».

Réaffirmant les principes qui rassemblent ses militants — la liberté, la vérité et la justice —, le secrétaire général de FO a évoqué sa méfiance à l'égard des « systèmes » — « nous sommes à la fois solidaires et individualistes, indissociablement individualistes et solidaires » — et sa conviction que la lutte des classes existait toujours : « Même si l'expression paraît excessive à certains, je crois que la formulation de la revendication, la négociation collective, l'action engagée pour la faire aboutir, sont une manifestation de lutte des classes ». Défendant le contrat et la politique conventionnelle, il a écarté toute idée de consensus : « Comme le pensait Proudhon, les contradictions ne se résolvent jamais. On ne parviendra jamais à une société sans contradictions ou, alors, ce serait

une société totalitaire. Il a cependant ajouté que les accords conventionnels ne sont jamais « conclus pour l'éternité et qu'ils devraient sans cesse être remis sur le métier afin de les adapter aux réalités sans cesse changeantes ».

M. Bergeron est resté sur un ton relativement mesuré face au gouvernement. Il s'en est cependant pris à sa « frénésie d'assainissement » et lui a reproché de ne pas avoir défendu les agents de l'Etat lorsqu'ils ont été critiqués lors de la grève du 25 octobre dans la fonction publique. Il lui a également reproché son engagement « dans la voie dangereuse du glissement de la fiscalité directe vers la fiscalité indirecte ». « En sautant d'une extrémité dans l'autre, a-t-il ajouté, le gouvernement est tombé de Charibde en Scyllée en sacrifiant trop sur l'autel de la lutte contre l'inflation et du rétablissement des équilibres fondamentaux, il a trop laissé se dégrader l'emploi ». Au passage, M. Bergeron persiste et signe : il y a, à partir de sa propre définition, trois millions de chômeurs actuellement.

Le dirigeant syndical s'est soigneusement abstenu de faire écho à l'éventualité d'une grève nationale interprofessionnelle souhaitée par certains de ses militants, réservant même, comme s'il voulait inviter le congrès à ne pas se concentrer sur une seule cible (le gouvernement), ses commentaires les plus sévères au patronat : « Il y a encore des patrons qui cherchent à résoudre les problèmes de leur entreprise en grignotant les conquêtes sociales. Ils ne se rendent pas compte qu'ils risquent, tôt ou tard, de payer très cher ce qu'ils retirent de ce retour en arrière. Ils devraient comprendre que le temps est passé où l'on espérait construire la prospérité de la société, voire d'une entreprise, en exploitant les travailleurs. Combien de fois avons-nous constaté que les sacrifices imposés aux salariés, quelquefois même acceptés, par eux, à terme, ne servaient rien du tout ».

Pour autant, a ajouté M. Bergeron, « notre attachement à la réglementation du travail ne veut pas dire que nous sommes systématiquement hostiles à tout idéal d'adaptation », notamment pour tenir compte d'une « plus grande dispersion du travail dans des établissements d'une tout autre dimension, plus petite et plus humaine ». Abordant la négociation sur la flexibilité de l'emploi, il a noté que « le CNPF semble avoir changé de tacti-

que » en présentant lui aussi — ce qui s'est pourtant déjà vu dans le passé — des revendications. « Aucune concession de notre part, a-t-il lancé, ne sera acceptée sans contrepartie (...). Si nous sommes ouverts à certaines « mises à jour », nous n'entendons pas pour autant laisser passer par-dessus bord la réglementation du travail ». Il a estimé que, lors de la dernière revalorisation des prestations de l'UNEDIC, le patronat avait fait preuve d'« une inqualifiable entêtement ». FO ayant en définitive voté pour « ne pas bloquer le système », « Désormais, nous n'accepterons plus aucune concession de cette sorte. S'il y a un blocage nous ferons juge l'opinion publique ».

M. Bergeron a réaffirmé ses inquiétudes sur la protection sociale des critères sur les travaux d'utilité collective et a évoqué la syndicalisation des enseignants en assurant que FO n'avait fait que son « devoir » en

répondant à la multiplication des demandes d'adhésion. Il n'y a pas d'OPA sur la FEN, a-t-il assuré, mais l'intention de « faire entendre une autre voix » sur l'école. Evoquant la « victoire » de FO aux élections du 19 octobre 1983 à la Sécurité sociale, il y a vu « un nouveau départ qui doit nous permettre d'atteindre notre objectif de tous jours, c'est-à-dire reprendre la première place sur l'échiquier syndical français », ce qui suppose un « grand effort de recrutement et d'implantations nouvelles ». En conclusion, il a insisté, sans risque d'être contredit par ses délégués, sur la nécessité de « préserver l'indépendance absolue à l'égard des partis politiques et de l'Etat » et de refuser de « se laisser entraîner dans les chemins tortueux de l'unité, qu'elle soit qualifiée d'action ou autrement ».

MICHEL NOBLECOURT.

La CGT lance un mot d'ordre de grève générale dans les mines de fer lorraines

De notre correspondant

Metz. — Le mot d'ordre de grève générale lancé par la CGT dans les mines de fer lorraines s'est traduit, lundi 19 novembre, par un arrêt total de la production dans les sites exploités par Lorraine (mines de Sacilor), dont le siège, à Hayange (Moselle), a été occupé par les grévistes.

Les mineurs de fer CGT réclament l'engagement de négociations des groupes sidérurgiques-pouvoirs publics pour définir un plan d'extraction pour les années à venir. Après être tombée pour la première fois l'an dernier sous la barre des 15 millions de tonnes, la production

de minerai de fer lorrain a encore chuté au cours des dix premiers mois de 1984 de près de 400 000 tonnes par rapport à la période correspondante de 1983. Depuis 1981, onze puits ont été fermés, douze restant en activité.

Parallèlement, plus de 1 600 emplois ont été supprimés dans ce secteur d'activité, l'effectif global étant passé de 4 077 à 2 450 salariés. « La politique de démantèlement catastrophique pratiquée de 1961 à 1981 s'est accélérée au cours de la dernière période malgré les engagements solennels renouvelés », affirme la CGT. Le conflit pourrait encore se durcir et toucher les mines du groupe Usinor. La généralisation du mouvement a en effet été décidée par le congrès de la fédération régionale des mineurs de fer CGT, dimanche 18 novembre à Fiemmes (Meurthe-et-Moselle).

J.-L. TH.

A la RATP

FO ET LES INDÉPENDANTS PROGRESSENT AUX DÉPENS DE LA CGT ET DE LA CFDT

Aux élections des délégués au comité d'entreprise de la RATP, dont les résultats viennent d'être publiés, la CGT et la CFDT perdent du terrain au profit de FO et des indépendants. Dans le premier collège (exécution), la CGT a obtenu 39,9 % des voix, la liste autonome-CFTC 21,4 %, les indépendants 9,2 %, la CFDT 7,7 %. Dans le deuxième (maîtrise), la CGT recueille 29,3 % des suffrages, FO 28,3 %, une liste autonome-CGC-CFTC 20,7 %, la CFDT 14,5 % et les indépendants 7,2 %. Enfin, c'est la liste autonome-CGC-CFTC qui arrive largement en tête avec 48,8 %, FO obtenant 19,7 %, la CGT 16,3 %, la CFDT 13 % et les indépendants 2,2 %.

Sur l'ensemble (22 991 suffrages au total), la CGT a obtenu 35,6 % des voix contre 38,3 % aux élections précédentes (en 1982), FO 22,5 % contre 20,5 %, la CFDT 9,6 % contre 11,7 %, les indépendants 8,1 % contre 4,9 %. La coalition autonome-CFTC (présente seulement dans le premier collège) 15,4 % et l'alliance autonome-CGC-CFTC (présente seulement chez les agents de maîtrise et les cadres) 8,8 % : pour ces organisations, la comparaison n'est pas possible avec les élections précédentes, car elles se présentaient séparément. De même la comparaison est difficile par collège, car la composition est différente de celle de 1982.

● Brest : cinq délégués CGT des AFO condamnés à verser des amendes. — Cinq délégués CGT des Ateliers français de l'Ouest (AFO) ont été condamnés, lundi 19 novembre, au versement d'amendes par le tribunal de grande instance de Brest (Finistère) pour le blocage du navire de forage pétrolier *Norfolk*, du groupe ELF-Aquitaine, retenu, depuis le 16 novembre, au port de commerce.

Trois délégués CGT, dont le responsable de la section, M. Xavier Tréhol, sont condamnés à verser 5 000 F par jour de retard. La CGT avait bloqué le bateau pendant dix jours en poursuivant les travaux et décidé, le 16 novembre, d'empêcher la sortie en mer du bâtiment.

avec DEDIPART et ACTION

TENNIS ACTION
734 36 36

STAGES LONGUE DURÉE
100 heures - 4 ou 5 mois
Admission - Brevet - Titres reconnus
9 CENTRES A PARIS
Paris, Fontenay, Ivry, Charente
Pau, Pauillac, P. de Neuilly
Paris 10^e, P. de Neuilly
Fontenay-le-François

Une association européenne préconise une nouvelle politique sociale communautaire

Il est temps, pour l'Europe communautaire, de mener une nouvelle politique sociale, ont expliqué, le 19 novembre à Paris, les auteurs d'un ouvrage consacré à ce thème (1). Membres de l'Association d'études politiques trans-européennes, que préside le professeur Jacques Vandamme, les universitaires et hauts fonctionnaires européens qui ont écrit ce livre observent que les politiques de lutte contre le chômage se révèlent insuffisantes, voire « anachroniques », la crise économique a mis en évidence les limites de l'« Etat-providence », qui ne peut suivre une évolution précoce et doit sortir de son rôle « protecteur et redistributif ».

Une nouvelle politique sociale permettrait une harmonisation et une cohésion entre les Etats, qui devraient se préoccuper de concertation et introduire des éléments de flexibilité. Notamment, et cela a été rappelé au cours de la conférence de presse, les pays européens devraient développer la notion de travail à

temps choisi, « le temps professionnel n'étant plus le seul temps reconnu », ou encore, s'agissant de protection sociale, « créer des espaces alternatifs de satisfaction des besoins ».

Pour y parvenir, notent cependant les auteurs, encore faut-il que soient réunies les conditions d'un dialogue social communautaire. « En tant qu'Etats individuels, nous ne pouvons guère influencer l'évolution mondiale », observe M. Quinn, ministre du travail irlandais et président du conseil des affaires sociales de la CEE, qui préconise « une politique économique européenne concertée », parce que, ajoute-t-il, « nous devons faire quelque chose de plus » envers les onze millions de chômeurs que compte la Communauté européenne.

(1) Pour une nouvelle politique sociale en Europe. Avant-propos de M. Jacques Delors. Editions Economica, 152 p., 90 F.

La Société alsacienne de construction mécanique envisage 660 suppressions d'emplois

La Société alsacienne de construction mécanique (SACM) installée à Mulhouse (Haut-Rhin) envisagerait 660 suppressions d'emplois selon le syndicat CGT de l'entreprise. La SACM, filiale indirecte de la Compagnie industrielle, fabrique des moteurs diesel et des machines textiles sous le nom de Société alsacienne de construction de matériel textile (SACMT).

La SACMT, qui compte 1 100 employés, a été mise en règlement judiciaire le 1^{er} novembre dernier. Selon la CGT, la direction envisage d'arrêter la production d'une grande partie de la gamme pour se concentrer sur le nouveau métier à tisser UR 1000, dont la commercialisation a, par ailleurs, pris du retard, entraînant des départs anticipés par FNE, par congé-formation mais aussi par licenciements. L'un des syndicats de l'entreprise, M. Dufray, a admis qu'il « était impossible d'envisager le maintien des structures actuelles », mais « aucune décision n'est prise », a-t-il ajouté en réponse au syndicat.

Un millier de manifestants ont défilé dans les rues de Mulhouse le mardi 20 novembre pour protester contre ces projets. A l'appel de la CGT et de la CFDT. La CGT a appelé à une nouvelle manifestation à l'occasion de la visite du président de la République à Mulhouse le 22 novembre.

● Les bureaux de la communauté urbaine de Dunkerque occupés. — Les bureaux de la communauté urbaine de Dunkerque (Nord) ont été occupés du 19 novembre au soir jusqu'au mardi 20 novembre à 11 h 30 par plusieurs dizaines de salariés de l'établissement dunkerquois de réparation navale des Ateliers français de l'Ouest (AFO). Les manifestants demandaient à M. Albert Denvers (PS), président de la communauté, de prendre position sur leur situation et d'intervenir auprès du gouvernement. Le personnel de la communauté et le public avaient été invités à ne pas se rendre aux bureaux ce mardi, pour éviter tout incident.

Une opportunité exceptionnelle pour des hommes d'exception

Le moment est venu de profiter du secteur qui connaît la plus forte croissance en France et dans le monde entier... La Micro-Informatique.

Entré Computer Centres Inc. réalise la croissance mondiale la plus rapide en distribution de micro-informatique, avec plus de 260 centres de micro-informatique en franchise aux Etats-Unis, au Canada et en Europe. Aujourd'hui, Entré accorde des franchises, en France, aux meilleurs hommes d'affaires et entrepreneurs. Etre l'un de ceux qui peuvent dire « Je suis Entré », est une opportunité unique.

Si vous pouvez justifier d'une expérience réussie dans les ventes et le marketing, si vous possédez des qualités d'entrepreneur et si vous pouvez gérer une affaire de plusieurs dizaines de millions de francs, alors Entré sera peut-être la plus grande chance de votre vie professionnelle.

Nous apportons : « Un programme marketing professionnel complet, « Une gamme éprouvée de micro-ordinateurs, de périphériques, de logiciels... les meilleurs du marché, par exemple à ce jour, les centres Entré sont tous distributeurs agréés ordinateur personnel IBM. » Une formation complète et approfondie,

« Assistance et conseils dans la recherche et dans la conception, l'aménagement et la préparation du centre, « Un support constant et dévoué sur le terrain. » Des programmes de publicité et de promotion. « Le concept Entré de service total à la clientèle (conseil, ventes, formation et service après-vente) assurant des relations à long terme.

Vous apportez : « 1.000.000 de francs, et d'autres possibilités de financement, « Dynamisme, ambition et professionnalisme liés à la croyance au concept de service total à la clientèle pour devenir membre du réseau mondial Entré.

Si vous pouvez justifier d'une expérience professionnelle qui prouve que vous êtes l'un des meilleurs, téléphonez dès aujourd'hui au siège français :

(1) 574.97.77
ou au siège européen :
19 (44) 753.31.222

ENTRÉ

Siège français :
58-60 avenue de la Grande Armée
75017 Paris

Bravo!
aérospatiale
félicite ses vainqueurs
du 10 novembre 1984

Brigitte Deydier
Aérospatiale - Châtillon,
championne du monde de judo
à Vienne

L'équipe "architecte industriel"
Aérospatiale - Les Mureaux -
Kourou, pour le tir d'Ariane XI et la
mise en orbite de deux satellites
américains.

aérospatiale
le dynamisme d'entreprise

CONJONCTURE

La réglementation des prix

Sauf accords particuliers, les tarifs des services ne pourront pas augmenter de plus de 3 % en 1985

« Une fois encore, une occasion a été manquée, alors que jamais les conditions n'ont été aussi favorables pour mettre un terme définitif à l'archaïsme du contrôle des prix », estime le Conseil national du patronat français (CNPF), dans un communiqué publié à l'issue du comité des prix du lundi 19 novembre (voir le Monde du 20 novembre). « Comme dans tous les autres grands pays modernes, il aurait mieux valu faire confiance aux entreprises, choisir la modération des prix par le libre jeu de la concurrence plutôt que de perpétuer l'arbitraire administratif. »

On lira ci-dessous l'essentiel des textes qui réglementeront les prix l'année prochaine. L'intention est claire : obliger les branches professionnelles à conclure avec l'administration des accords de régulation des prix, sanctionner - le mot n'est pas trop fort - par des autorisations de hausses de prix très réduites les secteurs récalcitrants (3 % pour les services, stricte stabilité pour les prix industriels). En revanche les services qui concluent des accords avec l'administration pourront augmenter leurs tarifs de plus de 3 % (mais de moins de 5 %).

« Le gouvernement poursuivra la libération progressive des prix. Il dépend des entreprises, et non de l'Etat, qu'on aille plus ou moins vite dans ce domaine. La liberté sera de règle chaque fois que les conditions économiques, et notamment la situation de concurrence, le permettront », indique, dans un communiqué, publié lundi 19 novembre, le ministère de l'économie et des finances.

A l'issue du comité national des prix tenu le même jour, le ministère a précisé : « La liberté déjà accordée aux deux tiers des produits industriels, est confirmée. En outre, il a été décidé de procéder, d'ici au 1^{er} janvier 1985, à une nouvelle étape consistant à libérer d'encadrement des marges commerciales de 1984 sera assoupli pour les grossistes ainsi que pour les détaillants qui prendront des engagements de stabilisation des prix. Enfin, une importante évolution s'amorçera dans le domaine des services industriels avec la libération, dès le début de l'année, des prix d'une quinzaine de secteurs (1). La réforme des professions réglementées au pourcentage sera également poursuivie, dans la perspective de l'élimination des causes structurelles de l'inflation. »

● PRIX INDUSTRIELS : DES RENDEZ-VOUS RÉGULIERS

L'exposé des motifs de l'arrêté publié au Bulletin de la concurrence du mardi 20 novembre, et concernant les produits industriels, précise : « A la fin de 1984, la grande majorité des entreprises du secteur industriel aura reconstruit la liberté des prix. Pour 1985, ce mouvement se poursuivra dans le cadre des engagements de lutte contre l'inflation, mécanisme souple et concerté qui a présidé jusqu'ici à cette évolution. Les entre-

prises dont les prix ont déjà été libérés, ou le seront en 1985, continueront le dialogue avec l'administration sous forme de rendez-vous réguliers et d'échanges d'informations. Pour les autres entreprises ou secteurs qui signeront en 1985 des engagements de lutte contre l'inflation, l'objectif d'évolution des prix sera fixé en tenant compte de leurs particularités, tout en étant conforme à l'effort général de désinflation. »

● COMMERCE ET IMPORTATIONS : ENCADREMENT DES MARGES

Au même Bulletin de la concurrence, l'exposé des motifs relatifs à la réglementation du commerce précise : « Dans ses grandes lignes, le dispositif prévoit que toutes les entreprises commerciales seront soumise en 1985 à la même obligation : stabiliser leur marge globale au niveau autorisé au cours du dernier exercice clos avant le 1^{er} juillet 1984. Cependant, les entreprises qui souscriront des engagements de modulation de prix et de développement de la concurrence, dans le cadre de conventions négociées avec l'administration, pourront bénéficier de la suppression du plafonnement des marges prévu en 1983 et en 1984. »

« Les entreprises qui se trouvent dans une situation structurellement défavorable pourront présenter une demande de fixation de marge de référence leur permettant de réaliser l'équilibre d'exploitation. »

● SERVICES : ACCORDS DE RÉGULATION, ENGAGEMENTS DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

« Comme en 1984, les prix pourront évoluer dans les conditions fixées par les accords de régulation ou les engagements de lutte contre l'inflation qui seront conclus par les organisations professionnelles. Pour

Les prix industriels seront très progressivement libérés. Un nouveau train est déjà envisagé pour le début de l'année prochaine (ci-contre). D'une façon générale, pour les secteurs industriels encore réglementés - ils sont nombreux - les hausses seront calculées autour d'une norme indicative de 2,7 % à 3 %, mais avec des variations assez importantes allant d'une légère baisse pour certains produits à des hausses pouvant atteindre 4,5 % (cas de secteurs en difficulté comme le textile, la chaussure). Le prix des cigarettes est à considérer à part puisqu'il fait l'objet d'un contentieux avec la Commission de Bruxelles (la hausse qui interviendrait l'année prochaine pourrait être - compte tenu d'un rattrapage nécessaire - sensiblement supérieure à 5 %).

Pour les secteurs libérés, les professions auront l'obligation de rencontres périodiques avec l'administration et d'échanges d'informations. On n'en est donc pas encore à la libération totale style Monory 1978. Reste enfin le cas de l'automobile, dont les demandes sont importantes, mais, pour l'instant, n'ont pas emporté la conviction des pouvoirs publics. Affaire à suivre donc.

ALAIN VERNHOLLES.

les autres prestations, la souscription d'un accord de régulation ou d'un engagement de lutte contre l'inflation demeure possible.

» Pour les professions qui rendent des prestations rémunérées de manière graduée ou proportionnelle, des discussions ont déjà été engagées avec les organisations professionnelles : cette réflexion consistera sera poursuivie en 1985. A défaut d'engagement, ces rémunérations continueront à faire l'objet d'une réduction de 1 %.

L'arrêté qui suit est exposé des motifs précise que les prix des prestations de services - sauf accord spécifique - pourront être majorés en deux étapes par rapport aux prix pratiqués fin décembre 1984 : 1,5 % au 15 avril prochain, 1,5 % au 15 octobre.

(1) Notamment : location de matériel de travaux publics et adossés ; location de poids lourds ; réparation et entretien de poids lourds ; location de wagons industriels ; location de véhicules industriels ; affrètements aériens ; laboratoires photographiques professionnels ; location de sacs et blaches ; reprographie ; paysagistes.

LIBÉRATION POUR UNE VINGTAINE DE PRODUITS INDUSTRIELS

Plus de vingt prix industriels seront libérés au début de l'année prochaine. Les produits concernés représentent 6 % du chiffre d'affaires de l'industrie. En voici la liste telle qu'elle a été communiquée par la rue de Rivoli.

● **Biens intermédiaires** : fils et câbles électriques, chimie minérale, matières plastiques, tannerie, mégisserie, peinture pour le bâtiment, imprimerie, bois industriel, informatique et bureautique, blanc de craie, tuiles et briques, amiante ciment. Divers.

● **Biens de consommation** : bijouterie, joaillerie, télévision, autoradio, pièces détachées auto. Divers.

On remarquera que les réfrigérateurs et l'électroménager blanc ne font pas partie de la liste, les pouvoirs publics ayant estimé la concurrence insuffisante dans ce domaine.

● **Alimentation** : salaisons, biscuits, aliments pour animaux, farines, entremets et desserts. Divers.

ISLANDE

● **Dévaluation de la couronne** de 12 %. - La couronne islandaise a été dévaluée de 12 %, le 20 novembre. Cette mesure était attendue depuis samedi 17 novembre et des opérations de change avaient été suspendues, le 19 novembre, pour permettre au gouvernement et à la banque centrale de prendre les dispositions nécessaires. La dévaluation a notamment été assortie de mesures d'économies destinées à en atténuer les effets pour les catégories les moins favorisées.

ERRATUM. - Dans le Monde du 20 novembre, plusieurs erreurs se sont glissées sur l'identité des membres du Comité de gestion de la Coopération laitière de Haute-Normandie : il s'agit de M. Marcel Deneux (et non Daniel) et de M. Jean Levasseur (et non Levasseur).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-AL	9,1670	9,1685	+ 95	+ 185
SE-AL	9,1670	9,1685	+ 95	+ 185
SE-AL	9,1670	9,1685	+ 95	+ 185
SE-AL	9,1670	9,1685	+ 95	+ 185
SE-AL	9,1670	9,1685	+ 95	+ 185
SE-AL	9,1670	9,1685	+ 95	+ 185
SE-AL	9,1670	9,1685	+ 95	+ 185
SE-AL	9,1670	9,1685	+ 95	+ 185
SE-AL	9,1670	9,1685	+ 95	+ 185
SE-AL	9,1670	9,1685	+ 95	+ 185

TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-AL	DM	FF	FR	IT	UK	US
1 mois	9,1670	5,3/8	11 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
3 mois	9,1670	5,3/8	11 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
6 mois	9,1670	5,3/8	11 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
12 mois	9,1670	5,3/8	11 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publié)

SOLDES INCROYABLES MOINS 30, 40, 50 %

Fauteuils, chaises dactylo. Bureaux, bibliothèques. Armoires métalliques et bois.

ROGER H. FRANCE

SPECIALISTE DU MOBILIER BUREAU DIRECTION
59-61, rue La Fayette, 75009 Paris.
Tél. : 2885-42-41. Météo Cadet.
Période grand de 9 h à 18 h 30
du lundi au samedi sans interruption.
Expédition dans toute la France.



(Publié)

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE
SOCIÉTÉS RÉGIONALES DU KIRIMIRO ET DU BUYENZI
AVIS D'APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL
N° 02/84 SRD KIRIMIRO - SRD-BUYENZI

Le Gouvernement de la République du Burundi a obtenu un prêt de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), en vue de financer le Projet de développement rural de la région de Kirimiro (Cédit IDA 1185 BU) et la Société régionale de développement de Buyenzi (Cédit IDA 1182 BU).

Le présent appel d'offres s'inscrit dans le cadre de ces financements et consiste en l'ADJUDICATION DES COMPTES EXERCICE 1984 de la SRD BUYENZI et de la SRD KIRIMIRO.

Le cahier spécial des charges correspondant à cet avis d'appel peut être obtenu :

- au siège de la SRD-KIRIMIRO à Gitega
- au siège de la SRD-BUYENZI à Ngazi
- au secrétariat permanent des adjudications contre versement d'un montant de 100 \$ ou l'équivalent en Francs BU.

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique le 28-12-1984, à 10 heures, dans les locaux du ministère des finances, bureau 222-223, à Bujumbura.

« La participation est ouverte aux entreprises admises à soumissionner conformément aux directives concernant la passation des marchés finocés par les prêts de la Banque mondiale et les crédits IDA ».

Les soumissionnaires restent engagés à leurs offres pendant un délai de 90 jours.

Fait le 30-10-1984

SOCIÉTÉ RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT DU BUYENZI
Salvator NIMUBONA

SOCIÉTÉ RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT DU KIRIMIRO
Simon SINDAYIHEBURA

HRM

Conseil en recrutement de cadres supérieurs
vous remercie de noter sa nouvelle adresse :
33 rue d'Artois 75008 Paris 225.27.53

ALJOURD'HUI numéro 70
novembre 1984

Conditions de travail

Au centre des conflits, le travail.
Expériences syndicales : dans la région Nord, dans la pharmacie, dans l'habillement, dans les mines, dans les secrétariats.
L'expertise conditions de travail.

Un numéro de 96 pages - 33 F. En vente chez votre marchand de journaux ou à commander à Administration de ALJOURD'HUI, 4, boulevard de la Villette - 75005 Paris cedex 19.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GROUPE CGE

Chiffre d'affaires des trois premiers trimestres 1984

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours des neuf premiers mois de 1984 par le groupe de la Compagnie générale d'électricité (sociétés contrôlées et affiliées) s'est élevé à 49 017 millions de francs hors taxes, contre 48 093 millions de francs en 1983.

Ces deux montants ne sont pas directement comparables en raison des profondes modifications de structures qui sont intervenues au cours des douze mois écoulés et incluent notamment :

- la cession partielle de la participation du groupe dans SOE-Salmat et Brice ;
- la cession de Sintra Alcatel et de Cepem ;
- la prise de contrôle de la société Hotchkiss Brandt Sogemo et de trois câbles français ;
- l'entrée, parmi les sociétés affiliées de Thomson télécommunications dont le mandat de gestion a été confié à la CGE et qui regroupent les activités de télécommunications publiques, de bureau et de communications d'entreprise en provenance de Thomson.

A structures comparables, la progression d'une année à l'autre s'établit à + 12,7 %.

La répartition par secteurs d'activité du chiffre d'affaires total du groupe est donnée dans le tableau ci-après. Les montants réalisés au cours d'une part des neuf premiers mois de 1983 et d'autre part des neuf premiers mois de 1984 sont accompagnés des variations correspondantes calculées à structures comparables.

MF : millions de francs	Montant 9 premiers mois 1983	Montant 9 premiers mois 1984	Variation 1984/1983 à structures comparables
Electromécanique et construction navale	11 064	12 672	+ 14 %
Entreprise électrique	3 809	3 907	+ 2,6 %
Entreprise	10 380	10 380	0 %
Télécommunications et informatique	8 838	16 949 (1)	+ 19,9 %
Câbles	4 632	5 992	+ 7,4 %
Accessoires et pièces	2 712	2 932	+ 9,6 %
Matériaux	806	1 049	+ 15,2 %
Grand public	719	719	0 %
Commercial et divers	5 133	5 516	+ 5,1 %
TOTAL	48 093	49 017	+ 12,7 %

(1) Y compris Thomson télécommunications.

La part relative des sociétés affiliées dans le chiffre d'affaires global est de 22 %.



PORTEFOLLE SANTÉ Avenir

groupe cc

CREDIFONDS, Société de gestion de Fonds Communs de Placement du Groupe CIC, annonce la création du « Portefeuille Santé Avenir », Fonds Commun permettant de participer dans divers pays à l'essor des Sociétés d'intérêt en développement de la médecine et des soins.

Afin d'aider la vie associative et les laboratoires de recherche médicale, les droits d'entrée seront abaissés de façon très substantielle, de manière à permettre

tre aux souscripteurs d'adresser parallèlement, s'ils le souhaitent une contribution volontaire à la Fondation de France, admette en déduction du revenu imposable. La Fondation répartira ces dons entre différents organismes de recherche médicale.

L'opération est conçue et suivie par ASSOCIES SERVICES, association reconnue créée par le Groupe CIC, et consacrée exclusivement au service des associations quel que soit leur objet.



SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS INTERNATIONAUX (SPI) GROUPE PALUEL-MARMONT

Le conseil d'administration du 25 octobre 1984 a arrêté les comptes de l'exercice 1983-1984 qui se soldent par un bénéfice net de 5418023,30 F contre 4243417,89 F pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'AGO du 20 décembre prochain le paiement d'un dividende de 5,50 F + 2,75 F d'avoir fiscal, soit 8,25 F par action, à compter du 27 décembre 1984.

Cette distribution représente, du fait de l'augmentation de capital d'avril 1984 et de la date de jouissance des actions nouvelles fixée au 1^{er} octobre 1983, une distribution globale en progression de 37,5 % par rapport à l'exercice précédent.

haill investissement

Le conseil d'administration de Bail Investissement, réuni le 15 novembre 1984 sous la présidence de M. Maurice Goutier, a examiné l'activité et les résultats de l'exercice en cours.

Les engagements nouveaux des trois premiers trimestres ont atteint 238 millions de francs - contre 227 millions de francs - au cours des neuf premiers mois de 1983.

Les recettes locatives comparées sur la même période s'élèvent à 428 millions de francs contre 373 millions de francs.

L'estimation des résultats de l'exercice permet d'envisager une nouvelle augmentation du dividende.

SCGPM

Après sa réunion du 4 octobre dernier, le conseil d'administration de la SCGPM informe ses actionnaires des perspectives de l'exercice en cours.

L'activité hors taxes de la société pour le premier semestre de l'exercice 1984 est de : 323 853 000 F, contre 283 801 000 F pour la même période d'exercice 1983, soit une augmentation de 13,80 %.

Par rapport au second semestre de l'exercice 1983 - 284 575 000 F hors taxes, l'évolution du chiffre d'affaires est de 13,80 %.

Cette activité dégage, pour le premier semestre, un résultat de : 5 561 000 F.

L'activité de la SCGPM pour l'exercice 1984 permettra de procéder à l'augmentation du capital de la SEMICO, notre filiale au Congo, et de financer notre implantation au Cameroun.

Les résultats de l'exercice, après constitution des provisions pour investissements à l'étranger, se maintiendront à un niveau voisin de ceux de l'exercice 1983. Cela représente une performance non négligeable dans le contexte de morosité que traverse notre profession.

Lisez LE MONDE diplomatique

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

78350 JOUY-EN-JOSSI - Tél. : 03 858 80 00 POSTE 476 OU
(3) 858 24 28 (LIGNE SPÉCIALE "TELESECOURS")
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-ISA-CFO)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

En vue de la rentrée de septembre 1985
date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la première session :
vendredi 30 novembre 1984.

TÉLÉcopieur PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX - TÉLÉCOPIE 347.21.32

هكمان النجل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

20 novembre

L'effritement se poursuit

Bien amorcé en début de semaine, le mouvement d'effritement s'est poursuivi doucement mardi à la Bourse de Paris. Aucun compartiment n'a connu de hausse, mais les baisses ont été limitées. Un peu partout, sous l'impulsion de la clôture, l'indicateur instantané a réussi à rattraper son retard pour s'établir pratiquement à son point d'équilibre (-0,01 %).

Les professionnels étaient formels : « Il n'y a pas véritablement de tendance ». Pour tout dire, le marché navigue non loin de ses plus hauts niveaux sans trop savoir quelle direction prendre. Force est de constater que, avec ses hésitations, Wall Street ne l'aide guère à trouver sa voie, quand, déjà, le prix relativement élevé des valeurs françaises constitue un handicap.

D'autre part, des ajustements de portefeuille se produisent et la liaison avec la prochaine liquidation générale.

La Bourse est comme pétrifiée. Quelques titres ont surmonté quand même, parmi lesquels, figurent notamment Cit-Alcaï, BSN et surtout Michelin (+1,6 %), que la perspective d'une M&A d'un milliard de francs pour 1984 semble avoir revigoré.

Vendredi 23 novembre, les actions Salomon seront transférées du second marché au RM de Lyon. Les transactions se feront par quotas de cinq.

La devise-titre n'a pratiquement varié. Elle est traitée entre 10,07 F et 10,10 F contre 9,97 F/10,10 F.

En cours, le dollar affaibli Londres : 342,65 dollars l'once contre 343,40 dollars.

A Paris, le lingot a coté 101 100 F (après 101 000 F) contre 100 800 F. Réplis du napoléon à 602 F (-2 P).

Le volume des transactions s'est élevé à 11,14 millions de francs contre 12,04 millions de francs.

NEW-YORK

20 novembre

Résistance des « Blue Chips »

Pour la seconde séance consécutive, la cote de Wall Street, mais sous une forme un peu différente, a subi une baisse sensible. Les actions de seconde catégorie qui ont particulièrement souffert. Le bilan de la journée est négatif. Sur 2 007 valeurs traitées, 1 113 se sont relevées, 449 seulement ont monté et 445 ont varié.

En revanche, les « Blue Chips » ont beaucoup mieux résisté que vendredi. A la clôture, l'indice des Industriels accusait une perte relative modeste de 2,66 points à 1 185,28.

De l'avis général, le marché s'inquiète toujours du ralentissement de l'expansion et du problème du déficit budgétaire qui paraît difficile à régler. D'autre part, les résultats trimestriels des entreprises sont souvent moins bons qu'espérés.

Les analystes faisaient remarquer que dans une telle morosité il ne fallait guère s'écarter du modèle d'investissement par la baisse du rendement de l'argent et le raffermissement du marché obligataire. Autre facteur de pression : la faiblesse de l'activité favorisée par le chômage du 29 novembre à l'occasion du Thanksgiving Day et la tension du pont. Les échanges ont enregistré 39,73 millions de titres, contre 33,14 millions précédemment.

VALEURS	Cours de 19 nov.	Cours de 20 nov.
Alcoa	35 3/8	35 3/8
Amstar	42 1/2	42 1/2
Boeing	44 1/2	44 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
Citigroup	42 1/2	42 1/2
Eastman	42 1/2	42 1/2
Exxon	42 1/2	42 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
IBM	42 1/2	42 1/2
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	42 1/2	42 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	42 1/2	42 1/2
Motorola	42 1/2	42 1/2
Oracle	42 1/2	42 1/2
Rockwell	42 1/2	42 1/2
Sony	42 1/2	42 1/2
Union Carbide	42 1/2	42 1/2
Walt Disney	42 1/2	42 1/2
Wendy's	42 1/2	42 1/2
World Book	42 1/2	42 1/2
Xerox	42 1/2	42 1/2

VALEURS	Cours de 19 nov.	Cours de 20 nov.
Alcoa	35 3/8	35 3/8
Amstar	42 1/2	42 1/2
Boeing	44 1/2	44 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
Citigroup	42 1/2	42 1/2
Eastman	42 1/2	42 1/2
Exxon	42 1/2	42 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
IBM	42 1/2	42 1/2
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	42 1/2	42 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	42 1/2	42 1/2
Motorola	42 1/2	42 1/2
Oracle	42 1/2	42 1/2
Rockwell	42 1/2	42 1/2
Sony	42 1/2	42 1/2
Union Carbide	42 1/2	42 1/2
Walt Disney	42 1/2	42 1/2
Wendy's	42 1/2	42 1/2
World Book	42 1/2	42 1/2
Xerox	42 1/2	42 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

HOECHST. - Bénéfice avant impôt du groupe au 30 septembre : 2,11 milliards de deutschemarks (+60 %) pour un chiffre d'affaires consolidé de 30,81 milliards de deutschemarks (+12,6 %, dont 8 % en volume). La plupart des sociétés du groupe ont contribué à l'amélioration des résultats.

CGE. - Le chiffre d'affaires des neuf premiers mois progresse de 12,7 % à structures comparables. Il atteint 49,01 milliards de francs, contre 48,09 milliards de francs.

VITTEL. - Le premier producteur français d'eau minérale s'attend à une « nette réduction » de ses résultats pour 1984.

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 = 29.10.1983)
Valeurs françaises : 118,8
Valeurs étrangères : 91,3
C° DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 = 30.09.1983)
Indice général : 181
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 20 novembre : 11 1/4 %
COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en yen) : 245,30

BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	% du nom	% de capital	Cours	Dernier cours
3 %	28 70	0 418	310	310
5 %	43 80	0 018	578	578
5 %	43 80	0 018	578	578
5 %	43 80	0 018	578	578
5 %	43 80	0 018	578	578
5 %	43 80	0 018	578	578
5 %	43 80	0 018	578	578
5 %	43 80	0 018	578	578
5 %	43 80	0 018	578	578
5 %	43 80	0 018	578	578

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	44 80	44 80
Alcatel	44 80	44 80
Alcatel	44 80	44 80
Alcatel	44 80	44 80
Alcatel	44 80	44 80
Alcatel	44 80	44 80
Alcatel	44 80	44 80
Alcatel	44 80	44 80
Alcatel	44 80	44 80
Alcatel	44 80	44 80

Étrangères

VALEURS	Cours	Dernier cours
AEG	275	275
Alcatel	275	275
Alcatel	275	275
Alcatel	275	275
Alcatel	275	275
Alcatel	275	275
Alcatel	275	275
Alcatel	275	275
Alcatel	275	275
Alcatel	275	275

20 NOVEMBRE

VALEURS	Cours	Dernier cours
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750

SICAV 19/11

VALEURS	Cours	Dernier cours
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours	Dernier cours
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours	Dernier cours
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours	Dernier cours
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours	Dernier cours
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750

Règlement mensuel

VALEURS	Cours	Dernier cours
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Dernier cours
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750

COURS DES BILLET

VALEURS	Cours	Dernier cours
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier cours
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750
AGP-RD	1750	1750

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. « Le piège des mots », par Jean-Yves Lhomet : « Être socialiste aujourd'hui », par Gérard Fuchs.

ÉTRANGER

3. LES PROLONGEMENTS DE LA CRISE TCHADIENNE

4. AFRIQUE
- Scènes de famine en Éthiopie.
45. DIPLOMATIE
- La préparation du congrès de Dublin.
6. AMÉRIQUES
- ÉTATS-UNIS : le procès du général Wassermann contre CBS.
7. PROCHE-ORIENT
- Le président Mubarak confirme qu'une détente s'amorce dans les relations israélo-égyptiennes.
7. ASIE

POLITIQUE

9. La situation en Nouvelle-Calédonie.
10. Le voyage de M. Mitterrand en Alsace.
- Un entretien avec M. Le Pen.
14. Les III^e États généraux des communes rurales.
- La découpe cantonale.

89 FM à Paris

- ABO « le Monde »
232-14-14
Mardi 20, 19 h 30
(appels possible dès 19 h)
M. Mitterrand l'opposition et les élections futures
Jean-Marie Colombani et Patrick Jarras répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs

SOCIÉTÉ

15. « Interpol fait peu neuve », par Danielle Roudot.
16. Le débat sur l'insécurité tourne à vide.
- Le directeur d'une galerie parisienne incarcéré à Grasse.
17. MÉDECINE : le plan directeur de l'Assistance publique.
- Catastrophe à Mexico.
26. SPORTS.
27. ÉCHECS.

CULTURE

18. MUSIQUE : Medes, au Théâtre des Champs-Élysées ; le Chevalier à la rose, à l'Opéra de Paris.
25-26. COMMUNICATION.

DOSSIER

37. La querelle du synchronisme.

ÉCONOMIE

38. AFFAIRES : le groupe immobilier Férat et le banquier Louis-Dreyfus veulent prendre le contrôle de Bousac.
39. SOCIAL : l'ouverture du XIV^e congrès de FO. M. André Bangeron dénonce la stratégie du patronat.
40. PRUX : sauf accords particuliers, les tarifs des services ne pourront pas augmenter de plus de 3 % en 1985.

- RADIO-TÉLÉVISION (25)
INFORMATIONS
« SERVICES » (27)
Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (28 à 36)
Carnet (26) ; Programmes des spectacles (19-20) ; Marchés financiers (41).

(Publicité)

**Ordinateurs
15 portatifs,
9 domestiques
chez Duriez**

TARI, Canon, Casio, Commodore, Epson, Hewlett-Packard, Olivetti, Oric, Sharp, Sinclair, Thomson, etc., avec accès. Plus de 1000 logiciels. Librairie spécialisée pour tout apprendre facilement. Catalogue blanc d'essai contre 3 T. à 2,10 F (gratuit sur place). Duriez, 132, Bd St-Germain, M^o Odéon.

A B C D F G H

Le gouvernement s'inquiète des conditions de la concurrence entre l'industrie et le grand commerce

La naissance et la multiplication de grandes centrales d'achat créées par les grands de la distribution (hypermarchés, grands magasins, magasins à succursales) portent-elles atteinte à la concurrence et établissent-elles un déséquilibre entre industrie et commerce ?

La commission de la concurrence a été saisie de ce sujet, vendredi 16 novembre, par le ministre de l'économie et des finances.

L'analyse de la situation par la commission prendra au moins deux mois et peut-être davantage (six mois ?), tant les partenaires sont nombreux qu'il faudra auditionner : industriels de l'agro-alimentaire, mais aussi des non-alimentaires, responsables des grands groupes commerciaux, représentants du petit commerce et du commerce associé, et enfin fonctionnaires des diverses administrations qui ont déjà à

connaître des relations entre les producteurs et les distributeurs.

Il est vrai qu'un des problèmes constants des industriels est de parvenir à faire figurer leurs produits en bonne place dans les usines à vendre : la question est de savoir si la pression qu'exercent les centrales d'achat sur les producteurs est « normale » ou si elle porte atteinte aux règles normales du jeu commercial, certains fabricants étant amenés, pour vendre, à concéder plus qu'il n'est souhaitable aux distributeurs.

Déjà, le 18 mai dernier, M. Jacques Delors, alors ministre de l'économie, des finances et du budget, dans une circulaire publiée au *Journal officiel* du 23 mai, avait, en raison des « pratiques discriminatoires injustifiées » et de l'« opacité des conditions de vente », précisé pour les commissaires de la République les dispositions législatives et réglementaires en la matière.

NOUVELLES BRÈVES

• Le voyage de M. Mitterrand en Syrie. — Les autorités de Damas ont officiellement annoncé, ce mardi 20 novembre, la visite du président Mitterrand, à Damas, les 26, 27 et 28 novembre. — (AFP).

• En Nouvelle-Calédonie. — Une seconde brigade de gendarmerie a été investie à Ouvéa (Iles Loyauté) par cent cinquante à deux cent Mélanésiens. Ces hommes qui étaient armés ont encerclé le poste de gendarmerie, composé de quatre hommes, mais sans y pénétrer.

• L'équipe de France de football pour affronter la Bulgarie. — Henri Michel a réuni les joueurs suivants pour jouer contre la Bulgarie, le mercredi 21 novembre au Parc des Princes, en match de qualification pour la Coupe du monde 1986 : Bats ; Bihard, Senac, Bossis, Amoros ; Fernandez, Tigana, Platini (capitaine), Genghini ; Stopyra, Bellone. Six autres joueurs seront sur le banc des remplaçants : Rust, Domergue, Ferreri, Tussseau, Touré, Xuerb.

Le numéro du « Monde » daté 20 novembre 1984 a été tiré à 540 936 exemplaires.

CAPELOU
TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT

DUCAL
EXPOSITION ET DEMONSTRATION
CAPELOU Distributeur
MAGASIN DE VENTE
37, rue de la République
PARIS XI^e - Métro PARENTHEUSE
Tél. 357.48.35 + 36

Le Monde SUR MICROFILMS

Le Monde est un journal de référence, et vous le conservez peut-être depuis des années. Mais savez-vous que non seulement tous les exemplaires du Monde depuis 1944 sont à présent disponibles sur microfilms, mais aussi Le Monde Diplomatique et Le Monde de l'Éducation ?

Le microfilm possède de réels avantages que les archives classiques n'ont pas : encombrement réduit, manipulation aisée, produit propre et peu fragile. En cas de perte ou de dommage, il peut être facilement remplacé.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez :

IP Directeur Commercial
RESEARCH PUBLICATIONS LTD
P.O. Box 45, Reading RG1 9HF Angleterre
Tél : 0734-583247 Telex : 8488336 NADL G

PIÈCES DÉTACHÉES - ALGÉRIE
Prix réduits - Livraisons rapides
ELYSÉES Scos
53, rue Sainte-Anne, 75002 Paris Tél : 270618 F ELY 211

La crise tchadienne

M. GAUDIN (UDF) DEMANDE À M. FABUS DE VENIR S'EXPLIQUER DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a regretté, mardi, au cours de son point de presse hebdomadaire, « ce qui se passe actuellement au Tchad ».

« Pour l'image de la France, a-t-il dit, c'est une perte de crédit, une perte de prestige et une humiliation [...]. »

« J'ose espérer, a-t-il ajouté, que le gouvernement va faire mercredi une déclaration sur le Tchad. Il appartient au premier ministre de venir s'expliquer devant l'Assemblée nationale et d'ouvrir le débat, comme sur la question du Liban le 26 octobre 1983, et qu'enfin nous ayons des informations plus précises sur la façon dont on conduit notre diplomatie en Afrique. »

« Le voyage de M. Mitterrand en Côte d'Ivoire et sa rencontre avec Kadhafi », a-t-il souligné, « ne justifient pas des explications » (au cours de la séance hebdomadaire des questions au gouvernement), a poursuivi M. Gaudin, en affirmant : « S'ils refusent d'organiser un débat, on se posera légitimement la question : qu'ont-ils à cacher ? »

« Si le Gouvernement ne prend pas l'initiative mercredi, nous posons la question d'actualité sera réservée au Tchad et sera posée par André Rossini » (UDF - Meurthe-et-Moselle), a précisé M. Gaudin.

LE NIGÉRIA

QUATRE AIRBUS EUROPÉENS
Lagos. — Le ministre nigérien des finances, M. Onalapo Soley, a signé, lundi 19 novembre, la garantie fédérale permettant la livraison par Airbus Industrie de quatre Airbus A-310 achetés par les Nigeria Airways.

La livraison des quatre Airbus est prévue à partir de décembre. Ces avions serviront dans un premier temps sur les lignes intérieures, puis sur les lignes entre le Nigeria et l'Europe. Dix équipages nigériens vont être formés à Toulouse, où certains d'entre eux sont déjà à pied d'œuvre. — (AFP).

En Afghanistan

UN GÉNÉRAL SOVIÉTIQUE AURAIT ÉTÉ TUÉ

Des résistants ont tué un général soviétique en abattant l'hélicoptère dans lequel il se trouvait, le 13 novembre, entre Kost et Kaboul, a-t-on appris, mardi 20 novembre, à New-Delhi, de source diplomatique occidentale. Le général Karaskine (transcription phonétique) aurait commandé la base de Kost-Ashor, capitale de la province de Wardak.

D'autre part, selon des informations concordantes recueillies auprès de plusieurs partis de la résistance à Peshawar, au Pakistan, un groupe de maquisards a détruit entre sept et neuf avions et entre un et trois hélicoptères sur la base aérienne soviétique de Kandahar, aux environs du 10 novembre. — (AFP).

LE GRAND RABBIN SIRAT EST INVITÉ EN URSS

L'ambassade d'Union soviétique à Paris a adressé à M. René-Samuel Sirat, grand rabbin de France, une lettre lui confirmant le principe d'une invitation qui lui avait été transmise, quelques jours auparavant, par les grands rabbins de ce pays. M. Sirat pourrait donc se rendre en Union soviétique prochainement, pour une visite pastorale.

Le grand rabbin de France avait déjà été invité, en 1981, par le grand rabbin de Moscou, mais cette invitation n'avait pas été confirmée officiellement. Le 16 septembre dernier, M. Sirat n'avait pas été reçu, alors qu'il en avait fait la demande, par les représentants religieux présents au pavillon soviétique de la Foire de Strasbourg.

DÉFECTION MASSIVE DE PASSAGERS D'UN PAQUEBOT POLONAIS

Cent quatre-vingt-dix des six cents passagers du paquebot polonais *Stefan Batory*, ne sont pas revenus à bord après une escale du navire à Hambourg, le lundi 19 novembre, et vingt et un d'entre eux ont déjà demandé l'asile politique à la RFA, a annoncé un responsable du port de Hambourg. Cette défection n'est inhabituelle que par son ampleur, car à pratiquement chacun de ses voyages, le *Stefan Batory* perd en route un bon nombre de ses passagers. — (AFP).

Sur le vif

Instruction civique

Il est marquant, Chèvènement ! Moi, je l'adore. Il est rééc comme c'est pas possible. A droite, il n'en revient pas. Il picore, il examine du bec ses formules de l'emporte-pièce sur le collage de la réussite ou l'équilibre républicain, comme des poules qui seraient trouvées un bouton. Il se demandent si c'est du lard ou du cochon.

A gauche aussi d'ailleurs. Je ne sais plus quels députés socialistes lui faisaient remarquer l'autre jour, d'un ton dépit, que la commune doit éduquer, pas instruire, et que son rôle c'est d'apprendre à apprendre. Alors lui : le meilleur moyen d'apprendre, c'est encore d'apprendre. A lire, par exemple. Bonne idée, non ? Voilà des années qu'on n'y avait pas pensé. C'est si vrai que pour enseigner cet art difficile et déstabilisant des cours du soir donnés par des professeurs au Collège de France.

C'est comme le coup de rétablir le brevet de fin d'études et l'instruction civique. Alors là, croyez-moi, ils vont avoir du pain sur la planche, les maîtres. Parce

que c'est pas surpris de leurs parents, eux-mêmes sortis des bancs de l'école nouvelle et permissive, que nos enfants ont pu s'indigner au b a b de leurs droits et de leurs devoirs de futurs citoyens.

La première chose à faire, c'est de profiter du mercredi après-midi pour les emmener en groupes suivre les questions orales à l'Assemblée nationale. Histoire de leur montrer un peu comment se conduisent ceux que nous avons chargés de conduire nos affaires. Et leur apprendre les bonnes manières. C'est vrai, les gosses d'aujourd'hui ont une façon mollesonne et brouillonne de se traiter de con ou de pédé qui pourrait s'affiner un peu au Palais Bourbon.

Et puis, il va falloir envisager des interrogations écrites dont les sujets seraient de nature à développer leur amour de la démocratie et leur respect pour l'opinion d'autrui. Moi, je verrais assez bien : comparer le Picrocholo du microcosme avec le chérubin crapé.

CLAUDE SARRAUTE.

LES OBSEQUES DE KEMAL OZGUL EN TURQUIE

Invité par la CGT à assister en Turquie aux obsèques de Kemal Ozgul, militant CGT né sur les lieux de son travail à Epône, la semaine dernière, notre collaborateur Jean Benoît a été interpellé par la police turque le 19 novembre. Peu après la cérémonie, les Français présents — une représentante de la Ligue des droits de l'homme, M^{me} Anne Bruslon, un avocat, M^{me} Evelyne Mayet-Manville, et deux journalistes, MM. Jean Santon de l'Humanité et Jean Benoît — ont été retenus pendant deux heures et demie dans les locaux de la police provinciale de la ville de Malatya, où ils avaient été ramassés. Ils ignoraient la nécessité de disposer, dans cette région orientale de la Turquie, d'un visa de séjour et d'une notification d'hôtel. Les policiers ont été, de l'avis même de notre collaborateur, « très corrects ».

M. Henri Krasucki et la délégation de la CGT qui devait conduire avaient renoncé à effectuer le voyage. « Nous savions les conditions d'un tel déplacement difficiles. Nous n'avons pas eu les assurances nécessaires pour pouvoir envoyer une délégation officielle », affirme-t-on à la CGT.

TRADUCTIONS
angl. allem. esp. ital. port. holl. dan. norv. suéd. roum. tchèque slov. pol. serb. croat. bulg. roum. hong. fin. grec. alb. ar. turc pers. noig. malai. viet. lao. camb. thaï. 1. de l'ind. cor. jap. chin., etc.
ABC 44 R.N.D. DES VITOIRES
PARIS 2^e TEL. 236.13.03
PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHE

• ERRATUM. — Une erreur technique a amputé, dans certaines de nos éditions, d'une partie de son dernier alinéa la chronique « Sur le vif » parue dans le *Monde* du mardi 20 novembre et intitulée « Tour de taille ». Voici cet alinéa dans son intégralité :

« Depuis le temps qu'on nous fait honte à nous, les manas, avec le test du crayon : posez-en un sous chacun de vos seins : si c'est pas lui qui tombe, c'est votre poitrine qui s'effondre. Voilà un autre test, celui du pantalon, qui va en angloisier plus d'un. Comme le dit très drôlement le Sunday Times, si vous croisez un mec en gaborine, jambes nues émergeant d'un falzar drapé à ses pieds, c'est pas forcément un exhibitionniste, c'est peut-être un cardiaque ! »

NOUVELLE HAUSSE DU DOLLAR : 9,1880 F

Le dollar s'est inscrit en nouvelle hausse, mardi 20 novembre, passant de 9,13 F à plus de 9,1880 F en séance officielle sur la place de Paris, et de 2,9750 DM à 2,9950 DM sur celle de Francfort.

Cette reprise, amorcée depuis le début de la semaine, est attribuée aux incertitudes dans lesquelles se trouvent plongés les milieux financiers internationaux. Nul ne sait, en effet, quelle sera la politique des autorités monétaires dans le domaine des taux d'intérêt, dont la baisse s'est arrêtée. Dans l'expectative, le dollar remonte.

Tousjours dans ce domaine, la Banque d'Angleterre a réduit de 1/4 de point son taux d'intervention, ramenant ainsi, en diminuant de deux de base des banques britanniques, ramené de 10 % à 9 3/4 %.

ilias LALAOUNIS

METAMORPHOSES

Dans son nouveau livre, *MÉTAMORPHOSES*, Ilias Lalounis analyse les sources d'inspiration, les méthodes de travail, la créativité de l'œuvre moderne.

Chaque des dix-neuf collections de bijoux et objets d'art, inspirée de l'histoire, de la nature ou de la technologie, est présentée en couleur et commentée par son créateur.

Pour Ilias Lalounis, chaque bijou a son histoire.

ilias LALAOUNIS

364, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er}) - Tél. : 261-55-85 (place Vendôme)

Athènes - New-York - Zurich - Genève - Hongkong - Tokyo